



Gazette officielle du Québec

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 9 octobre 1971

Québec, Saturday, October 9, 1971

Règlements

Rules

1° Adresser toute correspondance à l'Éditeur officiel du Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

1. Address all communications to The Québec Official Publisher, Parliament Buildings, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

3. Specify the number of insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Éditeur officiel du Québec, qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to The Québec Official Publisher, and any overpayment refunded.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

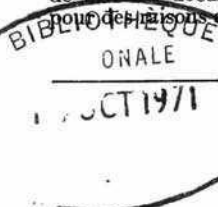
5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7° La *Gazette officielle du Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le **mercredi**, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

7. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach The Québec Official Publisher, not later than **Wednesday**, noon; if Wednesday is a holiday, the deadline is Tuesday noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, The Québec Official Publisher reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.



8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Éditeur officiel du Québec, avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 40 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 220 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 20 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: \$4 des 100 mots.

Exemplaire séparé: \$1 chacun.

Feuilles volantes: \$3 la douzaine.

Périodes d'abonnement: du 1^{er} janvier au 31 décembre, \$20; du 1^{er} avril au 31 décembre, \$15 et du 1^{er} juillet au 31 décembre, \$10.

N.B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Éditeur officiel du Québec,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 30 avril 1969

37883 — 1-52-o

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify The Québec Official Publisher, before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

Advertising, Rates, Subscriptions. etc.

First insertion: 40 cents per agate line, for each version (14 lines to the inch, or 220 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 20 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: \$4 per 100 words.

Single copies: \$1 each.

Slips: \$3 per dozen.

Subscriptions periods: From January 1st to December 31st, \$20; April 1st to December 31st, \$15 and July 1st to December 31st, \$10.

N.B.—Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertions. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by The Québec Official Publisher personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,
Québec Official Publisher.

Parliament Buildings,
Québec, April 30, 1969

37883—1-52-o

Pour toute demande de renseignements concernant publication d'avis, tirés-à-part ou abonnement à la *Gazette officielle du Québec*, veuillez communiquer avec:

Georges Lapierre
Gazette officielle du Québec
Téléphone: (418) 643-5195

Adresser toute correspondance au bureau de

L'Éditeur officiel du Québec,
Hôtel du Gouvernement,
Québec 4, P.Q.

For information concerning the publication of notices, off-prints or subscription rates to the *Québec Official Gazette*, please call:

Georges Lapierre
Québec Official Gazette
Telephone: (418) 643-5195

All correspondence should be sent to the office of the

Québec Official Publisher,
Parliament Buildings,
Québec 4, P.Q.

Compagnies dissoutes

Companies Dissolved

Affiliated Answer Phone Service Co. Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Affiliated Answer Phone Service Co. Ltd. », constituée en corporation le 8 mars 1960, à compter du 15 septembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42323-o 11017-60

À la Cave Notre-Dame inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « À la Cave Notre-Dame inc. », constituée en corporation le 23 juin 1967, à compter du 15 septembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42323-o 2826-67

Jack Brock Realities Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Jack Brock Realities Ltd. », constituée en corporation le 22 août 1956, à compter du 15 septembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42323-o 12646-56

**Château Salaberry limitée de Valleyfield
Chateau Salaberry Limited of Valleyfield**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Château Salaberry limitée de Valleyfield — Chateau Salaberry Limited of Valleyfield », constituée en corporation le 12 février 1947, à compter du 30 septembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42323-o 1742-47

Collège Saint-Vallier

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Collège Saint-Vallier », constituée en corporation le 14 juin 1960, à compter du 15 septembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42323-o 11849-60

Cord Realities Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Cord

Affiliated Answer Phone Service Co. Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of September 15, 1971, of the charter of "Affiliated Answer Phone Service Co. Ltd.", incorporated on March 8, 1960.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42323 11017-60

À la Cave Notre-Dame inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of September 15, 1971, of the charter of "À la Cave Notre-Dame inc.", incorporated on June 23, 1967.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42323 2826-67

Jack Brock Realities Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of September 15, 1971, of the charter of "Jack Brock Realities Ltd.", incorporated on August 22, 1956.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42323 12646-56

**Château Salaberry limitée de Valleyfield
Chateau Salaberry Limited of Valleyfield**

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of September 30, 1971, of the charter of "Château Salaberry limitée de Valleyfield — Chateau Salaberry Limited of Valleyfield", incorporated on February 12, 1947.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42323 1742-47

Collège Saint-Vallier

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of September 15, 1971, of the charter of "Collège Saint-Vallier", incorporated on June 14, 1960.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42323 11849-60

Cord Realities Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender,

Realties Inc. », constituée en corporation le 29 août 1962, à compter du 30 septembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

42323-o

13572-62

Les Développements Blanchet inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Les Développements Blanchet inc. », constituée en corporation le 13 novembre 1963, à compter du 30 septembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

42323-o

4878-63

Léon DuBrow Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Léon DuBrow Corporation », constituée en corporation le 7 février 1956, à compter du 15 septembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

42323-o

10333-56

Foss Construction Co., Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Foss Construction Co., Limited », constituée en corporation le 6 novembre 1945, à compter du 15 septembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

42323-o

6610-45

E. Gingras inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « E. Gingras inc. », constituée en corporation le 29 juin 1962, à compter du 15 septembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

42323-o

12616-62

J. H. Investments Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « J. H. Investments Ltd. », constituée en corporation le 11 octobre 1961, à compter du 30 septembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

42323-o

15427-61

Jo-El Draperies Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des

as of September 30, 1971, of the charter of "Cord Realities Inc.", incorporated on August 29, 1962.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42323-o

13572-62

Les Développements Blanchet inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of September 30, 1971, of the charter of "Les Développements Blanchet inc.", incorporated on November 13, 1963.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42323

4878-63

Léon DuBrow Corporation

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of September 15, 1971, of the charter of "Léon DuBrow Corporation", incorporated on February 7, 1956.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42323

10333-56

Foss Construction Co., Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of September 15, 1971, of the charter of "Foss Construction Co., Limited", incorporated on November 6, 1945.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42323

6610-45

E. Gingras inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of September 15, 1971, of the charter of "E. Gingras inc.", incorporated on June 29, 1962.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42323

12616-62

J. H. Investments Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of September 30, 1971, of the charter of "J. H. Investments Ltd.", incorporated on October 11, 1961.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42323

15427-61

Jo-El Draperies Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and

compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Jo-El Draperies Ltd. », constituée en corporation le 23 septembre 1960, à compter du 30 septembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42323-o

13656-60

**Joallerie la Renaissance inc.
Renaissance Jewellery Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Joallerie la Renaissance inc.— Renaissance Jewellery Inc. », constituée en corporation le 4 mai 1964, à compter du 30 septembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42323-o

1944-64

Labelle Automobile Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Labelle Automobile Itée », constituée en corporation le 28 novembre 1941, à compter du 30 septembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42323-o

8239-41

René T. Leclerc Co.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « René T. Leclerc Co. », constituée en corporation le 27 juillet 1956, à compter du 30 septembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42323-o

12348-56

Lestal & Horn Construction Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Lestal & Horn Construction Ltd. », constituée en corporation le 3 décembre 1957, à compter du 30 septembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42323-o

13852-57

Memphremagog Development Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Memphremagog Development Corp. », constituée en corporation le 14 novembre 1968, à compter du 15 septembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42323-o

5322-68

Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of September 30, 1971, of the charter of "Jo-El Draperies Ltd.", incorporated on September 23, 1960.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42323

13656-60

**Joallerie la Renaissance inc.
Renaissance Jewellery Inc.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of September 30, 1971, of the charter of "Joallerie la Renaissance inc.— Renaissance Jewellery Inc.", incorporated on May 4, 1964.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42323

1944-64

Labelle Automobile Itée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of September 30, 1971, of the charter of "Labelle Automobile Itée", incorporated on November 28, 1941.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42323

8239-41

René T. Leclerc Co.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of September 30, 1971, of the charter of "René T. Leclerc Co.", incorporated on July 27, 1956.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42323

12348-56

Lestal & Horn Construction Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of September 30, 1971, of the charter of "Lestal & Horn Construction Ltd.", incorporated on December 3, 1957.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42323

13852-57

Memphremagog Development Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of September 15, 1971, of the charter of "Memphremagog Development Corp.", incorporated on November 14, 1968.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42323

5322-68

Natofin Management Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Natofin Management Ltd. », constituée en corporation le 27 avril 1965, à compter du 30 septembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42323-o

1966-65

O'Bryan Furs Incorporated

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « O'Bryan Furs Incorporated », constituée en corporation le 10 septembre 1947, à compter du 30 septembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42323-o

5615-47

Olympia Fur Co. Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Olympia Fur Co. Ltd. », constituée en corporation le 5 septembre 1961, à compter du 30 septembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42323-o

14364-61

Powell Rouyn Gold Mines Limited

(No personal liability)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Powell Rouyn Gold Mines Limited » (No personal liability), constituée en corporation le 14 juillet 1937, à compter du 30 septembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42323-o

1793-37

Salaison Beaulac inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Salaison Beaulac inc. », constituée en corporation le 9 février 1956, à compter du 30 septembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42323-o

10366-56

Shaghit Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Shaghit Ltd. », constituée en corporation le 5 juin 1961, à compter du 30 septembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42323-o

12803-61

Natofin Management Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of September 30, 1971, of the charter of "Natofin Management Ltd.", incorporated on April 27, 1965.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42323

1966-65

O'Bryan Furs Incorporated

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of September 30, 1971, of the charter of "O'Bryan Furs Incorporated", incorporated on September 10, 1947.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42323

5615-47

Olympia Fur Co. Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of September 30, 1971, of the charter of "Olympia Fur Co. Ltd.", incorporated on September 5, 1961.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42323

14364-61

Powell Rouyn Gold Mines Limited

(No personal liability)

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of September 30, 1971, of the charter of "Powell Rouyn Gold Mines Limited" (No personal liability), incorporated on July 14, 1937.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42323

1793-37

Salaison Beaulac inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of September 30, 1971, of the charter of "Salaison Beaulac inc.", incorporated on February 9, 1956.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42323

10366-56

Shaghit Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of September 30, 1971, of the charter of "Shaghit Ltd.", incorporated on June 5, 1961.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42323

12803-61

Skiroule (Ontario) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Skiroule (Ontario) inc. », constituée en corporation le 22 septembre 1969, à compter du 30 septembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42323-o 4481-69

Skiroule (Pennsylvania) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Skiroule (Pennsylvania) inc. », constituée en corporation le 25 août 1969, à compter du 15 septembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42323-o 4042-69

Transatlantic Agencies Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Transatlantic Agencies Limited », constituée en corporation le 16 janvier 1940, à compter du 30 septembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42323-o 733-40

Val des Bois Lumber Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Val des Bois Lumber Inc. », constituée en corporation le 24 août 1948, à compter du 30 septembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42323-o 5295-48

Ulrich Investments Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Ulrich Investments Ltd. », constituée en corporation le 22 août 1958, à compter du 30 septembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42323-o 12787-58

Skiroule (Ontario) inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of September 30, 1971, of the charter of "Skiroule (Ontario) inc.", incorporated on September 22, 1969.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42323 4481-69

Skiroule (Pennsylvania) inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of September 15, 1971, of the charter of "Skiroule (Pennsylvania) inc.", incorporated on August 25, 1969.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42323 4042-69

Transatlantic Agencies Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of September 30, 1971, of the charter of "Transatlantic Agencies Limited", incorporated on January 16, 1940.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42323 733-40

Val des Bois Lumber Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of September 30, 1971, of the charter of "Val des Bois Lumber Inc.", incorporated on August 24, 1948.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42323 5295-48

Ulrich Investments Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of September 30, 1971, of the charter of "Ulrich Investments Ltd.", incorporated on August 22, 1958.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42323 12787-58

Ventes pour taxes

Cité de LaSalle

Avis public est, par les présentes, donné que les propriétés ci-dessous décrites seront vendues à l'enchère

Sales for taxes

City of LaSalle

Public notice is hereby given that the properties described hereunder will be sold by public auction

publique à la salle de l'hôtel de ville, dans la cité de LaSalle, au No 13 avenue Strathyre, VENDREDI, le DIX-NEUVIÈME jour de NOVEMBRE 1971, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes non payées et les intérêts mentionnées dans l'état en plus des frais et intérêts qui ont été ou qui pourront être encourus à moins que lesdites taxes, intérêts et frais soient payés avant la vente.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives ou occultes, attachées auxdits immeubles.

in the office of the City Hall, in the City of LaSalle, No. 13 Strathyre Avenue, on FRIDAY, the NINETEENTH day of NOVEMBER, 1971, at TEN o'clock in the forenoon for unpaid taxes, interest and costs mentioned in the statement, in addition to the costs and interest which have been or may be incurred unless said taxes, interest and costs be paid sooner.

The said sale will be made with all active and passive servitudes apparent or occult attached to the said properties.

Nom Name	Numéro du cadastre Paroisse de Lachine Cadastral number Parish of Lachine	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Taxe spéc. Special tax	Intérêts et frais Interests and costs	Total
-------------	------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------	-----------------------------------	---------------------------------	------------------------------------------------	-------

Barcha Inc. (Avec bâtisse dessus érigée). (8855-8857, rue Paquette).	973/4-43, 337	\$ 397.89	\$ 711.98	\$ 56.38	\$ 106.60	\$1,272.85
		(With building thereon erected). (8855-8857, Paquette St.).				

Bruni, Orlando (Avec bâtisse dessus érigée). (1358-1360, rue Maurice).	978/103	677.03	737.33	101.67	160.10	1,676.13
		(With building thereon erected). (1358-1360, Maurice St.).				

Couillard, M.-Mr. & Mme.-Mrs. Bernard (Avec bâtisse dessus érigée). (9370-9372-9372A, rue Airlie).	961/576	573.57	600.33	146.70	101.97	1,422.57
		(With building thereon erected). (9370-9372-9372A, Airlie St.).				

Edco Const. Co. Ltd.	P. 973, P. 977	3,124.37	2,317.00	228.55	507.61	6,177.53
----------------------	----------------	----------	----------	--------	--------	----------

1. Une certaine parcelle de terrain de figure triangulaire étant partie du lot 973 du cadastre officiel de la paroisse de Lachine, division d'enregistrement de Montréal, dans la cité de Montréal, dans la cité de LaSalle.

Bornée au nord-ouest par le lot 973-232 (Boul. Newman), au sud-est par une partie du lot 977 (ci-après décrite), au sud-ouest par le lot 973/270.

Mesurant quatre-vingt-six pieds et quatre-vingt-treize centièmes (86.93') dans sa ligne nord-ouest, quatre-vingt-deux pieds et quarante-six centièmes (82.46') dans sa ligne sud-est, vingt-six pieds et soixante-trois centièmes (26.63') dans sa ligne sud-ouest.

Contenant en superficie mille quatre-vingt-dix-huit pieds carrés (1,098 pi. car.), mesure anglaise.

2. Une certaine parcelle de terrain de figure irrégulière étant partie du lot 977 du cadastre officiel de la paroisse de Lachine, division d'enregistrement de Montréal, dans la cité de LaSalle.

Borné au nord-ouest par une partie du lot 973 (ci-haut décrite) et par le lot 977-3 (Boul. Newman), au nord-est par une autre partie du lot 977, au sud-est par les lots 977-103 à 977-109 inclusivement, au sud-ouest par une autre partie du lot 977 et par le lot 977-25.

Mesurant quatre-vingt-deux pieds et quarante-six centièmes (82.46') dans le premier segment de sa ligne nord-ouest, deux cent huit pieds et sept centièmes (208.07') dans le deuxième segment de sa ligne nord-ouest, cent soixante-dix pieds et vingt-trois centièmes (170.23') dans sa ligne nord-est, quatre-vingt-quatorze pieds et vingt-sept centièmes (94.27') dans le premier segment de sa ligne sud-est, cent trente-trois pieds et trente et un centième (133.31') dans le deuxième segment de sa ligne sud-est, deux cent soixante-dix-sept pieds et six centièmes (277.06') dans sa ligne sud-ouest.

Contenant en superficie cinquante et un mille quatre-vingt-quatorze pieds carrés (51,094 pi. car.), mesure anglaise.

Les parties de lots ci-haut mentionnées contiennent une superficie totale de cinquante-deux mille cent quatre-vingt-douze pieds carrés (52,192 pi. car.) mesure anglaise.

Bounded to the northwest by lot 973-232 (Newman Blvd), to the southeast by part of lot 977 (hereinafter described), to the southwest by lot 973-270.

Measuring eighty-six feet and ninety-three hundredths (86.93') in its northwest line, eighty-two feet and forty-six hundredths (82.46') in its southeast line, twenty-six feet and sixty-three hundredths (26.63') in its southwest line.

Containing an area of one thousand and ninety-eight square feet (1,098 sq. ft.), English measure.

2. A piece or parcel of land of irregular figure being part of lot 977 of the official cadastre for the parish of Lachine, registration division of Montreal, in the city of LaSalle.

Bounded to the northwest by part of lot 973 (hereinabove described) and by lot 977-3 (Newman Blvd), to the northeast by another part of lot 977, to the southeast by lots 977/103 to 977/109 inclusively, to the southwest by another part of lot 977 and by lot 977-25.

Measuring eighty-two feet and forty-six hundredths (82.46') in the first segment of its northwest line, two hundred and eight feet and seven hundredths (208.07') in the second segment of its northwest line, one hundred and seventy feet and twenty-three hundredths (170.23') in its northeast line, ninety-four feet and twenty-seven hundredths (94.27') in the first segment of its southeast line, one hundred and thirty-three feet and thirty-one hundredths (133.31') in the second segment of its southeast line, two hundred and seventy-seven feet and six hundredths (277.06') in its southwest line.

Containing an area of fifty-one thousand and ninety-four square feet (52,094 sq. ft.), English measure.

The parts of lots hereinabove mentioned contain a total area of fifty-two thousand one hundred and ninety-two square feet (52,192 sq. ft.), English measure.

La présente description est basée d'après le titre No 2177818, lequel a été préparé d'après un plan de André Poupard, arpenteur-géomètre en date du 9 septembre 1969, Le tout est tel qu'indiqué sur la copie du plan No. D. 2126, référence 7109-011, en date du 20 septembre 1971 et préparé par M. Jean-Paul Arsenault, Arpenteur-Géomètre.

The above description is based on the title registered under No. 2177818. The said title is in accordance with a plan dated September 9th 1969 and prepared by André Poupard, Québec Land Surveyor.

The whole is as shown on the plan No. D. 2126, reference 7109-011, dated September 20th 1971 and prepared by Mr. Jean-Paul Arsenault, Québec Land Surveyor.

Nom Name	Número du cadastre Paroisse de Lachine Cadastral number Parish of Lachine	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Taxe spéc. Special tax	Intérêts et frais Interests and costs	Total
Em-Jay Knitting Mills Ltd	P. 1003	\$3,538.55	\$8,494.19	\$672.21	\$1,239.31	\$13,944.26
<p>Une certaine parcelle de terrain de figure irrégulière étant partie du lot 1003 du cadastre officiel de la paroisse de Lachine, division d'enregistrement de Montréal, province de Québec, dans la cité de LaSalle.</p> <p>Bornée au nord-ouest par une partie du lot 1003 et par les lots 1003-63 et 1003-64 (rue Lapière), au nord-est par le lot 1006-16 (rue Lapière), au sud-est par le lot 1003-8 (rue Lapière) et par une partie du lot 1003, au sud-ouest par une partie des lots 962 et 970.</p> <p>Mesurant trois cent quatre-vingt-quatorze pieds et quatre dixièmes (394.4') dans sa ligne nord-ouest, neuf cent soixante-huit pieds (968.0' ±) dans sa ligne nord-est, dix-huit pieds et deux dixièmes (18.2') dans le premier segment de sa ligne sud-est, trois cent quatre-vingt-un pieds et deux dixièmes (381.2') dans le deuxième segment de sa ligne sud-est, neuf cent quatre-vingt-neuf pieds et quatre dixièmes (989.4') dans sa ligne sud-ouest.</p> <p>Contenant en superficie trois cent quatre-vingt-quatre mille deux cent soixante-cinq pieds carrés (384,265 pi. car.), mesure anglaise.</p> <p>La présente description est basée d'après le titre No. 1895123, lequel a été préparé d'après le plan R 7411-2, en date du 7 août 1971 par Marc Hurtubise, Arpenteur-Géomètre.</p> <p>Le tout est tel qu'indiqué sur la copie du plan No. D. 2124, référence 7109-009, en date du 20 septembre 1971 et préparé par M. Jean-Paul Arsenault, Arpenteur-Géomètre.</p> <p>A piece or parcel of land of irregular figure being part of lot 1003 of the official cadastre for the parish of Lachine, registration division of Montreal, Province of Québec, in the city of LaSalle.</p> <p>Bounded to the northwest by part of lot 1003 and by lots 1003-63 and 1003-64 (Lapière St.), to the northeast by lot 1006-16 (Lapière St.), to the southeast by lot 1003-8 (Lapière St.) and by part of lot 1003, to the southwest by part of lots 962 and 970. Measuring three hundred and ninety-four feet and four tenths (394.4') in its northwest line, nine hundred and sixty-eight feet (968.0' ±) in its northeast line, eighteen feet and two tenths (18.2') in the first segment of its southeast line, three hundred and eighty-one feet and two tenths (381.2') in the second segment of its southeast line, nine hundred and eighty-nine feet and four tenths (989.4') in its southwest line.</p> <p>Containing an area of three hundred eighty-four thousand and two hundred sixty-five square feet (384,265 sq. ft.), English measure.</p> <p>The above description is based on the title registered under No. 1895123. The said title is in accordance with plan R 7411-2, dated August 7th 1971 and prepared by Marc Hurtubise, Québec Land Surveyor.</p> <p>The whole is as shown on the plan D. 2124, reference 7109-009, dated September 20th 1971 and prepared by Mr. Jean-Paul Arsenault, Québec Land Surveyor.</p>						
Gauvin, Mme-Mrs. Liliane (Avec bâtisse dessus érigée). (8869 à 8883, rue Centrale).	983/11, 12, 13	2,181.34	3,597.52	210.84	536.68	6,526.38
<p>(With building thereon erected). (8869 to 8883, Centrale St.).</p>						
Émile Pesant Inc. (Avec bâtisse dessus érigée). (2351-2353-2353A, rue Gervais).	970/665	406.81	707.57	67.88	131.84	1,314.10
<p>(With building thereon erected). (2351-2353-2353A, Gervais St.).</p>						
Émile Pesant Inc. (Avec bâtisse dessus érigée). (2331-2331-A-2333, rue Gervais).	970/670, 971/705	406.81	707.57	67.88	134.27	1,316.53
<p>(With building thereon erected). (2331-2331A-2333, Gervais St.).</p>						
Émile Pesant Inc. (Avec bâtisse dessus érigée). (2309-2309A-2311, rue Gervais).	971/709	732.74	1,188.62	63.57	186.71	2,171.64
<p>(With building thereon erected). (2309-2309A-2311, Gervais St.).</p>						
Prokopenko, Gregory (Avec bâtisse dessus érigée). (2122-2124, rue Préville).	971/305	696.56	696.91	53.98	150.29	1,597.74
<p>(With building thereon erected). (2122-2124, Préville St.).</p>						
Rockliff Dev. Inc. (Terrain vacant, rue Anita).	977/169, 1006/83	165.13	137.53	12.03	26.66	341.41
<p>(Vacant lot, Anita St.).</p>						
Rockliff Dev. Inc. (Terrain vacant, rue Anita).	977/170	134.27	112.10	9.83	22.01	278.21
<p>(Vacant lot, Anita St.).</p>						
Rockliff Dev. Inc. (Terrain vacant, rue Anita)	977/171	134.27	112.10	9.83	22.01	278.21
<p>(Vacant lot, Anita St.).</p>						
Rockliff Dev. Inc. (Terrain vacant, rue Anita).	977/172	164.73	137.53	12.09	26.63	340.97
<p>(Vacant lot, Anita St.).</p>						

Nom Name	Numéro du cadastre Paroisse de Lachine Cadastral number Parish of Lachine	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Taxe spéc. Special tax	Intérêts et frais Interests and costs	Total
Rockliff Dev. Inc. (Terrain vacant, rue Anita).	977/173.	\$330.94	\$255.46	\$22.43	\$59.49	\$668.32
		(Vacant lot, Anita St.).				
Rockliff Dev. Inc. (Terrain vacant, rue Anita).	1006/92.	170.27	137.53	12.09	18.20	338.09
		(Vacant lot, Anita St.).				
Rockliff Dev. Inc. (Terrain vacant, rue Anita).	1006/93.	138.85	112.10	9.83	22.46	283.24
		(Vacant lot, Anita St.).				
Rockliff Dev. Inc. (Terrain vacant, rue Anita).	1006/94.	138.85	112.10	9.83	22.46	283.24
		(Vacant lot, Anita St.).				
Rockliff Dev. Inc. (Terrain vacant, rue Anita).	1006/95.	170.27	137.52	12.09	27.18	347.06
		(Vacant lot, Anita St.).				
Rockliff Dev. Inc. (Terrain vacant, rue Anita).	1006/96.	162.03	127.34	11.19	25.50	326.06
		(Vacant lot, Anita St.).				
Rockliff Dev. Inc. (Terrain vacant, rue Anita).	1006/97.	119.50	98.99	8.69	19.84	247.02
		(Vacant lot, Anita St.).				
Rockliff Dev. Inc. (Terrain vacant, rue Anita).	1006/98.	264.51	245.99	21.61	45.46	577.57
		(Vacant lot, Anita St.).				
Rockliff Dev. Inc. (Terrain vacant, rue Anita).	1006/99.	225.01	200.13	17.58	37.71	480.43
		(Vacant lot, Anita St.).				
Rockliff Dev. Inc. (Terrain vacant, rue Anita).	1006/100.	128.75	100.42	8.83	20.51	258.51
		(Vacant lot, Anita St.).				
Rockliff Dev. Inc. (Terrain vacant, rue Anita).	1006/101.	170.87	137.53	12.09	27.20	347.69
		(Vacant lot, Anita St.).				
Rockliff Dev. Inc. (Terrain vacant, rue Anita).	1006/102.	170.27	137.53	12.09	27.18	347.07
		(Vacant lot, Anita St.).				
Rockliff Dev. Inc. (Terrain vacant, rue Anita).	1006/103.	138.85	112.10	9.83	22.45	283.23
		(Vacant lot, Anita St.).				
Rockliff Dev. Inc. (Terrain vacant, rue Anita).	1006/104.	138.85	112.10	9.83	22.44	283.22
		(Vacant lot, Anita St.).				
Rockliff Dev. Inc. (Terrain vacant, rue Anita).	1006/105.	170.27	137.53	12.09	27.18	347.07
		(Vacant lot, Anita St.).				
Russell Foster Inc. (Terrain vacant, rue Jean-Chevalier).	998/87.	143.30	130.81	8.15	36.50	318.76
		(Vacant lot, Jean-Chevalier St.).				
Sheppard, Clement G. (Avec bâtisse dessus érigée). (2391 à 2397, rue Rousseau).	970/639.	1,283.92	1,203.56	103.30	270.88	2,861.66
		(With building thereon erected). (2391 to 2397, Rousseau St.).				
Emil Shewchuk & Son Inc. (Avec bâtisse dessus érigée). (7631 à 7637, rue Ravary).	977/101, 1006/63.	757.65	1,064.47	100.63	129.93	2,052.68
		(With building thereon erected). (7631 to 7637, Ravary St.).				
Emil Shewchuk & Son Inc. (Avec bâtisse dessus érigée). (7660 à 7666, rue Denise).	1006/67.	820.40	1,104.43	104.18	128.02	2,157.03
		(With building thereon erected). (7660 to 7666, Denise St.).				
Emil Shewchuk & Son Inc. (Avec bâtisse dessus érigée). (7650 à 7656, rue Denise).	1006/68.	758.37	1,064.47	100.63	120.00	2,043.47
		(With building thereon erected). (7650 to 7656, Denise St.).				
Emil Shewchuk & Son Inc. (Avec bâtisse dessus érigée). (7608-7610, rue Denise).	1006/72.	227.53	136.82	12.02	37.22	413.59
		(With building thereon erected). (7608-7610, Denise).				

Nom Name	Numéro du cadastre Paroisse de Lachine Cadastral number Parish of Lachine	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Taxe spéc. Special tax	Intérêts et frais Interests and costs	Total
Shewchuk, Emil & Shewchuk, Meroslav alias Gerry alias Jerry. (Terrain vacant, rue Lapierre).	1006/113.....	\$1,078.21	\$416.93	\$48.98	\$135.82	\$1,679.94
		(Vacant lot, Lapierre St.).				
Shewchuk, Emil & Shewchuk, Meroslav alias Gerry alias Jerry. (Terrain vacant, rue Lapierre).	1006/114.....	677.44	278.53	32.67	98.27	1,086.91
		(Vacant lot, Lapierre St.).				
Shewchuk, Emil & Shewchuk, Meroslav alias Gerry alias Jerry. (Terrain vacant, rue Lapierre).	1006/115.....	806.23	330.80	38.84	104.87	1,280.74
		(Vacant lot, Lapierre St.).				
Tony Construction Inc..... (Terrain vacant, rue Juliette).	973/8-42, 9-12, 325.	1,184.41	833.87	70.54	201.36	2,290.18
		(Vacant lot, Juliette St.).				
Trident Const. Co. Ltd.....	961/158-3-2, 158-4-2, 158-3-5, 158-3-4, 158-2-2, P. 232.	2,330.95	1,446.52	117.03	379.18	4,273.68

Une certaine parcelle de terrain de figure irrégulière, étant composée des lots 961/158-2-2, 961/158-3-2, 961/158-3-4, 961/158-3-5, 961/158-4-2 et d'une partie du lot 961-232 du cadastre officiel de la paroisse de Lachine, division d'enregistrement de Montréal, dans la cité de LaSalle.

Ladite partie du lot 961-232 étant de figure rectangulaire bornée au nord-ouest par le lot 961/158-4, 2, au nord-est et au sud-est par une autre partie du lot 961-232 (Rue Behrens), au sud-ouest par le lot 961-32.

Mesurant cent trente-deux pieds et quatre-vingt-cinq centièmes (132.85') dans ses lignes nord-ouest et sud-est, douze pieds (12.0') dans ses lignes sud-ouest et nord-est.

Contenant en superficie mille cinq cent quatre-vingt-quatre pieds carrés et deux dixièmes (1,594.2 pi. car.), mesure anglaise.

Les lots ci-haut mentionnés ainsi que ladite partie du lot 961/232 contiennent une superficie totale de trente-huit mille quatre cent quatre-vingt-dix-huit pieds carrés et deux dixièmes (38,498.2 pi. car.), mesure anglaise.

La présente description est basée d'après les titres Nos. 2044390 et 2258942.

Le tout est tel qu'indiqué sur la copie du plan No. D. 2125, référence 7109-010, en date du 20 septembre 1971 et préparé par Jean-Paul Arsenault, Arpenteur-Géomètre.

A piece of parcel of land or irregular figure being comprised of lots 961/158-2-2, 961/158-3-2, 961/158-3-4, 961/158-3-5, 961/158-4-2 and part of lot 961-232 of the official cadastre for the parish of Lachine, registration division of Montreal, in the city of LaSalle.

The said part of lot 961/232 being of rectangular figure, bounded to the northwest by lot 961/158-4-2, to the northeast and to the southeast by part of lot 961-232 (Behrens St.), to the southwest by lot 961-32.

Measuring one hundred and thirty-two feet and eighty-five hundredths (132.85') in its northwest and southeast lines, twelve feet (12.0') in its southwest and northeast lines.

Containing an area of one thousand five hundred and ninety-four square feet and two tenths (1,594.2 sq. ft.), English measure.

The lots hereinabove mentioned as well as the said part of lot 961/232 contain a total area of thirty-eight thousand four hundred and ninety-eight square feet and two tenths (38,498.2 sq. ft.), English measure.

The above description is based on the titles registered under Nos. 2044390 and 2258942.

The whole is as shown on the plan No. D. 2125, reference 7109-010, dated September 20th 1971 and prepared by Mr. Jean-Paul Arsenault, Québec Land Surveyor.

Trident Const. Co. Ltd..... (Terrain vacant, rue Airlie).	974/860.....	474.06	291.82	24.10	74.71	864.69
		(Vacant lot, Airlie St.).				
Trident Const. Co. Ltd..... (Avec bâtisse dessus érigée). (9001 à 9007 rue Airlie).	974/861, 87-1.....	1,722.20	2,599.97	129.13	427.88	4,879.18
		(With building thereon erected). (9001 to 9007 Airlie St.).				
Vannicola, Domenico..... (Avec bâtisse dessus érigée). (356-358, rue Paquin).	971/282.....	430.31	476.45	64.53	74.04	1,045.33
		(With bulding thereon erected). (356-358, Paquin St.).				
White, Edward J..... (Avec bâtisse dessus érigée). (2381 à 2387, rue Rousseau).	970/640.....	1,185.48	1,179.50	101.79	263.82	2,730.59
		(With building thereon erected). (2381 to 2387, Rousseau St.).				

Donné à LaSalle, ce 22e jour de septembre 1971.

Given at LaSalle, this 22nd day of September 1971.

Le greffier,

JACQUELINE GIGUÈRE,

42206-40-2-o

JACQUELINE GIGUÈRE.

42206-40-2-o

City Clerk.

Ville de Trois-Rivières

City of Trois-Rivières

Avis est par le présent donné que le VINGT-SEPTIÈME jour d'OCTOBRE, 1971, à DIX heures de l'avant-midi, à l'Hôtel de ville de Trois-Rivières, les

Public notice is hereby given that on the TWENTY-SEVENTH day of OCTOBER, 1971, at TEN o'clock in the forenoon, at the Trois-Rivières City Hall, the

terres et héritages ci-dessous désignés seront vendus comme étant grevés de taxes scolaires qui n'ont pas été payées dans les six mois après l'avis du dépôt du rôle, tel que requis par la loi; certains de ces immeubles seront vendus à charge pour l'adjudicataire d'acquitter les taxes scolaires, savoir:

1^o Un emplacement situé sur et au côté nord-est de la rue Hertel, en la cité des Trois-Rivières, contenant à peu près quarante-huit pieds de front, mesure anglaise, sur la profondeur qu'il peut y avoir à partir de ladite rue Hertel à aller à la ligne de ceinture du Pacifique Canadien ou représentants; borné en front par ladite rue Hertel, en profondeur par ladite ligne de ceinture ou représentants, du côté nord-ouest par le terrain de Dame Jos. Bergeron ou représentants, et du côté sud-est par la ligne extérieure au pan nord-ouest de la maison portant actuellement les numéros 124, 126 et 128 de la rue Hertel, et appartenant à Ferdinand Tremblay ou représentants, et de là, obliquant un peu vers le nord pour se continuer jusqu'au coin nord-ouest du hangar situé en arrière de cette maison, tel qu'actuellement tracé par la clôture y existant, et longeant ensuite à l'extrémité du mur nord-ouest de ce hangar et en ligne droite jusqu'à la profondeur, lequel emplacement connu et désigné comme faisant partie des lots numéros deux mille douze et deux mille treize (2012 et 2013 pties) au cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, avec la maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, laquelle maison porte les numéros 138 et 140 de la rue Hertel;

Un terrain situé au nord-est de la rue Hertel, en la cité des Trois-Rivières, contenant trente pieds (30') anglais de largeur sur la profondeur qu'il y a de ladite rue au chemin de fer du C.P.R., joignant vers le nord au terrain de Jos. Germain, ou représentants, et vers le sud à celui de Louis Brunelle, ou représentants, étant en grande partie le numéro deux mille treize (P. 2013) et une partie du lot numéro deux mille douze (P. 2012) au cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, avec maison à deux logements dessus construite, rue Hertel, numéro 154, circonstances et dépendances, comme appartenant à Mlle Isabelle Desaulniers.

2^o Un emplacement situé au coin sud-est des rues St-Paul et Des Commissaires, en cette cité, étant la partie nord-ouest du lot de terre connu et désigné sous le numéro 1995 au cadastre d'enregistrement fait pour la cité des Trois-Rivières et contenant soixante pieds (60') de front sur la rue St-Paul et quatre-vingt pieds (80') de profondeur sur ladite rue Des Commissaires, le tout plus ou moins et sans garantie de mesures précises; borné comme suit: en profondeur au lot numéro 1996; vers le sud-est par l'autre partie dudit lot numéro 1995 appartenant à Dame F. Brière; avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances; moins toutefois et à distraire dudit emplacement celui vendu à M. Joseph Alarie, ingénieur de cette cité, comme appartenant à M. William Thibeault.

3^o Un emplacement situé en ladite cité des Trois-Rivières, sur la rue Ste-Cécile, contenant cinquante-deux pieds (52') de largeur par cent vingt pieds (120') plus ou moins de profondeur, borné en front à ladite rue Ste-Cécile et en arrière à un ruisseau, joignant du côté

lands and inheritances hereunder designated will be sold for non-payment of school taxes within the six months following the notice of the deposit of the roll, as required by law; a certain number of these immovables shall be sold on condition that the purchaser pay the school taxes, to wit:

1. An emplacement situated on the northeast side of Hertel Street, in the city of Trois-Rivières, measuring about forty-eight in front, English measure, by the depth which may exist from the said Hertel Street to the borderline of the Canadian Pacific or representatives; bounded in front by the said Hertel Street, in depth by the said borderline or representatives, on the northwest side by the land belong to Mrs. Jos. Bergeron or representatives, and on the southeast side by the exterior line on the northwest side of the house now bearing numbers 124, 126 and 128 Hertel Street, and belonging to Ferdinand Tremblay or representatives, thence, moving in an oblique direction a little to the north to the northwest corner of the shed situated in the rear of this house, as traced by the fence to be found thereon, and then moving along to the extremity of the northwest wall of this shed and in a straight line to the depth, which emplacement is known and designated as forming part of lots numbers two thousand and twelve and two thousand and thirteen (2012 and 2013 parts) on the official cadastre of the city of Trois-Rivières, with the house and other buildings constructed thereon, circumstances and dependencies, which house bears numbers 138 and 140 Hertel Street;

A piece of land situated northeast of Hertel Street, in the city of Trois-Rivières, measuring thirty (30') English feet wide by the depth existing from the said street to the railway of the C.P.R., joining north on the land of Jos. Germain or representatives, and south by that of Louis Brunelle or representatives, forming to a great extent part of number two thousand and thirteen (P. 2013) and a part of lot number two thousand and twelve (P. 2012) on the official cadastre of the city of Trois-Rivières, with a two-storey house constructed thereon, 154 Hertel Street, circumstances and dependencies, belonging to Miss Isabelle Desaulniers.

2. An emplacement situated on the southeast corner of St. Paul and Des Commissaires Streets, in the said city, forming the northwest part of the lot of land known and designated under number 1995 of the official cadastre drawn up for the city of Trois-Rivières and measuring sixty feet (60') in front on St. Paul Street and eighty feet (80') in depth on the said Des Commissaires Street, the whole more or less and without guarantee of precise measurements; bounded as follows: in depth by lot number 1996; on the southeast by the other part of said lot number 1995 belonging to Mrs. F. Brière; with the buildings constructed thereon, circumstances and dependencies; less however and to withdraw from the said emplacement, the one sold to Mr. Joseph Alarie, engineer of the said city, belonging to Mr. William Thibeault.

3. An emplacement situated in the said city of Trois-Rivières, on St. Cécile Street, measuring fifty-two feet (52') wide by one hundred and twenty feet (120') deep, more or less, bounded in front by the said St. Cécile Street and in the rear by a stream joining

sud-est à Mme Wellie Rochefort, et de l'autre côté au nord-ouest à Victor Lord, ou représentants avec une maison et autre bâtisse dessus construite et étant la partie sud-est du lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro P. 2071 du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, sous la réserve en faveur de Maurice Vézina du droit de passer sur ledit terrain près de sa ligne sud-est, comme appartenant à Maurice Vézina & al.

4° Le lot numéro 1761 du cadastre de la cité des Trois-Rivières, avec bâtisse dessus construite, comme appartenant à La Corporation des frères de l'Instruction Chrétienne.

5° Un emplacement au sud-ouest de la rue St-François-Xavier, en la cité des Trois-Rivières, mesurant environ quarante-neuf pieds (49') de largeur par cent six pieds (106') de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de cette cité comme étant partie du lot numéro P. 1675, et comprenant tout le terrain renfermé dans les bornes suivantes: en front au nord-est par la rue St-François-Xavier, en arrière au terrain du Palais de justice, du côté nord-ouest à une autre partie de ce lot appartenant à Delle Edith Williams et du côté sud-est à une autre partie dudit lot, appartenant à M. Roméo Leclerc; avec la maison y construite portant le numéro civique 363 de la rue St-François-Xavier, circonstances et dépendances, comme appartenant à M. Léon Lambert.

6° La subdivision numéro 1494-10 du cadastre de la cité des Trois-Rivières, sans bâtisse, comme appartenant à M. Delphis Lachance, M. St-Louis et A. Gagnon, syndics.

7° Le lot numéro 2177 du cadastre de la cité des Trois-Rivières, avec bâtisse dessus construite, comme appartenant à M. Jean-Paul Bérard.

8° Un emplacement situé au coin ouest des rues St-Denis et Bonaventure, et connu et désigné comme étant partie du lot numéro huit cent soixante-trois (863) du cadastre officiel de ladite cité des Trois-Rivières, mesurant quarante pieds de largeur, par cent pieds de profondeur, le tout à mesure anglaise, et de plus ou moins, et étant le résidu dudit lot cadastral, avec bâtisse dessus construite. À distraire une partie vendue à la Corporation de la cité des Trois-Rivières, comme appartenant à M. Eloi Griffin.

9° La partie sud-est du lot: six cent quatre-vingt-dix de la subdivision officielle du lot originaire: onze cent dix-neuf (1119-P. 690) du cadastre de la cité des Trois-Rivières, et longeant le lot numéro 689 (six cent quatre-vingt-neuf), ayant ladite lisière à détacher du lot: 690 trente-cinq pieds (35') de largeur sur la profondeur du lot; et en plus la partie nord-ouest du lot: six cent quatre-vingt-neuf de la subdivision du lot originaire numéro onze cent dix-neuf (1119-P. 689) du cadastre de la cité des Trois-Rivières, mesurant trente-deux pieds (32') de largeur sur la profondeur du lot, à prendre le long de la ligne du lot: 690 ci-haut mentionnée avec maison y érigée portant le numéro 3350 de la rue Foucher, Trois-Rivières, comme appartenant à Madame Luc Gendron.

Mrs. Wellie Rochefort's land on the southeast side, and on the other side on the northwest by Victor Lord or representatives, with a house and another building constructed thereon and forming the southeast part of the lot of land known and designated as forming lot number part 2071 of the official cadastre of the city of Trois-Rivières, under the reservation in favour of Maurice Vézina for the right of way on the said land near his southeast line, belonging to Maurice Vézina & al.

4. Lot number 1761 of the cadastre of the city of Trois-Rivières, with a building constructed thereon, belonging to "La Corporation des frères de l'Instruction Chrétienne".

5. An emplacement southwest of St. François-Xavier Street, in the city of Trois-Rivières, measuring about forty-nine feet (49') wide by one hundred and six feet (106') deep, English measure and more or less, known and designated on the official plan and book of reference of the said city as forming part of lot number part 1675 and comprising all the land enclosed in the following boundaries: in front on the northeast by St. François-Xavier Street, in the rear by the land of the Court House, on the northwest side by another part of this lot belonging to Delle Edith Williams and on the southeast side by another part of the said lot belonging to Mr. Roméo Leclerc; with the house constructed thereon bearing civic number 363 St. François-Xavier Street, circumstances and dependencies, belonging to Mr. Léon Lambert.

6. Subdivision number 1494-10 of the cadastre of the city of Trois-Rivières, without a building, belonging to Mr. Delphis Lachance, M. St-Louis and A. Gagnon, trustees.

7. Lot number 2177 of the cadastre of the city of Trois-Rivières, with a building constructed thereon, belonging to Mr. Jean-Paul Bérard.

8. An emplacement situated on the west corner of St. Denis and Bonaventure Streets, and known and designated as forming part of lot number eight hundred and sixty-three (863) of the official cadastre of the said city of Trois-Rivières, measuring forty feet in width, by one hundred feet deep, the whole English measure, and more or less, forming the remainder of the said cadastral lot, with a building constructed thereon. Less and to withdraw a part sold to the Corporation of the city of Trois-Rivières, belonging to Mr. Eloi Griffin.

9. The southeast part of lot: six hundred and ninety of the official subdivision of original lot: one thousand one hundred and nineteen (1119-P. 690) of the cadastre of the city of Trois-Rivières, and moving along lot number 689 (six hundred and eighty-nine), the said strip to be detached from the lot; 690, thirty-five feet (35') wide by the depth of the lot; and moreover the northwest part of lot: six hundred and eighty-nine of the subdivision of original lot number one thousand one hundred and nineteen (1119-P. 689) of the cadastre of the city of Trois-Rivières, measuring thirty-two feet (32') wide by the depth of the lot, to be taken along the line of lot: 690 hereinabove mentioned with the house erected thereon bearing number 3350 Foucher Street, Trois-Rivières, belonging to Mrs. Luc Gendron.

10° La subdivision numéro 1119-383 du cadastre de la cité des Trois-Rivières, avec bâtisse dessus construite, comme appartenant à M. Richard Carbonneau.

11° La subdivision 1119-1072-5-1 du cadastre de la cité des Trois-Rivières, avec bâtisse dessus construite, comme appartenant à M. Yves Rocheleau.

12° Un emplacement situé au côté nord-est de la rue Des Forges, en cette cité, de figure irrégulière, contenant environ trente-cinq pieds (35') de front, sur ladite rue et allant en élargissant du côté nord-ouest de manière à avoir environ quarante-six (46') de largeur, au bout de soixante-seize pieds (76') et de là, allant en élargissant encore de manière à avoir environ cinquante-six pieds (56') de largeur au bout de sa profondeur, qui est en total à partir de ladite rue, d'environ cent six pieds (110'), le tout à mesure anglaise, et sans garantie de mesure, le plus ou le moins d'étendue devant être au profit ou à la perte de l'acquéreur, l'emplacement vendu étant la partie sud-est et résidu du lot de terre connu et désigné sous le numéro P. 796 du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, à part la partie nord-ouest d'icelui, vendue par Geo. Courtois à Dame Wellie, Michelin, par acte devant P.O. Guillet, notaire, le 15 juin 1899, avec la maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, comme appartenant à M. Luigi Torieri.

13° La moitié indivisé d'un immeuble sis en la cité des Trois-Rivières, sur le côté nord-ouest de la rue Notre-Dame, connu et désigné au cadastre de la cité des Trois-Rivières comme étant composé:

a) de partie du lot numéro P. 672, bornée en front à la rue Notre-Dame, en arrière à Lionel Lafond, du côté sud-ouest au lot numéro 671 dudit cadastre, propriété de Alexandre Ratel, et du côté nord-est aux parties des lots numéros 672 et 673 dudit cadastre appartenant à messieurs Lessard et Aristide Girard, et comprenant tout le lot 672, moins et à distraire de ce lot les parties d'icelui vendues (1) à la cité des Trois-Rivières par acte devant Me T.E. Normand, notaire, le 9 octobre 1908, enregistré sous le numéro 53854 pour l'élargissement de la rue Notre-Dame (2) à Dame Marie P.V. Ricard Bellefeuille par acte d'échange devant Me L.A. Lemire, notaire, le 3 novembre 1908 enregistré sous le numéro 53992, et (3) à Eddy Martin par acte devant Me J.A. Lemire, notaire, le 6 juin 1913 enregistré sous le numéro 62536 et:

b) de partie du lot numéro P. 673 dudit cadastre, mesurant sept pouces (7") de largeur à son front, se trouvant à vingt-neuf pieds et onze pouces (29'11") de la rue Notre-Dame en suivant la ligne de division des lots numéros 672 et 673 vers le nord-ouest sur une longueur de trente pieds et un pouce (30'1") où elle a une largeur de deux pieds et six pouces (2'6") et bornée au sud-ouest par le lot numéro 672 et des trois autres côtés par le résidu dudit lot numéro 673;

c) toutes les dimensions ci-dessus indiquées sont en mesure anglaise et cette vente comprend les bâtisses érigées sur les susdits immeubles, avec et sujet aux servitudes créées par actes enregistrés sous les numéros

10. Subdivision number 1119-383 of the cadastre of the city of Trois-Rivières, with a building constructed thereon, belonging to Mr. Richard Carbonneau.

11. Subdivision 1119-1072-5-1 of the cadastre of the city of Trois-Rivières, with a building constructed thereon, belonging to Mr. Yves Rocheleau.

12. An emplacement situated on the northeast side of Des Forges Street, in the said city, of an irregular configuration, measuring about thirty-five feet (35'0") in front on the said street and enlarging on the northwest side in such a way as to attain about forty-six (46') in width, at the end of seventy-six feet (76') and thence again enlarging in such a way as to attain about fifty-six feet (56') in width at the end of its depth, which has a total of about one hundred and ten feet (110') from the beginning of the said street, the whole English measure, and without measurement guarantee, the gain or less in measure to be accepted at the purchasers' risk, the emplacement sold forming the southeast part and remainder of the lot of land known and designated under number part 796 of the official cadastre of the city of Trois-Rivières, apart from the northwest part of the latter sold by Geo. Courtois to Mrs. Wellie Michelin, by a deed executed before P. O. Guillet, Notary, on June 15, 1899, with the house and other buildings constructed thereon, circumstances and dependencies, belonging to Mr. Luigi Torieri.

13. The undivided half of an immovable situated in the city of Trois-Rivières, on the northwest side of Notre-Dame Street, known and designated on the cadastre of the city of Trois-Rivières as composed:

(a) of a part of lot number part 672, bounded in front by Notre-Dame Street, in the rear by Lionel Lafond, on the southwest side by lot number 671 of the said cadastre, property of Alexandre Ratel, and on the northeast side by parts of lots numbers 672 and 673 of the said cadastre belonging to Messrs. Lessard and Aristide Girard, and comprising all of lot 672, less and to withdraw from this lot of the parts of the latter sold (1) to the city of Trois-Rivières by a deed executed before Mr. T. E. Normand, Notary, on October 9, 1908, registered under number 53854 for the enlargement of Notre-Dame Street (2) to Mrs. Marie P.V. Ricard Bellefeuille by a deed of exchange executed before Mr. L. A. Lemire, Notary, on November 3, 1908, registered under number 53992, and (3) to Eddy Martin by a deed executed before Mr. J. A. Lemire, Notary, on June 6, 1913 registered under number 62536 and:

(b) of a part of lot number part 673 of the said cadastre, measuring seven inches (7") wide in front, at twenty-nine feet and eleven inches (29'11") from Notre-Dame Street following the line of division of lots numbers 672 and 673 towards the northwest over a length of thirty feet and one inch (30'1") where its width measures two feet and six inches (2'6") and bounded on the southwest by lot number 672 and on the three other sides by the remainder of said lot number 673;

(c) All the measurements hereinabove indicated are English measure and this sale comprises the buildings erected on the aforesaid immovables, with and subject to the servitudes created by the deeds registered under

62356, 71401 et 159911, comme appartenant à M. Charles A. Cournoyer.

Un emplacement sur le côté sud-est de la rue de l'Évêque, contenant soixante-cinq pieds de largeur sur ladite rue par la profondeur qu'il y a de cette rue au terrain des représentants de l'Honorable Jacques Bureau, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la cité de Trois-Rivières comme étant partie du lot seize cent soixante-douze (P. 1672) borné en front par la rue de l'Évêque, en arrière par les représentants de l'Honorable Jacques Bureau, du côté sud-ouest par le lot 1671 et de l'autre côté par une autre partie dudit lot 1672 appartenant maintenant au Dr. J.A. Denoncourt; avec la maison y construite, comme appartenant à M. Charles Albert Dumoulin.

14° Un emplacement situé en la cité des Trois-Rivières, connu et désigné comme étant le lot numéro douze de la subdivision officielle du lot numéro onze cent sept (1107-12) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières. Cinquante pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise, avec bâtisse dessus construite. À distraire vente par Julien Matteau à la Corporation de la cité des Trois-Rivières, comme appartenant à M. Julien Matteau.

15° Un terrain situé au coin des rues St-Georges et St-Stanislas, aujourd'hui Ste-Marie, contenant au front quarante-huit pieds et dix pouces; en profondeur, quarante-trois pieds; du côté de la rue aujourd'hui Ste-Marie, quatre-vingt-deux pieds et du côté sud-est quatre-vingt-six pieds, le tout plus ou moins, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro trois cent soixante-six (P. 366) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, borné comme suit, savoir: au nord-est par la rue St-Georges; au sud-ouest, en profondeur, et au sud-est par partie dudit lot numéro 366 et du côté nord-ouest par ladite rue aujourd'hui Ste-Marie, le tout tel que ledit terrain se trouve actuellement, avec maison et dépendances dessus construites, comme appartenant à Mme Régent Bolduc.

16° Les lots numéros 482 et 481 du cadastre de la cité des Trois-Rivières, sans bâtisse, comme appartenant à M. Émilien Parr.

17° La subdivision 1125-122 du cadastre de la cité des Trois-Rivières, sans bâtisse, comme appartenant à M. Carl Gruninger.

18° La subdivision 1125-123 du cadastre de la cité des Trois-Rivières, avec bâtisse dessus construite, comme appartenant à M. Carl Gruninger.

19° Un emplacement situé sur la rue Des Chenaux en la cité des Trois-Rivières, connu et désigné comme étant le lot numéro cent soixante-treize de la subdivision officielle du lot numéro 1120 (1120-173) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières et une partie du lot numéro P. 174 ayant cinq pieds (5') de largeur de front pour aboutir à rien à sa profondeur et prise du côté sud-est d'icelui, avec une maison dessus construite, circonstances et dépendances, dont la principale porte d'entrée porte le numéro civique 2333 de la rue Des Chenaux, comme appartenant à Mme Roger Rioux.

20° La subdivision 181-619 du cadastre de la paroisse des Trois-Rivières, sans bâtisse, comme appartenant à M. Carl Gruninger.

numbers 62356, 71401 and 159911, belonging to Mr. Charles A. Cournoyer.

An emplacement on the southeast side of l'Évêque Street, measuring sixty-five feet wide on the said street by the depth from this street to the land of the representatives of the Honourable Jacques Bureau, known and designated on the official plan and book of reference of the city of Trois-Rivières as forming part of lot one thousand six hundred and seventy-two (P. 1672), bounded in front by l'Évêque Street, in the rear by the representatives of the Honourable Jacques Bureau, on the southwest side by lot 1671 and on the other side by another part of said lot 1672 now belonging to Dr. J. A. Denoncourt; with the house constructed thereon, belonging to Mr. Charles Albert Dumoulin.

14. An emplacement situated in the city of Trois-Rivières, known and designated as forming lot number twelve of the official subdivision of lot number one thousand one hundred and seven (1107-12) of the official cadastre of the city of Trois-Rivières. Fifty feet wide by one hundred feet deep, English measure, with a building constructed thereon. Less and to withdraw the sale by Julien Matteau to the Corporation of the city of Trois-Rivières, belonging to Mr. Julien Matteau.

15. A piece of land situated at the corner of St. Georges and St. Stanislas Streets, now St. Marie, measuring, in front, forty-eight feet and ten inches; in depth, forty-three feet; on the side of the street now called St. Marie, eighty-two feet and on the southeast side eighty-six feet, the whole more or less, known and designated as forming part of lot number three hundred and sixty-six (Pt. 366) of the official cadastre of the city of Trois-Rivières, bounded as follows, to wit: on the northeast by St. Georges Street; on the southwest, in depth, and on the southeast by part of said lot number 366 and on the northwest side by the said street now called St. Marie, the whole as the said land is now found, with a house and dependencies constructed thereon, belonging to Mrs. Régent Bolduc.

16. Lots numbers 482 and 481 of the cadastre of the city of Trois-Rivières, without buildings, belonging to Mr. Émilien Parr.

17. Subdivision 1125-122 of the cadastre of the city of Trois-Rivières, without buildings, belonging to Mr. Carl Gruninger.

18. Subdivision 1125-123 of the cadastre of the city of Trois-Rivières, with a building constructed thereon, belonging to Mr. Carl Gruninger.

19. An emplacement situated on Des Chenaux Street, in the city of Trois-Rivières, known and designated as forming lot number one hundred and seventy-three of the official subdivision of lot number 1120 (1120-173) of the official cadastre of the city of Trois-Rivières and a part of lot number part 174 measuring five feet (5') wide in front by no depth whatsoever and taken on the southeast side of the latter, with a house constructed thereon, circumstances and dependencies, the main door of which bears civic number 2333 Des Chenaux Street, belonging to Mrs. Roger Rioux.

20. Subdivision 181-619 of the cadastre of the parish of Trois-Rivières, without a building, belonging to Mr. Carl Gruninger.

21° Un emplacement situé du côté nord-est de la rue Ste-Julie, en ladite cité des Trois-Rivières, contenant quinze pieds de largeur, mesure anglaise, par toute la profondeur du lot ci-après mentionné, connu et désigné comme étant la partie nord-ouest du lot numéro quatre-vingt-huit de la subdivision officielle du lot numéro onze cent soixante-quatre (1164-P. 88) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, borné comme suit, savoir: en front, vers le sud-ouest par ladite rue Ste-Julie, d'un côté, vers le nord-ouest par le lot numéro 1164-89, dudit cadastre, en profondeur, par la ligne de profondeur dudit lot, d'un autre côté vers le sud-est par une autre partie dudit lot numéro 88 de ladite subdivision officielle dudit lot numéro 1164, (1164-P 88) vendue ce jour par le présent vendeur, à monsieur Charles Édouard Fafard, avec la maison dessus construite, portant le numéro civique 1490 de ladite rue Ste-Julie, en la cité des Trois-Rivières, circonstances et dépendances.

Par les mêmes présentes, le vendeur accorde à l'acquéreur droit de passage, dans le passage actuellement existant, et situé dans la ligne sud-est du lot numéro 1164-P. 87 sur une largeur de dix pieds, comme appartenant à M. Jean-Marie Fafard.

22° Les subdivisions 1121-498 et 497 du cadastre de la cité des Trois-Rivières, avec bâtisse dessus construite, comme appartenant à M. Roger Bélanger.

23° Un emplacement situé au côté nord-est de la cinquième Avenue, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro cent cinquante-cinq de la subdivision officielle du numéro treize cent soixante-quatre (1364-P. 155) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, mesurant trente pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, et borné en front par la cinquième avenue, en profondeur par le surplus du même lot, au côté sud-est par une ruelle, et au côté nord-ouest par le lot numéro cent cinquante-six de la même subdivision, avec la maison à deux logements dessus construite, circonstances et dépendances, comme appartenant à M. Théophile Landry.

24° La subdivision 181-1-57 du cadastre de la paroisse des Trois-Rivières, sans bâtisse, comme appartenant à M. Carl Gruninger.

25° La subdivision 181-1-56 du cadastre de la paroisse des Trois-Rivières, sans bâtisse, comme appartenant à M. Carl Gruninger.

26° La subdivision 181-1-55 du cadastre de la paroisse des Trois-Rivières, sans bâtisse, comme appartenant à M. Carl Gruninger.

27° La subdivision 181-1-54 du cadastre de la paroisse des Trois-Rivières, sans bâtisse, comme appartenant à M. Carl Gruninger.

28° La subdivision 181-1-53 du cadastre de la paroisse des Trois-Rivières, sans bâtisse, comme appartenant à M. Carl Gruninger.

29° La subdivision 181-1-40 du cadastre de la paroisse des Trois-Rivières, sans bâtisse, comme appartenant à M. Carl Gruninger.

30° La subdivision 181-1-41 du cadastre de la paroisse des Trois-Rivières, sans bâtisse, comme appartenant à M. Carl Gruninger.

21. An emplacement situated on the northeast side of St. Julie Street, in the said city of Trois-Rivières, measuring fifteen feet wide, English measure, by the entire depth of the lot hereinafter mentioned, known and designated as forming the northwest part of lot number eighty-eight of the official subdivision of lot number one thousand one hundred and sixty-four (1164-Pt 88) of the official cadastre of the city of Trois-Rivières, bounded as follows, to wit: in front, on the southwest by the said St. Julie Street, on one side, on the northwest by lot number 1164-89 of the said cadastre, in depth, by the depth line of the said lot, on another side towards the southeast by another part of said lot number 88 of the said official subdivision of said lot number 1164, (1164-Pt 88) sold today by this vendor to Mr. Charles-Édouard Fafard, with the house constructed thereon, bearing civic number 1490 of the said St. Julie Street, in the city of Trois-Rivières, circumstances and dependencies.

Included in the latter, the vendor grants right of way to the purchaser, on the path presently existing and situated on the southeast line of lot number 1164-Part 87 ten feet wide, belonging to Mr. Jean-Marie Fafard.

22. Subdivisions 1121-498 and 497 of the cadastre of the city of Trois-Rivières, with a building constructed thereon, belonging to Mr. Roger Bélanger.

23. An emplacement situated on the northeast side of Fifth Avenue, known and designated as forming part of lot number one hundred and fifty-five of the official subdivision of number one thousand three hundred and sixty-four (1364-Pt. 155) of the official cadastre of the city of Trois-Rivières, measuring thirty feet wide by ninety feet deep, and bounded in front by Fifth Avenue, in depth by the surplus of the same lot, on the southeast side by a lane and on the northwest side by lot number one hundred and fifty-six of the same subdivision, with the two-storey house constructed thereon, circumstances and dependencies, belonging to Mr. Théophile Landry.

24. Subdivision 181-1-57 of the cadastre of the parish of Trois-Rivières, without buildings, belonging to Mr. Carl Gruninger.

25. Subdivision 181-1-56 of the cadastre of the parish of Trois-Rivières, without buildings, belonging to Mr. Carl Gruninger.

26. Subdivision 181-1-55 of the cadastre of the parish of Trois-Rivières, without buildings, belonging to Mr. Carl Gruninger.

27. Subdivision 181-1-54 of the cadastre of the parish of Trois-Rivières, without buildings, belonging to Mr. Carl Gruninger.

28. Subdivision 181-1-53 of the cadastre of the parish of Trois-Rivières, without buildings, belonging to Mr. Carl Gruninger.

29. Subdivision 181-1-40 of the cadastre of the parish of Trois-Rivières, without buildings, belonging to Mr. Carl Gruninger.

30. Subdivision 181-1-41 of the cadastre of the parish of Trois-Rivières, without buildings, belonging to Mr. Carl Gruninger.

31° La subdivision 181-1-42 du cadastre de la paroisse des Trois-Rivières, sans bâtisse, comme appartenant à M. Carl Gruninger.

32° La subdivision 181-1-43 du cadastre de la paroisse des Trois-Rivières, sans bâtisse, comme appartenant à M. Carl Gruninger.

33° La subdivision 181-1-44 du cadastre de la paroisse des Trois-Rivières, sans bâtisse, comme appartenant à M. Carl Gruninger.

34° La subdivision 181-1-45 du cadastre de la paroisse des Trois-Rivières, sans bâtisse, comme appartenant à M. Carl Gruninger.

35° La subdivision 181-1-46 du cadastre de la paroisse des Trois-Rivières, sans bâtisse, comme appartenant à M. Carl Gruninger.

36° La subdivision 181-1-47 du cadastre de la paroisse des Trois-Rivières, sans bâtisse, comme appartenant à M. Carl Gruninger.

37° La subdivision 181-1-48 du cadastre de la paroisse des Trois-Rivières, sans bâtisse, comme appartenant à M. Carl Gruninger.

38° La subdivision 181-1-49 du cadastre de la paroisse des Trois-Rivières, sans bâtisse, comme appartenant à M. Carl Gruninger.

39° Un morceau de terrain situé du côté nord-est du premier rang de la paroisse de St-Michel des Forges, et du côté nord-ouest d'une rue projetée, contenant cent quatre-vingt-dix pieds de largeur à son front, soit du sud-ouest au nord-ouest et allant en rétrécissant dans sa ligne nord-est de manière à ce que la largeur à la profondeur soit réduite à cent trente-cinq pieds, par une profondeur de deux cents pieds, mesure anglaise, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro deux cent douze (P. 212) du cadastre officiel du comté de St-Maurice, pour la paroisse des Trois-Rivières, borné comme suit, savoir: en front, vers le sud-est par la rue projetée, d'un côté vers le sud-ouest par M. Emery Côté, en profondeur, vers le nord-ouest par un nommé Bégin ou représentant et du côté nord-est par M. Georges A. Plourde, avec le chalet dessus, circonstances et dépendances, comme appartenant à M. Émilien Lacerte et Mme Jacques Gilles Gagnon.

40° Des parties du lot numéro partie 1 du cadastre officiel de la paroisse de St-Étienne des Grès, pouvant se décrire comme suit:

1) Étant de figure irrégulière; bornée au nord par les lots 1-135, 1-134, 1-133, 1-132, 1-131, étant la propriété de M. Roger Baribeau, au sud-ouest par une autre partie du lot 1 connue comme étant la propriété de M. Donat Godin ou représentants, au sud-est partie par la propriété dudit Donat Godin ou représentants, partie par le chemin public (boul. St-Michel) partie par des parties dudit lot connues comme étant la propriété de M. C. Marineau et de M. Émile Morin ou représentants, au nord-est partie par la propriété du susdit C. Marineau, partie par une autre partie du lot 1 connue comme étant la propriété de Marcel Martineau;

Mesurant quatre cent seize pieds et quatre dixièmes au nord (416.4') cinq cent quarante pieds à l'ouest (540') deux cents pieds au sud-ouest (200') au sud-est, cent dix pieds (110') de long de l'emplacement de Donat Godin, trois cent cinquante-sept pieds (357') le long

31. Subdivision 181-1-42 of the cadastre of the parish of Trois-Rivières, without buildings, belonging to Mr. Carl Gruninger.

32. Subdivision 181-1-43 of the cadastre of the parish of Trois-Rivières, without buildings, belonging to Mr. Carl Gruninger.

33. Subdivision 181-1-44 of the cadastre of the parish of Trois-Rivières, without buildings, belonging to Mr. Carl Gruninger.

34. Subdivision 181-1-45 of the cadastre of the parish of Trois-Rivières, without buildings, belonging to Mr. Carl Gruninger.

35. Subdivision 181-1-46 of the cadastre of the parish of Trois-Rivières, without buildings, belonging to Mr. Carl Gruninger.

36. Subdivision 181-1-47 of the cadastre of the parish of Trois-Rivières, without buildings, belonging to Mr. Carl Gruninger.

37. Subdivision 181-1-48 of the cadastre of the parish of Trois-Rivières, without buildings, belonging to Mr. Carl Gruninger.

38. Subdivision 181-1-49 of the cadastre of the parish of Trois-Rivières, without buildings, belonging to Mr. Carl Gruninger.

39. A piece of land situated on the northeast corner of the first range of the parish of St. Michel des Forges, and on the northwest side of a planned street, measuring one hundred and ninety feet wide at its front, southwest to northwest and narrowing on its northeast line in such a way that the width to the depth is reduced to one hundred and thirty-five feet, by a depth of two hundred feet, English measure, known and designated as forming part of lot number two hundred and twelve (Pt. 212) of the official cadastre of the county of St. Maurice, for the parish of Trois-Rivières, bounded as follows, to wit: in front, on the southeast by the planned street, on one side on the southwest by Mr. Emery Côté, in depth, on the northwest by a certain Bégin or representative and on the northeast side by Mr. Georges A. Plourde, with the chalet thereon, circumstances and dependencies, belonging to Mr. Émilien Lacerte and Mrs. Jacques Gilles Gagnon.

40. Parts of lot number part 1 of the official cadastre of the parish of St. Étienne des Grès, described as follows:

(1) Consisting of an irregular configuration; bounded on the north by lots 1-135, 1-134, 1-133, 1-132, 1-131, belonging to Mr. Roger Baribeau, on the southwest by another part of lot 1 known as forming the property of Mr. Donat Godin or representatives, on the southeast partly by the property of the said Donat Godin or representatives, partly by the public road (St. Michel Boulevard), partly by the parts of the said lot known as forming the property of Mr. C. Marineau and Mr. Émile Morin or representatives, on the northeast part by the property of the aforesaid C. Marineau, partly by another part of lot 1 known as forming the property of Marcel Martineau;

Measuring four hundred and sixteen and four tenths feet on the north (416.4'), five hundred and forty feet on the west (540'), two hundred feet on the southwest (200'), on the southeast, one hundred and ten feet (110') along the emplacement belonging to Donat

du chemin public, deux cent quarante pieds (240') le long des emplacements de C. Marineau et E. Morin, au nord-est cent vingt-cinq pieds (125') le long de l'emplacement de C. Marineau et cent vingt-sept pieds (127') le long de l'emplacement réservé par Marcel Martineau.

2) Étant de figure triangulaire; bornée au sud-est par le chemin public (boul. St-Michel), à l'ouest par la propriété de M. Roger Baribeau, à l'est par la parcelle ci-après décrite;

Mesurant quatre-vingt-cinq pieds (85') au sud-est, deux cent vingt pieds à l'ouest (220'), cent cinquante pieds à l'est (150').

3) Tous les droits qu'il a ou peut avoir sur le terrain suivant:

Étant de figure triangulaire; bornée au sud-est par le chemin public (boul. St-Michel), à l'ouest partie par la parcelle plus haut décrite, partie par la propriété de M. Roger Baribeau, au nord-est par la partie du lot 1 connue comme étant la propriété de Donat Godin ou représentants;

Mesurant trois cents pieds au sud-est (300'), trois cent soixante pieds à l'ouest (360'), deux cents pieds au nord-est (200').

À distraire les lots subdivisés 1-343 et 1-344 sans bâtisse, comme appartenant à M. Roger Baribeau.

41° 1) Un terrain à St-Michel des Forges, faisant partie du lot numéro P. 34 du cadastre de la paroisse de St-Étienne des Grès, comté de St-Maurice, situé ledit terrain sur le côté sud-ouest de la route nationale, et mesurant cinquante pieds (50') de largeur par soixante et quinze pieds (75') de profondeur, mesure anglaise, et borné comme suit: en front par la route nationale, en profondeur et du côté nord-ouest par la partie dudit lot appartenant à Napoléon Paquin, et du côté sud-est par Dame Flore Paquin épouse de Wilbray Pellerin, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, comme appartenant à Monsieur Roland Milot.

42° 1) Un terrain connu et désigné comme faisant partie du lot numéro P. 236 du cadastre officiel de la paroisse des Trois-Rivières, contenant cinquante-huit pieds (58') de largeur par cinq cents pieds (500') de profondeur, borné et front par le chemin public, en profondeur et du côté nord, par le terrain de M. Eugène Bellefeuille et du côté sud par le terrain de Dame Alphonse Tessier.

À distraire partie cédée à C.T.R. pour élargissement de la rue, comme appartenant à Monsieur Maurice Morneau.

43° 1) Un emplacement situé du côté nord-est du Premier Rang, en la paroisse de St-Michel des Forges, à être pris à cent pieds (100') anglais au nord de la ligne divisant la terre du vendeur de celle de M. Adélar Doucet, l'emplacement présentement vendu, contenant cent pieds (100') de largeur par deux cents pieds (200') de profondeur, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro 9 du cadastre officiel du comté de St-Maurice, pour la paroisse de St-Étienne des Grès,

Godin, three hundred and fifty-seven feet (357') along the public road, two hundred and forty feet (240') along the emplacements belonging to C. Marineau and E. Morin, on the northeast one hundred and twenty-five feet (125') along the emplacement belonging to C. Marineau and one hundred and twenty-seven feet (127') along the emplacement reserved by Marcel Martineau.

(2) Consisting of a triangular configuration; bounded on the southeast by the public road (St. Michel Boulevard), on the west by the property belonging to Mr. Roger Baribeau, on the east by the parcel of land hereinafter described;

Measuring eighty-five feet (85') on the southeast, two hundred and twenty feet on the west (220'), one hundred and fifty feet on the east (150').

(3) All the rights which exist or which may exist on the following land:

Consisting of a triangular configuration; bounded on the southeast by the public road (St. Michel Boulevard), on the west partly by the parcel hereinabove described, partly by the property of Mr. Roger Baribeau, on the northeast by the part of lot 1 known as forming the property of Donat Godin or representatives;

Measuring three hundred feet on the southeast (300'), three hundred and sixty feet on the west (360'), two hundred feet on the northeast (200').

Less and to withdraw subdivided lots 1-343 and 1-344, without buildings, belonging to Mr. Roger Baribeau.

41. (1) A piece of land in St. Michel des Forges, forming part of lot number part 34 of the cadastre of the parish of St. Étienne des Grès, county of St. Maurice, the said piece of land situated on the southwest side of the National Highway, measuring fifty feet (50') wide by seventy-five feet (75') deep, English measure, and bounded as follows: in front by the National Highway, in depth and on the northwest side by the part of the said lot belonging to Napoléon Paquin, and on the southeast side by Mrs. Flore Paquin, wife of Wilbray Pellerin, with buildings constructed thereon, circumstances and dependencies, belonging to Mr. Roland Milot.

42. (1) A piece of land known and designated as forming part of lot number Pt. 236 of the official cadastre of the parish of Trois-Rivières, measuring fifty-eight feet (58') wide by five hundred feet (500') deep, bounded in front by the public road, in depth and on the north side by the land belonging to Mr. Eugène Bellefeuille and on the south side by the land belonging to Mrs. Alphonse Tessier.

Less and to withdraw the part granted to C.T.R. for the enlargement of the street, belonging to Mr. Maurice Morneau.

43. (1) An emplacement situated on the northeast side of the First Range, in the parish of St. Michel des Forges, to be taken at one hundred feet (100') English measure north of the line dividing the land belonging to the vendor from that of Mr. Adélar Doucet, the emplacement now sold, measuring one hundred feet (100') wide by two hundred feet (200') deep, known and designated as forming part of lot number 9 of the official cadastre of the county of St. Maurice, parish of

borné comme suit, savoir: en front, vers le sud-ouest par le Premier Rang et des trois autres côtés par le vendeur, comme appartenant à Monsieur Antonio Paillé. Avec bâtisse dessus construite.

Un certain morceau de terre, de forme irrégulière, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Trois-Rivières comme étant partie du lot P. 281, ayant une largeur de cent soixante-dix-neuf pieds et quatre dixièmes (179.4') à son front sur le boulevard St-Jean et mesurant quatre cent soixante-dix-neuf pieds et quatre dixièmes de pied (479.4') dans sa plus grande largeur et comprenant tout le terrain renfermé dans les bornes suivantes: en front au nord-est par le boulevard St-Jean et à d'autres parties du même lot appartenant à MM. Roméo Landry et Vézina, au nord-ouest à d'autres parties du même lot appartenant à MM. Vézina et Rodolphe Doucet, à l'ouest au terrain de l'Aéroport, et au sud-est à d'autres parties du même lot appartenant à MM. Roméo Landry et Évariste Chamberland; sans bâtisse, circonstances et dépendances, comme appartenant à Monsieur Carl Gruninger.

45° 1) Un emplacement connu et désigné comme faisant partie du lot numéro deux cent quatre-vingt-dix (P. 290) du cadastre officiel de la paroisse des Trois-Rivières, avec bâtisses dessus construite; à charge par lui de céder gratuitement à son frère, Gilles Dubé, à même ledit immeuble un lopin de terre de la contenance de 65 pieds de front par la profondeur dudit lot et situé du côté de l'aéroport; comme appartenant à Monsieur Clément Dubé.

46° 1) Un morceau de terre connu et désigné comme faisant partie du lot numéro 355 du cadastre officiel de la paroisse des Trois-Rivières, mesurant cent quatre-vingt-cinq pieds (185') de largeur par la profondeur allant de la route à Bureau aux limites de la paroisse de la Pointe-du-Lac, sans bâtisse, ce morceau de terrain étant voisin du lot numéro 356, comme appartenant à Monsieur Bill William Thibeault.

47° La subdivision numéro 183-94 du cadastre de la cité des Trois-Rivières, avec bâtisse dessus construite, comme appartenant à Monsieur Jean-Marc Boudreau.

48° La subdivision numéro 184-64 du cadastre de la cité des Trois-Rivières, avec bâtisse dessus construite, comme appartenant à Monsieur Jean-Claude Bédard.

49° La subdivision numéro 193-9 du cadastre de la cité des Trois-Rivières, avec bâtisse dessus construite, comme appartenant à Mlle Agathe Milette.

50° La subdivision numéro 202-22 du cadastre de la cité des Trois-Rivières, avec bâtisse dessus construite, comme appartenant à Monsieur Jacques Raymond.

51° Un morceau de terre de forme irrégulière, situé à St-Michel des Forges, à l'endroit appelé « Vieilles Forges », comprenant tout le terrain enfermé dans les bornes suivantes, savoir: vers le nord-est et le nord-ouest par le contours fait par le chemin public, vers le sud-ouest par Raoul Rathier, et vers le sud-est par les terrains de Lainesse, Martineau et du cordon, connu et désigné comme faisant partie des lots numéros 1 et 2 du cadastre officiel du comté de St-Maurice, pour la paroisse de St-Étienne des Grès, avec le ruisseau passant sur le terrain présentement vendu, comprenant aussi le lac et tous les droits qu'a et peut avoir le vendeur

St. Étienne des Grès, bounded as follows, to wit: in front, on the southwest by the First Range and on the other three sides by the vendor, with a building constructed thereon, belonging to Mr. Antonio Paillé.

44. A certain piece of land of an irregular configuration, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Trois-Rivières as forming part of lot part 281, one hundred and seventy-nine and four tenths feet wide (179.4') at its front on St. Jean Boulevard and measuring four hundred and seventy-nine and four tenths feet wide (479.4') on its largest width and comprising all the land enclosed in the following boundaries: in front on the northeast by St. Jean Boulevard and by other parts of the same lot belonging to Messrs. Roméo Landry and Vézina, on the northwest by other parts of the same lot belonging to Messrs. Vézina and Rodolphe Doucet, on the west by the land of the Airport and on the southeast by other parts of the same lot belonging to Messrs. Roméo Landry and Évariste Chamberland; without buildings, circumstances and dependencies, belonging to Mr. Carl Gruninger.

45. (1) An emplacement known and designated as forming part of lot number two hundred and ninety (Pt. 290) of the official cadastre of the parish of Trois-Rivières, with a building constructed thereon; on condition that he grant his brother, Gilles Dubé, free of charge, from the said immovable, a strip of land measuring 65 feet in front by the depth of the said lot and situated on the side of the Airport; belonging to Mr. Clément Dubé.

46. (1) A strip of land known and designated as forming part of lot number 355 of the official cadastre of the parish of Trois-Rivières, measuring one hundred and eighty-five feet (185') wide by the depth from Bureau Highway to the limits of the parish of Pointe-du-Lac, without buildings, this strip of land neighbouring lot number 356, belonging to Mr. Bill William Thibeault.

47. Subdivision number 183-94 of the cadastre of the city of Trois-Rivières, with a building constructed thereon, belonging to Mr. Jean Marc Boudreau.

48. Subdivision number 184-64 of the cadastre of the city of Trois-Rivières, with a building constructed thereon, belonging to Mr. Jean Claude Bédard.

49. Subdivision number 193-9 of the cadastre of the city of Trois-Rivières, with a building constructed thereon, belonging to Miss Agathe Milette.

50. Subdivision number 202-22 of the cadastre of the city of Trois-Rivières, with a building constructed thereon, belonging to Mr. Jacques Raymond.

51. A strip of land of an irregular configuration, situated in St. Michel des Forges, at a place called "Vieilles Forges", comprising all the land enclosed in the following boundaries, to wit: on the northeast and northwest by the contours made by the public road, on the southwest by Raoul Rathier, and on the southeast by the lands belonging to Lainesse, Martineau and within the cordon, known and designated as forming part of lots numbers 1 and 2 of the official cadastre of the county of St. Maurice, parish of St. Étienne des Grès, with the stream passing on the land now sold, also including the lake and all rights which may

dans le passage de 30 pieds sur le terrain de Raoul Rathier et autres droits plus amplement décrits dans un acte de conventions et entente intervenu entre Jos. St-Pierre, Raoul Rathier et autres, par acte devant le notaire J. C. Sawyer, le 19 juin 1948 et dûment enregistré à Trois-Rivières le 9 juillet 1948 sous le numéro 154,366 avec les 5 petits chalets.

En somme Sieur Paul-Émile Hains vend audit Sieur Roger Baribeau tout ce qu'il avait acheté de Jos. St-Pierre suivant acte de vente devant J. C. Sawyer, le 19 juin 1948, dont copie a été enregistrée à Trois-Rivières numéro 154,367 Vol. 183, moins ce qu'il a vendu audit Roger Baribeau, et à Messieurs Lainesse et Martineau suivant les titres de ces messieurs.

Avec et sujet aux droits de puits et de passage déjà existants dans le pied de la côte et cela à perpétuité en faveur de Roger Baribeau, W. A. Lainesse, Paul Gauthier, un nommé Milette, Joachim L'Heureux, un nommé Martineau, un nommé Morin, et un nommé Godin pour deux droits à lui seul ayant acheté deux terrains, comme appartenant à Monsieur Roger Baribeau.

52° La subdivision numéro 1-343 du cadastre de la cité des Trois-Rivières, sans bâtisse, comme appartenant à Monsieur Roger Baribeau.

53° La subdivision numéro 6-93 du cadastre de la cité des Trois-Rivières, sans bâtisse, comme appartenant à Monsieur Julien Matteau.

54° La subdivision numéro 12-11 du cadastre de la cité des Trois-Rivières, sans bâtisse, comme appartenant à Monsieur Williams Thibeault.

55° La subdivision numéro 12-12 du cadastre de la cité des Trois-Rivières, sans bâtisse, comme appartenant à Monsieur Williams Thibeault.

56° La subdivision numéro 12-13 du cadastre de la cité des Trois-Rivières, sans bâtisse, comme appartenant à Monsieur Williams Thibeault.

57° La subdivision numéro 12-14 du cadastre de la cité des Trois-Rivières, sans bâtisse, comme appartenant à Monsieur Williams Thibeault.

58° La subdivision numéro 313-10 du cadastre de la cité des Trois-Rivières, sans bâtisse, comme appartenant à Monsieur Marcel Bourassa.

59° La subdivision numéro 313-12 du cadastre de la cité des Trois-Rivières, sans bâtisse, comme appartenant à Monsieur Marcel Bourassa.

60° La subdivision numéro 313-14 du cadastre de la cité des Trois-Rivières, sans bâtisse, comme appartenant à Monsieur Marcel Bourassa.

61° La subdivision numéro 313-15 du cadastre de la cité des Trois-Rivières, sans bâtisse, comme appartenant à Monsieur Marcel Bourassa.

62° La subdivision numéro 313-23 du cadastre de la cité des Trois-Rivières, sans bâtisse, comme appartenant à Monsieur Marcel Bourassa.

63° Un emplacement situé du côté sud-ouest de la rue Cartier et ne portant pas de numéro cadastral, ayant environ 80' de largeur par toute la profondeur qu'il peut avoir depuis ladite rue à aller au pied du

belong to the vendor on the passage way of 30 feet on the land belonging to Raoul Rathier, and other rights more fully described in a deed of convention and agreement concluded between Jos. St-Pierre Raoul Rathier and others, by a deed executed before J.C. Sawyer, Notary, on June 19, 1948 and duly registered in Trois-Rivières on July 9, 1948 under number 154,366, with 5 small chalets.

As further explanatory, Mr. Paul-Émile Hains sells to the said Mr. Roger Baribeau, all that he had bought from Jos. St-Pierre, according to a deed of sale executed before J.C. Sawyer, on June 19, 1948, a copy of which was registered in Trois-Rivières, number 154,367, Vol. 183, less than which he sold to the said Roger Baribeau, and Messrs. Lainesse and Martineau according to the titles of these gentlemen.

With and subject to the rights to a well and right of way already existing at the foot of the hill, in perpetuity, in favor of Roger Baribeau, W.A. Lainesse, Paul Gauthier, a certain Milette, Joachim L'Heureux, a Martineau, a certain Morin, and a certain Godin with two rights his alone, purchase of two lands, belonging to Mr. Roger Baribeau.

52. Subdivision number 1-343 of the cadastre of the city of Trois-Rivières, without buildings, belonging to Mr. Roger Baribeau.

53. Subdivision number 6-93 of the cadastre of the city of Trois-Rivières, without buildings, belonging to Mr. Julien Matteau.

54. Subdivision number 12-11 of the cadastre of the city of Trois-Rivières, without buildings, belonging to Mr. Williams Thibeault.

55. Subdivision number 12-12 of the cadastre of the city of Trois-Rivières, without buildings, belonging to Mr. Williams Thibeault.

56. Subdivision number 12-13 of the cadastre of the city of Trois-Rivières, without buildings, belonging to Mr. Williams Thibeault.

57. Subdivision number 12-14 of the cadastre of the city of Trois-Rivières, without buildings, belonging to Mr. Williams Thibeault.

58. Subdivision number 313-10 of the cadastre of the city of Trois-Rivières, without buildings, belonging to Mr. Marcel Bourassa.

59. Subdivision number 313-12 of the cadastre of the city of Trois-Rivières, without buildings, belonging to Mr. Marcel Bourassa.

60. Subdivision number 313-14 of the cadastre of the city of Trois-Rivières, without buildings, belonging to Mr. Marcel Bourassa.

61. Subdivision number 313-15 of the cadastre of the city of Trois-Rivières, without buildings, belonging to Mr. Marcel Bourassa.

62. Subdivision number 313-23 of the cadastre of the city of Trois-Rivières, without buildings, belonging to Mr. Marcel Bourassa.

63. An emplacement situated on the southwest side of Cartier Street and bearing no cadastral number, measuring about 80' wide by the entire depth which may exist from the said street to the foot of St. Louis

coteau St-Louis avec bâtisse dessus construite, comme appartenant à Mme Vve Léo Dufresne.

42308-40-2-o

Le greffier de la ville,
GEORGES BEAUMIER.

Hill, with a building constructed thereon, belonging to Mrs. Léo Dufresne, widow.

42308-40-2

GEORGES BEAUMIER,
City Clerk.

Ville de Shawinigan-Sud

Avis public est par les présentes donné que les propriétés immobilières ci-dessous décrites seront vendues à l'enchère publique, à la Salle du conseil de l'Hôtel de ville, 900, 6e avenue, Shawinigan-Sud, MERCREDI le VINGT-SEPTIÈME jour d'OCTOBRE 1971, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêts, plus les frais encourus ou qui pourraient être encourus à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

Town of Shawinigan-Sud

Public notice is hereby given that the immovable properties described hereunder, situated in the town of Shawinigan-Sud, will be sold by public auction, in the council Hall, 900, 6th Avenue, Shawinigan-Sud, on WEDNESDAY, the TWENTY-SEVENTH day of OCTOBER 1971, at TEN a.m. to satisfy the payment of the municipal taxes and school taxes with interest, plus the costs which have been or may be incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before sale.

Propriétaire et adresse Owner and Address	Cadastre	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes
Buisson, Hercule, 222, 108e Rue, Shawinigan-Sud.....	919-P51	\$ 96.08	\$ 96.66
Clément, Paul, 960, 118e Rue, Shawinigan-Sud.....	916-227	657.90	648.94
Côté, Yvon, 4831 Boulevard St-Joseph Nord, St-Luc de Vincenne, Comté de Champlain...	P. 745	96.44	167.26
Descôteaux, Germain, 11250, boulevard Lacordaire, app. 202, Montréal-Nord.....	157-35	195.14	53.22
Gaudreault, Eugène, 1485, 3e Avenue, Shawinigan-Sud.....	P. 919	176.09	64.27
Gauthier, Faillite Jean-Marc S.B. Freed. Syndic 901 Bleury, suite 312, Montréal 1,.....	898-134	6.90	3.93
Hamel, Léo, 395, 125e Rue, Shawinigan-Sud.....	902-5/3	543.74	278.85
Jacques, J. Thomas & al, 105 Boulevard Laurentien, Shawinigan-Sud.....	P. 924	4,396.73	501.39
Légaré Uldoric, 275, 113e Rue, Shawinigan-Sud.....	P. 919	158.44	
Massicotte, Faillite H.-Paul, Rosaire Drolet Syndic., 103, 5e Rue, Shawinigan.....	P. 756	4.07	2.93
Plastique Cascade ltée, Faillite, Banque Expansion Économique, 550 Bonaventure, Trois-Rivières	746-7	1,944.91	
Thiffeault, Oscar, 1672, 66e Rue, Shawinigan.....	766	9.27	

Les propriétés immobilières susdites sont du cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel et situées dans la ville de Shawinigan-Sud.

La Commission municipale, par une décision en date du 9 septembre 1971, a autorisé l'énumération abrégée des numéros de cadastres des propriétés ci-haut décrites.

Donné à Shawinigan-Sud, ce 24e jour de septembre 1971.

Conditions: comptant.
Copie certifiée conforme.

Le secrétaire-trésorier,
GILLES PINEL.

42284-40-2-o

The above immovable properties are on the plan and in the book of reference of the parish of Notre-Dame du Mont-Carmel and situated in the town of Shawinigan-Sud.

The Québec Municipal Commission, by a decision dated September 9, 1971, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the above immovables.

Given at Shawinigan-Sud, this 24th day of September, 1971.

Conditions: cash.
Certified true copy.

GILLES PINEL,
Secretary-Treasurer.

42284-40-2-o

Cité de Hull

Avis est par les présentes donné par le soussigné, Greffier de la Cité, que les propriétés immobilières ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique, VENDREDI, le DOUZIÈME jour de NOVEMBRE 1971, à DIX heures de l'avant-midi, dans la salle des Comités de l'Hôtel de Ville de la Cité, située au 25, rue Laurier, Hull, P.Q., à défaut de paiement des taxes municipales et/ou scolaires, ainsi que les frais encourus.

City of Hull

Notice is hereby given by the undersigned City Clerk of Hull, that the immovable properties hereunder described will be sold by public auction on FRIDAY, the TWELFTH day of NOVEMBER 1971, at TEN o'clock in the forenoon in the Committee Chamber of the City Hall, 25 Laurier Street, Hull, P.Q., in default of payment of municipal and/or school taxes and costs incurred.

Quartier Laurier — Laurier Ward

No Rôle Roll No.	Propriétaires — Adresse Proprietors — Address	Quartier Ward	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
7	Robitaille, Jean-Claude & Mme Robitaille, Yvon & Mme (Caisse Populaire de Hull, 41, Victoria, Hull), 229/231, rue Papineau	4	70-2	\$1,196.54		\$4.80	\$ 1,201.34
12	Larose, Lucien & Mme, 1-3, rue St-Jean-Baptiste	5	519		\$ 534.66	3.60	538.26
51	Bélisle, Louis & Mme, 67-69, rue St-Laurent	5	N. 487	368.89	316.10	4.20	689.19
60	Normand, André (J. J. Côté, 391, boul. Taché, Hull — Banque de Montréal, 246, boul. St-Joseph, Hull — Florida Arvisais-Lorrain, 92, Jeanne D'Arc, Hull — Avco, C.F.C. Ltée, 143A, Principale, Hull — M. Michel Ste-Marie, 36, boul. Taché, Hull) 70, rue St-Laurent	5	O. 480		103.03	6.10	109.13
92	Monette, Gilbert & Mme (Avco, Delta Realty Ltd., 81, O'Connor, Ottawa — Jacques Beaudry, 35, D'Auvergne, Touraine), 109-111, rue St-Etienne	5	438	787.13	315.65	5.40	1,108.18
267	Picard, Emilien & Mme (Marie, Buteau, veuve Ernest Lacelle, 107, rue St-Etienne, Hull), 222, rue Laval	5	217F-11		197.15	3.70	200.85
269	Breton, Gérard, 218, rue Laval	5	217F-15		27.30	3.60	30.90
304	Antille, Paul-Emile, 117, rue Kent	5	S. 518	216.90		4.40	221.30
338	Arseneault, Réal & Mme (Jacqueline Valiquette, épouse de Henri Séguin, 488, Miller, Gatineau), 195, rue Kent	5	S. 389	327.05		4.80	331.85
355	Tessier, Mme Fernand (Marie-Louise Sirois, 387, St-Patrick, Ottawa) 226, rue Kent	5	217E-13	340.87		2.70	343.57
387	Boucher, Mme Wilfrid, 150, rue Kent	5	N. 462		127.94	3.60	131.54
388	Demers, Mme Félicien, 148, rue Kent	5	S. 462		158.73	3.60	163.33
416	Dupont, J. C. & Mme (Clerinda Dubé, Vve Arthur Denis, 79, Dollard, Hull), 77-79, rue Dollard	4	40-1		230.83	4.40	235.23
425	Cloutier, Georges, 99, rue Dollard	5	N. 504		108.05	3.10	111.15
426	Cloutier, Georges, 101, rue Dollard	5	1/2-S. 499		12.22	3.10	15.32
428	Cabana, Mme Ovila, 105, rue Dollard	5	N. 499	248.27	130.60	4.20	383.07
441	Cyr, Rhéal & Mme, 137, rue Dollard	5	N. 444	372.50	246.86	4.20	623.56
445	Roy, Mme Arthur, 143, rue Dollard	5	N. 432		139.21	3.60	142.81
468	Bastien, Jean-Paul, 197, rue Dollard	5	217E-17, 20	492.43	208.86	4.40	705.69
630	Petit, Paul & Mme (René Gibeau, 1908, Carling, Ottawa), 294, rue Maisonneuve	5	1/2-N. 189		321.35	4.20	325.55
648	Falardeau, Raymond (Caisse Populaire Sacré-Coeur de Hull, 106, boul. Sacré-Coeur, Hull), 254, rue Maisonneuve	5	S. 291, Pt. 302		68.95	4.20	73.15
649	Dagenais, Yves & Mme (Caisse Populaire Sacré-Coeur de Hull, 106, boul. Sacré-Coeur, Hull), 252, Maisonneuve	5	N. 302		123.09	4.20	127.29
650	Bisson, Joseph & Mme (Family Finance (1964) Corp., 2024, Peel, Montréal), 250, rue Maisonneuve	5	S. 302		152.02	4.20	156.22
682-1	Robitaille, Jean-Claude & Mme — Robitaille, Yvon & Mme (Caisse Populaire de Hull, 41, Victoria, Hull), 160, rue Maisonneuve	4	18	1,813.09	776.48	4.80	2,594.37
686	Robitaille, Jos. Edouard & Mme (Shell Oil Co. of Canada, 1255, University, Montréal), 150, rue Maisonneuve	4	44-2	83.94		4.80	88.74
705	Boucher, Fernand & Bourgeois, Eugène (Caisse Populaire de Hull, 41, Victoria, Hull), 197, rue Champlain	5	S. 533	562.36	264.44	4.80	831.60
719	L'Abbé Albert Cunha (Louis Beaumont, 58, Notre-Dame, Aylmer, P.Q. — Caisse Populaire de Hull, 41, Victoria, Hull), 239, rue Champlain	5	349		1,054.29	4.80	1,059.09
744	Guindon, Aurèle & Mme (Caisse Populaire de Hull, 41, Victoria, Hull), 309, rue Champlain	5	N. 209	415.79	171.55	4.80	592.14
752	Petit, Paul & Mme (René Gibeau, 1908, Carling, Ottawa), 327, rue Champlain	5	N. 190		567.80	4.20	572.00
803	Larose, Lucien & Mme (Albert Proulx, 354, Champlain, Hull), 352-354, Champlain	5	N. 149		237.27	4.20	241.47
850	Goyette, Romain, 230, rue Champlain	5	S. 360		108.93	3.60	112.53

No Rôle Roll No.	Propriétaires — Adresse Proprietors — Address	Quartier Ward	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
867	Caveat Holdings Ltd., 176/180, rue Champlain	4	9-2	\$ 157.49		\$2.40	\$ 159.89
873	Perron, Raymond & Mme, 160, rue Champlain	4	46-2		\$ 351.81	3.60	355.41
889	Cyr, Hubert & Mme (Royal Trust Co., 76, Metcalfe, Ottawa — Armand Brière, 7514, Centrale, Ville Lasalle, P.Q.), 175-177, Notre-Dame	5	E. 537, Pt. 536	957.07	406.68	5.40	1,369.15
927	Robineau, Amédée & Giroux, Mme Omer (Thérèse Grangé Thivierge, 64, Brady, Hull), 273, rue Notre-Dame	5	N. 271		276.95	3.10	280.05
1019	Pleignet, Christian (Wilfrid Desjardins, 20, Place La Verendrye, app. 208, Hull — Entreprises Dollard Inc., 5, Brady, Hull), 132-134, rue Notre-Dame	4	74-2		309.07	2.40	311.47
1039	Les Entreprises Rebel Ltée (Fernand Bigras, 255, Notre-Dame, Gatineau — Caisse de Dépôts et Placements du Québec, 1200, La Tour De La Bourse, Place Victoria, Montréal 3, 131, Laurier	5	345, 346, 355, Pt. 356, Pt. 358	10,944.42	10,699.02	5.40	21,648.84
1159	Cadieux, Mme Gérard-C. (Royal Trust Co., 76, Metcalfe, Ottawa), 21, boul. Fournier	5	120-N. 5, S. 6		255.64	4.20	259.84
1176-1	Le Châteauneuf Boisé Inc. (Société centrale d'hypothèques et de logement, Ottawa, Ont.), 65 et 71, Fournier, 15 Bériault	5	120-59, Pt. 119	15,117.84	885.78	4.80	16,008.42

Quartier Frontenac — Frontenac Ward

1541	St-Louis, Paul & Mme, 67, rue Papineau	2	96-4-1, 96-3-2	\$ 765.40	\$ 401.00	\$4.20	\$1,170.60
1558	Parent, Joseph & Mme, 25, rue Papineau	2	96-12-2		151.50	3.60	155.10
1570	Loyer, Fernand (Caisse Populaire St-Joseph, 250, boul. St-Joseph, Hull), 16, rue Garneau	2	96-16-1		133.65	4.20	137.85
1603	Lamoureux, Ovila (Stanley Cross, 7, boul. Hadley, Hull) 96, rue Garneau	3	172-1		210.75	4.20	214.95
1632	Leduc, Lucien & Mme (Beulah Vera Bursaw, épouse de Stewart Stutt, 1132, Normandy Crescent, Ottawa) 79, rue Garneau	3	152-2	300.31	134.24	4.80	439.35
1639	Saucier, Rosario & Mme 51, rue Garneau	2	96-33-1	230.36	98.00	4.20	332.56
1675	Gravelle, René & Mme 24, rue Charlevoix	2	96-46A		157.35	2.80	160.15
1701	Bigras, Gilles (Banque de Montréal, rue Principale, Hull) 90, rue Charlevoix	3	143-1	599.00	235.52	4.80	839.32
1725	Lucas, Donald & Mme (André Joanis, 1230, 14e Ave, Iberville, Qué.— Seaboard Sec. Canadian Ltd., 101, Principale, Hull), 123, rue Charlevoix	3	136-85A		179.35	4.80	184.15
1752	Duval, Léo & Mme (Caisse Populaire Sacré-Coeur de Hull, 106, boul. Sacré-Coeur, Hull), 57, rue Charlevoix	2	96-58A		157.65	4.20	161.85
1834	Piché, Georges-J. & Mme (Laurentide Acceptance Corp. Ltd., 103, Montcalm, Hull — Craig Inv. Ltd. & Montreal Trust Co., 50, Place Crémazie, Montréal), 108, rue St-Laurent	3	135-81-1, 135-82-1		187.65	3.40	191.05
1911	Charbonneau, Jean-Marie & Mme (Fidèle Charbonneau, 88, St-Etienne, Hull), 86, rue St-Etienne	3	135-O. 118		225.57	4.20	229.77
1934	Thom, William & Mme, 1, rue Allard	2	88-1	605.15	208.29	4.20	817.64
1974-1	Grand Prix Const. Ltée (Société centrale d'hypothèques et de logement, Ottawa — Service Social de l'Outaouais, 105, boul. Sacré-Coeur, Hull), 101, Sacré-Coeur	3, 5	5-2, 4-1-2, 217C-2, 217C-1	1,211.06	376.45	5.40	1,592.91
1974	Service Social de l'Outaouais (Missionnaires Oblats Marie Immaculée, 3456, ave Ontario, Montréal), 105, boul. Sacré-Coeur	3, 5	4-1-1, 217C-3, 88-2		3,676.72	4.20	3,680.92
2156-1	Thom, Florian, rue St-Rédempteur	2		146.42	66.84	4.20	217.46

No Rôle	Propriétaires — Adresse	Quartier Ward	Numéro du cadastre	Taxes mun.	Taxes scol.	Frais	Total
Roll No.	Proprietors — Address		Cadastral number	Mun. taxes	School taxes	Costs	
2237	Sigouin, Gilles & Mme (Paul Létourneau, 30, rue Bourget, Hull — Western Saving and Loan Ass., Winnipeg, Manitoba), 174, rue St-Rédempteur	3	151-1		\$ 200.48	\$4.80	\$ 205.28
2253	Cloutier, Omer & Mme (Caisse Populaire Sacré-Coeur de Hull, 106, boul. Sacré-Coeur, Hull), 39, rue St-Hyacinthe	3	52-2		159.16	4.20	163.36
2263	Thibault, Florian, Philion, Marcel (Caisse Populaire de Hull, 41, Victoria, Hull), 61 à 67, St-Hyacinthe	3	21-1, 21-2, 10-18, 10-Pt. S. 17	2,036.47		4.80	2,041.27
2274	Meloche, Émilien & Mme (Caisse Populaire Sacré-Coeur de Hull, 106, boul. Sacré-Coeur, Hull), 89, rue St-Hyacinthe	3	10-10-1		204.96	4.20	209.16
2275	Sabourin, Rhéo (Caisse Populaire St-Rédempteur de Hull, 170, St-Laurent, Hull), 91, rue St-Hyacinthe	3	9-44	377.17	135.35	4.80	517.32
2320	Monette, Maurice & Mme (Michel Lefebvre, 246, St-Rédempteur, Hull — Household Finance Corp., 175, rue Principale, Hull), 44, rue St-Hyacinthe	3	48-2		97.56	4.80	102.36
2323	Roussel, Jean-Claude & Mme (Laurentide Acceptance Corp., 103, Montcalm, Hull — Caisse Populaire St-Rédempteur de Hull, 170, St-Laurent, Hull), 38, rue St-Hyacinthe	3	62-1		180.45	3.40	183.85
2353	Dorsey, René & Mme (Caisse Populaire de Hull, 41, Victoria, Hull — Maurice Miron, 166, Eddy, Hull — Dame Cécile St-Denis Dorsey, 168, rue Eddy, Hull), 166-168, rue Eddy	3	184	1,149.71	843.45	6.00	1,999.16
2387	Cyr, Rhéal (Caisse Populaire St-Rédempteur de Hull, 170, St-Laurent, Hull), 91, rue St-Henri	3	11-3, 11-4		128.55	4.20	132.75
2389	Barette, Mme Rita (Hector Raymond, 99, St-Henri, Hull — Alderic Audet, 355, 68e rue ouest, Charlebourg, Qué.), 99, rue St-Henri	3	8-1-1	576.49	223.30	5.40	805.19
2397	Gauthier, Mme Hector (René Gibeau, 401, Lisgar, Ottawa), 115, rue St-Henri	3	8-25		114.19	4.20	118.39
2448	Cloutier, Joseph & « Mme » (Lionel Leblanc, 54, d'Orsonnens, Hull — Émile Letang, 100, Eddy, Hull), 16, rue St-Henri	3	102-1		158.18	4.80	162.98
2523	Bavay, Roger & Mme (Homeplan Relaty Ltd., 171, Slater, Ottawa — Caisse Populaire de Hull, 41, Victoria, Hull — Gaston St-Laurent, 54, Desjardins, Hull), 167-169, rue Leduc	3	140-1	1,304.84	512.97	6.00	1,823.81
2526	Roy, Jean-Marie & Mme, 195, rue Leduc	3	131-2		203.25	3.60	206.85
2546	Arsenault, Gilles & « Mme », 77, rue Château-guay	3	137-4; 164 Pt. 2		326.34	3.60	329.94
2622	Philion, Aldège & Mme (René Labelle Realities Ltd., 33, Acacia, Ottawa), 41, rue Falardeau	3	13-31		299.65	4.20	303.85
2629	Provost, Mme Fernand (Caisse Populaire Sacré-Coeur de Hull, 106, Sacré-Coeur, Hull), 55, rue Falardeau	3	135-54, 135-55-1		243.43	3.70	247.13
2642	Beaulne, Alfred, 39, rue Guertin	3	135-79		124.76	3.60	128.36
2698	Trépanier, Bernard & Mme (Caisse Populaire Sacré-Coeur de Hull, 106, boul. Sacré-Coeur, Hull — Paul Leduc, 11, Mance, Hull), 11, rue Mance	3	14-19	338.26	303.50	5.40	647.16
2700	Rondeau, Zoël & « Mme » (Pauline Legaré Gignac, 337, Champlain, Hull), 13, rue Mance	3	14-22, 25	295.64		2.70	298.34
2705	Binet, Jules & « Mme » (Caisse Populaire Sacré-Coeur de Hull, 106, boul. Sacré-Coeur, Hull), 27, rue Mance	3	14-47		85.77	3.10	88.87
2708	Courval, Lucien (Caisse Populaire de Hull, 41, Victoria, Hull), 44, rue St-Hélène	3	135-122-2, 135-123-1		92.45	4.20	96.65
2721	Croisetière, Rosario & Mme (Gaston Adam, 3, Villeneuve, Hull), 16, rue Ste-Hélène	3	135-110-2		113.88	3.10	116.98

No Rôle Roll No.	Propriétaires — Adresse Proprietors — Address	Quartier Ward	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
2729	Dubé, Ubald & Mme (François Groulx), 7, rue Ste-Hélène	3	135-143		\$ 117.80	\$4.20	\$ 122.00
2748	Bourassa, Hector Jr., 31, rue St-Pierre	3	14-42		65.15	3.10	68.25
2757	Arvisais, Robert & Mme (Ida Leonard, 88, Montcalm, Hull — Caisse Populaire Sacré-Coeur de Hull, 106, boul. Sacré-Coeur, Hull) 7, rue St-Pierre	3	14-11	\$ 280.79		5.40	286.19
2781	Perras, Jacques (Léon Beaudry, 386, Maria Goretti, Vanier), 165, rue Laval	3	135-159		217.70	4.20	221.90
2791	Cyr, Roméo, 191, rue Laval	3	135-149	348.68		4.20	352.88

Quartier Montcalm — Montcalm Ward

3188	Leduc, Mme P. V., Gagnon, Mme Ernest (Royal Trust, 76, Metcalfe, Ottawa — Turst Général du Canada, 120, rue Principale, Hull), 112-114, rue Principale	3	724-1, 723-Pt. 2		\$2,938.93	\$4.80	\$ 2,943.73
3203	Duvernay Entreprises Inc. (Ministère du Revenu, P.Q. — Co. Hôtel Windsor de Hull, 207, rue Principale, Hull — The T. Eaton Co. of Mtl., 677, Ste-Catherine ouest, Mtl. — Capital Funds Inc., 1320, boul. Graham, Ville Mont-Royal), 207, rue Principale	4	Pt. 284	16,426.67	12,388.17	9.60	28,824.44
3207	Bruce McDonald Ltd. (The T. Eaton Co. of Mtl., 677, Ste-Catherine ouest, Mtl. — Traders Finance Co. Ltd., 625, Church Street, Toronto), 187, rue Principale	4	Pt. N.E. 323	789.36	446.60	8.20	1,244.16
3219	Proulx, Armand, McKimm, R.-Warden (Royal Trust Co. & Niagara Mort. and Loan Co. Ltd., 76-77, Metcalfe St., Ottawa), 141, rue Principale	3	652-5, 652-6	12,067.57	5,542.03	5.40	17,615.00
3222	Cooper, Jack-R. & « Mme », 123-125, rue Principale	3	652-8, 654-4	1,411.03		4.20	1,415.23
3351	Desjardins, P. Brassard, R. & Mme (Fidelity Finance Corp., 5450, Côtes des Neiges, suite 511, Mtl. — Caisse Populaire de Hull, 41, Victoria, Hull), 81, rue Wright	3	509		220.54	4.80	225.34
3366	Gauthier & Frères Enrg., 13, rue Wright	2	229-1; Pt. O. 228	547.44	272.90	4.20	824.54
3390	Bruce MacDonald Ltd., 92-106, rue Hôtel-de-Ville	4	285, 286, 291, Pt. N. 318	16,417.15	13,037.73	4.80	29,459.68
3414	Les Placements Beau-Geste Ltée (Donat Boisvenu, 401, rue Principale, Buckingham, P.Q.) 105, Hôtel-de-Ville	4	261-2	1,166.13		4.80	1,170.93
3433	Joanette, André & Mme (Caisse Populaire Brébeuf, 345, boul. Taché, Hull — Hector Chason, 11, Alexandre, Limbour, P.Q.), 9, rue Hôtel-de-Ville	3	487	717.35	246.72	5.40	969.47
3518	Duguay, Roger & Mme (Caisse Populaire de Hull, 41, rue Victoria, Hull), 66-68, rue Frontenac	3	371	569.44	225.44	4.80	799.78
3554	Émond, Palma & Mme (Bernigro Rodriguez, 1375, Michel, Ottawa — Trust Général du Canada, 120, rue Principale, Hull), 1, rue Frontenac	3	344-2		406.00	4.80	410.80
3564	Cyr, Maurice (Emilia Thibert Desormeaux, 21, Lois, Hull), 2, rue Bagot	2	O. 214		31.18	4.20	35.38
3569	Poitras, Lucien (Avco Financial Serv. Central Ltd., 101, rue Principale, Hull — Seaboard Sec. Can. Ltd., 120, rue Principale, Hull, 1 rue Bagot	2	213-2	538.31	295.31	5.40	839.48
3616	Vazquez, Emilio & Mme (Caisse Populaire de Hull, 41, rue Victoria, Hull), 47-49 rue Gagnon	2	160-1		214.31	4.20	218.51
3621	Périard, Simone, rue Gagnon	2	395	153.88	27.30	4.20	185.38
3681	Lafamme, Roger (Ronald Belec, 30, Dumas, Hull — Pierre Bélanger, 25, Laurier, Deschênes), 24, rue Papineau	2	109-1		140.51	4.80	145.31

No Rôle Roll No.	Propriétaires — Adresse Proprietors — Address	Quartier Ward	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
3722-1	Motel Fontaine Bleue Inc. (Succ. Israël Zumar — Banque Provinciale du Canada, 161, rue Principale, Hull), 1, rue Montcalm	2..	316-2	\$9,979.39		\$5.40	\$9,984.79
3722-2	Motel Fontaine Bleue Inc., rue Montcalm	2..	Pt. ruisseau de la Brasserie	184.72		4.20	188.92
3723	Motel Fontaine Bleue Inc. (Caisse Populaire de Hull, 41, Victoria, Hull), 5 rue Montcalm	2..	316-3	466.59		4.80	471.39
3730	Cantrend Industries Ltd., 43-45, rue Montcalm	2..	241-1, 242-1, 243, 244-3		\$4,475.90	3.60	4,479.50
3735	S. E. Woods Sportswear Ltd. (Harold Bowes Joshua Richardson — Succ. Cairine R. Wilson), 81 à 89, rue Montcalm	2..	215, 216		4,038.60	4.80	4,043.40
3736	Cyr, Maurice (Emilia Thibert Désormeaux, 21, Lois, Hull — Guy Chennevert, 92, Maurice, Hull, 91-93-95, rue Montcalm	2..	E. 214		416.58	4.80	421.38
3748	Roussel, Gilbert & Mme (Tilam Inv., 50, Place Crémazie, suite 919, Mtl.), 137, rue Montcalm	2..	191	261.08	187.95	4.80	453.83
3750	Périard, Jean, Marcel, Roland, Jeannine, Simone, Jacqueline, 147-149, rue Montcalm	2..	Pt. 189	494.59	216.08	4.20	714.87
3751	Périard, Jean, Marcel, Roland, Jeannine, Simone, Jacqueline, 151, rue Montcalm	2..	Pt. 189	214.78	89.65	4.20	308.63
3819-2	Lafrance, Andre & Mme (Caisse Populaire Ste-Bernadette, 15, Ste-Bernadette, Hull), 40, rue Carillon	2..	179-1, 180-2		521.84	4.20	526.04
3850	Payette, Bernard & « Mme » (Lucien Maren-gère, 142, St-Rédempteur, Hull), 142, rue St-Rédempteur	3..	Pt. 243, 297-Pt. 8		108.14	4.20	712.34
3856	Fréchette, Edgar & Mme (Superior Discount Ltd., 30, rue Rideau, Ottawa), 128-130, rue St-Rédempteur	3..	295-3; 294; 296-7	302.98	234.33	4.80	542.11
3877	Castagne, Fernand & Mme, 53, rue Eddy	3..	633, 634		460.58	3.60	464.18
3930	Eyamie, Joe (Charter Credit Corp., 50, Place Crémazie, suite 919, Mtl), 104-106, rue Eddy	3..	406; 521	1,602.26	841.63	4.80	2,448.69
3965	Duguay, Donat, 73, rue St-Jacques	3..	436		153.18	3.60	156.78
3972	Rochon, Dioscoride & Mme (Caisse Populaire de Hull, 41, Victoria, Hull), rue St-Jacques	3..	357-2, 360	96.90	40.67	4.80	142.37
3973	Rochon, Dioscoride & Mme (Caisse Populaire de Hull, 41, Victoria, Hull), 99, rue St-Jacques	3..	359, 358-2	669.97	283.49	4.80	958.26
3992	Harper, Fernand & Mme (Caisse Populaire de Hull, 41, rue Victoria, Hull), 148, rue St-Jacques	3..	213-1, 197-4		153.18	4.20	157.38
4082	Poirier, Léopold (Adélarde Baker, 42, Dalpé, Hull — Riobec Ass., 37, Normandie, Hull — Moses Abrahams, 4530, Côtes des Neiges, app. 1111, Mtl — Seaboard Sec. Can. Ltd., 101, rue Principale, Hull), 31, rue Château-guay	3..	702	817.21	325.75	6.60	1,149.56
4133	Duval, Léo & Mme (Bertin Leclair, 43, rue Binet, Hull), 126, rue Laval	4..	97-1		165.00	4.20	169.20
4146	Gendron, Raoul & Mme (Caisse Populaire de Hull, 41, rue Victoria, Hull), 80-82, rue Laval	4..	225-B	416.03	143.65	4.80	564.48
4151	Immeubles Tessier Ltée (Coronation Credit Corp. Ltd., suite 411, 36, Toronto St., Toronto), 66, rue Laval	4..	288-B, 287-B	245.48	93.23	4.80	343.51
4184	Séguin, Vincent (Caisse Populaire Sacré-Coeur de Hull, 106, boul. Sacré-Coeur, Hull), 78, rue Kent	4..	Pt. 99	443.19	169.87	4.80	617.86
4210	Proulx, Louis Gonzague & Mme (Seaboard Sec. Can. Ltd., 101, rue Principale, Hull), 52, rue Dollard	4..	124-1	472.97	172.09	4.80	649.86
4314	Daigle, Paul & Mme (Marie Louise Thibault Heyendal, 272, Elm, Gatineau), 124, rue Champlain	4..	137-A		232.83	3.10	235.93

Quartier Tétreau — Tétreau Ward

No Rôle Roll No.	Propriétaires — Adresse Proprietors — Address	Quartier Ward	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
4520	Gervais & Masson Const. Ltée (Banque Prov. du Canada, 161, Principale, Hull — Jacques Masson, 11, Front, Hull — Cie Ass. Vie Crown Life, 120, Bloor Street east, Toronto), rue Millar	1..	317-59		\$ 30.03	\$ 5.40	\$ 35.43
4528-1	Proulx, Armand & Mme (Royal Trust Co. & Niagara Mort. Co. Ltd., 76-77, Metcalfe, Ottawa), 28, rue Millar	1..	317-Pt. 38 Pt. 39		422.15	3.40	425.55
4548	Beauchamp, Clément & « Mme » (Succ. Eugène François Marchand a/s Pierre Eugène Marchand, 37, boul. Taché, Hull — Can. Life Ass. Co., 330, University Ave., Toronto), 31, rue Hadley	1..	261-48	\$ 874.94	288.32	5.40	1,268.66
4629	Fortin, Ivanhoe & Mme (Caisse Populaire de Hull, 41, Victoria, Hull), 403, boul. Taché	1..	16-4-2, 15-1		162.65	4.20	166.85
4647-3	B. M. Developments (Québec) Ltd. (Montreal Trust Co., 777, Dorchester ouest, Mtl), 476, boul. Taché	1..	9-16-23, 24, 9-Pt. 12		1,034.82	3.10	1,037.92
4647-4	B. M. Developments (Québec) Ltd., boul. Taché	1..	9-Pt. 28		252.14	2.80	254.94
4715	Séguin, Mme Georges-P., 68, rue de Lanaudière	1..	16-7-1	397.37	315.30	4.20	716.87
4733-2	Landry, Yvon & Mme (Caisse Populaire de Hull, 41, Victoria, Hull), 83, de Lanaudière	1..	15 Pt. O. 15, Pt. E. 14		209.42	3.70	213.12
4745	O'Neil, James-H. & « Mme » (Caisse Populaire Brébeuf, 345, boul. Taché, Hull), 37, rue de Lanaudière	1..	32	482.27	164.30	4.80	651.37
4758	Parizeau, Émile & Mme (Seaboard Sec. Can. Ltd., 101, rue Principale, Hull), 42, rue Prévost	1..	338-9, Pt. 336		104.14	3.10	107.24
4794-2	Beaudry, Mme Lucien (Seaboard Sec. Can. Ltd., 101, rue Principale, Hull), 46, rue Tétreau	1..	95-B	716.67	406.66	4.80	1,128.13
4905-2	Plouffe, Robert (Succ. Raoul Trépanier), 55, rue Coallier	1..	17 Pt. N. 25, Pt. N. 24B		282.65	4.20	286.85
4914	Landry, Yvon (Marthe Filion, 260, Mutchmore, Hull — Caisse Populaire de Hull, 41, Victoria, Hull), 52, rue Bégin	1..	338-1, 338-4, Pt. 337		287.38	4.80	292.18
4949-1	Villeneuve, Raymond-A. (Jean-Claude Villeneuve, 12, Claire, Pte-Gatineau — Caisse Populaire Brébeuf, 345, boul. Taché, Hull), 12, rue Barette	1..	339 Pt. N. 25		97.48	4.80	102.28
4980	Caisse Populaire de Hull, 23, rue Moncion	1..	9-15-12	704.95	305.22	4.20	1,014.37
5270	Bigras, Gilles & Mme (Raymond Tanghe, 305, Thomas Pepin, Boucherville, P.Q.), 56, rue St-Cyr	1..	10-10-93	736.47	277.96	4.80	1,019.23
5325	Hopson, René & Mme (Caisse Populaire Brébeuf, 345, boul. Taché, Hull), 17, rue Roussillon	1..	255-60, 59		179.56	3.10	182.66
5330	Côté, Jules & Mme (Réjean Hotte, 37, Chouinard, Hull — Royal Trust Co., 76, Metcalfe, Ottawa), 31, rue Roussillon	1..	255-67, 68		365.32	4.30	369.62
5363	Lavigne, Georges & Mme (Caisse Populaire St-Joseph, 250, boul. St-Joseph, Hull), 29, rue Châteaubriand	1..	255-394, 395-A, 1226-B	522.66	266.68	4.80	794.14
5439	Charron, Hector & « Mme » (Milina Millaire Charon), 17, rue Scott	1..	255-143	219.91	226.19	4.80	450.90
5448-1	Thom, Floriant & Mme, 63, rue Scott	1..	255-633; Pt. 634	753.43	303.14	4.20	1,060.77
5489	Pagé, Aldège & Mme, 9, rue Châtelain	1..	255-160, 161	230.87		4.20	235.07
5508	Barette, Mme Émile (Imperial Oil Ltd. — Niagara Mort. and Loan Co. Ltd., 77, Metcalfe, Ottawa), 18, rue Graham	1..	255 E. 500A, O. 499A		118.49	3.40	121.89

No Rôle Roll No.	Propriétaires — Adresse Proprietors — Address	Quartier Ward	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
5515	Jetté, Albert & Mme (alice Cotuan Desjardins), 11, rue Duquesne.	1..	255-555, 556..	\$ 518.96	\$ 267.71	\$4.80	\$ 791.47
5516	Legault, Joseph (Succ. Laura Giroux Rousselle, 15, rue Duquesne, Hull), 15, rue Duquesne.	1..	255-554		143.74	4.20	147.94
5534	Lacasse, Gabriel & Mme (Int. Paint Co. Ltd., 6700, Park Ave., Mtl. — André Lacasse, 23, Moncion — Lionel Hotte), 9-11 rue Lavigne.	1..	255-646, 647, Pt. 1184.		244.98	5.40	250.38
5559	Lacasse, Gabriel & Mme (André Lacasse, 23, Moncion, Hull — Int. Paint Co. Ltd., 6700, Park Ave., Mtl. — Lionel Hotte — Seaboard Discount Co. Ltd., 149½, rue Principale, Hull), 8, rue Lavigne.	1..	255-658, Pt. 1175.		158.22	6.00	164.22
5574	Beaulne, Ferdinand & Mme (Eugène Thibeault), 49, rue Bienville.	1..	255-739, Pt. 1174.		86.54	4.20	90.74
5623	Grenier, Pierre & Mme (Alice Cotuan Desjardins, 138, Wellington, Hull — L'agence Immobilière de Hull Ltd., 165, rue Principale, Hull), 13, rue St-Jean-Bosco.	1..	255-1049, Pt. 1158-A.	313.91	140.20	5.40	459.51
5659	Plouffe, Roger (Henri Bernard, 90, St-Jean Bosco, Hull), 90, rue St-Jean-Bosco.	1..	255-1098, 1099, Pt. 1148-B.		169.85	4.20	174.05
5669	Dumouchel, Raymond & « Mme » (Charter Credit Corp., 50, Place Crémazie, suite 919, Mtl), 46, St-Jean-Bosco.	1..	255-1078B, 1079, Pt. 1148B.	668.35	287.50	4.80	960.65
5677	Meunier, Lucien & Mme (Fidelity Finance Corp., 5450, Côte des Neiges, suite 511, Mtl — Oscar Duquette, Limbour — Joseph Marcotte et al., 8, Fontaine, Hull — Rhéa Bélanger Couture, 76A, Hôtel de Ville, Hull), 22, rue St-Jean-Bosco.	1..	255-1068, 1069A, Pt. 1148B.	928.65	427.52	6.60	1,362.77
5696	Beaudry, Arthur & Mme (Niagara Mort. & Loan Co. Ltd., 234, Sparks Street, Ottawa), 65, rue Délorimier.	1..	254-22	724.67	232.84	4.80	962.31
5697	Guillot, Paul, (Caisse Populaire de Hull, 41, Victoria, Hull — Arthur Baudry jr., 15, Juges, Hull), 67, rue Délorimier.	1..	254-23		110.80	4.80	115.60
5701	Prud'homme, Roland & Mme, (Caisse Populaire St-Jean-Bosco de Hull, 25, rue Booth, Hull), 77, rue Délorimier.	1..	254-27		155.92	3.70	159.62
5721	Henderson, John Jr. & Mme (Dame Aldège St-Denis, 123, Delorimier, Hull), 123, rue Délorimier.	1..	254-164		202.44	2.10	204.54
5724	Lusignan, Mme J. Henri, 122, rue Délorimier.	1..	254-171	475.03	267.39	4.20	746.62
5726	Villeneuve, Théophile & Mme — Renaud, Regina — Renaud, Germaine, 118, rue Délorimier.	1..	254-173		41.21	3.60	44.81
5761	Blondin, Serge & Mme (Magil Housing Corp., 410, Gratton, Ville St-Laurent — Caisse Populaire St-Jean Bosco, 25, rue Booth, Hull), 5, rue Rouville.	1..	254-53	447.16		2.90	450.06
5787	Morissette, Cléophas & Mme (Family Finance (1964), Corp., 2024, Peel Mtl), 86, rue Rouville.	1..	254-202	675.18	229.65	4.80	909.63
5803	Gaudreau, Wilfrid & Mme (Caisse Populaire St-Jean-Bosco de Hull, 25, rue Booth), 40/42, rue Rouville.	1..	254-67		295.30	4.20	299.50
5825	Lalonde, Albert & Mme (Marie-Ange Roy Pharrand, 152, rue Laval, Vanier), 37, rue Chauveau.	1..	254-91		114.19	4.20	118.39
5849	Provost, Raoul & Mme (Seaboard, Sec. Can. Ltd., 101, rue Principale, Hull), 84, rue Chauveau.	1..	254-236	450.00	190.69	4.80	645.49
5855	Lunam, Edward (Léopold Poirier, C.P. 574, Hull — Gestion Hulwata Ltd., C.P. 574, Hull), 44, rue Chauveau.	1..	254-95	482.50	177.05	5.40	664.95

No Rôle Roll No.	Propriétaires — Adresse Proprietors — Address	Quartier Ward	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
5922-1	Les Entreprises Rebel Ltée (Caisse Populaire de Hull, 41, rue Victoria, Hull — Cayavette Ltée, 200, boul. Industriel, Boucherville, P.Q.), 60, rue Taylor	1..	410-16-1, 410-17, 297-2, 296-2	\$3,702.37	\$1,432.53	\$5.40	\$5,140.30
5954	Hanson Mills Ltd. (Royal Trust Co., 128, Wellington, Ottawa), 78, rue Front	1..	301-2, 302, 303, 304, 410-6, 410-7, 410-8, 9		4,310.75	4.20	4,314.95
5959	Les Entreprises Rebel Ltée (Caisse Populaire de Hull, 41, rue Victoria, Hull — Cie d'Assurance-Vie Crown Ltée, 120, Bloor St., Toronto — Thomas Brian Catterill, 42, Finchley Road, Hampstead, P.Q.), 54, rue Front	1..	297-1, 410-16-2	864.29	430.90	6.00	1,301.19
5965	Larose, Lucien & Mme (Béatrice Hélène Gauthier Côté, 237, Maisonneuve, Hull), 34, rue Front	1..	291-1		267.20	4.20	271.40
6019	Collin, Pierre Emmanuel & Mme (Caisse Populaire de Hull, 41, Victoria, Hull), 3, rue Lois	1..	256-26		180.42	4.20	184.62
6021	Villeneuve, Aurèle & Mme (Caisse Populaire Ste-Bernadette, Hull, 15, Ste-Bernadette), 78, boul. St-Joseph	1..	256-24, Pt. 68		323.09	4.20	327.29
6022	Larose, Lucien & Mme (Aimé Guertin, 1, Front, Hull), 80a/82, boul. St-Joseph	1..	256-23		246.03	4.20	250.23
6107	Bédard, Wilfrid & Mme, 43, rue Jogues	1..	254-362A, 361B		134.03	3.60	137.63
6140	Auger, Berthe, 53, rue Walker	1..	254-399	606.73	240.02	4.20	850.95
6158	Duguay, Mme Fernand, 16, rue Demontigny	1..	254-418		264.50	3.60	268.10
6181	Bellefeuille, J.-Arthur & Mme (Union du Canada Life Ass.-Vie, 325, Dalhousie, Ottawa), 5, rue Davies	1..	254-151A, 152A, Pt. 1148B		390.97	4.20	395.17

Quartier Wright — Wright Ward

6525	Cregheur, Jean-Jacques (J. Aldéric Audet, 355, 68e rue ouest, Charlesbourg, P.Q. — Caisse Populaire St-Joseph, 250, St-Joseph, Hull), 362, rue Laramée	1..	8-54, 55, 11-82 83	\$1,073.49	\$ 484.90	\$5.40	\$ 1,563.79
6531	Fournier, Lucien & Mme, 322, rue Laramée	1..	254-272A, 247-102B		173.18	3.10	176.28
6598	Léonard, Roméo & Mme (Maurice Charbonneau, 9, rue Lambert, Hull), 13, rue Rouleau	1..	8-60	530.15	227.74	4.80	762.69
6606	Dubuc, Stanislas & Mme, 8, rue Rouleau	1..	8-60		135.86	3.60	139.46
6631	Duval, Mme Philippe, 77-79, rue Amherst	1..	247-43		160.38	3.10	163.48
6636	Couvillon, Maurice & Mme (Trust Général du Canada, rue Principale, Hull), 87, rue Amherst	1..	247-47	535.03	192.71	4.80	732.54
6637	Bond, Mme Robert, 89, rue Amherst	1..	247-48	200.43	115.23	4.20	319.86
6659	Bencik Clément & Mme (Caisse Populaire St-Joseph, 250, boul. St-Joseph, Hull — Caisse Populaire de Hull, 41, rue Victoria, Hull), 159, rue Amherst	1..	247-415, 414, Pt. 480	731.72		4.00	735.72
6676	Strasbourg, Mme Édouard, 174, rue Amherst	1..	247-411, 412, 8-27	520.93	248.00	4.20	773.13
6685	Strasbourg, Roland & Mme (Caisse Populaire St-Joseph, 250, boul St-Joseph, Hull), 134, rue Amherst	1..	247-398	498.81	206.52	4.80	710.13
6711	Glace Cristal Ltée (Aldège Cayer, C.P. 72, Hull — Glace Sanitaire de Hull Ltée a/s Jacqueline Lacourcière, 385, Wilbrod, Ottawa), 10, rue Amherst	1..	250-SC-50	2,467.41	1,030.83	6.00	3,504.24
6722	Benoît, Hector & Mme (Lucien Laroche, 26 Tachereau, Hull), 26, rue Taschereau	1..	247-569		251.54	4.20	255.74

No Rôle	Propriétaires — Adresse	Quartier Ward	Numéro du cadastre	Taxes mun.	Taxes scol.	Frais	Total
Roll No.	Proprietors — Address		Cadastral number	Mun. taxes	School taxes	Costs	
6729	Bellemare, Jean-Marie & Mme (Caisse Populaire St-Joseph, 250, boul. St-Joseph, Hull), 35, rue Binet.	1..	247-546		\$ 185.97	\$4.20	\$ 190.17
6826	Monete, Gilbert & Mme (Superior Discount Ltd., 30, rue Rideau, Ottawa — Western Savings & Loans Ass., Winnipeg, Manitoba — Service Typographique Ltée, 1061, St-Alexandre, Mtl), 170, rue Durocher.	1..	247-763	\$ 610.18	198.74	6.00	814.92
6865	Osborne, Léo & Mme (Marcel Pilon, 11, Ste-Marie, Hull — Royal Trust Co., 76, Metcalfe, Ottawa), 33-35, rue Brodeur.	1..	248-165B, 166.		245.04	3.40	248.44
7009	Fournier, Jacques (Royal Trust Co., 76, Metcalfe, Ottawa — Pierre Leduc, 163, rue Sherbrooke, Hull), 161, rue Dumas.	1..	246-649, 650.		323.40	4.80	328.20
7048	Villeneuve, Émile & Mme (Fidelity Finance Corp., 4661, Van Horne, suite 3, Mtl), 92, rue Dumas.	1..	245-34	418.74	196.24	5.80	620.78
7061	Labelle, Avila & Mme (Dorval Morin, Gracefield, P.Q. — Caisse Populaire St-Joseph, 250, St-Joseph, Hull — Charles Munn in trust, C.P. 87, Hull), 42, rue Dumas.	1..	245-56, 57 Pt. 117.	749.86	573.44	6.00	1,329.30
7086	Gauthier, Léonard (Gaston Lavoie, 190, Fontaine, Hull — Wilfrid St-Jacques, 135 est, 45e rue, Hamilton, Ont.), 25, rue Talon.	1..	370		108.58	4.80	113.38
7108	Papillon, Mme Elzéar (Fernand Leblanc, 55, rue Sherbrooke, Hull), 57, rue Sherbrooke.	1..	245-75, 76		140.87	4.20	145.07
7116	Lebeau, Roger & Mme (Caisse Populaire St-Joseph, 250, boul. St-Joseph, Hull), 81, rue Sherbrooke.	1..	245-O-91, Pt. 92, Pt. 128.		154.23	4.20	158.43
7148	Goudie, Bertyle & Mme (Royal Trust Co., 76, Metcalfe, Ottawa), 162, rue Sherbrooke.	1..	246-683		243.93	4.20	248.13
7163	Dalbé, Lionel & Mme (Caisse Populaire St-Joseph, 250, boul. St-Joseph, Hull), 118, rue Sherbrooke.	1..	246-189, Pt. 618.		162.24	4.20	166.44
7177	Amyot, Charles-E. & Mme, 40, rue Sherbrooke.	1..	246-S-222, 245-103		281.00	3.60	284.60
7194	Daly, Louis & Mme (Caisse Populaire de Hull, 41, rue Victoria, Hull), 71, rue Nicolet.	1..	246-207		157.03	4.20	161.23
7217	Piché, Laurent & Mme (Caisse Populaire St-Joseph, 250, boul. St-Joseph, Hull), 141, rue Nicolet.	1..	246-262	280.93	116.69	4.80	402.42
7255	Gervais, Mme Alfred (Annette Burden Lavigne, 350, Mayfield Ave., App. F, Ottawa), 88, rue Nicolet.	1..	246-342, Pt. 622		143.13	4.20	147.33
7257	Richer, Aurèle & Mme (Caisse Populaire St-Joseph, 250, boul. St-Joseph, Hull), 82, rue Nicolet.	1..	246-344		223.98	4.20	228.18
7300	Beaulne, Alfred, 105, rue Jeanne d'Arc.	1..	246-399, 400, Pt. 622.	404.89	261.99	4.20	661.08
7302	Monete, André & Mme (Caisse Populaire St-Joseph, 250, boul. St-Joseph, Hull — Jean-Claude Lemay, 180, rue Amherst, Hull), 109, rue Jeanne d'Arc.	1..	246-403, 404, Pt. 662.	458.57	189.89	5.40	653.86
7317	Caron, Jules & Mme (Seaboard Sec. Can Ltd., 178, rue Bank, Ottawa), 157, rue Jeanne d'Arc.	1..	246-706		190.49	3.10	193.59
7337	Thom, Antonio & Mme (Stanley E. Cross, 7, boul. Hadley, Hull), 57, rue Crémazie.	1..	257-35, 258-12.	527.65	143.65	4.80	676.10
7339	Thom, Antonio & Mme (Georgette Charbonneau-Thibeault, 126, boul. Sacré-Coeur, Hull), 51, rue Crémazie.	1..	257-33, N. 32	693.09	214.99	4.80	912.88
7342	Guevremont, Robert & Mme (Seaboard Sec. Can. Ltd., 101, rue Principale, Hull), 54, rue Lois.	1..	258-5	403.27	157.62	4.80	565.69
7345	Régimbald, Maurice, 60, rue Lois	1..	257-28, 258-2.		125.87	3.60	129.47
7357	Ménard Ready Mix Ltd. (Cie Miron Ltée, 2201 est, Jarry, Mtl — Ménard Const. Ltd., Green Valley, Ont.), 100, rue Lois.	1..	250-S. O. 59.	2,875.46	1,354.71	5.40	4,235.57

No Rôle Roll No.	Propriétaires — Adresse Proprietors — Address	Quartier Ward	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
7371	Tessier Realities Ltée (Caisse Populaire St-Joseph, 250, boul. St-Joseph, Hull — Charter Credit Corp., 50, Place Crémazie, suite 919, Mtl — Canadian Acceptance Corp. Ltd., 191, rue Principale, Hull), 121, rue Lois	1..	250-S. 40		\$ 150.35	\$ 5.40	\$ 155.75
7399	Rocheleau, Guy & Mme (53, rue Lois)	1..	257-13	\$ 582.69		4.20	586.89
7413	Charalambakis, Sam (National Grocers Co. Ltd., 140, Jeanne Mance, Vanier — Union du Canada Ass.-Vie, 325, Dalhousie, Ottawa), 150, boul. St-Joseph	1..	257-8C, 9C, 14B	906.99	406.01	5.40	1,318.40
7444	Immeubles Tessier Ltée (Charter Credit Corp., 50, Place Crémazie, suite 919, Mtl — Tilam Inv. Ltd., 50, Place Crémazie, suite 919, Mtl — Royal Trust Co., 76, Metcalfe, Ottawa), 236, boul. St-Joseph	1..	250-31	788.06	370.39	6.00	1,164.45
7497	Pelland, Germain & Mme, 147, boul. St-Joseph	1..	254-317, 318, 319		1,801.27	2.80	1,804.07
7548	Régimbald, Maurice & Mme (Seaboard Discount Can. Ltd., 149½, rue Principale, Hull — Conwash Credit Union, a/s J. H. Connor Ltd., 207, Montcalm, Hull), 50, rue Demontigny	1..	254-339		103.01	4.80	107.81
7552	Gravelle, Marcel & Mme (Caisse Populaire Brébeuf, 345, boul. Taché, Hull), 62, rue Demontigny	1..	247-594		340.13	4.20	344.33
7604-3	Henri, Bermain & Mme (Caisse Populaire du Lac des Fées, 65, boul. Moussette), 60, rue Davies	1..	247-32		133.34	4.20	137.54
7617	Labonté, Alphonse & Mme, 63, rue Davies	1..	247-58		300.75	3.60	304.35
7634	Saumier, Oscar & Mme (Bernard Poisson, 828, ave Trojan, Ottawa), 12, rue Richelieu	1..	247-80	447.44		4.80	452.24
7644	Radmore, Robert C. S. (A. R. Tremblay Ltée — René Drolet), 34, rue Richelieu	1..	247-169, S. 170	691.33		5.40	696.73
7651	Artish, William & Mme (Avco Delta Realty Ltd., 83, O'Connor, Ottawa — Royal Trust Co. Ltd., 76, Metcalfe, Ottawa), 23, rue Richelieu	1..	247-88, Pt. 89		183.25	4.80	188.05
7657	Massé, Mme Eugène (Caisse Populaire St-Joseph, 250, boul. St-Joseph, Hull), 11, rue Richelieu	1..	247-N-95B, 95A, 94A	1,073.56	544.11	4.80	1,622.47
7660	Massé, Mme Eugène (Caisse Populaire de Hull, 41, rue Victoria, Hull), 3, rue Richelieu	1..	247-98, 97B	320.19	126.98	4.80	457.97
7687-1	Vachon, Roger & Mme (Seaboard Sec. Can. Ltd., 101, rue Principale, Hull), 51, rue Labelle	1..	247-430, Pt. 481	498.79	211.14	4.80	714.73
7688	Vachon, Roger & Mme (Seaboard Sec. Can. Ltd., 101, rue Principale, Hull), 49, rue Labelle	1..	247-429, Pt. 481	204.22	76.29	4.80	285.31
7715	Godmaire, Albert & Mme (Caisse Populaire St-Joseph, 250, boul. St-Joseph, Hull), 34, rue Montmartre	1..	247-643		118.87	4.20	123.07
7726	Beauchamp, Marcel & Mme (Caisse Populaire St-Joseph, 250, boul. St-Joseph, Hull), 8, boul. Moussette	1..	8-360		429.85	4.20	434.05

Quartier Lafontaine — Lafontaine Ward

8058	Couvillon, Maurice & Mme (Germaine Leroux Pilon, 26, Jeanne d'Arc, Hull), 26, rue Jeanne d'Arc	1..	246-O. 515	\$ 560.58	\$ 253.40	\$ 4.80	\$ 818.78
8086	Latulippe, Yvon & Mme (Caisse Populaire St-Joseph, 250, boul. St-Joseph, Hull), 93, boul. Montclair	1..	246-553, 554, Pt. 626		212.19	4.20	216.39

No Rôle Roll No.	Propriétaires — Adresse Proprietors — Address	Quartier Ward	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
8107	Martel, Roland & Mme (Raymonde Lanthier, épouse de Roland Martel), 137, boul. Montclair.	1..	246-O. 588....	395.97	114.03	4.80	514.80
8128	Dupont, René (Caisse Populaire Lac des Fées, 65, boul. Moussette, Hull), 196, boul. Montclair.	1..	4-1-S. 91.....		260.05	4.20	264.25
8144	Hamelin, Sylvio & Mme (René Gibeau, 401, Lisgar, Ottawa), 158, boul. Montclair.	1..	244-25.....		174.87	4.20	179.07
8204	Latreille, Ernest & Mme (Béatrice Bédard, veuve Albéric Labelle, 189, Montclair, Hull), 73, Fontaine.	1..	244-208, 209..	343.24	170.43	4.80	518.47
8242	Payette, Paul & Mme (Caisse Populaire de Hull, 41, rue Victoria, Hull — Olympia E. York Developments Ltd., 1000 Lawrence St. Ouest, Toronto), 175, rue Fontaine.	1..	4-1-76.....	574.27	224.98	5.40	804.65
8375	Albert, André & Mme (Banque de Montréal, 141, rue Principale, Hull — Caisse Populaire St-Joseph de Hull, 250, boul. St-Joseph, Hull), 167, rue Ste-Marie.	1..	4-1-32.....		214.41	4.80	219.21
8383	Lavolette, Jacques & Mme (Gestion Hulweta, C.P. 574, Hull — L'Industriel Co. Ass.-Vie, 1080, chemin St-Louis, Sillery, Qué. — Isabelle Julien Riendeau, 43, Montclam, Hull), 183, rue Ste-Marie.	1..	4-1-40.....	448.51		6.00	454.51
8396	Legault, Laurette (Caisse Populaire St-Joseph de Hull, 250, boul. St-Joseph, Hull), 170, rue Ste-Marie.	1..	4-1-26.....	511.82	117.87	4.80	634.49
8421	Hollingsworth, Gordon-Harold & Mme (Associates Realty Ltd., 219, chemin Montréal, Ottawa), 108, rue Ste-Marie.	1..	244-117.....		120.78	4.20	124.98
8503	Trépanier, Aurèle & Mme, 179, rue Caron.	1..	4-1-9.....		471.47	3.60	475.07
8553	Malette, Mme Oscar, 142, rue Caron.	1..	244-559.....		235.99	3.60	239.59
8669	Duguay, Roger & Mme (Caisse Populaire de Hull, 41, rue Victoria, Hull), 206, rue Bourque.	1..	4-101.....	681.85	260.64	4.80	947.29
8741	Roy, Lionel (Royal Trust, 76, Metcalfe, Ottawa — David Joannis, 49, Mutchmore, Hull), 8, rue Bourque.	1..	244-E. 455, O. 454, Pt. 599		184.34	4.80	189.14
8774	Lafamme, François-Paul & Mme, Lafamme, Louis & Mme, Lafamme, Rita, Hélène, a/s Hector Lafamme (Caisse Populaire de Hull, 41, rue Victoria, Hull), 177, boul. Gamelin.	1..	244-577, 578..		555.02	4.20	559.22
8858	Deslauriers, René & Mme (Caisse Populaire St-Raymond, 53, St-Raymond, Hull), 46, rue Archambault.	1..	141-S. 104, N. 105.....		123.10	3.10	126.20
8860	Kingsbury, Lucien & Mme (Caisse Populaire de Hull, 41, Victoria, Hull), 42, rue Archambault.	1..	141-S. 106, 107	340.87	123.07	4.80	468.74
8883	Parizeau, Jean Gaston & Mme (Stanley E. Cross, 7, rue Hadley, Hull), 19, Montpetit.	1..	141-80.....	376.71		2.70	379.41
8906	Soldmon, Conrad & Mme (Caisse Populaire St-Joseph, 250, boul. St-Joseph, Hull), 40, rue Montpetit.	1..	141-133.....		147.96	4.20	152.16
8920	Sabourin, Romuald & Mme (Caisse Populaire de Hull, 41, rue Victoria, Hull), 3, rue Larose.	1..	141-139.....		266.82	4.20	271.02
8921	Campeau, Fernand & Mme (Caisse Populaire St-Raymond, 53, St-Raymond, Hull), 5, rue Larose.	1..	141-140.....		231.70	4.20	235.90
8942	Bénard, André & Mme (Caisse Populaire St-Raymond, 53, St-Raymond, Hull), 6, rue Larose.	1..	141-161.....	440.46	213.46	4.80	658.72
8982	Poirier, Léo & Mme (C.A.C. Realty Ltd., 191, rue Principale, Hull), 19, rue Richer.	1..	141-205.....		175.70	4.20	179.90
9045	Tanguay, Léonard & Mme (Caisse Populaire St-Raymond, 53, St-Raymond, Hull), 5, rue Cléroux.	1..	142-2-52.....		278.91	3.10	282.01
9077-3-1	Tessier, Maurice & Mme (Dame Émile Lapointe, 100, Eddy, Hull), 21, rue Trudeau.	1..	142-41.....	548.13	333.60	4.80	886.53
9110-1	Grimco Amusements Ltd., boul. St-Joseph.	1..	144-5-3, Pt. 144-5 N.S.		5,031.51	2.80	5,034.31

No Rôle Roll No.	Propriétaires — Adresse Proprietors — Address	Quartier Ward	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
9121	Séguin, Raymond & Mme (Placements Craig & Montréal Co., 50, Place Crémazie, suite 607, Mtl — Trust Général du Canada, 120, rue Principale, Hull), 367, boul. St-Joseph	1	244-451, Pt. 452, 450		\$2,552.98	\$4.80	\$2,557.78
9125	Les Entreprises Duroc Inc. (Banque Nouvelle Écosse, branche Metcalfe et Albert, Ottawa), 351, boul. St-Joseph	1	244-626	\$3,531.31	684.00	4.80	4,220.11
9129	Charette, Raymond & Mme Charette, Henri & Mme (Robert Vocisano « In Trust », 30, Place Côte Vertu, St-Laurent — Concrete Column Clamps Ltd. (1961), 341, boul. St-Joseph	1	244-S. 284		726.68	4.30	730.98
9146	Groulx, Roland & Mme (Caisse Populaire St-Joseph, 250, boul. St-Joseph, Hull), 19, rue Connaught	1	244-E. 168		206.78	3.10	209.88
9158	Ricard, Mme Ernest, 42-44, rue Fortier	1	244-212, 213, Pt. 586		400.40	3.60	404.00
9177	Deziel, Bernard (Edmond Arbique, 36, Delormier, Hull), 25, rue Fortier	1	246-N. 499, N. 498, N. 497, Pt. 626		179.31	3.70	183.01
9211	Régimbald, Rémi & Mme (Caisse Populaire St-Joseph, 250, boul. St-Joseph, Hull), 170, boul. Moussette	1	141-74, 141-268-3		282.60	3.70	286.30
9297-2	Rochon, Pierre & Mme (Guy Godreault), 105, rue Edmond	1	Pt. S. 4-136-3, N. 4-136-2, N.E. 4-134, S. 4-135		271.52	4.20	275.72

Quartier Dollard — Dollard Ward

No Rôle Roll No.	Propriétaires — Adresse Proprietors — Address	Rang Range	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
Canton de Hull — Hull Township							
12019	Belleau, Jean & Mme (Caisse Populaire de Hull, 41, rue Victoria, Hull), 126, rue St-Raymond	5	6B-51	\$ 707.59	\$ 260.48	\$4.80	\$ 972.87
12029	Courville, Clément & Mme (Caisse Populaire de Hull, 41, rue Victoria, Hull), 19, rue Perrot	5	6B-3		250.59	4.20	254.79
12050	J. G. Bisson Construction Ltée, rue Corbeil	5	Pt. 6C	663.11		4.20	667.31
12051	J. G. Bisson Construction Ltée, rue Corbeil	5	Pt. 6B	608.51		4.20	612.71
12073	Lavallée, René & Mme (Caisse Populaire de Hull, 41, rue Victoria, Hull — Royal Trust & Niagara Mortg. & Loan Co., 76 & 77, Metcalfe, Ottawa — Banque Can. Impériale de Commerce, rue Principale, Hull), 107, rue Corbeil	5	6A-96		338.99	4.00	342.99
12312	Lebel, Georges-A. & Mme, 69, rue Brady	5	6B-347, Pt. 348	1,632.22	891.69	4.20	2,528.11
12329	Thauvette, Laurent & Mme, rue Brady	5	6B-Pt. 325	224.57	58.96	4.20	287.73
12330	Thauvette, Laurent & Mme, rue Brady	5	6B-324	321.74	74.59	4.20	400.53
12410	Légaré, Daniel & Mme, rue Thériault	5	7K-467		25.94	3.60	29.54
12931	Thauvette, Laurent & Mme, rue Legault	5	6B-508	274.91	37.30	4.20	316.41
12932	Thauvette, Laurent & Mme, rue Legault	5	6B-507	209.50	43.96	4.20	257.66
12933	Thauvette, Laurent & Mme, rue Legault	5	6B-506	221.99	55.72	4.20	281.91
12934	Thauvette, Laurent & Mme, rue Legault	5	6B-505	210.16	48.98	4.20	263.34
12995	Audette, Guy & Mme (Royal Trust & Niagara Mortg. & Loan Co., 76-77, Metcalfe, Ottawa), 16, rue Cinq-Mars	5	6A-135		241.92	4.80	246.72
13306	Nancliffe Ltd., Boul. Mont-Bleu	6	Pt. 8C-246	658.23	59.64	4.20	722.07

No Rôle Roll No.	Propriétaires — Adresse Proprietors — Address	Rang Range	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
13321-1	Poirier, Robert (Montreal Trust, 777 ouest, Dorchester, Montréal), 196-198, boul. Mont-Bleu.	6	8C-11.....	643.09		4.80	647.89
13331-1	Langford D. MacLeod Const. Ltd. & Nancliffé Ltd. (Canadian General Electric Credit Ltd., 214 King St. west, Toronto — Thom Const. Ltd., 231½, St-Rédempteur, Hull), 240-242, boul. Mont-Bleu.	6	9C-35.....	502.83	56.43	5.40	564.66
13415	Dénommée & Bélanger Inc. (Société Gazifère Inc. de Hull, 365, boul. St-Joseph, Hull), 25, rue Bernier.	6	8C-238.....		49.21	4.20	53.41
13416	Dénommée & Bélanger Inc. (Société Gazifère Inc. de Hull, 365, boul. St-Joseph, Hull), 27, rue Bernier.	6	8C-237.....		49.21	4.20	53.41
13417	Dénommée & Bélanger Inc. (Société Gazifère Inc. de Hull, 365, boul. St-Joseph, Hull), 29, rue Bernier.	6	8C-236.....		49.21	4.20	53.41
13420	Dénommée & Bélanger Inc. (Société Gazifère Inc. de Hull, 365, boul. St-Joseph, Hull), 35, rue Bernier.	6	8C-233.....		49.21	4.20	53.41
13451	Langford D. MacLeod Ltd. & Nancliffé (Société Gazifère de Hull, 365, boul. St-Joseph, Hull, 1-3, rue Pelletier.	6	8C-43.....		60.08	4.20	64.28
13452	Langford D. MacLeod Ltd. & Nancliffé (Montreal Trust, 777 ouest, rue Dorchester, Montréal), 5-7, rue Pelletier.	6	8C-42.....		48.02	4.20	52.22
13453	Langford D. MacLeod Ltd. & Nancliffé (Montreal Trust, 777 ouest, rue Dorchester, Montréal), 9-11, rue Pelletier.	6	8C-41.....		48.02	4.20	52.22
13454	Langford D. MacLeod Ltd. & Nancliffé (Montreal Trust, 777 ouest, rue Dorchester, Montréal), 13-15, rue Pelletier.	6	8C-40.....		48.02	4.20	52.22
13455	Langford D. MacLeod Ltd. & Nancliffé (Montreal Trust, 777 ouest, rue Dorchester, Montréal), 17-19, rue Pelletier.	6	8C-39.....		48.02	4.20	52.22
13456	Langford D. MacLeod Ltd. & Nancliffé (Montreal Trust, 777 ouest, rue Dorchester, Montréal), 21-23, rue Pelletier.	6	8C-38.....		48.02	4.20	52.22
13457	Langford D. MacLeod Ltd. & Nancliffé (Société des Artisans, 333 est, rue Craig, Montréal), 25-27, rue Pelletier.	6	8C-37.....		210.38	4.20	214.58
13458	Pecck, J.-Louis (Société des Artisans, 333 est, rue Craig, Montréal), 29, rue Pelletier.	6	8C Pt. E. 36.....		131.41	4.20	135.61
13459	Tessier, Marcel (Société des Artisans, 333 est, rue Craig, Montréal), 33, rue Pelletier.	6	8C-Pt. E. 35.....	530.18	103.36	4.80	638.34
13459-1	Langford D. MacLeod Const. & Nancliffé Ltd. (Société des Artisans, 33 est, rue Craig, Montréal), 35, rue Pelletier.	6	8C-Pt. O. 35.....		103.36	4.20	107.56
13460	Langford D. MacLeod Ltd. & Nancliffé (Société des Artisans, 333 est, rue Craig, Mtl — Langford D. MacLeod Ltd., 392, boul. Cité des Jeunes, Hull), 37-39, rue Pelletier.	6	8C-34.....	826.92	206.72	5.40	1,039.04
13461	Langford D. MacLeod Ltd. & Nancliffé (Société des Artisans, 333 est, rue Craig, Montréal), 41-43, rue Pelletier.	6	8C-33.....	826.92	206.72	4.80	1,038.44
13462	Langford D. MacLeod Ltd. & Nancliffé (Société des Artisans, 333 est, rue Craig, Montréal), 45-47, rue Pelletier.	6	8C-32.....	826.92	206.72	4.80	1,038.44
HO-13468	Langford D. MacLeod Const. Ltd. & Nancliffé Ltd. (Canadian General Electric Credit Ltd., 214, King St. West, Toronto — Thom Const. Ltd., 231½, St-Rédempteur, Hull), 69-71, rue Pelletier.	6	9C-8.....	338.61	52.87	5.40	396.88
HO-13497	Langford D. MacLeod Const. Ltd. & Nancliffé Ltd. (The Fripp Trust, 261, Cooper, Ont.), 24, rue Décosse.	6	9C-17.....	228.09	60.08	4.80	292.97
13502	Langford D. MacLeod Const. & Nancliffé Ltd. (Société Gazifère de Hull Inc., 365, boul. St-Joseph, Hull), 10-12, rue Décosse.	6	8C-30-1, 29, 28-2.....		59.64	4.20	63.84

No Rôle Roll No.	Propriétaires — Adresse Proprietors — Address	Rang Range	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
13503	Langford D. McLeod Const. Ltd. & Nancliffe Ltd. (Trust Général du Canada, 120, rue Principale, Hull), 6-8, rue Décosse	6	8C-28-1, 27, 26-2		60.45	4.20	64.65
13504	Langford D. McLeod Const. Ltd. & Nancliffe Ltd. (Trust Général du Canada, 120, rue Principale, Hull), 2-4, rue Décosse	6	8C-26-1, 25, 24		78.86	4.20	83.06
HO-13615	Langford D. McLeod Const. Ltd. & Nancliffe Ltd. (The Fripp Trust, 261, Cooper, Ottawa), 68, Lemieux	6	9C-21	363.48	63.66	4.80	431.94
HO-13618	Langford D. McLeod Const. Ltd. & Nancliffe Ltd. (The Fripp Trust, 261, Cooper, Ottawa), 62, Lemieux	6	9C-18	347.00	69.69	4.80	421.49
HO-14069	Langford D. McLeod Const. Ltd. & Nancliffe Ltd. (Can. Gen. Electric Ltd., 214 King St. West, Toronto — Thom. Const. Ltd., 231½, St-Rédempteur, Hull), 390-392, Cité des Jeunes	6	9C-36	703.15	54.45	5.40	763.00
HO-14210	Langford D. McLeod Const. Ltd. & Nancliffe Ltd. (Can. Gen. Electric Ltd., 214 King St. West, Toronto — Thom. Const. Ltd., 231½, St-Rédempteur, Hull), Cité des Jeunes	6	9C-51	669.85	68.87	5.40	744.12
HO-14211	Langford D. McLeod Const. Ltd. & Nancliffe Ltd. (Can. Gen. Electric Ltd., 214 King St. West, Toronto — Thom. Const. Ltd., 231½, St-Rédempteur, Hull), 6-8, rue 9C-53	6	9C-50	237.44	60.08	5.40	302.92
HO-14212	Langford D. McLeod Const. Ltd. & Nancliffe Ltd. (Can. Gen. Electric Credit Ltd., 214 King St. West, Toronto — Thom. Const. Ltd., 231½, St-Rédempteur, Hull), 8-10, rue 9C-53	6	9C-49	384.76	65.67	5.40	455.83
HO-14215	Langford D. McLeod Const. Ltd. & Nancliffe Ltd. (Can. Gen. Electric Credit Ltd., 214 King St. West, Toronto — Thom. Const. Ltd., 231½, St-Rédempteur, Hull)	6	9C-7	318.87	48.46	5.40	372.73
HO-14216	Langford D. McLeod Const. Ltd. & Nancliffe Ltd. (Can. Gen. Electric Credit Ltd., 214 King St. West, Toronto — Thom. Const. Ltd., 231½, St-Rédempteur, Hull), rue 9C-53	6	9C-6	207.88	48.02	5.40	261.30
HO-14217	Langford D. McLeod Const. Ltd. & Nancliffe Ltd.	6	9C-1	331.51	53.25	4.20	388.96

Quartier Vanier — Vanier Ward

15023	Le Diplomate Inc. (Coronation Credit Corp., 75, rue Albert, Ottawa), rue St-Raymond	5	4G-13, 14	669.16		4.80	673.96
15025	Le Diplomate Inc. (Coronation Credit Corp., 75, rue Albert, Ottawa), rue St-Raymond	5	4G-16	368.19		4.80	372.99
15336	Guilbeault, Lionel & Aimé (Union du Canada Ass.-Vie, 325, rue Dalhousie, Ottawa — Placement Craig Ltd. & Montréal Trust, 50, Place Crémazie, suite 607, Montréal), 195, Mutchmore	5	5-925		737.74	4.80	742.54
15357	Panorama Inc., Boul. Riel	5	5-710	517.74	49.16	4.20	571.10
15360	Panorama Inc., Boul. Riel	5	5-705, 706, 5-106-3	453.12	5.45	4.20	462.77
15426	Carroll, Hébert, boul. Riel	5	7K-Pt. 518	367.39	58.64	4.20	480.23
15594	J. G. Bisson Const. Ltée, Place de Lorraine	6	7V-309-5	62.02	40.95	4.20	107.17
15658-1	J. G. Bisson Ltée (Société Centrale d'hypothèques et de logement, Ottawa), Rue Lavallée	6	7C-348	811.07		4.80	815.87
15658-2	J. G. Bisson Const. Ltée, Rue Lavallée	6	7C-349	553.91		4.20	558.11
15682	Thom Const. Ltée, Rue Chouinard	5	6A-405	221.24	70.47	4.20	295.91
15721	Centco Building Corp. (Thom. Construction Ltd., 231½, St-Rédempteur, Hull), Rue Chouinard	5	6A-465		66.82	4.20	71.02
15722	Centco Building Corp. (Thom. Construction Ltd., 231½, St-Rédempteur, Hull), Rue Chouinard	5	6A-464		58.47	4.20	62.67
15723	Centco Building Corp. (Thom. Construction Ltd., 231½, St-Rédempteur, Hull), Rue Chouinard	5	6A-463		67.95	4.20	72.15

No Rôle	Propriétaires — Adresse	Rang Range	Numéro du cadastre	Taxes mun.	Taxes scol.	Frais	Total
Roll No.	Proprietors — Address		Cadastral number	Mun. taxes	School taxes	Costs	
15724	Centco Building Corp. (Thom. Construction Ltd., 231½, St-Rédempteur, Hull), 23, rue Chouinard.....	5..	6A-462.....		\$ 67.41	\$4.20	\$ 71.61
15725	Centco Building Corp. (Thom. Construction Ltd., 231½, St-Rédempteur, Hull), Rue Chouinard.....	5..	6A-461.....		63.49	4.20	67.69
HO-15921	Th bault, Richard & Mme (Banque Nouvelle Écosse, branche Albert & Metcalfe, Ottawa — Dame Colombe Janveau Gauthier, 21, St-Dominique, Hull), Boul. Mont-Bleu.....	6..	6D-103, 214-2, Pt. 3.....	\$1,150.09	361.97	5.40	1,517.46
HO-15934	Thibault, Richard & Mme, Rue Mont-Bleu.....	6..	6D-478.....	1,161.39	180.47	4.20	1,346.06
15962	Hamel, Armand & Mme (Guaranty Trust Co. of Canada, 109 Bank, Ottawa), 73, Mont-Bleu.....	5..	6A-327, Pt. 328.....	789.13	316.95	4.80	1,110.88
15965-2	Philion, Lucien (Armand Hamel, 73, Mont-Bleu, Hull — Guaranty Trust Co. of Canada, 109, Bank, Ottawa), 47, Mont-Bleu.....	5..	6A-488-2.....	759.73	220.45	5.40	985.68
15967	Pierre Fortier Syndic (Thom. Construction Ltd., 231½, St-Rédempteur, Hull), Rue Mont-Bleu.....	5..	5-826.....		60.16	4.20	64.36
15969	Pierre Fortier Syndic (Thom. Construction Ltd., 231½, St-Rédempteur, Hull), Mont-Bleu.....	5..	5-828.....		60.16	4.20	64.36
15970	Pierre Fortier Syndic (Thom. Construction Ltd., 231½, St-Rédempteur, Hull), Rue Mont-Bleu.....	5..	5-829.....		60.16	4.20	64.36
15973	Pierre Fortier Syndic (Thom. Construction Ltd., 231½, St-Rédempteur, Hull), Rue Mont-Bleu.....	5..	5-832.....		60.16	4.20	64.36
15974	Pierre Fortier Syndic (Thom. Construction Ltd., 231½, St-Rédempteur, Hull), Rue Mont-Bleu.....	5..	5-833.....		60.16	4.20	64.36
15975	Pierre Fortier Syndic (Thom. Construction Ltd., 231½, St-Rédempteur, Hull), Rue Mont-Bleu.....	5..	5-834.....		104.14	4.20	108.34
16025-14	J. G. Bisson Construction Ltée, Rue Lévis.....	6..	7C-382-383.....	324.41	300.21	4.20	628.82
16025-15	J. G. Bisson Construction Ltée.....	6..	7C-385, 386, 387, 388.....	16.87	30.76	4.20	51.83
16026	Sauvé, Fernand & Mme, 6, rue Benedict.....	5..	5-310-311.....		64.48	3.60	68.08
16035	Montreuil, Donat & Mme (Armand Hamel, 26, Benedict, Hull — Caisse Populaire St-Joseph, St-Joseph, Hull), 26, rue Benedict.....	5..	5-Pt. 281, Pt. 278.....		275.15	4.80	279.95
16050	Beaulieu, Archie & Mme (C.A.C. Realty Ltd., 5450, Côte des Neiges, Mtl — Western Savings & Loan Co. Ltd., Winnipeg, Canada), 159, Archambault.....	5..	5-303.....		312.45	3.40	315.85
16116	Joseph, Ulysse & Mme, 144, rue Montpetit.....	5..	5-395.....		129.21	3.10	132.31
16139	Carpentier, Réal-Laurent & Mme, 144, rue Lévesque.....	5..	5-486, 487.....		561.11	3.60	564.71
16148	Thom, Rhéo, Florian, Rue May.....	5..	5-Pt. 612.....	95.03	38.41	4.20	137.64
16149	Thom, Rhéo & Florian, Rue May.....	5..	5-613.....	105.11	43.96	4.20	153.27
16154-2	Bastien, Arthur & Mme (Seaboard Sec. Can. Ltd., 178, Bank, Ottawa), 145, rue Richer.....	5..	5-502.....		189.45	3.70	193.15
16180	Hupé, Jules & Mme, 144, rue Richer.....	5..	5-539.....	211.75	201.42	4.20	417.37
16197	Sarrazin, Léo & Mme (Société Centrale d'hypothèques et de logement, Ottawa, Ont. — Imperial Oil Ltd.), 172, rue Joffre.....	5..	4G-Pt. N. 50.....		126.15	4.30	130.45
16233	Le Diplomate Inc. (Coronation Credit Corporation, 36 Toronto St., Toronto), 515, boul. St-Joseph.....	5..	4G-12, 27.....	10,700.45		4.80	10,705.25
16243	L'Hôtel Le Moulin Rouge de Hull Ltée (Caisse Populaire de Hull, 41, rue Victoria, Hull), 615-617, boul. St-Joseph.....	5..	4G-45.....	3,524.02	1,796.02	4.80	5,324.84
16255-1	Chénier, René & Mme (Société Centrale d'hypothèques et de logement, Ottawa — Jérôme Pharand, 201, chemin Marier, Vanier), 703, boul. St-Joseph.....	5..	5 Pt. 1.....		1,901.92	4.30	1,906.22
16260	Thom, Rhéo & Mme, 725, boul. St-Joseph.....	5..	5-14, 15.....	1,246.38	540.25	4.20	1,790.83
16261	Thom, W. & Fils, 729, boul. St-Joseph.....	5..	5-13.....	654.96	271.76	4.20	930.92
16262	Thom, Rhéo & Mme, Boul. St-Joseph.....	5..	5-12.....	433.56	167.10	4.20	604.86

No Rôle Roll No.	Propriétaires — Adresse Proprietors — Address	Range	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Coste	Total
16702	Desjardins, Roger & Mme (Banque d'Expansion Industrielle, 901, Carré Victoria, Montréal), 776, boul. St-Joseph.	5..	5-883-2.....	\$2,014.20		\$4.80	\$ 2,019.00
16716	Brisebois, Robert (En fiducie) (Royal Bélair, 41, Mutchmore, Hull — Georges Vital & Hands Vital, Blossom Park post office, Ottawa) 654, boul. St-Joseph.	5..	Pt. 5; Pt. 4F; 4F-Pt. 331..	1,752.86	\$ 596.86	5.40	2,355.12
16717	Brisebois, Robert & Mme (Royal Bélair, 41, Mutchmore, Hull — Georges Vital & Hands Vital, Blossom Park post office, Ottawa), Boul. St-Joseph.	5..	4F-Pt. 331, Pt. 318, Pt. 4F, Pt. 5.....	338.29	120.26	5.40	463.95
16718	Brisebois, Robert & Mme (Dame Antoine Vaillant, 654, St-Joseph, Hull — Royal Bélair, 41, Mutchmore, Hull — Georges Vital & Hands Vital, Blossom Park post office, Ottawa), 644, boul. St-Joseph.	5..	4F-Pt. 318, 319, 320, Pt. 330, 331, Pt. 4F.....	880.66	354.02	6.00	1,240.68
16748	Pierre Fortier Syndic (Thom. Construction Ltd., 231½, St-Rédempteur, Hull), Rue Ardouin.	5..	5-824.....		66.24	4.20	70.44
16795	Labrosse, Jean-Paul & Mme (Caisse Populaire Ste-Bernadette, 15, Ste-Bernadette, Hull — Trust Général du Canada, 210, rue Principale, Hull), 50, rue St-Alexandre.	5..	5-Pt. 119.....		347.54	4.80	352.34
16847	Panorama Inc., Rue Goudie.	5..	5-760.....	108.44	16.36	4.20	129.00
16936	W. Thom & Fils, Rue Richard.	5..	5-58.....	265.20	55.72	4.20	325.12
16937	W. Thom & Fils, Rue Richard.	5..	5-59.....	265.20	55.72	4.20	325.12
16996	W. Thom & Fils Ltée, Rue Richard.	5..	5-26.....	265.20	54.69	4.20	324.09
16997	W. Thom & Fils Ltée, Rue Richard.	5..	5-25.....	265.20	54.69	4.20	324.09
16998	W. Thom & Fils Ltée, Rue Richard.	5..	5-24.....	265.20	54.69	4.20	324.09
16999	W. Thom & Fils Ltée, Rue Richard.	5..	5-23.....	265.20	54.69	4.20	324.09
17000	W. Thom & Fils Ltée, Rue Richard.	5..	5-22.....	265.20	54.69	4.20	324.09
17107	Charrier, Pierre (Caisse Populaire des Fées de Hull, 65, Moussette, Hull), Rue Lesage.	5..	4F-51, 52, 53, 54, Pt. 328 Pt. 329.....	202.96	50.68	4.80	258.44
17108	Brisebois, Robert & Mme (Royal Bélair, 41, Mutchmore, Hull), Rue Lesage.	5..	4F-63, 64, 65, 66, Pt. 328 Pt. 329.	235.80	70.15	4.80	310.75
17109	Gervais & Masson Construction Ltée, Rue Lesage.	5..	4F Pt. 85-86- 87-318-330, Pt. 4-F, Pt. 332.....	759.27	106.94	4.20	870.41
17110	Gervais & Masson Construction Ltée, 85, rue Lesage.	5..	Pt. 5, Pt. 4F..		130.30	3.60	133.90
17188-3	Guilbeault, Lionel & Aimé (Union du Canada Ass.-Vie, 325, rue Dalhousie, Ottawa — Compagnie Ass.-Vie Crown Life, 120, Bloor St. east, Toronto — Guaranty Trust Co. of Canada, 109, rue Bank, Ottawa), 32, Normand.	5..	5-908.....		46.27	5.40	51.67
17189	Guilbeault, Lionel & Aimé (Union du Canada Ass.-Vie, 325, rue Dalhousie, Ottawa — Compagnie Ass.-Vie Crown Life, 120, Bloor St. east, Toronto — Guaranty Trust Co. of Canada, 109, rue Bank, Ottawa), 30, Normand.	5..	6-907.....		760.07	5.40	765.47
17243	Hickey, Daniel Estate, 6, rue Damien.	5..	4-E-16, 17, 18, 4-D-41, 42..	431.98		4.20	436.18
HO-17325	Langford D. McLeod Construction Ltd. & Nancliffe (Royal Trust, 76, rue Metcalfe, Ottawa)	6..	9C-61.....	980.50	396.81	4.80	1,382.11
HO-17425	Richard Thibault Inc. (Banque Expansion Ind., 901, Carré Victoria, Mtl — Banque Royal du Canada, rue Dalhousie, Ottawa —						

No Rôle Roll No.	Propriétaires — Adresse Proprietors — Address	Rang Range	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
	Louis St-Pierre & René Hamond, 30, Dumas, Hull — Ludger Thibault, 118, Bourque, Hull — Stanley Cross, 7, rue Hadley, Hull), 2 à 12, Daniel Johnson.	6..	6D-194, 5, 6, 7, 8, 9.	4,685.54	3,158.93	7.20	7,851.67
HO-17516-3	J. G. Bisson Construction Ltée.	6..	6D-508.	155.20	208.54	4.20	367.94
HO-17516-49	J. G. Bisson Construction Ltée.	6..	6D-509.	20.51	55.32	4.20	80.03
HO-17554	Guilbeault, Lionel & Aimé (Caisse Populaire St-Joseph, 250, boul. St-Joseph, Hull), Rue Brault.	6..	6F-214-4.		80.22	4.20	84.42
HO-17564	Meunier, Lucien & Mme — Demers, Jacques & Mme, Rue Brault.	6..	6D-85 pt.	431.20	87.99	4.20	523.39
HO-17565	Meunier, Lucien & Mme — Demers, Jacques & Mme, Rue Brault.	6..	6D, E. 82.	388.95	85.19	4.20	478.34
HO-17568	Thibault, Richard & Mme, Rue Brault.	6..	6D-479.	688.90	21.06	4.20	714.16
HO-17569	Thom, Florian & Mme, Rue Brault.	6..	6D-3.	1,222.48	123.65	4.20	1,350.33
HO-17574	Charbonneau, Arthur & Mme (Caisse Populai- re Sacré-Coeur de Hull, 106, boul. Sacré- Coeur, Hull — Service Typographique Ltée, 1061, St-Alexandre, Montréal), 70, rue Brault.	6..	6D-80.		645.44	4.80	650.24
HO-27	Tremblay, François (Caisse Populaire Sacré- Coeur de Hull, 106, boul. Sacré-Coeur, Hull), Gravelle, Willie & Mme.	6..	Pt. 5B.	396.93	238.91	4.80	640.64
HO-49	Lefebvre, Mme Paul.	6..	Pt. 4E.		196.38	3.60	199.98
HO-78	Legault, Joseph.	6..	Pt. 4E, Pt. 4F.	81.25	270.36	4.20	355.81
HO-79	Marengère, Colin.	6..	Pt. 4E.		216.93	2.80	219.73
HO-85	Panorama Construction Inc. (Thomas W. Olmstead, R.R. #1, Hull — Burness Isabel Olmstead, R.R. #1, Hull).	6..	Pt. 4G.		178.41	2.80	181.21
HO-108	Rochon, Succ. Émile.	6..	Pt. 10B, Pt. 10C.	556.80	277.34	5.40	839.54
HO-283-1	J. G. Bisson Construction Ltée.	6..	Pt. 4E.		145.35	3.60	148.95
HO-283-2	J. G. Bisson Construction Ltée.	6..	6D-510.	109.01	140.23	4.20	253.44
HO-C-22	Panorama Construction Inc.	6..	6D-504, 505, 506.	123.80	265.80	4.20	393.80
HO-251	Inconnu — Unknown.	6..	Pt. 4F, Pt. 5F.	1,006.07	462.10	4.20	1,472.37
HO-252	Inconnu — Unknown.	6..	½ Sud 4C-40.	6.08		3.00	9.08
HO-253	Inconnu — Unknown.	6..	½ Sud 4C-44.	6.08		3.00	9.08
	Inconnu — Unknown.	6..	½ Sud 4C-45.	6.08		3.00	9.08

Donné à Hull, ce 28 septembre 1971.

Le greffier,

42325-41-2-o

ROBERT LESAGE.

Given at Hull, this September 28, 1971.

ROBERT LESAGE,

42325-41-2-o

City Clerk.

Ville de Terrebonne

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la ville de Terrebonne, que les propriétés ci-dessous désignées et situées dans les limites de la ville de Terrebonne, seront vendues à l'enchère publique, à l'hôtel de ville de Terrebonne, le DIX-SEPTIÈME jour de NOVEMBRE de l'an 1971, à DIX heures de l'avant-midi, (H.N.E.) pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires et autres impositions, ainsi que pour payer les frais encourus pour et par la vente, à moins que ces taxes et autres impositions et dépens ne soient payés avant la vente, à savoir:

Vaillancourt, Claude — Lot 256-47-28, 5-1-20: Lot 256-47-28 des plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la paroisse St-Charles-de-Lachenaie, division d'enregistrement de l'Assomption et 5-1-20 des plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la ville de Terrebonne, division d'enregistrement de Terrebonne, dont les di-

Town of Terrebonne

Notice is hereby given by the undersigned, Secretary-Treasurer of the town of Terrebonne, that the properties hereinafter described and situated within the limits of the town of Terrebonne, will be sold by public auction at the Town Hall of Terrebonne, the SEVENTEENTH day of the month of NOVEMBER of the year 1971, at TEN o'clock in the forenoon (S.E.T.) to satisfy the payment of the municipal and school taxes and other charges and to pay the costs incurred for and by the sale, unless the said taxes and other costs and expenses be paid before the sale, to wit:

Vaillancourt, Claude — Lot 256-47-28, 5-1-20: Lot 256-47-28 on official plan and book of reference of the cadastre for the parish St-Charles-de-Lachenaie in the registration division of L'Assomption and 5-1-20 on official plan and book of reference of the cadastre for the town of Terrebonne, in the registration division

mensions sont soixante pieds (60') de front et soixante-dix-sept pieds (77') de profondeur, borné à l'ouest par le lot 5-1-14, au sud par le lot 5-1-19, à l'est par la rue Esther-Blondin et au nord par le lot 5-1-21, suivant les plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la ville de Terrebonne, division d'enregistrement de Terrebonne, et est aussi borné à l'est par la rue Esther-Blondin, au nord par le lot 256-47-27 des plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la paroisse St-Charles-de-Lachenaie, division d'enregistrement de L'Assomption. Taxes municipales: \$232.43; taxes scolaires: \$22.69. Total: \$255.12.

Dame Geoffroy, Jean — Lot 7-398: Lot portant la subdivision 398 du cadastre 7 des plan et livre de renvoi officiel du cadastre de la ville de Terrebonne, division d'enregistrement de Terrebonne, dont les dimensions sont quarante-cinq pieds (45') de front et cent vingt-quatre pieds (124') de profondeur, borné à l'ouest par le lot 7-397, au sud par la rivière des Mille-Iles, à l'est par la rue Chartrand et au nord par la rue Bellerive, le tout suivant les plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la ville de Terrebonne, division d'enregistrement de Terrebonne. Taxes municipales: \$87.04; taxes scolaires: \$68.42. Total: \$155.46.

Donné à Terrebonne, ce 23e jour d'octobre 1971.

Le secrétaire-trésorier,
JEAN-JACQUES LAUZON.

42404-41-2-o

of Terrebonne, measuring sixty feet (60') in width in front by a depth of seventy-seven feet (77') being borned towards west by lot 5-1-14, towards south by lot 5-1-19, towards east by Esther-Blondin street, towards north by lot 5-1-21 following official plan and book of reference of the cadastre for the town of Terrebonne and towards east by Esther-Blondin street, towards north by lot 256-47-27 following official plan and book of reference of the cadastre for the parish St-Charles-de-Lachenaie in the registration division of L'Assomption. Municipal taxes: \$232.43; School taxes: \$22.69. Total: \$255.12.

Geoffroy, Jean Mrs.— Lot 7-398: Lot subdivision 398 of cadastre 7 on official plan and book of reference of the cadastre for the town of Terrebonne, in the registration division of Terrebonne, measuring forty-five feet (45') in width in front by a depth of one hundred and twenty-four feet (124') being borned towards west by lot 7-397, towards south by Mille-Iles River, towards east by Chartrand street and towards north by Bellerive street, on official plan and book of reference of the cadastre for the town of Terrebonne in registration division of Terrebonne. Municipal taxes: \$87.04; School taxes: \$68.42. Total: \$155.46.

Given at Terrebonne, this 23rd day of October 1971.

JEAN-JACQUES LAUZON,
Secretary-Treasurer.

42404-41-2-o

Ministère des Terres et Forêts Cadastre

Paroisse de l'Ancienne-Lorette

Cadastre officiel de la paroisse de l'Ancienne-Lorette, municipalité de la ville de Québec, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné qu'une partie du lot 959 est annulée et que le croquis du lot 19 est corrigé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 15 septembre 1971.

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

42327-o

Canton de Letellier

Cadastre officiel du canton de Letellier, municipalité de la cité des Sept-Iles, division d'enregistrement de Sept-Iles.

Avis est par la présente donné que le lot 515 du rang III (village des Sept-Iles) est ajouté et qu'une partie du lot 4 du rang III (village des Sept-Iles) est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 13 septembre 1971.

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

42327-o

Canton de Letellier

Cadastre officiel du canton de Letellier, municipalité de la cité des Sept-Iles, division d'enregistrement de Sept-Iles.

Department of Lands and Forests Cadastre

Parish of l'Ancienne-Lorette

Official cadastre of the parish of l'Ancienne-Lorette, municipality of the town of Québec, registration division of Québec.

Notice is hereby given that a part of lot 959 is cancelled and that the official plan for the lot 19 is corrected in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, September 15, 1971.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

42327-o

Township of Letellier

Official cadastre of township of Letellier, municipality of the city of Sept-Iles, registration division of Sept-Iles.

Notice is hereby given that lot 515 of range III (village of Sept-Iles) is added and that a part of lot 4 of range III (village of Sept-Iles) is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, September 13, 1971.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

42327-o

Township of Letellier

Official cadastre of township of Letellier, municipality of the city of Sept-Iles, registration division of Sept-Iles.

Avis est par la présente donné que les lots 509 à 514 sont ajoutés et qu'une partie des lots 4, 5, 6, du rang III (village des Sept-Iles) sont annulées en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 13 septembre 1971.

42327-o

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

Paroisse de St-Dunstan du Lac Beauport

Cadastre officiel de la paroisse de St-Dunstan du Lac Beauport, municipalité de la paroisse de St-Dunstan du Lac Beauport, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que la partie restante des lots 142-13 et 143-14 sont annulées en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 24 août 1971.

42327-o

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

Paroisse de Ste-Jeanne de Neuville

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Jeanne de Neuville, municipalité de Ste-Jeanne de Pont-Rouge, division d'enregistrement de Portneuf.

Avis est par la présente donné que pour l'ajouté du lot 458 le numérotage et le certificat apparaissant au plan et livre de renvoi officiels sont corrigés en vertu des articles 2174 et 2174A du Code civil.

Québec, le 10 septembre 1971.

42327-o

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

Paroisse de St-Hubert

Cadastre officiel de la paroisse de St-Hubert, municipalité de la ville de St-Hubert, division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que le lot 163-102 et qu'une partie du lot 163-103 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 15 septembre 1971.

42327-o

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

Paroisse de Ste-Rose

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Rose, municipalité de la ville de Laval, division d'enregistrement de Laval.

Avis est par la présente donné que le lot 78-18 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 20 septembre 1971.

42327-o

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

Canton de Simpson

Cadastre officiel du canton de Simpson, municipalité des Cantons Unis de Wendover et Simpson, division d'enregistrement de Drummond.

Notice is hereby given that lots 509 to 514 are added and that a part of lots 4, 5, 6, of range III (village of Sept-Iles) are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, September 13, 1971.

42327-o

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Parish of St-Dunstan du Lac Beauport

Official cadastre of the parish of St-Dunstan du Lac Beauport, municipality of the parish of St-Dunstan du Lac Beauport, registration division of Québec.

Notice is hereby given that a remaining part of lots 142-13 and 143-14 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, August 24, 1971.

42327-o

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Parish of Ste-Jeanne de Neuville

Official cadastre of the parish of Ste-Jeanne de Neuville, municipality of Ste-Jeanne de Pont-Rouge, registration division of Portneuf.

Notice is hereby given that for the addition of lot 458 the numbering and the certificate appearing on official plan and reference book are corrected in virtue of Articles 2174 and 2174A of the Civil Code.

Québec, September 10, 1971.

42327-o

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Parish of St-Hubert

Official cadastre of the parish of St-Hubert, municipality of the town of St-Hubert, registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lot 163-102 and a part of lot 163-103 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, September 15, 1971.

42327-o

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Parish of Ste-Rose

Official cadastre of the parish of Ste-Rose, municipality of the town of Laval, registration division of Laval.

Notice is hereby given that lot 78-18 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, September 20, 1971.

42327-o

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Township of Simpson

Official cadastre of township of Simpson, municipality of United townships of Wendover and Simpson, registration division of Drummond.

Avis est par la présente donné que le lot 18b-4 du rang II est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 9 septembre 1971.

42327-o

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

Canton de Taschereau

Cadastre officiel du canton de Taschereau, municipalité de St-Maxime du Mont-Louis, division d'enregistrement de Gaspé.

Avis est par la présente donné que le lot 7 du rang A est ajouté et que le lot 1-12 et qu'une partie du lot 1-11 du rang A sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 2 septembre 1971.

42327-o

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

Notice is hereby given that lot 18b-4 of range II is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, September 9th, 1971.

42327-o

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Township of Taschereau

Official cadastre of township of Taschereau, municipality of St-Maxime du Mont-Louis, registration division of Gaspé.

Notice is hereby given that lot 7 of range A is added and that lot 1-12 and a part of lot 1-11 of range A are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, September 2, 1971.

42327-o

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

**Chartes —
demandes d'abandon de**

Day Holdings Ltd.

La compagnie « Day Holdings Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social et sa principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, donne avis qu'elle s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 30e jour de septembre 1971.

Les procureurs des requérants,
CHAIT, SALOMON, GELBER,
CIACCIA, REIS & BRONSTEIN.

42407

Par E. DAWSON.

**Dépannage électronique inc.
Electronic Servicing Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Dépannage électronique inc. — Electronic Servicing Inc. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Québec, le 30e jour de septembre 1971.

Les procureurs de la compagnie,
GAGNÉ, TROTIER, LETARTE,
LARUE & ROYER.

2, avenue Chauveau, Québec 4, Qué. 42408-o

Duchess Hosiery Shops Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Duchess Hosiery Shops Inc. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, ce 24e jour de septembre 1971.

42409-o

Le trésorier,
MARCEL C. RICHER.

**Charters —
Applications for Surrender of**

Day Holdings Ltd.

Notice is hereby given that "Day Holdings Ltd.", a corporation constituted under the Québec Companies Act and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 30th day of September, 1971.

CHAIT, SALOMON, GELBER,
CIACCIA, REIS & BRONSTEIN,
Attorneys for the applicants.

42407-o

Per E. DAWSON.

**Dépannage électronique inc.
Electronic Servicing Inc.**

Notice is given that "Dépannage électronique inc. — Electronic Servicing Inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Québec, the 30th day of September, 1971.

GAGNÉ, TROTIER, LETARTE,
LARUE & ROYER,
Attorneys for the company.

2 Chauveau Avenue, Québec 4, Qué. 42408-o

Duchess Hosiery Shops Inc.

Notice is hereby given that "Duchess Hosiery Shops Inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Dated at Montreal, this 24th day of September, 1971.

42409-o

MARCEL C. RICHER,
Treasurer.

L.B.P. Distributeurs Itée

Avis est donné que la compagnie « L.B.P. Distributeurs Itée » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Les procureurs de la compagnie,
FRÉCHETTE, DUBÉ & DAIGLE.

138, rue Wellington, nord, chambre 1-2-3,
Sherbrooke, Qué. 42342-o

Lamintex Inc.

Avis est donné par les présentes que « Lamintex Inc. », une corporation incorporée suivant la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la cité de Lachine, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte suivant les provisions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 27^e jour de septembre 1971.

Le secrétaire,

42343-o RAYMONDE LUTTERMAN.

Les Entreprises Patricia inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Entreprises Patricia inc. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Les procureurs de la compagnie,
LIZOTTE, LAURENDEAU & GRIGNON.

9, rue Dufferin, Granby. 42344-o

Provincial Advertising Service Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Provincial Advertising Service Ltd. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, ce 24^e jour de septembre 1971.

Le secrétaire,

42345-o JAMES V. TROW.

West Isle Automobile Wholesalers Ltd.

La compagnie « West Isle Automobile Wholesalers Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, donne avis qu'elle s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 29^e jour de juillet 1971.

Le secrétaire,

42347 N. EDWARDS.

Netro limitée

Avis est par les présentes donné que « Netro limitée » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 1^{er} octobre 1971.

Le président,

42346-o ACHILLE RÉMILLARD.

L.B.P. Distributeurs Itée

Notice is given that "L.B.P. Distributeurs Itée" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

FRÉCHETTE, DUBÉ & DAIGLE,
Attorneys for the Company.

138, Wellington Street North, Room 1-2-3,
Sherbrooke, Qué. 42342

Lamintex Inc.

Notice is hereby given that "Lamintex Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Lachine, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 27th day of September, 1971.

RAYMONDE LUTTERMAN,

42343-o *Secretary.*

Les Entreprises Patricia inc.

Notice is given that "Les Entreprises Patricia inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

LIZOTTE, LAURENDEAU & GRIGNON,
Attorneys for the Company.

9, Dufferin Street, Granby. 42344

Provincial Advertising Service Ltd.

Notice is hereby given that "Provincial Advertising Service Ltd." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Dated at Montreal, this 24th day of September, 1971.

JAMES V. TROW,

42345-o *Secretary.*

West Isle Automobile Wholesalers Ltd.

Notice is hereby given that "West Isle Automobile Wholesalers Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 29th day of July, 1971.

N. EDWARDS,

42347-o *Secretary.*

Netro limitée

Notice is given that "Netro limitée" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, October 1, 1971.

ACHILLE RÉMILLARD,

42346 *President.*

Blue Sky Delicatessen & Restaurant Inc.

La compagnie « Blue Sky Delicatessen & Restaurant Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, donne avis qu'elle s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 13 septembre 1971.

Les procureurs de la compagnie,

BELL & CYTRYNBAUM.

par le secrétaire,

B. KOURKOULIS.

1255, rue University,
local 1220, Montréal, Qué.

42336

Blue Sky Delicatessen & Restaurant Inc.

Notice is hereby given that "Blue Sky Delicatessen & Restaurant Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its Charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 13 September, 1971.

Attorneys for the company,

BELL & CYTRYNBAUM.

By: B. KOURKOULIS.

1255 University St.,
suite 1220, Montreal, Qué.

Secretary.
42336-o

Buffet Laval inc.

Avis est par les présentes donné que « Buffet Laval inc. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Laval, le 27 septembre 1971.

Le président,

ALFRED SPADA.

42337-o

Buffet Laval inc.

Notice is hereby given that "Buffet Laval inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Laval, September 27, 1971.

ALFRED SPADA,

President.

42337-o

Château Ning Po (1966) Inc.

Avis est donné que la compagnie « Château Ning Po (1966) Inc. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 1er octobre 1971.

Les procureurs de la compagnie,

GREENBLATT, GINSBERG, GARDNER, GARVIS,

1440, rue Towers, BLITT & FINKELSTEIN.

Bureau 100, Montréal 108, Qué. 42338-o

Château Ning Po (1966) Inc.

Notice is given that "Château Ning Po (1966) Inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, October 1, 1971.

GREENBLATT, GINSBERG, GARDNER, GARVIS,

BLITT & FINKELSTEIN.

1440, Towers Street, *Attorneys for the Company.*

suite 100, Montreal 108, Qué. 42338-o

Aux Éléphants importations inc.

La compagnie « Aux Éléphants importations inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal, donne avis qu'elle s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, le 11 août 1971.

Le procureur de la requérante,

KALMAN S. SAMUELS.

42339

Aux Éléphants importations inc.

Notice is hereby given that "Aux Éléphants importations inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Montreal, August 11, 1971.

KALMAN S. SAMUELS,

Attorney for the Petitioner.

42339-o

P. Jeanneau Autos limitée

Avis est donné que la compagnie « P. Jeanneau Autos limitée » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la Province la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, ce 29 septembre 1971.

Les procureurs de la compagnie,

4 est, Notre-Dame, Mes CRÉPEAU & GUILBAULT.

suite 401, Montréal 127, Qué. 42341-o

P. Jeanneau Autos limitée

Notice is given that the company "P. Jeanneau Autos limitée" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, September 29, 1971.

Mtres CRÉPEAU & GUILBAULT,

4 Notre-Dame East, } *Attorneys for the Company.*

suite 401, Montreal 127, Qué. 42341-o

Height of Fashion Ladies' Tailory Limited

Avis est par les présentes donné que « Height of Fashion Ladies' Tailory Limited », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social dans la cité de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte selon les dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 28^e jour de septembre 1971.

42340-o

La secrétaire,
EDNA MAHON.

Height of Fashion Ladies' Tailory Limited

Notice is hereby given that "Height of Fashion Ladies' Tailory Limited", a corporation incorporated under the Québec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Québec Companies Act.

Dated at Montreal, this 28th day of September, 1971.

42340-o

EDNA MAHON,
Secretary.

L'Équipe de Natation de Saint-Laurent inc.

Avis est donné que « L'Équipe de Natation de St-Laurent inc. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives du Québec la permission d'abandonner sa charte.

Les procureurs de la compagnie,
PAGÉ, BEAUREGARD, DUCHESNE,
RENAUD & DESMARAIS.

500, Places d'Armes, Montréal.

42396-o

L'Équipe de Natation de Saint-Laurent inc.

Notice is given that "L'Équipe de Natation de St-Laurent inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of Québec, for leave to surrender its charter.

PAGÉ, BEAUREGARD, DUCHESNE,
RENAUD & DESMARAIS,
Attorneys for the Company.

500 Place d'Armes, Montreal.

42396

**Divers
Compagnies**
Garnier-Gobel inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro « F », de la compagnie « Garnier inc. », constituée par lettres patentes en date du 29^e jour d'octobre 1951, changeant son nom en celui de « Garnier-Gobel inc. ».

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42355-o

13598-51

L'Association des Naturopathes de Montréal

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 20 septembre 1971, il a approuvé les règlements généraux de « L'Association des Naturopathes de Montréal », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42348-o

1257-71

Carnival Casuals Inc.

La compagnie « Carnival Casuals Inc. » donne avis qu'elle a augmenté de 3 à 4 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
MORRIS GOLDENBERG.

42349

2825-71

**Miscellaneous
Companies**
Garnier-Gobel inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number "F", of the company "Garnier inc.", incorporated by letters patent dated the 29th day of October, 1951, changing its name into that of "Garnier-Gobel inc.".

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42355-o

13598-51

L'Association des Naturopathes de Montréal

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on September 20, 1971, and pursuant to section 225 of the Companies Act, he approved the general by-laws of "L'Association des Naturopathes de Montréal".

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42348

1257-71

Carnival Casuals Inc.

Notice is given that "Carnival Casuals Inc." has changed the number of its directors from 3 to 4.

MORRIS GOLDENBERG,
Secretary.

42349-o

2825-71

**Office Central d'Importation (O.C.C.) Itée
Central Import Office (O.C.C.) Ltd.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 44, de la compagnie « Office Central Catholique limitée », constituée par lettres patentes en date du 14e jour de septembre 1929, changeant son nom en celui de « Office Central d'Importation (O.C.C.) Itée — Central Import Office (O.C.C.) Ltd. ».

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42350-o 1658-29

**Le Centre Communautaire du
Lac des Trois Castors inc.**

La corporation « Le Centre Communautaire du Lac des Trois Castors inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 7.

Le secrétaire,

ANTONIUS JOBIN.

42351-o 4513-70

**Le Centre Communautaire du
Lac des Trois Castors inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 9 juillet 1971, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Le Centre Communautaire du Lac des Trois Castors inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur adjoint du service des compagnies,

PAUL-E. DEMERS.

42351-o 4513-70

Jean-Paul Côté et Frères limitée

La compagnie « Jean-Paul Côté et Frères limitée » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 3.

Le secrétaire,

PIERRE CÔTÉ.

42352-o 5148-51

Denten Co. Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 26, de la compagnie « Fina Meuble Juvénile Itée — Fina Juvenile Furniture Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 4e jour de septembre 1968, changeant son nom en celui de « Denten Co. Ltd. ».

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42353-o 3945-68

Les Entreprises Boisier Itée

La compagnie « Les Entreprises Boisier Itée » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,

ROBERT BRISEBOIS.

42354-o 5276-67

**Office Central d'Importation (O.C.C.) Itée
Central Import Office (O.C.C.) Ltd.**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 44, of the company "Office Central Catholique limitée", incorporated by letters patent dated the 14th day of September 1929, changing its name into that of "Office Central d'Importation (O.C.C.) Itée — Central Import Office (O.C.C.) Ltd.".

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42350-o 1658-29

**Le Centre Communautaire du
Lac des Trois Castors inc.**

Notice is given that "Le Centre Communautaire du Lac des Trois Castors inc." has changed the number of its directors from 3 to 7.

ANTONIUS JOBIN,

Secretary.

42351 4513-70

**Le Centre Communautaire du
Lac des Trois Castors inc.**

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on July 9, 1971, and pursuant to section 225 of the Companies Act, he approved the general by-laws of "Le Centre Communautaire du Lac des Trois Castors inc.".

PAUL-A. DEMERS,

Assistant Director of the Companies Act.

42351 4513-70

Jean-Paul Côté et Frères limitée

Notice is given that "Jean-Paul Côté et Frères limitée" has changed the number of its directors from 7 to 3.

PIERRE CÔTÉ,

Secretary.

42352 5148-51

Denten Co. Ltd.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 26, of the company "Fina Meuble Juvénile Itée — Fina Juvenile Furniture Ltd.", incorporated by letters patent dated the 4th day of September 1968, changing its name into that of "Denten Co. Ltd.".

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42353-o 3945-68

Les Entreprises Boisier Itée

Notice is given that "Les Entreprises Boisier Itée" has increased the number of its directors from 3 to 4.

ROBERT BRISEBOIS,

Secretary.

42354 5276-67

Kensington Industries Inc.

La compagnie « Kensington Industries Inc. » donne avis qu'elle a diminué de 5 à 3 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
BRUCE FLEXMAN.
42356 4556-51

Lange Canada Inc.

La compagnie « Lange Canada Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
ANTONY G. TIEMAN.
42357-0 4197-66

Langelier Transport limitée

La compagnie « Langelier Transport limitée » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
RENÉ AMYOT.
42358-0 5270-63

Les Loisirs de Ste-Dorothée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 10 septembre 1971, il a approuvé les règlements généraux numéros 1 à 41 de la corporation « Les Loisirs de Ste-Dorothée », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.
42359-0 3886-48

Les Loisirs de Ste-Dorothée

La corporation « Les Loisirs de Ste-Dorothée » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 6 à 7.

Le secrétaire,
Mlle LISETTE BÉLANGER.
42360-0 3886-48

Marketing Design Limited

La compagnie « Marketing Design Limited », donne avis qu'elle a augmenté de 3 à 4 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
R. E. PARSONS.
42361 11131-61

Mart Steel Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 24, de la compagnie « Mart Steel & Metal Corp. », constituée par lettres patentes en date du 27^e jour de décembre 1962, changeant son nom en celui de « Mart Steel Corp. ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.
42362-0 14888-62

Kensington Industries Inc.

Notice is given that "Kensington Industries Inc." has changed the number of its directors from 5 to 3.

BRUCE FLEXMAN,
Secretary.
42356-0 4556-51

Lange Canada Inc.

Notice is given that "Lange Canada Inc." has changed the number of its directors from 3 to 5.

ANTONY G. TIEMAN,
Secretary.
42357-0 4197-66

Langelier Transport limitée

Notice is given that "Langelier Transport limitée" has increased the number of its directors from 3 to 4.

RENÉ AMYOT,
Secretary.
42358 5270-63

Les Loisirs de Ste-Dorothée

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on September 10, 1971, and pursuant to section 226 of the Companies Act, he approved the general by-laws 1 to 41 of "Les Loisirs de Ste-Dorothée".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.
42359 3886-48

Les Loisirs de Ste-Dorothée

Notice is given that "Les Loisirs de Ste-Dorothée" has increased the number of its directors from 6 to 7.

MISS LISETTE BÉLANGER,
Secretary.
42360 3886-48

Marketing Design Limited

Notice is given that "Marketing Design Limited" has changed the number of its directors from 3 to 4.

R. E. PARSONS,
Secretary.
42361-0 11131-61

Mart Steel Corp.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 24, of the company "Mart Steel & Metal Corp.", incorporated by letters patent dated the 27th day of December 1962, changing its name into that of "Mart Steel Corp.".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.
42362-0 14888-62

**N S P limitée
N S P Limited**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement spécial « A » (1971), de la compagnie « National Sports Productions (1969) Limited », constituée par lettres patentes en date du 28e jour de février 1969, changeant son nom en celui de « N S P limitée — N S P Limited ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42363-o 554-69

**N S P limitée
N S P Limited**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the special by-law "A" (1971), of the company "National Sports Productions (1969) Limited", incorporated by letters patent dated the 28th day of February 1969, changing its name into that of "N S P limitée — N S P Limited".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42363-o 554-69

**Pratte, Houle, Méthot, Proteau-Dozois,
Morrissette inc.**

La compagnie « Pratte, Houle, Méthot, Proteau-Dozois, Morrissette inc. » donne avis qu'elle a diminué de 12 à 10 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
GUY VALLÉE.

42364 10945-62

**Pratte, Houle, Méthot, Proteau-Dozois,
Morrissette inc.**

Notice is given that "Pratte, Houle, Méthot, Proteau-Dozois, Morrissette inc." has changed the number of its directors from 12 to 10.

GUY VALLÉE,
Secretary.
10945-62

42364-o

C. H. Shapiro Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 22, de la compagnie « Sepco Electric Products Corp. », constituée par lettres patentes en date du 18e jour d'octobre 1945, changeant son nom en celui de « C. H. Shapiro Inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42365-o 6172-45

C. H. Shapiro Inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 22, of the company "Sepco Electric Products Corp.", incorporated by letters patent dated the 18th day of October 1945, changing its name into that of "C. H. Shapiro Inc.".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.
6172-45

42365-o

Agri-Québec Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 7, de la compagnie « Credit Finance Company », constituée par lettres patentes en date du 27e jour de décembre 1949, changeant son nom en celui de « Agri-Québec Itée ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42410-o 9467-49

Agri-Québec Itée

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 7, of the company "Credit Finance Company", incorporated by letters patent dated the 27th day of December, 1949, changing its name into that of "Agri-Québec Itée".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.
9467-49

42410-o

**Richelieu Flooring Distributors Inc.
Les Distributeurs en Couvre-Planchers
Richelieu inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement spécial « A » de la compagnie « Richelieu Flooring Distributors Inc. », constituée par lettres patentes en date du 9e jour de mars 1959, changeant son nom en celui de « Richelieu Flooring Distributors Inc. — Les Distributeurs en Couvre-Planchers Richelieu inc. ».

Le directeur adjoint du service des compagnies,
PAUL-A. DEMERS.

42412-o 10778-59

**Richelieu Flooring Distributors Inc.
Les Distributeurs en Couvre-Planchers
Richelieu inc.**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the special by-law "A" of the company "Richelieu Flooring Distributors Inc.", incorporated by letters patent dated the 9th day of March, 1959, changing its name into that of "Richelieu Flooring Distributors Inc. — Les Distributeurs en Couvre-Planchers Richelieu inc.".

PAUL-A. DEMERS,
Assistant Director of the Companies Service.

42412-o 10778-59

Allégro Productions inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 25, de la compagnie « Les Entreprises Georges Tremblay inc.—Georges Tremblay Enterprises Inc. », constituée par lettres patentes en date du 27^e jour de mai 1968, changeant son nom en celui de « Allégro Productions inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42411-o 2449-68

Ferron International inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement spécial « B » de la compagnie « Les Messageries Ferron inc. », constituée par lettres patentes en date du 2^e jour de décembre 1964, changeant son nom en celui de « Ferron International inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42413-o 5401-64

Plant National Industries (Canada) Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 17, de la compagnie « MacDonald Drums Mfg. Corporation », constituée par lettres patentes en date du 29^e jour de décembre 1970, changeant son nom en celui de « Plant National Industries (Canada) Ltd. ».

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,*
ALBERT JESSOP.

42414-o 5769-70

Plant National Industries (Montreal) Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro F, de la compagnie « National Containers Limited », constituée par lettres patentes en date du 4^e jour de janvier 1946, changeant son nom en celui de « Plant National Industries (Montreal) Ltd. ».

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,*
ALBERT JESSOP.

42415-o 7561-45

Allégro Productions inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 25, of the company "Les Entreprises Georges Tremblay inc.—Georges Tremblay Enterprises Inc.", incorporated by letters patent dated the 27th day of May 1968, changing its name into that of "Allégro Productions inc."

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42411-o 2449-68

Ferron International inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the special by-law "B", of the company "Les Messageries Ferron inc.", incorporated by letters patent dated the 2nd day of December, 1964, changing its name into that of "Ferron International inc."

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42413-o 5401-64

Plant National Industries (Canada) Ltd.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 17, of the company "MacDonald Drums Mfg. Corporation", incorporated by letters patent dated the 29th day of December, 1970, changing its name into that of "Plant National Industries (Canada) Ltd."

ALBERT JESSOP,
*Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

42414-o 5769-70

Plant National Industries (Montreal) Ltd.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number F, of the company "National Containers Limited", incorporated by letters patent dated the 4th day of January 1946, changing its name into that of "Plant National Industries (Montreal) Ltd."

ALBERT JESSOP,
*Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

42415-o 7561-45

Sièges sociaux**Great West Fur Inc.**

La compagnie « Great West Fur Inc. » donne avis qu'elle a transporté son siège social de Montréal à 7430, boulevard Newman, LaSalle.

Le secrétaire,
SYD GARTNER.

42379 13621-61

Head Offices**Great West Fur Inc.**

Notice is given that "Great West Fur Inc." has transferred its head office from Montreal to 7430 Newman Boulevard, LaSalle.

SYD GARTNER,
Secretary.

42379-o 13621-61

Les Entreprises Boisier Itée

Avis est donné que la compagnie « Les Entreprises Boisier Itée » constituée en corporation par lettres patentes de la Province de Québec, en date du 20 décembre 1967, et ayant son siège social dans la cité de Hull où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 244, du boulevard St-Joseph, l'a transporté au numéro 131, de la rue Richer.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Hull, ce 10e jour de septembre 1971.

(Sceau)

Le secrétaire,

ROBERT BRISEBOIS.

42354-o

5276-67

**African Safari Park (Québec) Inc.
Parc safari africain (Québec) inc.**

Avis est donné que la compagnie « African Safari Park (Québec) Inc. — Parc safari africain (Québec) inc. », constituée par lettres patentes datées du 5 août 1971, a établi son bureau principal Hemmingford, P.Q.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, P.Q., ce 9e jour d'août 1971.

Le président,

F. A. CHEFTECH.

42367-o

4140-71

Arc Drafting Inc.

Avis est donné que la compagnie « Arc Drafting Inc. » constituée en corporation par lettres patentes en date du 19e jour de juillet 1971, ayant son bureau principal dans la cité de Dorval, a établi son bureau au numéro 114, avenue Mimosa.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Dorval, ce 10e jour de septembre 1971.

Le président,

RHÉAL BÉLANGER.

42368-o

3426-71

**Domaine Bromont inc.
Bromont Estate Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Domaine Bromont inc. — Bromont Estate Inc. », constituée en corporation par lettres patentes datées du 15 juillet 1971 et ayant son siège social à Bromont, comté de Shefford, Qué., a établi son bureau au numéro 100, de la rue Champlain, Bromont, comté de Shefford, Qué.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Bromont, Qué., le 19 juillet 1971.

Le président,

ROLAND DESOURDY.

42370-o

3850-71

Les Entreprises Boisier Itée

Notice is hereby given that "Les Entreprises Boisier Itée" incorporated by letters patent of the Province of Québec, dated December 20, 1967, and having its head office in the city of Hull, where its office was situated up to to-day at number 244 St. Joseph Boulevard, has transferred it to number 131 Richer Street.

From the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Hull, this 10th day of September, 1971.

(Seal)

ROBERT BRISEBOIS,

Secretary.

42354

5276-67

**African Safari Park (Québec) Inc.
Parc safari africain (Québec) inc.**

Notice is hereby given that "African Safari Park (Québec) Inc. — Parc safari africain (Québec) inc." incorporated by letters patent dated August 5, 1971, has established its head office at Hemmingford, P.Q.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, P.Q., this 9th day of August, 1971.

F. A. CHEFTECH,

President.

42367-o

4140-71

Arc Drafting Inc.

Notice is given that "Arc Drafting Inc." incorporated by letters patent on the 19th day of July, 1971, and having its head office in the city of Dorval, has established its office at number 114 Mimosa Avenue.

From the date of this notice the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Dorval, this 10th day of September, 1971.

RHÉAL BÉLANGER,

President.

42368

3426-71

**Domaine Bromont inc.
Bromont Estate Inc.**

Notice is given that "Domaine Bromont inc. — Bromont Estate Inc.", incorporated by letters patent dated July 15, 1971, and having its head office in Bromont, Shefford County, P.Q., has established its office at number 100 Champlain Street, Bromont, Shefford County, P.Q.

From the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Bromont, P.Q., on July 19, 1971.

ROLAND DESOURDY,

President.

42370-o

3850-71

Auberge de la mère Catherine inc.

Avis est donné que « Auberge de la mère Catherine inc. », une compagnie formée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes émises le 29 juin 1971, et ayant son siège social à St-Jérôme, a établi son bureau à 258, rue Labelle, Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne, province de Québec.

Daté à Saint-Jérôme, ce 5 juillet 1971.

Le secrétaire,

JEAN-PAUL FRANCOEUR.

42369-o

3493-71

Les Placements Maurel Itée

Avis est donné que « Les Placements Maurel Itée », une corporation constituée par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, en date du 7 juin 1960, et ayant son siège social au 6752, rue Sherbrooke Est, dans les ville et district de Montréal, où jusqu'à cette date son bureau était situé, l'a transporté au 1675, rue Prieur, à Montréal.

À compter de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 13^e jour de septembre 1971.

(Sceau)

Le secrétaire,

VALÉRY BOUCHER.

42388-o

12198-60

**Placements T.L.P. Itée
T.L.P. Investments Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Placements T.L.P. Itée — T.L.P. Investments Ltd. » constituée en corporation en date du 26 janvier 1966, et ayant son siège social dans la ville de Longueuil, où elle avait son bureau situé au 140, Chemin Chambly, l'a transporté à 21, rue Lévis, Longueuil, P.Q.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Longueuil, P.Q., ce 23^e jour d'août 1971.

(Sceau)

Le secrétaire,

CAMILLE LAMER.

42389-o

422-66

Rousseau Sauvé Warren Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Rousseau Sauvé Warren Inc. », constituée en corporation dans la province de Québec, par lettres patentes en date du 15 juin 1971 et ayant son siège social à Montréal, district judiciaire de Montréal, a établi son bureau principal au 1860, Édifice Sun Life, Carré Dominion, Montréal, P.Q.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, ce 9^e jour du mois d'août 1971.

(Sceau)

Le président,

J. C. ROGER WARREN.

42392-o

3998-71

Auberge de la mère Catherine inc.

Notice is given that "Auberge de la mère Catherine inc.", incorporated under Part I of the Companies Act, by letters patent issued on June 29, 1971, and having its head office in St. Jérôme, has established its office at 258 Labelle Street, Saint-Jérôme, in the county of Terrebonne, province of Québec.

Dated at St. Jérôme, July 5, 1971.

JEAN-PAUL FRANCOEUR,

Secretary.

42369

3493-71

Les Placements Maurel Itée

Notice is hereby given that the company "Les Placements Maurel Itée", incorporated by letters patent issued under Part I of the Companies Act dated June 7, 1960, and having its head office at 6752, Sherbrooke Street East, in the city and district of Montreal, where its office, has been situated to date, has moved its office to 1675 Prieur Street, in Montreal.

From and after the date of this notice, the said office should be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, this 13th day of September, 1971.

(Seal)

VALÉRY BOUCHER,

Secretary.

42388-o

12198-60

**Placements T.L.P. Itée
T.L.P. Investments Ltd.**

Notice is given that "Placements T.L.P. Itée — T.L.P. Investments Ltd." incorporated on January 26, 1966, and having its head office in the town of Longueuil, where its office was situated at 140 Chambly Road, has moved it to 21 Lévis Street, Longueuil, P.Q.

From the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Longueuil, P.Q., this 23rd day of August, 1971.

(Seal)

CAMILLE LAMER,

Secretary.

42389

422-66

Rousseau Sauvé Warren Inc.

Notice is hereby given that "Rousseau Sauvé Warren Inc.", incorporated in the Province of Québec by letters patent dated June 15, 1971, and having its head office in the city and district of Montreal, has established its principal place of business at 1860 Sun Life Building, Dominion Square, Montreal, district of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its principal place of business and head office.

Dated at Montreal, this 9th day of month of August, 1971.

(Seal)

J. C. ROGER WARREN,

President.

42392-o

3998-71

**Placements T.L.P. Itée
T.L.P. Investments Ltd.**

La compagnie « Placements T.L.P. Itée — T.L.P. Investments Ltd. » donne avis qu'elle a changé son siège social de Montréal à Longueuil.

Le secrétaire,
CAMILLE LAMER.
422-66

42390-o

**Les Serres Quevi inc.
Quevi Greenhouses Inc.**

La compagnie « Les Serres Quevi inc. — Quevi Greenhouses Inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social de Ste-Foy au numéro 230, avenue Guillem, Longueuil.

Le secrétaire,
GILLES ST-PIERRE.
3579-70

42391-o

Vins Calona Inc.

Avis est donné que la compagnie « Vins Calona Inc. », constituée en corporation par lettres patentes datées du 15 septembre 1971 et ayant son siège social à Montréal, P.Q., a établi son bureau à 550 ouest, rue Sherbrooke.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, P.Q., ce 16e jour de septembre 1971.

Le président,
F. A. CHEFTECH.
4845-71

42393-o

Lutrand inc.

Avis est donné que la compagnie « Lutrand inc. », constituée en corporation selon la première partie de la Loi des compagnies en date du 15e jour d'avril 1971 et ayant son siège social dans la ville de Laval où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 3333, de la rue Chemin du Souvenir, l'a transporté au numéro 242, de la rue Boul. des Laurentides.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Laval, ce 10e jour d'août 1971.

ROLAND CHARTRAND.
1913-71

42383-o

Munroe and Allen Québec Ltd.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Munroe and Allen Québec Ltd. », constituée en corporation dans la Province de Québec, par lettres patentes en date du 28 juillet, 1971 et ayant son siège social à Montréal, district judiciaire de Montréal, a établi son bureau principal au numéro 3400, La Tour de la Bourse, 800, Victoria Square, Montréal, Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 19e jour d'août 1971.

Le président,
RONALD J. MACISAAC.
3997-71

42385-o

**Placements T.L.P. Itée
T.L.P. Investments Ltd.**

Notice is given that "Placements T.L.P. Itée — T.L.P. Investments Ltd." has transferred its head office from Montreal to Longueuil.

CAMILLE LAMER,
Secretary.
422-66

42390

**Les Serres Quevi inc.
Quevi Greenhouses Inc.**

Notice is given that "Les Serres Quevi inc. — Quevi Greenhouses Inc.", has transferred its head office from St. Foy to number 230 Guillem Avenue, Longueuil.

GILLES ST-PIERRE,
Secretary.
3579-70

42391

Vins Calona Inc.

Notice is hereby given that "Vins Calona Inc.", incorporated by letters patent dated September 15, 1971 and having its head office in Montreal, P.Q., has established its office at 550 Sherbrooke Street West.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, P.Q., this 16th day of September, 1971.

F. A. CHEFTECH,
President.
4845-71

42393-o

Lutrand inc.

Notice is given that "Lutrand inc.", constituted in corporation under the Part I of the Companies Act on April 15th, 1971 and having its head office in the city of Laval where it had until today its office situated at 3333 Chemin du Souvenir has transferred its office at 242 Boul. des Laurentides, city of Laval, province of Québec.

From the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Laval, this 10th of August 1971.

ROLAND CHARTRAND.
1913-71

42383-o

Munroe and Allen Québec Ltd.

Notice is hereby given that "Munroe and Allen Québec Ltd.", incorporated by letters patent dated July 28, 1971 issued pursuant to the provisions of Part I of the Companies' Act of the Province of Québec, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at 3400 The Stock Exchange Tower, 800 Victoria Square, Montreal, Québec.

From and after the date of this Notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 19th day of August 1971.

RONALD J. MACISAAC,
President.
3997-71

42385-o

Mart Steel & Metal Corp.

La compagnie « Mart Steel & Metal Corp. » donne avis qu'elle a transporté son siège social de 870, rue Mill, Montréal à 10015, rue Bruxelles, Montréal Nord.

Le secrétaire,
MINNIE SACKS.
14888-62

42384

Mart Steel & Metal Corp.

Notice is given that "Mart Steel & Metal Corp." has transferred its head office from 870 Mill Street, Montreal to 10015 Bruxelles Street, Montreal North.

MINNIE SACKS,
Secretary.
14888-62

42384-o

Pensionnat St. Paul de Varennes

Avis est donné que « Pensionnat St. Paul de Varennes », constitué en corporation en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes émises en date du 24 août 1961, et par lettres patentes supplémentaires émises en date du 12 juillet 1971, et ayant son siège social en la cité de Varenne, a établi son bureau au numéro 235, rue Sainte-Anne.

À compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Varennes, ce 16^e jour d'août 1971.

Le président,
LIONEL SABOURIN.
13450-61

42386-o

Pensionnat St. Paul de Varennes

Notice is hereby given that "Pensionnat St. Paul de Varennes", corporation incorporated under Part III of the Companies Act by letters patent issued on August 24th, 1961, and by supplementary letters patent issued on July 12th, 1971, has established its head office at 235, Sainte-Anne Street, in the city of Varennes.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Varennes, this 16th day of August 1971.

LIONEL SABOURIN,
President.
13450-61

42386-o

Pièces et peinture d'autos du Québec inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Pièces et peinture d'autos du Québec inc. », constituée en corporation dans la province de Québec, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes portant la date du 29 avril 1971 et ayant son siège social en la ville de Thetford Mines, a établi son bureau principal au 438 est, rue St-Alphonse.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Montréal, ce 29^e jour d'avril 1971.

(Sceau)

Le président,
GÉRARD E. ROBITAILLE.
2216-71

42387-o

Pièces et peinture d'autos du Québec inc.

Notice is hereby given that the company "Pièces et peinture d'autos du Québec inc.", incorporated in the Province of Québec, under Part I of the Companies Act, by letters patent bearing the date of April the 29th, 1971, and having its head office in the city of Thetford Mines, has established its office at 438 East, St. Alphonse Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being its head office.

Montreal, this 29th day of April, 1971.

(Seal)

GÉRARD E. ROBITAILLE,
President.
2216-71

42387-o

Fabrecon inc.

Avis est donné que la compagnie « Fabrecon inc. » constituée en corporation selon la première partie de la Loi des compagnies en date du 17^e jour de mai 1971 et ayant son siège social dans Laval où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 3333, de la rue Chemin du Souvenir, l'a transporté au numéro 242, de la rue Boulevard des Laurentides.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Laval, ce 10^e jour d'août 1971.

Le président,
MICHEL ST-ARNAUD.
2686-71

42377-o

Fabrecon inc.

Notice is given that "Fabrecon inc." constituted in corporation under the first part of the Companies Act on May 17th, 1971, and having its head office in the city of Laval where it had until to day its office situated at 3333 Chemin du souvenir, has transferred its office to 242, Boulevard des Laurentides, city of Laval, Québec.

From the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Laval, this 10th day of August, 1971.

MICHEL ST-ARNAUD.
President.
2686-71

42377

Gemus Promotions Inc.

Avis est donné que la compagnie « Gemus Promotions Inc. » constituée en corporation dans la province de

Gemus Promotions Inc.

Notice is hereby given that "Gemus Promotions Inc.", incorporated under Part I of the Québec Com-

Québec en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes en date du 5 juin 1970, et ayant son siège social en la cité de Laval, district de Montréal, a établi son bureau principal au numéro civique 395, rue Riviera, (Duvernay) en ladite cité de Laval.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Montréal, ce 5e jour de juin 1970.
(Sceau)

Le président,
LUCIEN GEMUS.
2544-70

42378-o

Jerrax of Canada Ltd.

La compagnie « Jerrax of Canada Ltd. » constituée en corporation par lettres patentes en date du 17e jour d'octobre 1962, et ayant son siège social en les ville et district de Montréal, donne avis qu'elle l'a transporté à 1470, rue Peel, local 1010, ville et district de Montréal, province de Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 1er jour de septembre 1971.

Le secrétaire-trésorier,
HOWARD BROWN.

42380

14025-62

G.R. L'Espérance Inc.

La compagnie « G.R. L'Espérance Inc. » constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies, le 22e jour d'octobre 1949, et ayant son siège social en les ville et district de Montréal, où jusqu'à ce jour, son bureau étant situé à 209, est, rue Ste-Catherine, donne avis qu'elle l'a transporté à 1029 côte Beaver Hall.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 7e jour de juillet 1971.

(Sceau)

Le secrétaire,
SAUL COBRIN.
7571-49

42381

Leves Questor Inc.

Avis est donné que la compagnie « Leves Questor Inc. », constituée par lettres patentes datées du 5 août 1971, et ayant son siège social à Montréal, P.Q., a établi son bureau principal à suite 750, 1 Place Ville Marie.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, P.Q., ce 9e jour d'août 1971.

Le président,
F. A. CHEFTECHI.

42382-o

71-4139

Club des Campeurs Opemiska inc.

Avis est donné que la compagnie « Club des Campeurs Opemiska inc. », constituée en corporation par

panies Act, by letters patent dated June 5th, 1970, and having its head office in the city of Laval, judicial district of Montreal, has established its office at civic number 395 Riviera Street, (Duvernay), in the said city of Laval.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 5th day of June, 1970.

(Seal)

LUCIEN GEMUS,
President.

42378-o

2544-70

Jerrax of Canada Ltd.

Notice is hereby given that "Jerrax of Canada Ltd. », incorporated by letters patent on the 17th day of October, 1962, and having its head office in the city and district of Montreal, has moved it to 1470 Peel Street, suite 1010, city and district of Montreal, province of Québec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 1st day of September 1971.

HOWARD BROWN,
Secretary-Treasurer.

42380-o

14025-62

G.R. L'Espérance Inc.

Notice is hereby given that "G.R. L'Espérance Inc." incorporated under the Companies Act, on the 22nd day of October, 1946, and having its head office in the city and district of Montreal, where its office was situated up to today at 209 St. Catherine St. East, has moved it to 1029 Beaver Hall Hill.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 7th day of July, 1971.

(Seal)

SAUL COBRIN,
Secretary.

42381-o

7571-49

Leves Questor Inc.

Notice is hereby given that "Leves Questor Inc." incorporated by letters patent dated August 5th, 1971, and having its head office in Montreal, P.Q., has established its head office at suite 750, 1 Place Ville Marie.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, P.Q., this 9th day of August, 1971.

F. A. CHEFTECHI,
President.

42382-o

71-4139

Club des Campeurs Opemiska inc.

Notice is given that "Club des Campeurs Opemiska inc.", incorporated by letters patent dated on the 13th

lettres patentes en date du 13^e jour de mai 1971 et ayant son siège social en la ville de Chapais, a établi sa place d'affaires au 145, boulevard Springer, en la ville de Chapais, comté d'Abitibi-Est.

A compter de la date du présent avis, ladite place d'affaires est considérée par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Chapais, ce 26^e jour d'août, 1971.

Le président,
MARCEL CABALE.
2524-71

42371-o

Les Distributions Clément inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Distributions Clément inc. », constituée en corporation sous la première partie de la Loi des compagnies le 15 novembre 1963, et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau principal au numéro 1032 ouest, rue Laurier, à Montréal, et ce, depuis le 1^{er} mai 1971.

Donné à Montréal, ce 2 septembre 1971.

Le président,
JEAN ALLAIRE, C.R.
5419-68

42372-o

Dorbeau Diamond Drilling Inc.

Avis est donné que la compagnie « Dorbeau Diamond Drilling Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 7^e jour de janvier 1971 et ayant son siège social en la ville de Chibougamau, a établi sa place d'affaires au 196, Henderson Street, en la ville de Chibougamau, comté d'Abitibi-Est.

A compter de la date du présent avis ladite place d'affaires est considérée par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Chibougamau, ce 15^e jour de février, 1971.

Le président,
FERNAND BEAUREGARD.
99-71

42373-o

Dorgard Construction Inc.

Avis est donné que la compagnie « Dorgard Construction Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 7^e jour de janvier 1971, ayant son siège social en la ville de Chibougamau, a établi sa place d'affaires au 791, 4^e Rue, en la ville de Chibougamau, comté d'Abitibi-Est.

A compter de la date du présent avis ladite place d'affaires est considérée par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Chibougamau, ce 15^e jour de février, 1971.

Le président,
GUY DORVAL.
98-71

42374-o

Duraforme du Québec inc.

La compagnie « Duraforme du Québec inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social de Dollard-des-

day of May, 1971, and having its head office in the town of Chapais, has established its business office at 145 Springer Boulevard, in the town of Chapais, county of Abitibi-East.

From the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Chapais, this 26th day of August, 1971.

MARCEL CABALE,
President.
2524-71

42371

Les Distributions Clément inc.

Notice is given that "Les Distributions Clément inc." incorporated under Part I of the Companies Act, on November 15, 1968, and having its head office in Montreal, has established its head office at number 1032 Laurier Street West, in Montreal, and such, since May 1st 1971.

Given at Montreal, September 2, 1971.

JEAN ALLAIRE, Q.C.,
President.
5419-68

42372

Dorbeau Diamond Drilling Inc.

Notice is hereby given that "Dorbeau Diamond Drilling Inc." incorporated by letters patent dated on the 7th day of January, 1971, and having its head office in the town of Chibougamau, has established its business office at 196 Henderson Street, in the town of Chibougamau, county of Abitibi-East.

From the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Chibougamau, this 15th day of February, 1971.

FERNAND BEAUREGARD,
President.
99-71

42373

Dorgard Construction Inc.

Notice is given that "Dorgard Construction Inc.", incorporated by letters patent on the 7th day of January, 1971, and having its head office in the town of Chibougamau, has established its business office at 791, 4th Street, in the town of Chibougamau, county of Abitibi-East.

From the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Chibougamau, this 15th day of February, 1971.

GUY DORVAL,
President.
98-71

42374

Duraforme du Québec inc.

Notice is given that "Duraforme du Québec inc." has transferred its head office from Dollard-des-

Ormeaux au numéro 2740, boulevard Pitfield, St-Laurent.

Le secrétaire,
BERNARD BRISEBOIS.
295-71

42375-o

Bessette Transport Inc.

La compagnie « Bessette Transport Inc. », donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 505, rue Provost, Iberville au numéro 3, rang St-Marc, St-Philippe.

Le secrétaire,
ROGER MENARD.
3890-69

42416-o

Centre de pédiatrie hospitalière de Montréal (P.T.G.) inc.

Avis est donné que la compagnie « Centre de pédiatrie hospitalière de Montréal (P.T.G.) inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 23 juin 1971 et ayant son siège social dans la ville de Montréal, a établi son bureau au numéro 3175, Chemin Côte Ste-Catherine, dans le district de Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 30e jour d'août 1971.

Le président,
JACQUES-RAYMOND DUCHARME.
3551-71

42417-o

Ormeaux to number 2740 Pitfield Boulevard, Saint-Laurent.

BERNARD BRISEBOIS,
Secretary.
295-71

42375

Bessette Transport Inc.

Notice is given that "Bessette Transport Inc.", has transferred its head office from 505, Provost Street, Iberville to 3, St-Marc range, St-Philippe.

ROGER MENARD,
Secretary.
3890-69

42416

Centre de pédiatrie hospitalière de Montréal (P.T.G.) inc.

Notice is hereby given that the "Centre de pédiatrie hospitalière de Montréal (P.T.G.) inc.", company incorporated by letters patent, dated June 23, 1971, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at 3175 Chemin Côte Ste-Catherine, in the district of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 30th of August, 1971.

JACQUES-RAYMOND DUCHARME,
President.
3551-71

42417-o

Avis divers

Succession Michel Belle Rose

Avis est donné que Dame Charlotte Maillé-Belle Rose a accepté, sous bénéfice d'inventaire, la succession de Michel Belle Rose, aux termes d'un acte reçu à Ste-Agathe-des-Monts par Me Yves-R. Léonard, notaire, exerçant à Ste-Agathe-des-Monts, comté de Terrebonne, le 17 septembre 1971 et enregistré au bureau d'enregistrement de Terrebonne, le 22 septembre 1971 sous le numéro 391,300.

Le notaire,
YVES-R. LÉONARD.
42333-o

Succession Veronica Klein Tauber

Avis est donné que, selon un acte passé sous le numéro 10026 des minutes du notaire Sheldon Merling, 615 ouest, boulevard Dorchester, à Montréal, le 22e jour de septembre 1971, et enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal à Montréal, le 23e jour de septembre 1971, sous le numéro 2302684, Roberto Klein, en sa qualité de tuteur envers les enfants mineurs Eduardo Tauber et Karen Tauber, a accepté pour et au nom desdits enfants, la succession *ab intestat* de feu leur mère Veronica Klein Tauber.

Montréal, 24 septembre 1971.

Les procureurs de Roberto Klein,
CHAIT, SALOMON, GELBER, CIACCIA,
REIS & BRONSTEIN.

42334

Miscellaneous Notices

Estate of Michel Belle Rose

Notice is hereby given that Dame Charlotte Maillé-Belle Rose has accepted under benefit of inventory the estate of Michel Belle Rose by the terms of a document received at Ste. Agathe-des-Monts, by Mtre Yves-R. Léonard, notary, practicing in Ste. Agathe-des-Monts, county of Terrebonne, on September 17, 1971, copy registered office of Terrebonne, on September 22, 1971, under number 391,300.

YVES-R. LÉONARD,
Notary.
42333-o

Estate of Veronica Klein Tauber

Notice is hereby given that by a deed received under minute number 10026 of Sheldon Merling, notary, 615 Dorchester Blvd., West, Montreal, at Montreal, on the 22nd day of September, 1971, registered at the Montreal registry office on the 23rd day of September, 1971, under number 2302684, Roberto Klein, in his capacity as tutor to the minor children Eduardo Tauber and Karen Tauber, accepted, for and in the name of the said children, their *ab intestat* succession of their late mother, Venorica Klein Tauber.

Montreal, September 24, 1971.

CHAIT, SALOMON, GELBER, CIACCIA,
REIS & BRONSTEIN,
Attorneys for Roberto Klein.
42334-o

Ville de Montréal

Ordre du jour 52 — 1^{ère} étude

Règlement 4311

Constatation de l'annexion de certains lots situés en la municipalité de Saint-Jean-de-Dieu.

A la séance du conseil de la ville de Montréal tenue le 27 septembre 1971,

Vu les dispositions de l'article 57 du chapitre 70 des lois de 1963, loi modifiant la charte de la ville de Montréal,

le conseil décrète:

1. Est constatée l'annexion à la ville de Montréal, comme faisant partie du quartier Mercier et du district électoral Mercier, de certains lots qui ont fait l'objet de la vente, entre la Communauté des Soeurs de Charité de la Providence et la Commission Hydroélectrique de Québec, passée devant Me Jean-Pierre Hardy le 6 avril 1966 et enregistrée sous le numéro 1903289 de la division d'enregistrement de Montréal; ces lots sont indiqués dans les plans ci-annexés, portant les numéros suivants: G-756-1, daté le 30 juillet 1965 par M. Fernand Lemay, arpenteur-géomètre par M. Fernand Lemay, arpenteur-géomètre, G-756-2, daté le 17 février 1966 par M. Fernand Lemay, arpenteur-géomètre, et G-756-2A, daté le 23 décembre 1965, par M. R. Paquin, arpenteur-géomètre, lesdits plans étant identifiés aux fins des présentes par le greffier de la Ville, et sont décrits comme suit:

1. Une étendue de terre formant partie des lots numéros trois cent trente-deux et trois cent trente-cinq (pts 332 et 335) aux susdits plan et livre de renvoi officiels, bornée vers le nord-ouest par une autre partie desdits lots numéros 332 et 335 appartenant au vendeur; vers le nord-est par une autre partie dudit lot numéro 335 appartenant au vendeur et par une autre partie dudit lot numéro 335 ci-après décrite; vers le sud-est par la rue Notre-Dame et vers le sud-ouest par une partie du lot numéro 331-19 des susdits plan et livre de renvoi officiels.

Ladite étendue de terre est décrite comme suit:

Commençant à un point situé à l'intersection de la ligne de division séparant les lots numéros 331-19 et 332 et la limite nord-ouest de la rue Notre-Dame; dudit point, le long de ladite ligne de division séparant les lots numéros 331-19 et 332, dans une direction nord-ouest, une distance de mille (1000) pieds jusqu'à un point; de là, dans une direction nord-est, une distance de cinq cent vingt pieds et cinq dixièmes de pied (520.5) jusqu'à un point situé sur la ligne de division séparant les lots numéros 332 et 335, à une distance de mille cinquante-quatre pieds et soixante-dix-sept centièmes de pied (1054.77) de la limite nord-ouest de la rue Notre-Dame; de là dans une même direction nord-ouest, dans le prolongement de la ligne précédemment décrite, une distance de cent vingt pieds et neuf dixièmes de pied (120.9) jusqu'à un point; de là, dans une direction sud-est, une distance de mille soixante-sept pieds et cinq dixièmes de pied (1067.5) jusqu'à un point situé sur la limite nord-ouest de la rue Notre-Dame; de là, dans une direction sud-ouest, le long de la limite nord-ouest de ladite rue Notre-Dame, une distance de

City of Montreal

Order of the day 52 — 1st study

By-law 4311

Ascertaining the annexation of certain lots situate in the municipality of Saint-Jean-de-Dieu.

At the meeting of the Council of the city of Montreal held on the September 27 1971,

Considering the provisions of Section 57 of chapter 70 of the Acts of 1963, amending the charter of the city of Montreal,

Council ordained:

1. Is ascertained the annexation to the city of Montreal, as part of Mercier Ward and Mercier electoral district, of certain lots which were the object of a sale, between the Community of the Sisters of Charity of Providence and the Québec Hydro-electric Commission, signed before Notary Jean-Pierre Hardy on April 6, 1966, registered under number 1903289 of the Montreal registration division; these lots are shown on the attached plans bearing the following numbers: G-756-1, dated July 30, 1965, by Mr. Fernand Lemay, Surveyor, G-756-2, dated February 17, 1966, by Mr. Fernand Lemay, Surveyor, and G-756-2A dated December 23, 1965, by Mr. R. Paquin, Surveyor, the said plans being identified by the City Clerk, for purposes of these presents, and are described as follows:

1. A parcel of land being part of lots three hundred and thirty-two and three hundred and thirty-five (Pts 332 and 335) in the said official plan and book of reference, bounded on the northwest by another part of the said lots number 332 and 335 owned by the vendor; on the northeast by another part of the said lot 335 owned by the vendor and by another part of lot number 335 described hereafter; on the southeast by Notre-Dame Street and on the southwest by part of lot number 331-19 of the said official plan and reference book.

The said parcel of land is described as follows:

Starting at a point located at the intersection of the dividing line between lots numbers 331-19 and 332 and the northwest limit of Notre-Dame Street; from the said point, along the said dividing line between lots numbers 331-19 and 332 in a northwest direction, a distance of one thousand (1,000) feet up to a point; thence in a northeast direction, a distance of five hundred and twenty feet and five tenths of a foot (520.5) up to a point situate on the dividing line between lots numbers 332 and 335, a distance of one thousand fifty-four feet and seventy-sevenths of a foot (1054.77) from the northwest limit of Notre-Dame Street; thence again in a northwest direction along the extension of the above-described line, a distance of one hundred and twenty feet and nine tenths of a foot (120.9) up to a point; thence in a southeast direction a distance of one thousand sixty-seven feet and five tenths of a foot (1067.5) up to a point located on the northwest limit of Notre-Dame Street; thence in a southwest direction along the northwest limit of the said Notre-Dame Street, a distance of six hundred and forty-six feet and

six cent quarante-six pieds et soixante-quatorze centièmes de pied (646.74) jusqu'au point de départ.

Ladite étendue de terre contient en superficie six cent soixante-trois mille huit cent trente (663.830) pieds carrés et est montrée sur un plan préparé par Fernand Lemay, arpenteur-géomètre, en date du 17 février 1966, portant le numéro G-756-2 aux présentes annexé pour en faire partie.

2. Une étendue de terre formant partie du lot numéro trois cent trente-cinq (Ptie 335) aux susdits plan et libre de renvoi officiels, bornée vers le nord-ouest par une autre partie dudit lot numéro 335 appartenant au vendeur; vers le nord-est d'une part par une partie du lot numéro 337 et d'autre part par une partie du lot numéro 334; vers le sud-est d'une part par une partie du lot numéro 334 et d'autre part par la rue Notre-Dame et vers le sud-ouest par une autre partie du lot numéro 335 ci-dessus décrite.

Ladite étendue de terre est décrite comme suit:

Commencant à un point situé à l'intersection de la ligne de division séparant les lots numéros 334 et 335 et la limite nord-ouest de la rue Notre-Dame; de ce point, dans une direction sud-ouest le long de la limite nord-ouest de la rue Notre-Dame, une distance de cent vingt-deux pieds et cinquante-cinq centièmes de pied (122.55) jusqu'à un point; de là, dans une direction nord-ouest le long de la limite nord-est de l'étendue de terre ci-haut décrite, une distance de deux cent un pieds et trois dixièmes de pied (201.3) jusqu'à un point; de là, tournant vers la droite un angle intérieur de quatre-vingt-trois degrés trente-trois minutes trente secondes ($83^{\circ} 33' 30''$) dans une direction nord-est une distance de deux cent soixante-six pieds et cinquante-cinq centièmes de pied (266.55) jusqu'à un point situé sur la ligne de division séparant les lots numéros 335 et 337; de là, dans une direction sud-est le long de la ligne de division séparant les lots numéros 335 et 337, une distance de vingt-huit pieds et trente et un centièmes de pied (28.31) jusqu'à un point; de là, le long de la limite nord-ouest du lot numéro 334 une distance de cent quarante-quatre pieds et cinq dixièmes de pied (144.5) jusqu'à un point; de là, dans une direction sud-est, le long de la ligne de division séparant les lots numéros 334 et 335, une distance de cent cinquante-cinq pieds et soixante-douze centièmes de pied (155.72) jusqu'au point de départ.

Ladite étendue de terre contient en superficie vingt-neuf mille sept cent cinq (29,705) pieds carrés, et est montrée sur le plan ci-haut mentionné.

3. Une étendue de terre formant partie du lot numéro trois cent trente-quatre (Ptie 334) aux susdits plan et livre de renvoi officiels, bornée vers le sud-est par la rue Notre-Dame; vers le sud-ouest et le nord-ouest par une partie du lot numéro 335 ci-haut décrite et vers le nord-est par une partie du lot numéro 337 des susdits plan et livre de renvoi officiels.

Ladite étendue de terre mesure cent soixante-treize pieds et quatorze centièmes de pied (173.14) le long de sa limite nord-est; cent quarante-cinq pieds et cinquante-cinq centièmes de pied (145.55) le long de sa limite sud-est; cent cinquante-cinq pieds et soixante-douze centièmes de pied (155.72) le long de sa limite sud-ouest; cent quarante-quatre pieds et cinq dixièmes

seventy-four hundredths of a foot (646.74) up to the starting point.

The said parcel of land contains a superficial area of six hundred and sixty-three thousand eight hundred and thirty (663,830) square feet and is shown on the plan prepared by Fernand Lemay, surveyor, dated February 17, 1966, bearing number G-756-2 attached to these presents, and being part thereof.

2. A parcel of land being part of lot number three hundred and thirty-five (Pt. 335) in the said official plan and reference book, bounded on the northwest by another part of lot number 335 owned by the vendor; on the northeast, on the one hand, by part of lot number 337, and on the other hand by part of lot number 334; on the southeast, on the one hand, by part of lot number 334 and on the other hand by Notre-Dame Street, and on the southwest by another part of lot number 335 described above.

The said parcel of land is described as follows:

Starting at a point located at the intersection of the dividing line between lots numbers 334 and 335 and the northwest limit of Notre-Dame Street; from that point, in a southwest direction along the northwest limit of Notre-Dame Street, a distance of one hundred and twenty-two feet and fifty-five hundredths of a foot (122.55) up to a point; thence, in a northwest direction along the north-east limit of the parcel of land above-described, a distance of two hundred and one feet and three tenths of a foot (201.3) up to a point; thence, turning to the right at an interior angle of eighty-three degrees, thirty-three minutes and thirty seconds ($83^{\circ} 33' 30''$) in a northwest direction, a distance of two hundred and sixty-six feet and fifty-five hundredths of a foot (266.55) up to a point situated on the dividing line between lots numbers 335 and 337; thence, in a southeast direction along the dividing line between lots numbers 335 and 337, a distance of twenty-eight feet and thirty-one hundredths of a foot (28.31) up to a point; thence, along the northwest limit of lot number 334, a distance of one hundred and forty-four feet and five tenths of a foot (144.5) up to a point; thence, in a southeast direction along the dividing line between lots numbers 334 and 335, a distance of one hundred and fifty-five feet and seventy-two hundredths of a foot (155.72) up to the starting point.

The said parcel of land contains a superficial area of twenty-nine thousand seven hundred and five (29,705) square feet and is shown on the above-mentioned plan.

3. A parcel of land being part of lot number three hundred and thirty-four (Pt 334) in the said official plan and reference book, bounded on the southeast by Notre-Dame Street; on the southwest and on the northwest by part of lot number 335 described above and on the northeast by part of lot number 337 of the said official plan and reference book.

The said parcel of land measures one hundred and seventy-three feet and fourteen hundredths of a foot (173.14) along its northeast limit; one hundred and forty-five feet and fifty-five hundredths of a foot (145.55) along its southeast limit; one hundred and fifty-five feet and seventy-two hundredths of a foot (155.72) along its southwest limit; one hundred and forty-four feet and

de pied (144.5) le long de sa limite nord-ouest et contient en superficie vingt-trois mille sept cent soixante (23,760) pieds carrés.

Ladite étendue de terre est montrée sur le plan ci-haut mentionné.

4. Une étendue de terre formant partie du lot numéro trois cent trente-sept (Ptie 337) aux susdits plan et livre de renvoi officiels, bornée vers le nord-ouest et le nord-est par une autre partie dudit lot numéro 337 appartenant au vendeur; vers le sud-est par la rue Notre-Dame, et vers le sud-ouest par une partie des lots numéros 334 et 335.

Ladite étendue de terre est décrite comme suit:

Commencant à un point situé à l'intersection de la ligne de division séparant les lots numéros 334 et 337 et de la limite nord-ouest de la rue Notre-Dame; de ce point, dans une direction nord-ouest, le long de la ligne de division séparant le lot numéro 337 des lots numéros 334 et 335, une distance de deux cent un pieds et quarante-cinq centièmes de pied (201.45) jusqu'à un point; de là dans une direction nord-est, dans le prolongement de la limite nord-ouest de l'étendue de terre en second lieu décrite, une distance de deux cent dix pieds et quatre dixièmes de pied (210.4) jusqu'à un point; de là, tournant vers la droite un angle intérieur de quatre-vingt-seize degrés cinquante-deux minutes trente secondes ($96^{\circ} 52' 30''$), dans une direction sud-est, une distance de deux cent un pieds et quarante-cinq centièmes de pied (201.45) jusqu'à un point; de là, tournant vers la droite un angle intérieur de quatre-vingt-trois degrés sept minutes trente secondes ($83^{\circ} 97' 30''$), dans une direction sud-ouest le long de la limite nord-ouest de la rue Notre-Dame une distance de deux cent dix pieds et quatre dixièmes de pied (210.4) jusqu'au point de départ.

Ladite étendue de terre contient en superficie (42,080) quarante-deux mille quatre-vingts pieds carrés et est montrée sur le plan ci-haut mentionné.

5. Une étendue de terre formant partie du lot numéro un de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois cent trente-sept (Ptie 337-1) des susdits plan et livre de renvoi officiels, bornée vers le nord-ouest par la rue Notre-Dame; vers le nord-est par une autre partie dudit lot numéro 337-1 appartenant au vendeur; vers le sud-est par la propriété de la Commission du Havre de Montréal et vers le sud-ouest par les lots numéros 333A, 333B, 333C et 333-1 à 333-14 des susdits plan et livre de renvoi officiels.

Ladite étendue de terre est décrite comme suit:

Commencant à un point situé à l'intersection de la ligne de division séparant les lots numéros 333A et 337-1 et la limite sud-est de la rue Notre-Dame; dudit point, dans une direction nord-est, le long de la limite sud-est de la rue Notre-Dame; une distance de deux cent dix pieds et quatre dixièmes de pied (210.4) jusqu'à un point; de là, dans une direction sud soixante-quatre degrés quarante-huit minutes est (S. $64^{\circ} 48' E.$) une distance de six cent quatre-vingt-dix-huit pieds et trente-huit centièmes de pied (698.38) jusqu'à un point; de là, le long de la ligne de division séparant les lots numéros 337-1 et 337-2, dans une direction sud vingt-trois degrés quarante-neuf minutes trente secondes ouest (S. $23^{\circ} 49' 30'' O.$), une distance de qua-

five tenths of a foot (144.5) along its northwest limit and contains a superficial area of twenty-three thousand seven hundred and sixty (23,760) square feet.

The said parcel of land is shown on the above-mentioned plan.

4. A parcel of land being part of lot number three hundred and thirty-seven (Pt 337) in the said official plan and reference book, bounded on the northwest and on the northeast by another part of the said lot number 337 owned by the vendor; on the southeast by Notre-Dame Street, and on the southwest by part of lots numbers 334 and 335.

The said parcel of land is described as follows:

Starting at a point located at the intersection of the dividing line between lots numbers 334 and 337 and the northwest limit of Notre-Dame Street; from that point, in a northwest direction along the dividing line between lot number 337 and lots numbers 334 and 335, a distance of two hundred and one feet and forty-five hundredths of a foot (201.45) up to a point; thence, in a northeast direction, along the extension of the northwest limit of the parcel of land described in the second place, upon a distance of two hundred and ten feet and four tenths of a foot (210.4) up to a point; thence, turning to the right at an interior angle of ninety-six degrees, fifty-two minutes and thirty seconds ($96^{\circ} 52' 30''$), in a southeast direction, a distance of two hundred and one feet and forty-five hundredths of a foot (201.45) up to a point; thence, turning to the right at an interior angle of eighty-three degrees, ninety-seven minutes and thirty seconds ($83^{\circ} 97' 30''$), in a southwest direction along the northwest limit of Notre-Dame Street upon a distance of two hundred and ten feet and four tenths of a foot (210.4) up to the starting point.

The said parcel of land contains a superficial area (42,080) of forty-two thousand eighty square feet and is shown on the above-mentioned plan.

5. A parcel of land being part of lot number one of the official subdivision of original lot number three hundred and thirty-seven (Pt 337-1) of the said official plan and reference book, bounded on the northwest by Notre-Dame Street, on the northeast by another part of the said lot number 337-1 owned by the vendor; on the southeast by the property of the Montreal Harbour Commission and on the southwest by lots numbers 333A, 333B, 333C and 333-1 to 333-14 of the said official plan and reference book.

The said parcel of land is described as follows:

Starting at a point located at the intersection of the dividing line between lots numbers 333A and 337-1 and the southeast limit of Notre-Dame Street; from the said point, in a northeast direction along the southeast limit of Notre-Dame Street; a distance of two hundred and ten feet and four tenths of a foot (210.4) up to a point; thence, in a south direction, sixty-four degrees, forty-eight minutes east (S. $64^{\circ} 48' E.$) a distance of six hundred and ninety-eight feet and thirty-eight hundredths of a foot (698.38) up to a point; thence, along the dividing line between lots numbers 337-1 and 337-2, in a south direction twenty-three degrees, forty-nine minutes and thirty seconds west (S. $23^{\circ} 49' 30'' W.$), a distance of fourteen feet and five tenths

torze pieds et cinq dixièmes de pied (14.5) jusqu'à un point; de là, dans une direction sud trente degrés vingt-deux minutes trente secondes ouest (S. 30° 22' 30'' O.) le long de la limite sud-est de ladite étendue de terre, une distance de cent quatre-vingt-dix-huit pieds et quatre dixièmes de pied (198.4) jusqu'à un point; de là, dans une direction nord-ouest, le long de la ligne de division séparant le lot numéro 337-1 des lots numéros 333A, 333B, 333C, 333-1 à 333-14, une distance de sept cent sept pieds et six dixièmes de pied (707.6) jusqu'au point de départ.

Ladite étendue de terre contient en superficie cent quarante-huit mille quatre-vingt-quinze pieds carrés et trois dixièmes de pied (148,095.3) et est montrée sur un plan préparé par Fernand Lemay, arpenteur-géomètre, en date du 30 juillet 1965, portant le numéro G-756-1, aux présentes annexé pour en faire partie.

Les dimensions sont en mesure anglaise et les directions astronomiques.

6. Une étendue de terre formant partie du lot numéro trois cent trente-deux (Ptie 332) aux susdits plan et livre de renvoi officiels, bornée vers le nord-est par une autre partie dudit lot numéro 332 appartenant au vendeur; vers le sud-est par une autre partie dudit lot numéro 332 en premier lieu décrite; vers le sud-ouest par une partie du lot subdivisé numéro 331 et vers le nord-ouest par la propriété du Canadien National.

Ladite étendue de terre mesure quinze (15) pieds de largeur par une profondeur approximative de deux mille sept cent vingt (2,720) pieds, et est montrée sur un plan préparé par l'Hydro-Québec, en date du 23 décembre 1965, portant le numéro G-756-2A, aux présentes annexé pour en faire partie.

42376-o

of a foot (14.5) up to a point; thence, in a south direction thirty degrees, twenty-two minutes and thirty seconds west (S. 30° 22' 30'' W.) along the southeast limit of the said parcel of land, a distance of one hundred and ninety-eight feet and four tenths of a foot (198.4) up to a point; thence, in a northwest direction, along the dividing line between lot number 337-1 and lots numbers 333A, 333B, 333C, 333-1 to 333-14, a distance of seven hundred and seven feet and six tenths of a foot (707.6) up to the starting point.

The said parcel of land contains a superficial area of one hundred forty-eight thousand and ninety-five square feet and three tenths of a foot (148,095.3) and is shown a plan prepared by Fernand Lemay, surveyor, dated July 30, 1965, bearing number G-756-1 attached to these presents, and being part thereof.

The dimensions are in English measure and the directions astronomical.

6. A parcel of land being part of lot number three hundred and thirty-two (Pt 332) in the said official plan and reference book, bounded on the northeast by another part of the said lot number 332 owned by the vendor; on the southeast by another part of the said lot number 332 described in the first place; on the southwest by part of subdivided lot number 331 and on the northwest by the property of the Canadian National.

The said parcel of land measures fifteen (15) feet in width by an approximative depth of two thousand seven hundred and twenty (2,720) feet, and is shown on the plan prepared by Hydro-Québec, dated December 23, 1965, bearing number G-756-2A, attached to these presents, and being part thereof.

42376-o

Compagnies étrangères Agent

Puritan Canners Ltd.

Avis est donné que, selon une nouvelle procuration datée du 7 avril 1971, dont une copie a été transmise au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, M.T.S. Gillespie, local 700, 1, place Ville Marie, Montréal, a été nommé aux fins de remplacer M. David Henry Holland à titre d'agent principal dans la province de « Puritan Cannery Ltd. », une compagnie étrangère dûment autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies étrangères.

Avis est de plus donné que, conformément à la nouvelle procuration ci-dessus mentionnée, le siège social de ladite compagnie est établi au local 700, 1, place Ville Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

42335

54-66

Extra-Provincial Companies Agent

Puritan Canners Ltd.

Notice is given that, by new power of attorney dated April 7, 1971, a copy of which was sent to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, Mr. T.S. Gillespie, suite 700, 1 Place Ville Marie, Montreal, was appointed to replace Mr. David Henry Holland as chief agent in the Province of "Puritan Cannery Ltd.", an Extra-Provincial Company duly authorized to carry on business in the Province of Québec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act.

Notice is also given that pursuant to the above-mentioned new power of attorney, the head office of the said company is established at Room 700, 1 Place Ville Marie, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

42335-o

54-66

Compagnies étrangères Permis

AMF Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « AMF Incorporated », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est C.T. Corporation System (Canada) Ltd., 55, d'Auteuil, Québec.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 55, d'Auteuil, Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,*
ALBERT JESSOP.

42323

47-71

Extra-Provincial Companies License

AMF Incorporated

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "AMF Incorporated", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is C.T. Corporation System (Canada), Ltd., 55 d'Auteuil, Québec.

The principal office of the company in the Province is at 55 d'Auteuil, Québec, judicial district of Québec.

ALBERT JESSOP,
*Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

42323-o

47-71

Demande à la Législature

Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal

Avis est par les présentes donné que l'« Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal » s'adressera à l'Assemblée Nationale de Québec, durant la présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte afin de lui permettre d'atteindre le but pour lequel elle a été formée, de faire préciser ses pouvoirs concernant le régime de retraite pour les policiers de la Communauté Urbaine de Montréal, et de rendre sa charte conforme aux lois qui lui sont applicables.

Demande sera donc faite à l'Assemblée Nationale pour modifier la loi susdite dans ce but et pour toutes autres fins.

Montréal, le 9 septembre 1971.

Les procureurs,
TRUDEL, GAMACHE, NADEAU,
LÉTOURNEAU & LESAGE.

42032-38-4-o

Application to Legislature

Montreal Police Benevolent and Pension Society

Notice is hereby given that the "Montreal Police Benevolent and Pension Society" will apply to the National Assembly of Québec, at its present session for the adoption of an act amending its charter in order that it may reach the objectives for which it was formed, for the purposes of having its powers defined with respect to the pension plan for the policemen of Montreal Urban Community and render its charter consistent with the laws applicable thereto.

Petition therefor shall be made to the National Assembly to amend the said act for such and all other purposes.

Montreal, September 9, 1971.

TRUDEL, GAMACHE, NADEAU,
LÉTOURNEAU & LESAGE,
Attorneys.

42032-38-4-o

Changement de nom — Loi du Demandes

Joan (John) Spitz

Avis est donné par les présentes que Joan (John) Spitz, domicilié à 5050 Bourret, app. 207, dans la ville de Montréal, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour faire changer son nom en celui de John Spencer. Ce changement sera applicable également à son épouse Dame Aniko Schwartz.

Montréal, le 27 septembre 1971.

Les procureurs du requérant,
CAMPBELL, SAND & TRUESDELL.

42331-41-2-o

Change of name — Act Applications

Joan (John) Spitz

Notice is hereby given that Joan (John) Spitz, residing at 5050 Bourret, Apt. 207, city of Montreal, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council in order to change his name to that of John Spencer. The said change of name will benefit his wife, Dame Aniko Schwartz.

Montreal, September 27, 1971.

CAMPBELL, SAND & TRUESDELL,
Attorneys for petitioner.

42331-41-2-o

Joseph Rémi Briand

Joseph Rémi Briand, employé d'Air Canada, domicilié et résidant à 5005, 5e Avenue, Rosemont, Montréal, requérant.

Avis est par les présentes donné que le requérant s'adressera au ministre de la Justice de la province de Québec suivant les dispositions du Ch. 77, S.R.Q. 1965, 13-14 Eliz. II.

Sa requête est à l'effet d'être désormais connu sous le nom de Joseph René Briand au lieu de Joseph Rémi Briand.

Les personnes intéressées à ce changement en plus du requérant sont:

- 1° Marie Yvette Jacqueline Boucher, son épouse;
 - 2° Joseph René Pierre Briand, son fils;
 - 3° Joseph André Jean-Claude Briand, son fils;
 - 4° Joseph Maurice Réginald Alain Briand, son fils.
- Rivière-du-Loup, ce 20 septembre 1971.

Les procureurs du requérant,
CHASSÉ & LAFOREST, *avocats.*

42205-40-2-o

Juliusz Henryk Gryj

Avis est donné que Juliusz Henryk Gryj, étudiant, domicilié et résidant de la cité et district de Montréal, province de Québec, et résidant au numéro civique 4870 avenue Plamondon, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir un décret changeant son nom en celui de Julius Henry Grey.

Montréal, ce 9 jour de septembre 1971.

Les procureurs du requérant,
O'BRIEN HOME, HALL SAUNDERS,
O'BRIEN & SMYTH.

42255-40-2-o

Nérée Bouchard

Avis est par les présentes donné que Nérée Bouchard, de résidence au 331, rue Laurier, à Granby, P.Q., demandera au lieutenant-gouverneur en conseil de changer son nom en celui de René Bouchard, ledit changement ne devant s'appliquer qu'à lui-même.

Granby, ce 23 août 1971.

Le procureur du requérant,
JEAN MASSEY.

42259-40-2-o

Antoine Ouimet

Avis est donné que M. Antoine Ouimet, débosseur, résidant au numéro 211 rue Laurier à Terrebonne, district de Terrebonne, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour modifier son nom en celui de René Ouimet.

Le procureur du requérant,
PIERRE DAGENAIS, *notaire.*

42260-40-2-o

Joseph Rémi Briand

Joseph Rémi Briand, employee of Air Canada, domiciled and residing at 5005, 5th Avenue, Rosemont, Montréal, petitioner.

Notice is hereby given that the above mentioned petitioner will apply to the Minister of Justice of the Province of Québec according to Ch. 77, R.S.Q. 1965, Eliz. II.

The petition is to the effect that the petitioner wants to be known here after as Joseph René Briand instead Joseph Rémi Briand.

The people concerned by that changing of name of the petitioner are:

- 1. Marie Yvette Jacqueline Boucher, his wife,
 - 2. Joseph René Pierre Briand, his son;
 - 3. Joseph André Jean-Claude Briand, his son;
 - 4. Joseph Maurice Réginald Alain Briand, his son.
- Rivière-du-Loup, September 20, 1971.

CHASSÉ & LAFOREST, *advocates,*
Attorneys of the petitioner.

42205-40-2-o

Juliusz Henryk Gryj

Notice is given that Juliusz Henryk Gryj, student, domiciled and residing in the city and district of Montreal, Province of Québec, living at 4870 Plamondon, Apartment 6, will petition the Lieutenant-Governor to obtain an order changing his name to that of Julius Henry Grey.

Montreal, this 9th day of September, 1971.

O'BRIEN HOME, HALL SAUNDERS
O'BRIEN & SMYTH,
Attorneys for Petitioner.

42255-40-2-o

Nérée Bouchard

Notice is hereby given that Nérée Bouchard, of 331 Laurier Street, in Granby, P.Q., will present to the Lieutenant-Governor in Council and application to change his name to René Bouchard, which change will benefit him alone.

Granby, August 23, 1971.

JEAN MASSEY,
Attorney for applicant.

42259-40-2-o

Antoine Ouimet

Notice is given that Antoine Ouimet, solderer, residing at 211 Laurier Street at Terrebonne, district of Terrebonne, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name to René Ouimet.

PIERRE DAGENAIS, *Notary,*
Attorney for the Petitioner.

42260-40-2-o

**Changement de nom — Loi du
Accordés**

Maurice Pomerleau

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 3249, du 22 septembre 1971, d'effectuer

**Change of name — Act
Granted**

Maurice Pomerleau

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 3249, dated September 22, 1971,

le changement de nom de Joseph-Maurice Haman en celui de Maurice Pomerleau.

Québec, le 27 septembre 1971.

42330-o

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
Sous-ministre de la Justice.

Jacques Simms

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 3250, du 22 septembre 1971, d'effectuer le changement de nom de Sam Ilovitch en celui de Jacques Simms.

Québec, le 27 septembre 1971.

42330-o

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
Sous-ministre de la Justice.

Antoine Talissé

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 3251, du 22 septembre 1971, d'effectuer le changement de nom de Antoine Tellish en celui de Antoine Talissé.

Québec, le 27 septembre 1971.

42330-o

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
Sous-ministre de la Justice.

Manon Tellier

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 3252, du 22 septembre 1971, d'effectuer le changement de nom de Joseph Lucien Robert Tellier en celui de Manon Tellier.

Québec, le 27 septembre 1971.

42330-o

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
Sous-ministre de la justice.

Ronald Edwin Yule

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 3253, du 22 septembre 1971, d'effectuer le changement de nom de Ronald Edwin Juchniewicz en celui de Ronald Edwin Yule.

Québec, le 27 septembre 1971.

42330-o

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
Sous-ministre de la justice.

to change the name of Joseph-Maurice Haman to that of Maurice Pomerleau.

Québec, September 27, 1971.

42330

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
Deputy Minister of Justice.

Jacques Simms

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 3250, dated September 22, 1971, to change the name of Sam Ilovitch to that of Jacques Simms.

Québec, September 27, 1971.

42330

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
Deputy Minister of Justice.

Antoine Talissé

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 3251, dated September 22, 1971, to change the name of Antoine Tellish to that of Antoine Talissé.

Québec, September 27, 1971.

42330

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
Deputy Minister of Justice.

Manon Tellier

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 3252, dated September 22, 1971, to change the name of Joseph Lucien Robert Tellier to that of Manon Tellier.

Québec, September 27, 1971.

42330

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
Deputy Minister of Justice.

Ronald Edwin Yule

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 3253, dated September 22, 1971, to change the name of Ronald Edwin Juchniewicz to that of Ronald Edwin Yule.

Québec, September 27, 1971.

42330

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
Deputy Minister of Justice.

Association coopérative

Coop Funéraire de St-Elzéar

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de l'association coopérative « Coop Funéraire de St Elzéar ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à St-Elzéar, Québec, dans le district électoral de Beauce.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

42366-o

ALBERT JESSOP.

Cooperative Association

Coop Funéraire de St-Elzéar

(Cooperative Associations Act)

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that he has approved the formation of the cooperative association "Coop Funéraire de St Elzéar".

The head office of this cooperative association is situated in St Elzéar, Québec, in the electoral district of Beauce.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42366

Caisses d'épargne et de crédit

Savings and Credit Unions

Caisse d'Économie des Travailleurs de Granby

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé le règlement adopté au cours de l'assemblée générale tenue le 28 février 1971, par la « Caisse d'Économie des employés de Montrose Worsted Mills », changeant son nom en celui de « Caisse d'Économie des Travailleurs de Granby », et également changeant le groupe de cette caisse qui est « les employés de Montrose Worsted Mills Granby », en celui de « les travailleurs des corporations, institutions ou société suivantes: Employés de Montrose Worsted Mills; Hafner Fabrics; Thor Mills; Simond Canada Saws; Roulotte Champlain; Garage Gemme et Alix ».

Québec, le 30 septembre 1971.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

42405-o

Caisse d'économie des travailleurs du côté de Lévis

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit: « Caisse d'économie des travailleurs du comté de Lévis ».

Le groupe dans lequel la caisse recrutera ses membres, sera: « les travailleurs des corporations, institutions ou sociétés suivantes: la corporation de l'Hôtel-Dieu de Lévis; La Traverse de Lévis Limitée; Lévis Ferry New's Reg'd; les industries Baribeau Inc.; Autobus Lévis Inc.; L'ACEF (Lévis); les employés municipaux de St-Romuald; Boulangerie R. Samson Inc.; B.V.D. Co. Ltd. Shirts; Stihl Chain Saw (Canada) Ltée ».

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé dans la cité de Lévis, Québec, dans le district électoral de Lévis.

Québec, le 30 septembre 1971.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

42406-o

Caisse d'Économie des Travailleurs de Granby

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law adopted at the general meeting held on February 28, 1971, by the "Caisse d'Économie des employés de Montrose Worsted Mills", changing its name to that of "Caisse d'Économie des Travailleurs de Granby", and also changing the group of this union which is "the employees of Montrose Worsted Mills Granby", to that of "the workers of the following corporations, institutions or companies: Employees of Montrose Worsted Mills; Hafner Fabrics; Thor Mills; Simond Canada Saws; Roulotte Champlain; Garage Gemme et Alix".

Québec, September 30, 1971.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42405

Caisse d'économie des travailleurs du comté de Lévis

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of the savings and credit union: "Caisse d'économie des travailleurs du comté de Lévis".

The group from which the union will recruit its members shall be: "the workers of the following corporations, institutions or companies: the Hôtel-Dieu de Lévis; La Traverse de Lévis Limitée; Lévis Ferry New's Reg'd; Baribeau Inc.; Autobus Lévis Inc.; L'ACEF (Lévis); the municipal employees of St. Romuald; Boulangerie R. Samson Inc.; B.V.D. Co. Ltd. Shirts; Stihl Chain Saw (Canada) Ltée".

The head office of this savings and credit union is situated in the city of Lévis, Québec, in the electoral district of Lévis.

Québec, September 30, 1971.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42406

Régie des Marchés Agricoles du Québec

Québec Agricultural Marketing Board

Plan conjoint des producteurs de lait industriel du Québec

The Québec Industrial Milk Producers' Joint Plan

Avis

Notice

Prenez avis qu'en vertu de l'article 48 de la Loi des marchés agricoles, la Régie des marchés agricoles du Québec a approuvé les modifications apportées par la Fédération des producteurs de lait industriel du Québec

Take note that, under section 48 of the Agricultural Marketing Act, the Québec Agricultural Marketing Board has approved the amendments to the Regulation of Marketing Quotas made by the Québec Federation of

à son règlement de quotas de mise en marché et a ordonné la présente publication.

Régie des marchés agricoles du Québec,

Par le secrétaire,
ME GILLES LE BLANC.

Règlement modifiant le règlement de quotas de mise en marché

Le règlement de quotas de mise en marché publié dans la *Gazette officielle du Québec* le 29 mai 1971 est modifié ainsi qu'il suit:

1^o L'article 42 dudit règlement est remplacé par le suivant:

« Art. 42. Pour le lait produit à l'intérieur du quota, le producteur doit payer 5.71¢ la livre de matière grasse.

2^o Les sous-paragraphes « a » et « b » de l'article 43 dudit règlement sont remplacés par les suivants:

- « a) pour le lait, 58.57¢ la livre de matière grasse;
b) pour la crème, 0.30¢ la livre de matière grasse. »

42419-o

Industrial Milk Producers, and has ordered that the following publication be made.

Québec Agricultural Marketing Board,

By: GILLES LE BLANC,
Secretary.

Regulation amending the Regulation of Marketing Quotas.

The Regulation of Marketing Quotas published in the *Québec Official Gazette*, on May 29, 1971, is amended as follows:

1. Article 42 of the said Regulation is replaced by the following:

“Art. 42. For milk produced within the limits of a quota the producer shall pay 5.71¢ per pound of fatty content.”

2. Subparagraphs “a” and “b” of article 43 of the said Regulation are replaced by the following:

- “(a) for milk, 58.57¢ per pound offatty content;
“(b) for cream, 0.30¢ per pound of fatty content.”

42419

Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives Assurances

Electrical Workers' Benefit Association

*Avis d'émission de permis et de
certificat d'enregistrement*

Avis est donné, par les présentes, que « Electrical Workers' Benefit Association », une société de secours mutuels, enregistrée sous le numéro 254, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 154, qui l'autorise à compter du 27 juillet 1971, à accorder à ses membres dans la Province, le bénéfice suivant: Assurance-vie dans les limites autorisées par sa loi constitutive, sa constitution et ses règlements.

Le siège social de la société de secours mutuels est situé à 1200 nord-ouest, 15^{ème} Rue, Washington, district de Columbia, E.U.

La compagnie a nommé monsieur Paul A. R. Townsend, 800, carré Victoria, Montréal, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des Institutions financières, compagnies et coopératives, le 17 septembre 1971.

*Pour le Ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives de la Province,
Le Surintendant des assurances,*

42332-41-2-o

ROGER-A. CAMARAIRE.

Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives Insurance

Electrical Workers' Benefit Association

*Notice of Issue of License and
Certificate of Registration*

Notice is hereby given that “Electrical Workers' Benefit Association”, a mutual benefit association, registered under number 254, has obtained the license and certificate of registry number 154, authorizing it, as from the 27th of July 1971, to grant to its members in the Province, the following benefit: Life, to the extent authorized by its Act of incorporation, Constitution and Laws.

The head office of the mutual benefit association is situated at 1200, 15th Street, N.W., Washington, district of Columbia, U.S.A.

The company has appointed Mr. Paul A. R. Townsend, 800, Victoria Square, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the 17th of September 1971.

*For the Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,*

42332-41-2-o

Superintendent of Insurance.

Arrêtés en Conseil

Orders in Council

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil ExécutifOrder in Council
Executive Council Chamber

Numéro 3356

Number 3356

Québec, le 29 septembre 1971.

Québec, September 29, 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie et aux métiers de l'imprimerie dans la région de Montréal.

CONCERNING amendments to the decree respecting the Printing Industry and Trades in the region of Montreal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), des parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie et aux métiers de l'imprimerie dans la région de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 2114 du 4 novembre 1964 et modifications, ont présenté au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec, 1964, chapter 143), some contracting parties to the collective labour agreement respecting the Printing Industry and Trades in the region of Montreal, rendered obligatory by Decree number 2114 of November 4, 1964, and amendments, have petitioned the Minister of Labour and Manpower to submit to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision, certain amendments to the said decree;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle du Québec*, édition du 16 janvier 1971;

WHEREAS the said petition has been published in the *Québec Official Gazette* of January 16, 1971;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

WHEREAS, in conformity with the Act, the objections brought forth have been duly considered;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

QUE ledit décret, numéro 2114, soit modifié de la façon suivante:

THAT the said Decree number 2114 be amended as follows:

1° Le paragraphe suivant est ajouté à l'article XV: « Cependant, l'employeur dont l'entreprise principale est autre que l'imprimerie et qui a une pratique uniforme de paiement du salaire pour tous ses salariés, n'est pas tenu d'effectuer le paiement du salaire hebdomadairement pourvu qu'il en avise le Comité paritaire au préalable. »

1. The following subsection is added to section XV:

"However, any employer whose main undertaking is other than printing and who already pays his employees their wages according to a uniform method is not compelled to effect the weekly payment of wages, provided he previously notifies the Parity Committee thereof."

2° L'article XVII est remplacé par le suivant: « XVII. *Congés payés*: a) La période de référence s'étend du 1er mai de l'année précédente au 30 avril de l'année en cours.

2. Section XVII is replaced by the following:

"XVII. *Vacation with pay*: (a) The qualifying period extends from the 1st of May of the preceding year to the 30th of April of the current year.

b) Tout salarié qui, au 30 avril de chaque année, justifie d'un an de service continu chez le même employeur a droit à dix (10) jours consécutifs de congés payés, sauf dans le cas des hebdomadaires qui pourront donner deux périodes de cinq (5) jours ouvrables non consécutives.

(b) Any employee who, on April 30 of each year, has one year's continuous service with the same employer is entitled to ten (10) consecutive days' vacation with pay, except in the case of weeklies, where two non-consecutive periods of five (5) working days may be given.

c) Un salarié qui justifie de moins d'une année de service continu chez le même employeur a droit à autant de jours de congés payés qu'il a de mois civils. L'indemnité afférente à ces jours de congés payés est égale à 4% du salaire que le salarié a gagné pendant la période de référence.

(c) An employee who has less than one (1) year's continuous service with the same employer is entitled to as many days' vacation with pay as the number of his calendar months of continuous service. The vacation pay for such days' vacation with pay is equal to 4% of the wages earned by the employee during the qualifying period.

d) Si un jour férié prévu à l'article VI (a) du présent décret ou un jour observé comme tel, survient durant la période de congés payés d'un salarié, ce dernier a droit à une journée additionnelle de congé à une date que l'employeur et l'intéressé détermineront ensemble,

(d) Should one of the general holidays provided for in section VI (a) of the present decree, or a day kept as such, falls during an employee's paid vacation period, an additional day's vacation shall be granted to the employee at a time mutually agreed upon between

ou à une indemnité compensatrice égale à l'indemnité afférente au jour férié.

e) La période des congés payés s'étend du 1er mai au 30 septembre. Cependant, un salarié peut, avec le consentement de l'employeur, prendre ses congés en dehors de la période des congés payés. L'employeur a alors le droit de fixer de façon définitive la date du départ en congé des salariés afin de pouvoir assurer le bon fonctionnement de son établissement.

f) L'indemnité de congés payés doit être égale au montant que le salarié aurait touché s'il avait travaillé au taux horaire habituel pendant son congé.

g) Si l'emploi d'un salarié prend fin alors que ce dernier a à son crédit des jours de congés payés, il doit recevoir une indemnité compensatrice égale au montant de l'indemnité de congés payés fixée au paragraphe « f » et calculée jusqu'à la date de son départ.

h) Tout salarié qui a fait partie d'une équipe de nuit pendant neuf (9) mois au cours des douze (12) mois précédant la période de ses congés payés, a droit à l'indemnité compensatrice de congés payés à partir du taux de salaire en vigueur la nuit. »

3° L'article XIX est remplacé par le suivant :

« XIX. Taux minimaux de salaires :

	Zone 1
A) <i>Atelier de composition :</i>	
Compagnon typographe	\$3.85
Compagnon opérateur de clavier	3.85
Correcteur d'épreuves: (employé précédemment comme compagnon typographe avant d'être appelé à remplir les fonctions de correcteur d'épreuves)	3.85
Tireur d'épreuves de reproduction	3.85
Tireur d'épreuves en galées :	
1re année :	
1er semestre	1.84
2e semestre et subséquemment	2.10
Compagnon opérateur de fondeuse: (doit pouvoir se charger complètement des fondeuses et claviers, sans obligation d'être opérateur de clavier)	3.85
Aide sur fondeuse :	
1re année :	
1er semestre	1.35
2e semestre	1.54
2e année :	
1er semestre	1.73
2e semestre	1.93
3e année :	
1er semestre	2.12
2e semestre	2.31
Après 3 années révolues, les aides sur fondeuse sont rémunérés selon les conditions convenues entre les salariés et les employeurs, mais en aucun cas le salaire ne doit être inférieur à celui qui est fixé pour un apprenti de 3e année, 2e semestre :	

employer and employee, or the employee shall receive therefore a compensating indemnity equal to the general holiday pay for the said general holiday.

(e) The vacation period extends from the 1st of May to the 30th of September. However, subject to the employer's consent, an employee may take his vacation outside the said vacation with pay period. In such cases, the employer is entitled to decide the exact starting date of such vacations in order to ensure the proper operation of his establishment.

(f) Vacation pay must be equal to the amount the employee would have received if he had worked at his usual hourly wage rate during his vacation.

(g) If an employee leaves the service of his employer at a time when an unused period of vacation with pay stands to his credit, he shall be paid a compensating indemnity equal to the amount of vacation pay provided for in subsection "f" and calculated up to the date of his departure.

(h) Every employee who has worked on a night shift during nine (9) of the twelve (12) months preceding his vacation shall be entitled to vacation pay computed on the basis of the night shift rate."

3. Section XIX is replaced by the following :

"XIX. Minimum Hourly rates:

	Zone 1
(A) <i>Composing Room:</i>	
Journeyman compositor	\$3.85
Journeyman keyboard operator	3.85
Proof reader: (who has been employed as journeyman compositor before being assigned to proof reading)	3.85
Reproduction proof press operator	3.85
Galley proof-pulleys:	
1st year:	
1st six months	1.84
2nd six months and thereafter	2.10
Casterman: (must be capable of taking complete charge of casters and keyboards, but need not be keyboard operator)	3.85
Caster runner:	
1st year:	
1st six months	1.35
2nd six months	1.54
2nd year:	
1st six months	1.73
2nd six months	1.93
3rd year:	
1st six months	2.12
2nd six months	2.31
After three (3) years, caster runners will be paid at a rate agreed upon between employer and employee, but not less than the rate set for a 3rd year 2nd six months apprentice.	

Compositeur, composition directe à froid et autres machines similaires et opérateurs de perforatrices à ruban:

1re année.....	\$1.89
2e année.....	2.27
3e année.....	2.65
Après 3 années révolues.....	3.42

B) *Atelier d'impression:*

i) Presses à platine; presses à cartes; presses à ruban de soie; presses à étiquettes agrafes; presses à platine pouvant imprimer papier sur bobine; presses à multiples plateaux; presses à platine ou autres, servant à gaufrer à chaud ou à froid, automatiques ou margées à la main:

Compagnon pressier.....	3.39
Assistant-pressier.....	3.30
Margeur (presses margées à la main).....	2.70

ii) Presses rotatives pouvant imprimer papier sur bobine de moins de 36 pouces de largeur; presses à imprimer, à gaufrer et à découper en une opération continue; presses cylindriques à marbre horizontal ou vertical - une couleur - tous formats - automatiques ou margées à la main:

Compagnon pressier.....	3.85
Assistant-pressier.....	3.39
Margeur (presses margées à la main).....	2.70

iii) Presses rotatives pouvant imprimer papier sur bobine de 36 pouces et plus; presses « Tubular » de 16 pages ou toutes autres rotatives de même calibre; presses rotatives margeant papier à feuilles mobiles; presses rotatives à deux couleurs; presses cylindriques à marbre horizontal ou vertical avec attachement pour deuxième couleur; presses à retiration - automatiques ou margées à la main:

Compagnon pressier.....	4.22
Assistant-pressier.....	3.39
Margeur (presses margées à la main).....	2.70

iv) Conducteur (trice) de presses à enveloppes, chez les fabricants d'enveloppes:

1er semestre.....	1.81
2e semestre.....	2.10
Ultérieurement.....	2.31
Régleur d'une presse à enveloppes.....	3.73
Régleur chargé de deux ou plusieurs presses à enveloppes.....	4.14

C) *Atelier de reliure et de finition:*

Compagnon relieur.....

Opérateur de: machine à couper le papier et la toile avec couteaux ordinaires ou dentelés; machines à régler (plumes et/ou disques).....

Opérateur de: machines à plier; machines à assembler automatiques; machines à couper le carton; machines rotatives à couper la toile, le papier ou le carton; machines à collationner automatiques, rotatives ou margées à la main; machines à biseauter le carton ou le cuir; machines à faire les couvertures; ma-

Compositor, direct cold composition and similar machines, also tape punching machines:

1st year.....	\$1.89
2nd year.....	2.27
3rd year.....	2.65
Thereafter.....	3.42

(B) *Press room:*

(i) Platen presses; card presses; silk ribbon printing presses; pin ticket presses; platen presses with web attachment; multiple platen presses; platen or other type presses used for hot or cold embossing, whether automatic or hand fed:

Journeyman pressman.....	3.39
Assistant pressman.....	3.30
Feeder (hand fed presses).....	2.70

(ii) Rotary presses capable of printing paper rolls less than 36 inches in width; machine for power printing, die embossing and die cutting in one continuous operation; flat bed cylinder presses - one colour - all sizes - whether automatic or hand fed:

Journeyman pressman.....	3.85
Assistant pressman.....	3.39
Feeder (hand fed presses).....	2.70

(iii) Rotary presses capable of printing paper rolls 36 inches and wider; "Tubular rotary presses" 16-page or any rotary press of same capacity; rotary presses, sheet fed; two-colour rotary presses; two-colour flat bed cylinder presses with special attachment for 2nd colour; perfecting presses - whether automatic or hand fed:

Journeyman pressman.....	4.22
Assistant pressman.....	3.39
Feeder (hand fed presses).....	2.70

(iv) Operator (male or female) on envelope presses, where envelopes are manufactured:

1st six months.....	1.81
2nd six months.....	2.10
Thereafter.....	2.31
Adjuster of one envelope press.....	3.73
Adjuster in charge of two or more envelope presses.....	4.14

(C) *Bookbinding and finishing department:*

Journeyman bookbinder.....

Operator on: paper and clothcutting machines when using straight or serrated knives; ruling machines pen and/or disk.....

Operator on: folding machines; automatic gathering machines; shearboard cutters; rotary linen, paper or board cutters; collators-rotary, automatic or hand fed; board or leather beveling machines; case-making machines; back-lining machines; casing-

chines à endosser; machines à frapper et à gaufrer; machines à encaisser; machines à empreintes servant à fabriquer des couvertures en relief; machines à arrondir; machines à coller de plus de 24 pouces de largeur. . . \$3.85

Massicotier: jusqu'à 25 pouces. 2.59

Main-d'oeuvre féminine: fille, femme ou homme lorsque celui-ci remplace celle-là - opérations manuelles de toutes descriptions considérées comme travail féminin. 2.20

Margeuse: machine à régler; machines à estamper; machines à plier. 2.20

Opératrice: machines à poinçonner; machines à brocher; machines à coudre; machines à numéroter; machines à perforer; tables à assembler; machines à faire les coins ronds aux couvertures remployées; machines à poser les feuillards de calendriers; machines à coller de moins de 24 pouces de largeur. 2.20

Apprentie:

Le nombre d'apprenties ne doit pas excéder le tiers du nombre total des salariés. Toute personne ayant moins de 36 mois d'expérience est considérée comme apprentie:

1^{re} année:

1^{er} semestre. 1.35

2^e semestre. 1.48

2^e année:

1^{er} semestre. 1.61

2^e semestre. 1.74

3^e année:

1^{er} semestre. 1.87

2^e semestre. 2.00

(D) Apprenti:

(i) Ateliers de composition, réglage, coupage, reliure et finition:

1^{re} année:

1^{er} semestre. 1.35

2^e semestre. 1.54

2^e année:

1^{er} semestre. 1.73

2^e semestre. 1.93

3^e année:

1^{er} semestre. 2.12

2^e semestre. 2.31

4^e année:

1^{er} semestre. 2.50

2^e semestre. 2.70

5^e année:

1^{er} semestre. 2.89

2^e semestre. 3.08

6^e année:

1^{er} semestre. 3.27

2^e semestre. 3.47

(ii) Atelier d'impression (toutes presses);

1^{re} année:

1^{er} semestre. 1.35

2^e semestre. 1.54

in machines; backing machines; stamping machines - automatic or hand; power machines, as used in the embossing or making of book covers; rounding machines; pasting machines over 24 inches in width. \$3.85

Operator on: paper trimmers and choppers up to 25 inches. 2.59

Female help: female employees and males when replacing females - hand operations of every description considered as women's work. 2.20

Feeding: ruling machines; folding machines; stamping machines. 2.20

Operating: punching machines; stitching machines; sewing machines; numbering machines; perforating machines; gathering tables; round-cornering machines as used on book-cases, or covers; tinning machines; pasting machines less than 24 inches in width. 2.20

Apprentice (female):

The number of apprentices shall not exceed one third (1/3) of the total number of female employees. Any person having less than thirty-six (36) months experience in the trade shall be considered as an apprentice:

1st year:

1st six months. 1.35

2nd six months. 1.48

2nd year:

1st six months. 1.61

2nd six months. 1.74

3rd year:

1st six months. 1.87

2nd six months. 2.00

(D) Apprentice:

(i) Composition, Ruling, Cutting Bindery and Finishing Departments:

1st year:

1st six months. 1.35

2nd six months. 1.54

2nd year:

1st six months. 1.73

2nd six months. 1.93

3rd year:

1st six months. 2.12

2nd six months. 2.31

4th year:

1st six months. 2.50

2nd six months. 2.70

5th year:

1st six months. 2.89

2nd six months. 3.08

6th year:

1st six months. 3.27

2nd six months. 3.47

(ii) Press Department (all presses):

1st year:

1st six months. 1.35

2nd six months. 1.54

2e année:	
1er semestre.....	\$ 1.73
2e semestre.....	1.93
3e année:	
1er semestre.....	2.12
2e semestre.....	2.31
4e année:	
1er semestre.....	2.50
2e semestre.....	2.70

(iii) <i>Presses groupe B-i:</i>	
5e année.....	2.89
6e année.....	3.08
7e année.....	3.27

(iv) <i>Presses groupe B-ii et groupe B-iii:</i>	
5e année.....	2.89
6e année.....	3.27
7e année.....	3.66

(E) *Prime de nuit:*

La prime pour les salariés d'une équipe de nuit est de quinze pour cent (15%) du taux horaire normal des salariés de l'équipe de jour, mais ne peut toutefois dépasser trente-deux cents (\$0.32) l'heure.

(F) *Taux minimaux de salaires pour les zones II et III:*

Les taux minimaux de salaires dans la zone II sont inférieures de huit et demi pour cent (8½%) à ceux de la zone I.

Les taux minimaux de salaires dans la zone III sont inférieurs de douze pour cent (12%) à ceux de la zone I.

Lorsque la rémunération du salarié déterminée selon les dispositions du présent décret est inférieure à celle déterminée selon les dispositions de l'ordonnance numéro 4 de la Commission du salaire minimum, cette dernière rémunération doit être payée par l'employeur. »

4° L'article XX (2) est remplacé par le suivant:

« 2° *Taux de salaires:*

Un employeur visé par l'alinéa « e » du paragraphe 1er de l'article I peut verser à ses salariés un taux de salaire inférieur de cinq pour cent (5%) aux taux du présent décret. Ce pourcentage est calculé selon la situation géographique de l'entreprise, à partir des taux en vigueur dans la zone II ou la zone III. »

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

42326-0

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 3355

Québec, le 29 septembre 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du décret relatif aux salariés de garages dans la région de Joliette.

2nd year:	
1st six months.....	\$1.73
2nd six months.....	1.93
3rd year:	
1st six months.....	2.12
2nd six months.....	2.31
4th year:	
1st six months.....	2.50
2nd six months.....	2.70

(iii) <i>Presses, group B-i:</i>	
5th year.....	2.89
6th year.....	3.08
7th year.....	3.27

(iv) <i>Presses, group B-ii and group B-iii:</i>	
5th year.....	2.89
6th year.....	3.27
7th year.....	3.66

(E) *Night premium:*

The premium for employees working on a night shift is fifteen percent (15%) of the regular hourly rate of day shift employees, but shall not exceed thirty-two cents (\$0.32) per hour.

(F) *Minimum hourly rate in zones II and III:*

The minimum wage rates in Zone II are eight and one-half per cent (8½%) lower than those of zone I.

The minimum wage rates in zone III are twelve per cent (12%) lower than those of zone I.

Whenever the employee's remuneration as determined by the provisions of the present decree is lower than that determined by the provisions of Ordinance No. 4 of the Minimum Wage Commission, the remuneration as determined by the said Ordinance No. 4 must be paid by the employer."

4. Section XX (2) is replaced by the following:

"2. *Rates of wages:*

An employer contemplated in paragraph "e" of the 1st subsection of section I may pay his employees a wage rate five per cent (5%) lower than the wage rates provided for in the present decree. This percentage is calculated according to the geographic situation of the undertaking and is based on the wage rates in force in Zone II or Zone III."

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

42326-0

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 3355

Québec, September 29, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the decree respecting Garage Employees in the Joliette region.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), le décret numéro 824 du 23 avril 1965 et modifications, relatif aux salariés de garages dans la région de Joliette, soit prolongé jusqu'au 8 janvier 1972.

42326-o *Le greffier du Conseil exécutif,*
JULIEN CHOUINARD.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 3297

Québec, le 29 septembre 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'aide à l'édition et à la production du livre.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du Premier ministre:

QUE la réglementation concernant l'aide à l'édition et à la production du livre, édictée par l'arrêté en conseil numéro 2799 du 4 août 1971 soit modifiée en ajoutant, à la fin du paragraphe c) de l'article 1 dudit arrêté en conseil, ce qui suit:

« cette condition est également remplie si les actions ayant droit de vote sont détenues pour au moins 50% par un ou plusieurs citoyens canadiens domiciliés au Québec et par une compagnie dans laquelle le gouvernement du Québec possède 50% ou plus des actions ».

42403-o *Le greffier du Conseil exécutif,*
JULIEN CHOUINARD.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 3298

Québec, le 29 septembre 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'accréditation des libraires.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du Premier ministre:

QUE les règlements concernant l'accréditation des libraires, édictés par l'arrêté en conseil numéro 932 du 10 mars 1971 et modifiés par les arrêtés en conseil numéros 991 du 16 mars 1971, 1565 du 27 avril 1971 et 2800 du 4 août 1971, soient de nouveau modifiés en ajoutant, à la fin du sous-paragraphe c) du paragraphe a) de l'article 2, ce qui suit:

« cette condition est également remplie si les actions ayant droit de vote sont détenues pour au moins 50% par un ou plusieurs citoyens canadiens domiciliés au Québec et par une compagnie dans laquelle le gouvernement du Québec possède 50% ou plus des actions ».

42403-o *Le greffier du Conseil exécutif,*
JULIEN CHOUINARD.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), decree number 824 of April 23, 1965 and amendments, respecting the Garage Employees of the Joliette region be extended until January 8, 1972.

42326-o JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 3297

Québec, September 29, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING assistance towards the publication and production of books.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Prime Minister:

THAT the Regulation concerning assistance towards the publication and production of books, enacted by Order in Council number 2799 of August 4, 1971 be amended by adding, at the end of paragraph (c) of Article 1 of the said Order in Council:

"this condition is also fulfilled if at least 50% of the voting shares are held by one or more Canadian citizens domiciled in the Province of Québec, or by a company in which the Government of Québec owns 50% or more of the shares".

42403 JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 3298

Québec, September 29, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING booksellers accreditation.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Prime Minister:

THAT the regulations concerning the accreditation of booksellers, enacted by Order in Council number 932 of March 10, 1971 and amended by Orders in Council numbers 991 of March 16, 1971, 1565 of April 27, 1971 and 2800 of August 4, 1971, be again amended by adding, at the end of subparagraph (c) of paragraph (a) of Article 2:

"this condition is also fulfilled if at least 50% of the voting shares are held by one or more Canadian citizens domiciled in the Province of Québec, or by a company in which the Government of Québec owns 50% or more of the shares".

42403 JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 3142

Québec, le 14 septembre 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la réglementation relative à la pesanteur et aux dimensions de véhicules automobiles circulant sur les chemins publics du Québec.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 49 du Code de la route (S.R.Q. 1964, chapitre 231 et ses amendements), le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement:

a) classer les chemins publics de la Province pour les fins de la circulation des véhicules de toutes sortes;

b) déterminer les dimensions et la pesanteur maximum des autobus, véhicules de commerce et véhicules de livraison qui peuvent y circuler;

c) fixer la limite du poids, charge comprise, et de la vitesse des véhicules autorisés à y circuler en période de dégel ou de pluie;

b) réglementer l'emploi et la circulation de convois automobiles dans les chemins publics;

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du ministre des Transports:

QUE le présent arrêté en conseil soit adopté immédiatement et que la réglementation ci-annexée entre en vigueur le 1er mars 1972:

QUE les arrêtés en conseil numéro 1045 du 27 mai 1964, numéro 2484 du 29 décembre 1964, numéro 133 du 26 janvier 1966, numéro 2605 du 14 août 1968, numéro 20 du 8 janvier 1969, numéro 4069 du 17 décembre 1969 et numéro 3759 du 7 octobre 1970 soient abrogés le dernier jour de février 1972;

QUE l'arrêté en conseil numéro 1371 du 7 avril 1971 soit abrogé et remplacé par le présent arrêté en conseil;

QUE les dispositions de l'arrêté en conseil numéro 1372 du 7 avril 1971 s'appliquent au présent arrêté en conseil.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Réglementation relative à la pesanteur et aux dimensions des véhicules circulant sur les chemins publics du Québec.

1. Classification des chemins

Pour les fins de la présente réglementation les chemins publics du Québec appartiennent à une seule et même catégorie.

2. Dimensions maxima des véhicules

Les dimensions maxima de tout véhicule ou de tout ensemble de véhicules, chargement compris, circulant sur tout chemin public dans la province sont les suivantes, pourvu que la nature, l'état et les dimensions des chemins publics, y compris les ponts, le permettent:

A) Longueur en pieds:

a) Tout véhicule, sauf l'autobus: 35;

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 3142

Québec, September 14, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Regulation respecting the weight and dimensions of motor vehicles operating on public highways in the Province of Québec.

WHEREAS pursuant to section 49 of the Highway Code (R.S.Q. 1964, chapter 231 and its amendments), the Lieutenant-Governor in Council may, by regulation:

(a) classify the public highways of the Province for the purposes of the operation of any kind of motor vehicle;

(b) determine the maximum dimensions and weight of autobuses, commercial vehicles and delivery cars which may operate thereon;

(c) fix the limit of weight, load included, and the speed limit of motor vehicles operating thereon in periods of thaw or rainy periods;

(d) regulate the use and operation of motor trains on public highways.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Transport:

THAT this Order in Council be adopted forthwith and that the regulation annexed hereto come into force on March 1, 1972;

THAT Orders in Council number 1045 of May 27, 1964, number 2484 of December 29, 1964, number 133 of January 26, 1966, number 2605 of August 14, 1968, number 20 of January 8, 1969, number 4069 of December 17, 1969 and number 3759 of October 7, 1970 be repealed on the last day of February, 1972;

THAT Order in Council number 1371 of April 7, 1971 be repealed and replaced by this Order in Council;

THAT the provisions of Order in Council number 1372 of April 7, 1971 apply to this Order in Council.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Regulation respecting the weight and dimensions of motor vehicles operating on public highways in the Province of Québec.

1. Classification of highways

For the purposes of this Regulation, Québec highways shall be considered as belonging to one and the same category.

2. Maximum dimensions of vehicles

The maximum dimensions of any vehicle or combination of vehicles, load included, operating on any highway in the Province shall be the following, provided the nature, condition and dimensions of the public highways, including bridges, so permit:

(A) Total length in feet:

(a) Any vehicle except an autobus: 35;

- b) Autobus: 40;
 c) Ensemble de véhicules: 65;
 d) Remorque immatriculée pour la première fois au Québec après le 30 octobre 1970, sauf dans le cas de la maison roulante: 45;
 e) Semi-remorque immatriculée pour la première fois au Québec après le 30 octobre 1970 et mesurée entre le centre du pivot de la sellette d'attelage et la partie extrême arrière: 42½.

Conformément aux dispositions intitulées « Permis » apparaissant au paragraphe 3 de la présente réglementation, un permis pourra être émis par le ministre, pour chacune des remorques et semi-remorques dont la longueur excède, selon le cas, la longueur spécifiée aux sous-paragraphe *d*) et *e*) du présent paragraphe et qui ont été immatriculées au Québec avant le 31 octobre 1970.

Il est interdit de circuler sur le chemin public avec un ensemble de véhicules formé de plus d'un véhicule-tracteur attelé à deux remorques ou semi-remorques. Dans un tel cas, le dispositif d'attelage de chacun des véhicules formant l'ensemble doit être suffisamment solide pour résister à tous les effets provoqués par le remorquage et doit être agencé de telle sorte que lorsque l'ensemble de véhicules circule en ligne droite, aucun des véhicules remorqués ne puisse se déplacer de plus de trois pouces d'un côté ou de l'autre par rapport au véhicule tracteur.

- B) Hauteur en pieds: 13½;
 C) Largeur en pieds: 8½.

Cependant les rétroviseurs extérieurs pourront excéder cette largeur.

3. Charge et poids total en charge

Sujets aux restrictions imposées par l'autorité compétente quant à la résistance des ponts, des viaducs, des voies élevées et autres ouvrages d'art du même genre et en conformité avec les dispositions intitulées « bandage de roues » apparaissant à la présente réglementation, les véhicules automobiles circulant sur tout chemin public au Québec sont soumis aux prescriptions suivantes:

I. La charge maximum totale transmise au sol par tout essieu simple ne doit pas excéder vingt-deux mille (22,000) livres;

II. La charge maximum totale transmise au sol par un essieu en tandem ne doit pas excéder trente-huit mille (38,000) livres;

III. La charge maximum totale transmise au sol par un essieu avant de tout véhicule automobile ne doit pas excéder douze mille (12,000) livres. Cependant, dans le cas d'un véhicule automobile sans semi-remorque ni remorque, cette charge maximum pourra être portée à dix-neuf mille (19,000) livres.

Pour les fins de la présente réglementation, les mots « essieu simple » incluent tous les essieux placés en succession dont les axes des extrêmes sont à une distance de quarante (40) pouces et moins, ainsi que les essieux, placés en succession dont les axes extrêmes sont à une distance moindre que quatre-vingt-seize pouces et qui ne sont pas agencés pour transmettre au sol des charges égales entre elles, que le véhicule soit en charge ou non, ceci à moins que lesdits essieux fassent partie de deux tandems placés en succession.

- (b) Autobus: 40;
 (c) Combination of vehicles: 65;
 (b) A trailer registered for the first time in Québec after October 30, 1970, except mobile homes: 45;

(e) A semi-trailer registered for the first time in Québec after October 30, 1970, and measured from the centre of the pivot of the coupling device to the rear extremity of the trailer: 42½.

Under the provisions entitled "Permits", which appear in Part 3 of this Regulation, a permit must be obtained from the Minister for each trailer and semi-trailer whose length exceeds the respective specification mentioned in subparagraphs *(d)* and *(e)* of this paragraph, and which was registered in Québec before October 31, 1970.

No combination of vehicles exceeding in number one tractor unit coupled to two trailers or semi-trailers shall operate on the public highway. The coupling device of each vehicle forming such combinations must be of sufficient strength to withstand all the stresses occasioned by the tow, and must be so fitted that when the combination is travelling in a straight line neither of the towed vehicles shall swing, or deviate, from the course of the tractor unit by more than three inches on either side.

- (B) Height in feet: 13½;
 (C) Width in feet: 8½.

The exterior rear-view mirrors may, however, protrude beyond this width.

3. Load and gross vehicle weight

Subject to the restrictions imposed by the competent authorities respecting the maximum load capacity of any bridge, viaduct, elevated highway, or similar construction, and pursuant to the provisions under the heading "Tires" of this Regulation, the following specifications shall govern the operations of all motor vehicles operating on Québec highways.

I. The maximum axle load of any single axle shall not exceed twenty-two thousand (22,000) pounds;

II. The maximum axle load of any tandem axle shall not exceed thirty-eight thousand (38,000) pounds;

III. The maximum axle load of any front axle shall not exceed twelve thousand (12,000) pounds. However, in the case of a motor vehicle without a trailer or semi-trailer, this maximum total load may be increased to nineteen thousand (19,000) pounds;

For the purposes of this Regulation the expression "single axle" includes all the axles from front to rear where the centres of the outside axles are at a maximum distance of forty (40) inches; also the axles from front to rear where the distance between the centres of the leading and rear axles is less than ninety-six inches and whose assembly is such that the axle load weights are unequally distributed, whether the vehicle is loaded or not; this interpretation shall not apply if the said axles form part of two tandems positioned one after the other.

Pour les fins de la présente réglementation, les mots « essieu en tandem » signifient deux essieux ou plus, placés en succession dont les axes des essieux extrêmes sont à une distance supérieure à quarante (40) pouces mais inférieure à quatre-vingt-seize (96) pouces et qui sont conçus et agencés pour transmettre au sol des charges égales entre elles.

For the purposes of the present Regulation, the words "tandem axle" mean two or more axles in an assembly where the distance between the centres of the leading and rear axles is greater than forty (40) inches but less than ninety-six (96) inches, and which are so designed and assembled that the axle loads are equally distributed between each axle.

Poids maximum total en charge

Véhicule d'une seule unité:

- a) véhicule muni de deux essieux simples: 41,000 livres

Cependant lorsque la distance entre le centre de chacun des essieux est inférieure à huit (8) pieds, ce poids total en charge est de 37,000 livres;

- b) véhicule muni d'un essieu simple à l'avant et d'un essieu tandem à l'arrière: 57,000 livres

Cependant lorsque la distance entre le centre de l'essieu avant du véhicule et le centre de l'essieu avant de son tandem est inférieure à huit (8) pieds, ce poids total en charge est de 51,000 livres;

- c) véhicule muni d'un essieu en tandem à l'avant et d'un essieu en tandem à l'arrière: 76,000 livres

Cependant lorsque la distance entre les centres des essieux les plus rapprochés des deux tandems est inférieurs à dix (10) pieds, ce poids total en charge est de 68,000 livres.

Ensemble de véhicules

- d) véhicule-tracteur attelé à une semi-remorque formant un ensemble muni de trois essieux: 56,000 livres;

- e) véhicule-tracteur attelé à une remorque formant un ensemble muni de trois essieux: 56,000 livres;

- f) véhicule-tracteur attelé à une remorque formant un ensemble muni de quatre essieux: 78,000 livres;

- g) véhicule-tracteur attelé à une semi-remorque formant un ensemble muni de quatre essieux dont deux sont en tandem à l'arrière de l'ensemble: 72,000 livres.

Cependant lorsque cet ensemble de véhicules, muni de quatre essieux, ne comporte pas d'essieu placé en tandem et en autant qu'aucun espacement entre les centres d'essieux successifs ne soit inférieure à huit (8) pieds, le poids total en charge pourra être porté à 78,000 livres;

- h) véhicule-tracteur attelé à une semi-remorque formant un ensemble de véhicules muni de cinq essieux dont quatre forment deux tandems: lorsque la distance entre le centre de l'essieu arrière du premier tandem et le centre de l'essieu avant du deuxième tandem est égale ou supérieure à dix (10) pieds: 88,000 livres;

Cependant à chaque pied soustrait de cette distance de dix (10) pieds correspond une diminution de deux mille (2,000) livres de poids total en charge et cette diminution est répartie sur l'ensemble des essieux, sauf l'essieu avant.

Gross vehicle weight

Single unit vehicle:

- (a) vehicle with two single axles: 41,000 pounds;

However, when the distance between the centre of each axle is less than eight (8) feet, the gross vehicle weight shall be 37,000 pounds;

- (b) vehicle with a single axle in front and a tandem axle in the rear: 57,000 pounds;

However, when the distance between the centre of the front axle and the centre of the forward axle of the tandem is less than eight (8) feet, the gross vehicle weight shall be: 51,000 pounds;

- (c) Vehicle with a tandem axle in front and a tandem axle in the rear: 76,000 pounds.

However, when the distance between the centres of the two nearest axles of each tandem is less than ten (10) feet, the gross vehicle weight shall be: 68,000 pounds.

Combination of vehicles

- (d) Tractor unit coupled to a semi-trailer, forming a three-axle combination: 56,000 pounds;

- (e) Tractor unit coupled to a trailer, forming a three-axle combination: 56,000 pounds;

- (f) Tractor unit coupled to a trailer, forming a four-axle combination: 78,000 pounds;

- (g) Tractor unit coupled to a semi-trailer, forming a combination of four axles, two of which are in tandem at the rear of the combination: 72,000 pounds;

However, when such a four-axle combination does not have any axles in tandem, and if the distance between the centres of two adjacent axles is not less than eight (8) feet, the gross vehicle weight may be increased to: 78,000 pounds;

- (h) Tractor unit coupled to a semi-trailer, forming a combination of vehicles totalling five axles, four of which form two tandems: when the distance between the centre of the rear axle of the first tandem and the centre of the front axle of the second tandem is equal to or greater than ten (10) feet: 88,000 pounds.

However, for every foot by which such ten-foot (10') distance is reduced, there shall be a corresponding reduction of two thousand (2,000) pounds in gross vehicle weight, and this reduction shall be distributed over the total axle assemblies, with the exception of the front axle.

Lorsque la distance entre les centres des essieux du tandem arrière est égale ou supérieure à huit (8) pieds: 94,000 livres;

i) véhicule-tracteur attelé à une remorque formant un ensemble muni de cinq essieux dont deux forment un tandem. Lorsque la distance entre le centre de l'essieu arrière simple ou de l'essieu avant du tandem du véhicule-tracteur et le centre de l'essieu arrière de l'ensemble est égale ou supérieure à vingt-six (26) pieds: 94,000 livres.

Cependant à chaque pied soustrait de cette distance de vingt-six (26) pieds correspond une diminution de mille (1,000) livres du poids total en charge et cette diminution est répartie sur l'ensemble des essieux, sauf l'essieu avant;

j) véhicule-tracteur attelé à une remorque formant un ensemble muni de six essieux dont quatre forment deux tandems.

Lorsque la distance entre le centre de l'essieu avant du tandem du camion et le centre du dernier essieu du tandem arrière de la remorque est égale ou supérieure à trente-sept (37) pieds: 110,000 livres.

Cependant à chaque pied soustrait de cette distance de trente-sept (37) pieds correspond une diminution de mille (1,000) livres de poids total en charge et cette diminution est répartie sur l'ensemble des essieux, sauf l'essieu avant;

k) camion-tracteur attelé à une semi-remorque et à une remorque formant un ensemble muni de cinq essieux simples. Lorsque la distance entre le centre de l'essieu arrière du camion-tracteur et le centre de l'essieu arrière du train est égale ou supérieure à trente-cinq (35) pieds: 100,000 livres.

Cependant à chaque pied soustrait de cette distance de trente-cinq (35) pieds correspond une diminution de mille (1,000) livres de poids total en charge et cette diminution est répartie sur l'ensemble des essieux, sauf l'essieu avant;

l) camion-tracteur attelé à une semi-remorque et à une remorque formant un ensemble muni de six essieux dont deux forment un essieu en tandem à l'arrière du train.

Lorsque la distance entre le centre de l'essieu arrière du camion-tracteur et le centre de l'essieu arrière du train est égale ou supérieure à quarante-cinq (45) pieds: 116,000 livres.

Cependant à chaque pied soustrait de cette distance de quarante-cinq (45) pieds correspond une diminution de mille (1,000) livres de poids total en charge et cette diminution est répartie sur l'ensemble des essieux, sauf l'essieu avant;

m) camion-tracteur attelé à une semi-remorque et à une remorque formant un ensemble muni de six essieux dont deux forment le tandem du camion-tracteur.

Lorsque la distance entre le centre de l'essieu avant du tandem du camion-tracteur et le centre de l'essieu arrière du train est égale ou supérieure à quarante-sept (47) pieds: 116,000 livres.

When the distance between the centres of the axles of the rear tandem is equal to or greater than eight (8) feet: 94,000 pounds;

(i) Tractor-unit coupled to a trailer, forming a combination of five axles, two of which form a tandem. When the distance between the centre of the single rear axle or front axle of the tandem of the tractor-unit and the centre of the rear axle of the combination is equal to or greater than twenty-six (26) feet: 94,000 pounds;

However, for every foot by which such twenty-six (26) foot distance is reduced, there shall be a corresponding reduction of one thousand (1,000) pounds in gross vehicle weight, and this reduction shall be distributed over the total axle assemblies, with the exception of the front axle.

(j) Tractor-unit coupled to a trailer, forming a combination of six (6) axles, four of which form two tandems.

When the distance between the centre of the front axle of the tractor tandem and the centre of the rear axle of the rear tandem of the trailer is equal to or greater than thirty-seven (37) feet: 110,000 pounds.

However, for every foot by which such thirty-seven (37) foot distance is reduced, there shall be corresponding reduction of one thousand (1,000) pounds in gross vehicle weight, and this reduction shall be distributed over the total axle assemblies, with the exception of the front axle.

(k) Tractor-unit coupled to a semi-trailer and trailer, forming a combination of five single axles. When the distance between the centre of the rear axle of the tractor-unit and the centre of the rear axle of the train is equal to or greater than thirty-five (35) feet: 100,000 pounds.

However, for each foot by which such thirty-five (35) foot distance is reduced, there shall be a corresponding reduction of one thousand (1,000) pounds in gross vehicle weight, and this reduction shall be distributed over the total axle assemblies, with the exception of the front axle.

(l) Tractor-unit coupled to a semi-trailer and trailer, forming a combination of six axles, two of which form a tandem axle at the rear of the train.

When the distance between the centre of the rear axle of the tractor-unit and the centre of the rear axle of the train is equal to or greater than forty-five (45) feet: 116,000 pounds;

However, for each foot by which such forty-five (45) foot distance is reduced, there shall be a corresponding reduction of one thousand (1,000) pounds in gross vehicle weight, and this reduction shall be distributed over the total axle assemblies, with the exception of the front axle.

(m) Tractor-unit coupled to a semi-trailer and trailer, forming a combination of six axles, two of which form the tandem of the tractor-unit.

When the distance between the centre of the front axle of the tractor-unit tandem and the centre of the rear axle of the train is equal to or greater than forty-seven (47) feet: 116,000 pounds;

Cependant à chaque pied soustrait de cette distance de quarante-sept (47) pieds correspond une diminution de mille (1,000) livres de poids total en charge et cette diminution est répartie sur l'ensemble des essieux, sauf l'essieu avant;

n) camion-tracteur attelé à une semi-remorque et à une remorque formant un ensemble muni de six essieux dont deux sont en tandem sous la semi-remorque.

Lorsque la distance entre le centre de l'essieu arrière du camion-tracteur et le centre de l'essieu arrière du train de charge est égale ou supérieure à cinquante-deux (52) pieds: 116,000 livres.

Cependant à chaque pied soustrait de cette distance de cinquante-deux (52) pieds correspond une diminution de mille (1,000) livres de poids total en charge et cette diminution est répartie sur l'ensemble des essieux, sauf l'essieu avant;

o) camion-tracteur attelé à une semi-remorque et à une remorque formant un ensemble muni de sept essieux dont quatre forment deux essieux en tandem placés, l'un à l'arrière de la semi-remorque et l'autre à l'extrémité arrière du train.

Lorsque la distance entre le centre de l'essieu arrière du camion-tracteur et le centre du dernier essieu du train est égale ou supérieure à cinquante-deux (52) pieds: 115,000 livres.

Cependant à chaque pied soustrait de cette distance de cinquante-deux (52) pieds correspond une diminution de mille (1,000) livres de poids total en charge et cette diminution est répartie sur l'ensemble des essieux, sauf l'essieu avant;

p) camion-tracteur attelé à une semi-remorque et à une remorque formant un ensemble muni de sept essieux dont quatre essieux forment deux tandems placés, l'un à l'arrière du tracteur et l'autre à l'arrière de la semi-remorque.

Lorsque la distance entre le centre de l'essieu avant du tandem du camion-tracteur et le centre de l'essieu arrière du train est égale ou supérieure à cinquante-deux (52) pieds: 121,000 livres.

Cependant à chaque pied soustrait de cette distance de cinquante-deux (52) pieds correspond une diminution de mille (1,000) livres de poids total en charge et cette diminution est répartie sur l'ensemble des essieux, sauf l'essieu avant;

q) camion-tracteur attelé à une semi-remorque et à une remorque formant un ensemble muni de huit essieux dont six forment trois essieux en tandem.

Lorsque la distance entre le centre de l'essieu avant du tandem du tracteur et le centre de l'essieu arrière du train est égale ou supérieure à cinquante-deux (52) pieds: 126,000 livres.

Cependant à chaque pied soustrait de cette distance de cinquante-deux (52) pieds correspond une diminution de mille (1,000) livres de poids total en charge et cette diminution est répartie sur l'ensemble des essieux, sauf l'essieu avant.

However, for each foot by which such forty-seven (47) foot distance is reduced, there shall be a corresponding reduction of one thousand (1,000) pounds in gross vehicle weight, and this reduction shall be distributed over the total axle assemblies, with the exception of the front axle.

(n) Tractor-unit coupled to a semi-trailer and trailer, forming a combination of six axles, two of which are in tandem supporting the semi-trailer.

When the distance between the centre of the rear axle of the tractor and the centre of the rear axle of the train is equal to or greater than fifty-two (52) feet: 116,000 pounds;

However, for each foot by which such fifty-two (52) foot distance is reduced, there shall be a corresponding reduction of one thousand (1,000) pounds in gross vehicle weight; and this reduction shall be distributed over the total axle assemblies, with the exception of the front axle.

(o) Tractor-unit coupled to a semi-trailer and trailer forming a combination of seven axles, four of which form two tandem axles, one of which is at the rear of the semi-trailer and the other at the extreme rear of the train.

When the distance between the centre of the rear axle of the tractor and the centre of the rear axle of the train is equal to or greater than fifty-two (52) feet: 115,000 pounds;

However, for each foot by which such fifty-two (52) foot distance is reduced, there shall be a corresponding reduction of one thousand (1,000) pounds in gross vehicle weight, and this reduction shall be distributed over the total axle assemblies, with the exception of the front axle.

(p) Tractor-unit coupled to a semi-trailer and trailer forming a combination of seven axles, four of which form two tandems, one being at the rear of the tractor and the other at the rear of the semi-trailer.

When the distance between the centre of the front axle of the tractor tandem and the centre of the rear axle of the train is equal to or greater than fifty-two (52) feet: 121,000 pounds;

However, for each foot by which such fifty-two (52) foot distance is reduced, there shall be a corresponding reduction of one thousand (1,000) pounds in gross vehicle weight, and this reduction shall be distributed over the total axle assemblies, with the exception of the front axle.

(q) Tractor-unit coupled to a semi-trailer and trailer forming a combination of eight axles, six of which form three tandem axles.

When the distance between the centre of the front axle of the tractor tandem and the centre of the rear axle of the train is equal to or greater than fifty-two (52) feet: 126,000 pounds;

However, for each foot by which such fifty-two (52) foot distance is reduced, there shall be a corresponding reduction of one thousand (1,000) pounds in gross vehicle weight, and this reduction shall be distributed over the total axle assemblies, with the exception of the front axle.

Si toutefois l'un des essieux simples n'est pas localisé, soit sous la partie arrière de la semi-remorque ou soit sous la partie avant de la remorque, le poids total est réduit de mille (1,000) livres;

r) camion-tracteur attelé à une semi-remorque et à une remorque formant un ensemble muni de neuf essieux dont huit forment quatre essieux en tandem.

Lorsque la distance entre le centre de l'essieu avant du tandem du camion-tracteur et le centre de l'essieu arrière du train est égale ou supérieure à cinquante-deux (52) pieds: 125,000 livres.

Cependant à chaque pied soustrait de cette distance de cinquante-deux (52) pieds correspond une diminution de mille (1,000) livres de poids total en charge et cette diminution est répartie sur l'ensemble des essieux, sauf l'essieu avant;

s) camion-tracteur attelé à deux semi-remorques ou remorques formant un ensemble muni de sept essieux dont tous sauf l'essieu avant du tracteur, forment des essieux en tandem.

Lorsque la distance entre le centre de l'essieu avant du tandem du camion-tracteur et le centre de l'essieu arrière du train est égale ou supérieure à cinquante-deux (52) pieds: 123,000 livres.

Cependant à chaque pied soustrait de cette distance de cinquante-deux (52) pieds correspond une diminution de mille (1,000) livres de poids total en charge et cette diminution est répartie sur l'ensemble des essieux, sauf l'essieu avant;

t) dispositions particulières s'appliquant aux sous-paragraphes « o », « p », « q », et « r » du présent paragraphe.

Lorsque la distance entre le centre du dernier essieu de la semi-remorque et le centre du premier essieu de la remorque est égale ou supérieure à dix et demi (10½) pieds une charge d'au plus trois mille (3,000) livres pourra être enlevée de l'essieu avant et reportée sur le reste des essieux du train de charge, ceci sans que les maxima par essieu simple et par essieu tandem fixés par les clauses I et II du présent paragraphe ne soient excédés.

Dispositions spéciales concernant la charge et le poids total en charge

Afin de donner à chacun la possibilité de s'ajuster aux clauses concernant les maxima de charge par essieu, ces maxima seront majorés de la manière suivante:

i) à partir de la date de mise en vigueur de la présente réglementation et jusqu'au dernier jour de février 1973, la charge maximum par essieu simple est majorée de deux mille (2,000) livres et la charge maximum par essieu en tandem est majorée de quatre mille (4,000) livres;

ii) entre le premier jour de mars 1973 et le dernier jour de février 1974, les majorations prévues au sous-paragraphe i) du présent paragraphe seront diminuées de mille (1,000) livres par essieu simple et de deux mille (2,000) livres par essieu en tandem;

iii) à partir du premier jour de mars 1974, aucune majoration de charge par essieu ne sera accordée.

If, however, none of the single axles is positioned either under the rear of the semi-trailer or under the front part of the trailer, the total weight shall be reduced by one thousand (1,000) pounds:

(g) Tractor-unit coupled to a semi-trailer and trailer forming a combination of nine axles, of which eight form four tandem axles.

When the distance between the centre of the front axle of the tractor tandem and the centre of the rear axle of the train is equal to or greater than fifty-two (52) feet: 125,000 pounds;

However, for each foot by which such fifty-two (52) foot distance is reduced, there shall be a corresponding reduction of one thousand (1,000) pounds in gross vehicle weight, and this reduction shall be distributed over the total axle assemblies, with the exception of the front axle.

(s) Tractor-unit coupled to two semi-trailers or trailers forming a combination of seven axles, all of which, except the front axle of the tractor, form tandem axles.

When the distance between the centre of the front axle of the tractor tandem and the centre of the rear axle of the train is equal to or greater than fifty-two (52) feet: 123,000 pounds;

However, for each foot distance is reduced, there shall be a corresponding reduction of one thousand (1,000) pounds in gross vehicle weight, and this reduction shall be distributed over the total axle assemblies, with the exception of the front axle.

(t) Special provisions governing sub-paragraphs (o), (p), (q) and (r) of this paragraph.

When the distance between the centre of the last axle of the semi-trailer and the centre of the first axle of the trailer is equal to or greater than ten and one-half (10½) feet, a weight of not more than three thousand (3,000) pounds may be transferred from the front axle and redistributed over the remaining axle loads of the train, provided that the maximum weights per single and tandem axle fixed in clauses I and II of this Part are not exceeded.

Special provisions concerning load and gross vehicle weight

In order that everyone may adjust to the clauses concerning maximum axle loads, these maxima will be increased as follows:

(i) From the date of the coming into force of this Regulation until and including the last day of February, 1973, the maximum axle load per single axle shall be increased by two thousand (2,000) pounds and the maximum load per tandem axle shall be increased by four thousand (4,000) pounds;

(ii) Between the first day of March, 1973 and the last day of February, 1974, the increases provided for in subparagraph (i) of this paragraph will be reduced by one thousand (1,000) pounds per single axle and by two thousand (2,000) pounds per tandem axle;

(iii) Upon, from and after the first day of March, 1974, no increase in axle load shall be permitted;

Malgré ces majorations de charge par essieu, il est à noter que le poids total en charge de tout véhicule automobile ou de tout ensemble de véhicules automobiles ne doit jamais excéder le poids total en charge fixé par la présente réglementation pour chaque catégorie de véhicules automobiles et d'ensembles de véhicules automobiles.

Cas particulier

Le ministre des Transports ou toute personne désignée par lui à cette fin peut, s'il le juge à propos et aux conditions qu'il détermine, émettre des permis spéciaux afin d'autoriser la circulation, sur les chemins publics, de véhicules automobiles ayant un nombre ou un agencement d'essieux non prévu au présent paragraphe.

Cependant le nombre de ces permis émis à une même personne ne doit pas excéder cinq pour cent du nombre de tous les camions et camions-tracteurs possédés et immatriculés au Québec par ladite personne.

Un tel permis n'est valide que pour une durée maximum d'une année, à partir de sa date d'émission, et peut être annulé en tout temps, lorsque la circulation du véhicule ou de l'ensemble de véhicules pour lequel il a été émis est une cause de danger pour les autres usagers de la route, ou lorsque ledit véhicule ou ledit ensemble de véhicules endommage anormalement le chemin public. À son échéance et pour des raisons valables, ce permis pourra être renouvelé aux mêmes conditions.

Ce permis est émis aux taux fixés par l'arrêté en conseil numéro 319 du 5 février 1969.

Bandages de roues

Le poids maximum par pouce de largeur de bandage pneumatique ne doit pas excéder cinq cents (500) livres pour les pneus de moins de six (6) pouces et ne doit pas excéder six cents (600) livres pour les pneus de six (6) pouces ou plus. Cette largeur est celle estampée sur le pneu par le manufacturier.

Pour les véhicules automobiles munis entièrement ou partiellement de bandages pleins, faits de caoutchouc ou d'autres matières ayant une élasticité équivalente, tous les poids maxima mentionnés dans la présente réglementation devront être réduits de vingt-cinq (25) pour cent.

Intervalle minimum entre véhicules lourds

Les véhicules automobiles qui, avec ou sans remorque ou semi-remorque, ont une pesanture totale, chargement compris, de vingt mille (20,000) livres ou plus, ne doivent pas se suivre sur les chemins publics à intervalle plus rapproché que trois cents (300) pieds d'espace libre. En plus de cette restriction, de tels véhicules ne doivent pas s'arrêter ni se dépasser sur les ponts, viaducs ou sur toute autre structure du même genre.

Permis

Le ministre des Transports, ou toute autre personne désignée par lui à cette fin, lorsqu'il s'agit de chemins à l'entretien par le gouvernement provincial et toute cor-

Notwithstanding these increases in axle load it must be noted that the gross vehicle weight of any motor vehicle or combination thereof must never exceed the gross vehicle weight stipulated in this Regulation for each category of motor vehicle and combination thereof.

Special cases

The Minister of Transport, or any person designated by him for the purpose, may, if he so deems it expedient, and upon the conditions determined by him, issue special permits authorizing the operation on public highways of motor vehicles having a number or assembly of axles not provided for in this paragraph.

However, the number of such permits issued to the same holder shall not exceed five per cent of the total number of trucks and tractors owned and registered in Québec by the said holder.

Such permits shall be valid for a maximum period of one year only, starting from its date of issue; they may be cancelled at any time when the operation of the vehicles or combinations of vehicles for which they are issued endangers other highway users, or when the said vehicles or combinations of vehicles cause abnormal damage to the public highway. Upon their expiry and upon justifiable grounds, such permits may be renewed subject to the same conditions.

These permits shall be issued at the rates established by Order in Council No. 319 of February 5, 1969.

Tires

The maximum load per inch of tire width of a pneumatic tire shall not exceed five hundred (500) pounds for tires of less than six (6) inches, and shall not exceed six hundred (600) pounds for tires of six (6) inches or more. This width shall be the one stamped on the tire by the manufacturer.

For motor vehicles entirely or partially equipped with solid tires, made of rubber or any other substance of equivalent elasticity, all the maximum weights mentioned in this Regulation shall be reduced by twenty-five (25) per cent.

Minimum distance between heavy vehicles

Motor vehicles which, with or without trailers or semi-trailers, have a total weight, load included, of twenty thousand (20,000) pounds or more, shall not follow each other on public highways at a distance of less than three hundred (300) feet of clear space.

In addition to this restriction, such vehicles shall not stop or pass one another on bridges, viaducts, or on any other similar structure.

License

When the roads affected are under the maintenance of the Provincial Government, or of a municipal corporation, the Minister of Transport, or any person so

poration municipale pour les autres chemins, peuvent s'ils le jugent à propos et aux conditions qu'ils déterminent, émettre des permis spéciaux ou généraux autorisant le transport par véhicules-automobiles de machines ou autres gros objets indivisibles et la circulation de véhicules tels que roulottes, grues mobiles, machinerie agricole ou autres du même genre, montés sur pneumatiques, dont le transport ne peut se faire sans excéder les limites de longueur, hauteur, largeur et pesanteur totales fixées par la présente réglementation.

En cas d'urgence exceptionnelle et si la chose est jugée d'intérêt public par l'autorité compétente, de tels permis spéciaux pourront aussi être émis pour le transport d'objets, matériaux ou produits qui sont divisibles, dont le transport ne pourrait se faire sans excéder les limites de longueur, hauteur, largeur et pesanteur totales fixées par la présente réglementation.

De tels permis pourront indiquer les dates du transport, le parcours à suivre et les conditions spéciales nécessaires à la protection des chaussées et des ponts. Ils pourront fixer, s'il y a lieu, la garantie spéciale devant être fournie préalablement pour couvrir le coût de la réparation des dommages que pourraient subir les chaussées et les ponts.

Le propriétaire ou le conducteur de tout véhicule, machine, objet, matériau ou produit ainsi transporté, à qui un tel permis est émis, est responsable de tous les dommages causés à la chaussée ou aux ponts du fait de ce transport.

Si le permis l'exige, le porteur devra communiquer avec le chef de la Sûreté du Québec ou avec un de ses représentants autorisés, pour lui permettre de faire surveiller et contrôler ce transport.

Les permis spéciaux ou généraux sont émis aux taux fixés par l'arrêté en conseil numéro 319 du 5 février 1969.

Interdiction en période de dégel ou de pluie

Pendant les périodes d'interdiction spécifiées par le ministre de la Voirie ou par toute personne désignée par lui à cette fin, à cause du dégel ou de la pluie, les charges par essieu et les poids totaux en charge fixés au paragraphe 3 de la présente réglementation seront ceux déterminés par avis dans la *Gazette officielle du Québec* et publiés dans les journaux de Québec, Montréal, Trois-Rivières, Sherbrooke, Sorel, Hull, Chicoutimi, Rivière-du-Loup et Rouyn, ou en cas d'urgence, par la radio, la télévision ou par des signaux routiers placés aux endroits appropriés.

4. Dispositions spéciales concernant les remorques de transports de poteaux

Nonobstant les maxima de longueur fixés aux sous-paragraphe a, b, c, d et e du paragraphe 2 de la présente réglementation, les ensembles de véhicules formés d'un véhicule-tracteur et d'une remorque spécialement agencée pour le transport des poteaux pourront circuler sur les chemins publics tout en transportant des chargements de poteaux, de tuyaux, de pièces de charpente ou de structure, ou autres matériaux du même genre pourvu que:

designated by him may, if he deems it expedient, and under the conditions which he may determine, issue special or general permits authorizing the transportation by motor vehicle, of machines or other large indivisible objects, and also the operation of vehicles such as house-trailers, mobile cranes, farm machinery or other like vehicles, mounted on pneumatics, which could not be moved without exceeding the total length, width and weight limits prescribed in this Regulation.

In exceptional circumstances, and if deemed to be in the public interest by the competent authorities, such special permits may also be issued for the transportation of divisible objects, materials or products, which cannot be transported without exceeding the total length, height, width and weight limits prescribed in this Regulation.

Such permits may indicate the dates of transportation, the route to be followed and the special conditions necessary for the protection of roads and bridges. A special guarantee may be required prior to the permit issuance to cover the cost of possible damage to roads and bridges.

The owner or driver of any vehicle, machine, object, material or product thus transported, to whom such a permit is issued, shall be responsible for any damage caused to roads or bridges attributable to such movement.

If so stipulated on the permit, the holder shall advise the Québec Provincial Police Chief, or one of his representatives, of the transportation details in order to permit police surveillance and control of the movement.

Special or general permits shall be issued at the rates fixed by Order in Council number 319 of February 5, 1969.

Interdictions during periods of thaw or rain

During periods of interdiction due to thaw or rain, and so declared by the Minister of Roads, or by any person designated by him therefor, the axle loads and the gross vehicle weights fixed in Part 3 of this Regulation shall be those announced in the *Québec Official Gazette* and published in the newspapers of Québec, Montréal, Trois-Rivières, Sherbrooke, Sorel, Hull, Chicoutimi, Rivière-du-Loup and Rouyn, or, in an emergency, by radio, television, or by highway signals placed at the appropriate locations.

4. Special provisions concerning Pole-Trailers

Notwithstanding the maximum lengths fixed in subparagraphs a, b, c, d and e of Part 2 of this Regulation, vehicle combinations consisting of a tractor and trailer specially equipped for the transportation of poles, may operate on public roads while carrying loads of poles, pipes, framework or structural pieces, or similar type structures, provided that:

a largeur fixée au paragraphe 2 de la présente réglementation ne soit pas excédée;
la longueur des véhicules, chargement compris, n'excède pas quatre-vingt-dix (90) pieds, hors tout;
la pesanté fixée au paragraphe 3 de la présente réglementation, pour chaque catégorie de véhicules, ne soit pas excédée.

En plus des feux prévus à l'article 29 du Code de la route, toute remorque de transport de poteaux qui circule la nuit, sans chargement, sur les chemins publics, doit être munie d'au moins deux feux de couleur jaune ou ambre fixée, au moins un de chaque côté, à peu près à mi-chemin entre les deux extrémités du véhicule et agencés de manière à être visibles la nuit, d'une distance d'au moins cinq cents (500) pieds du côté gauche et du côté droit.

De plus, la partie extrême arrière de la remorque doit être munie d'au moins un réflecteur ou de tout autre appareil équivalent, de couleur rouge, ayant une surface réfléchissante de pas moins de douze pouces carrés. Ce réflecteur ou cet appareil doit être agencé de manière à réfléchir, la nuit, les rayons lumineux auxquels il est soumis, et cette lumière réfléchie doit être visible d'une distance d'au moins six cents (600) pieds par tout automobiliste qui s'en approche de l'arrière, avec feux de route allumés.

Tout chargement qui excède de plus de six (6) pieds l'arrière d'une remorque de transport de poteaux doit être muni d'au moins un feu de couleur rouge, fixé à pas plus de trois (3) pieds de l'extrémité arrière de ce chargement. Ce de feu route doit être visible, la nuit, d'une distance d'au moins cinq cents (500) pieds de l'arrière et des deux côtés.

La nuit, toute remorque à poteaux doit être munie de feux de couleur jaune ou ambre, fixés à intervalle de pas plus de vingt (20) pieds, sur toute la longueur du chargement. Ces feux doivent être visibles d'une distance d'au moins cinq cents (500) pieds, de chaque côté de la remorque.

Tous les feux exigés au présent paragraphe doivent être des feux à lumière fixe et être tenus allumés durant la nuit ou en tout autre temps, lorsque les conditions de visibilité l'exigent.

42436-o

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 2594

Québec, le 21 juillet 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le transfert de juridiction de la Ferme Expérimentale de Caplan localisée dans le district électoral de Bonaventure.

ATTENDU QUE le Gouvernement Fédéral n'exploite plus la Ferme Expérimentale de Caplan située dans la région du Bas Saint-Laurent et de la Gaspésie et sommairement décrite comme étant:

Une parcelle de terrain ayant une superficie de 145 acres, plus ou moins, faisant partie des lots 116, 117, 118, 119 et le tout du lot 119A, sujet à une servitude

the width fixed in Part 2 of this Regulation shall not be exceeded;

the length of the vehicles, load included, shall not exceed ninety (90) feet, over-all length;

the weight fixed in Part 3 of this Regulation for each class of vehicle shall not be exceeded.

In addition to the lighting requirements prescribed in section 29 of the Highway Code, all pole-trailers operating without loads on public highways at night must be equipped with at least two fixed yellow or amber lights, one on each side, located at approximately mid-point of the vehicle's length, and placed in such a way as to be visible at night from a distance of at least five hundred (500') feet on both right and left sides.

Moreover, the extreme rear of the trailer must be equipped with at least one red reflector, or similar device, having a reflecting surface of at least twelve square inches. This reflector, or similar device, must be so fitted to reflect, at night, the light rays directed upon it, and such reflected light must be visible from a distance of at least six hundred (600') feet by any motorist approaching from the rear with upper headlamp beams in operation.

Any load which protrudes more than six (6) feet from the rear of a pole-trailer must be equipped with at least one red light fixed at a distance of not more than three (3) feet from the extreme rear of such load. This red light must be visible, at night, from a distance of at least five hundred (500') feet behind and on both sides of the vehicle.

At night, all pole-trailers must be equipped with yellow or amber lights placed at intervals of not more than twenty (20') feet along the entire length of the load. These lights must be visible from a distance of at least five hundred (500') feet on each side of the trailer.

All the lights stipulated in this Part must be fixed lights, and must remain lighted at night or at any other time when conditions of visibility so require.

42436

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 2594

Québec, July 21, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the transfer of jurisdiction of the Caplan Experimental Farm situated in the electoral district of Bonaventure.

WHEREAS the Federal Government no longer operates the Caplan Experimental Farm situated in the Lower St. Lawrence and Gaspé Areas, a brief description of said Farm being:

A parcel of land containing 145 acres, more or less, forming part of lots 116, 117, 118, 119 and the whole of lot 119A, subject to a servitude granted to the

cédée à la Coopérative d'électricité de Bonaventure, y compris les divers bâtiments y situés.

ATTENDU QUE le Gouvernement Fédéral est désireux de se départir de ces installations et est consentant au transfert de juridiction de ladite Ferme Expérimentale de Caplan au Gouvernement du Québec moyennant une indemnité de \$10,000;

ATTENDU qu'il existe dans la péninsule Gaspésienne un besoin urgent de plants de reboisement;

ATTENDU QUE, d'après une étude faite par la Direction générale des Bois et Forêts du ministère des Terres et Forêts, une pépinière en vue de la production de plants feuillus, principalement des hybrides de peupliers destinés au reboisement, pourrait être implantée à la Ferme Expérimentale de Caplan;

ATTENDU QUE ce projet est conforme aux objectifs de l'entente générale de coopération sur la réalisation du plan de développement de la région du Bas Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine, conclue entre le Gouvernement du Canada et celui du Québec, le 26 mai 1968, et qu'il s'intègre dans les plans du ministère des Terres et Forêts de mise en valeur de la production forestière, de façon à satisfaire les besoins socio-économiques de la région du Bas Saint-Laurent;

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de la province que le Gouvernement du Québec prenne l'administration et le contrôle de ladite Ferme moyennant une indemnité de \$10,000;

VU l'article 4 de la Loi des Terres et Forêts (chapitre 92, Statuts refondus, 1964), ainsi que la Loi de l'Office de planification et de développement du Québec (chapitre 14, des Lois de 1968) telle qu'amendée par le chapitre 16, des Lois de 1969.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre des Terres et Forêts:

QUE le ministre des Terres et Forêts soit autorisé à accepter du Gouvernement Fédéral, au nom du Gouvernement du Québec, le transfert de juridiction de la Ferme Expérimentale de Caplan;

QU'il soit autorisé, à même ses crédits afférents au plan de développement de la région du Bas Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine, à verser au Gouvernement Fédéral une indemnité de \$10,000.

QU'il soit autorisé à cet effet à signer tous documents nécessaires pour donner suite aux présentes.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

42327-0

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 3198

Québec, le 15 septembre 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le transfert du contrôle du ministre de l'Agriculture et de la Colonisation à celui du ministre de la Voirie, de la construction et de l'entretien des chemins et ponts de colonisation.

Bonaventure Electricity Cooperative, including the various buildings situated thereon.

WHEREAS the Federal Government wishes to divest itself of these installations and has agreed to the transfer of jurisdiction of the said Caplan Experimental Farm to the Québec Government for the compensatory sum of \$10,000;

WHEREAS there is an urgent need for seedlings for restocking purposes in the Gaspé Peninsula;

WHEREAS, according to a study made by the Woods and Forests Branch of the Department of Lands and Forests, a nursery for the production of hardwood seedlings, particularly poplar hybrids intended for reforestation, could be implanted on the Caplan Experimental Farm;

WHEREAS this project corresponds with the objectives of the Federal-Provincial Rural Development Agreement (Québec Area) covering the Lower St. Lawrence, Gaspé and Magdalen Islands region, concluded on May 26, 1968, and whereas it is an integral part of the Lands and Forests Department's plans for the development of forestry production in the Lower St. Lawrence region to the extent necessary to fulfil the socio-economic needs of that area;

WHEREAS it is in the interest of the Province that the Government of Québec administer and control the said Farm in consideration of a compensatory payment to the Federal Government of \$10,000;

CONSIDERING section 4 of the Lands and Forests Act (Chapter 92, Revised Statutes, 1964), as well as the Québec Planning and Development Bureau Act (Chapter 14 of the Statutes of 1968) as amended by Chapter 16 of the Statutes of 1969.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests:

THAT the Minister of Lands and Forests be authorized to accept from the Federal Government, in the name of the Québec Government, the transfer of jurisdiction of the Caplan Experimental Farm;

THAT, from his Lower St. Lawrence, Gaspé and Magdalen Islands Development Plan appropriations, he be authorized to pay a compensatory sum of \$10,000 to the Federal Government.

THAT he be authorized, for the aforesaid purposes, to sign all the necessary documents pertinent to the carrying out of these presents.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

42327

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 3198

Québec, September 15, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the transfer of the construction and maintenance of colonization roads and bridges from the control of the Minister of Agriculture and Colonization to that of the Minister of Roads.

ATTENDU QUE le ministre de l'Agriculture et de la Colonisation est chargé de l'exécution de la Loi des chemins de colonisation (S.R.Q. 1964, c. 105);

ATTENDU QU'il est opportun que la construction et l'entretien des chemins et ponts de colonisation soient transférés du contrôle du ministre de l'Agriculture et de la Colonisation à celui du ministre de la Voirie et qu'en outre le ministre de la Voirie soit chargé, à compter du 1er octobre 1971, de mettre à exécution la Loi des chemins de colonisation;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 7 de la Loi de l'exécutif (S.R.Q. 1964, c. 9) le lieutenant-gouverneur en conseil peut définir les devoirs qui doivent être remplis par tout membre du Conseil exécutif, transférer un ou plusieurs services d'un ministère du contrôle d'un membre du Conseil exécutif au contrôle d'un autre membre;

EN CONSÉQUENCE, il est ordonné, sur la proposition du ministre de l'Agriculture et de la Colonisation et du ministre de la Voirie:

QUE soient transférés du contrôle du ministre de l'Agriculture et de la Colonisation à celui du ministre de la Voirie, l'entretien et la construction des chemins et ponts de colonisation;

QUE le ministre de la Voirie soit chargé, à compter du 1er octobre 1971, de l'exécution de la Loi des chemins de colonisation, au lieu et place du ministre de l'Agriculture et de la Colonisation;

QUE soit transféré au budget du ministère de la Voirie, pour l'année 1971-1972, le solde non dépensé des crédits votés pour l'entretien et la construction des chemins et ponts de colonisation apparaissant au budget du ministère de l'Agriculture et de la Colonisation pour la même année financière;

QUE soient également transférés au ministère de la Voirie l'équipement utilisé à l'entretien et à la construction des chemins et ponts de colonisation ainsi que le personnel préposé à ces fins ou à l'entretien de l'équipement, à l'exception du personnel administratif que le ministre de l'Agriculture et de la Colonisation est autorisé à verser à la division de l'administration de son ministère.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

42328-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 3261

Québec, le 22 septembre 1971.

PRÉSENT: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des amendements au règlement No 1 du Conseil supérieur de l'éducation.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre de l'éducation:

QUE, conformément au paragraphe *d* de l'article 10 de la Loi du Conseil supérieur de l'éducation (Statuts refondus 1964, chapitre 234), soient approuvées les modifications suivantes au règlement No 1 du Conseil supérieur de l'éducation, modifications adoptées par ledit Conseil à sa réunion des 8 et 9 juillet 1971;

WHEREAS the Minister of Agriculture and Colonization is responsible for enforcing the Colonization Roads Act (R.S.Q. 1964, c. 105);

WHEREAS it is expedient that the construction and maintenance of colonization roads and bridges be transferred from the control of the Minister of Agriculture and Colonization to that of the Minister of Roads and that, furthermore, the Minister of Roads be responsible, upon and after October 1, 1971, for enforcing the Colonization Roads Act;

WHEREAS, under section 7 of the Executive Power Act (R.S.Q. 1964, c. 9), the Lieutenant-Governor in Council may define the duties to be exercised by any member of the Executive Council, and transfer one or more branches of any department from the control of any member of the Executive Council to the control of any other member;

THEREFORE, it is ordered, upon the recommendation of the Minister of Agriculture and Colonization and the Minister of Roads:

THAT the maintenance and construction of colonization roads and bridges be transferred from the control of the Minister of Agriculture and Colonization to that of the Minister of Roads;

THAT, upon and after October 1, 1971, the Minister of Roads be charged with the responsibility for carrying out the Colonization Roads Act, instead of the Minister of Agriculture and Colonization;

THAT the unused balance of the appropriations voted to the budget of the Department of Agriculture and Colonization for the financial year 1971-1972 for the maintenance and construction of colonization roads and bridges be transferred to the budget of the Department of Roads for the same financial year;

THAT the equipment used for the maintenance and construction of colonization roads and bridges, and also the personnel employed in such work or in the upkeep of the equipment, be also transferred to the Department of Roads, with the exception of administration personnel whom the Minister of Agriculture and Colonization is authorized to transfer to the administration division of his own Department.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

42328

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 3261

Québec, September 22, 1971.

Présent: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to Regulation No. 1 of the Superior Council of Education.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Education:

THAT, under paragraph *d* of section 10 of the Superior Council of Education Act (Revised Statutes 1964, chapter 234), the following amendments to Regulation No. 1 of the Superior Council of Education be adopted, which amendments were approved by the said Council at its meeting of July 8 and 9, 1971;

1° L'article suivant est ajouté après l'article 2:

« 2a. Nonobstant les dispositions mentionnées à l'article 2, dans un cas qu'il juge d'urgence, le président du Conseil peut convoquer une assemblée spéciale sans respecter le délai. L'avis de convocation de telles assemblées doit être donné par lettre recommandée, par télégramme ou par télécopieur à chacun des membres; le délai n'est alors que d'un jour franc. Au cours d'une assemblée spéciale, seuls les sujets mentionnés dans l'avis de convocation peuvent être traités. Cependant, toute assemblée spéciale peut être saisie immédiatement de toute affaire non énoncée dans l'avis de convocation pourvu que tous les membres en fonction du Conseil soient présents et qu'ils y consentent unanimement. »

2° L'article 3 est remplacé par le suivant:

« 3. Le quorum des séances du Conseil est la moitié des membres en fonction, plus un. »

Le greffier du Conseil exécutif,

42329-o

JULIEN CHOUINARD.

1. The following section is added, after section 2:

"2a. Notwithstanding the provisions mentioned in section 2; the President of the Council may, in matters which he judges to be of extreme urgency, convene a special meeting without regard for the period of notification laid down therefor. Each member must be notified of such meetings by registered letter, telegram or telex; in such cases this notice may be sent only one clear day in advance. Only the subjects mentioned in the notice convening a special meeting may be dealt with during that meeting. However, any business not mentioned in the notice may be brought directly before a special meeting, provided all the members in office of the Council are present and give their unanimous consent."

2. Section 3 is replaced by the following:

"3. A quorum at Council meetings shall consist of half the members in office, plus one."

JULIEN CHOUINARD,

42329

Clerk of the Executive Council.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 3232

Québec, le 22 septembre 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les armes à feu automatiques.

ATTENDU QUE le paragraphe *b*) de l'article 77 de la Loi de la conservation de la faune (Lois du Québec 1969, chapitre 58) stipule que le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter des règlements pour prescrire le calibre et les caractéristiques des armes qui peuvent être utilisées pour la chasse, suivant la catégorie d'animaux qu'il indique;

ATTENDU QUE l'expression « arme à feu automatique » désigne une arme à feu dont on peut vider complètement et la chambre et le magasin par une seule pression soutenue sur la détente;

ATTENDU QU'il y a lieu de défendre la chasse au moyen d'armes à feu automatiques;

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche:

QUE l'usage des armes à feu automatiques soit prohibé pour toute chasse;

QUE publication soit faite dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,

42401-o

JULIEN CHOUINARD.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 3290

(Erratum)

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la fourrure, section du détail, dans la région de Montréal.

Dans l'avis publié dans la *Gazette officielle* numéro 40 du 2 octobre 1971, à l'article 6.02, Tailleur « B » lire \$4.03 au lieu de \$4.30. À la deuxième ligne de la page 7276, lire: « Couseuse » au lieu de « Coupeuse ». 42280-x

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 3232

Québec, September 22, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING automatic firearms.

WHEREAS paragraph *b*) of section 77 of the Wild-life Conservation Act (Statutes of Québec, 1969, chapter 58), stipulates that the Lieutenant-Governor in Council may make regulations to prescribe the calibre and characteristics of the arms which may be used for hunting, according to the classes of animals which he indicates;

WHEREAS the expression "automatic firearm" designates a firearm whose chamber and magazine empty completely by one single sustained pressure on the trigger;

WHEREAS it is deemed expedient to prohibit hunting with automatic firearms;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game:

THAT the use of automatic firearms be prohibited in all hunting;

THAT publication be made in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,

42401

Clerk of the Executive Council.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 3233

Québec, le 22 septembre 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les règlements de la chasse au petit gibier (la perdrix et le lièvre) dans les réserves Papineau, Labelle, Joliette, Mastigouche, Saint-Maurice, Rimouski et Portneuf.

ATTENDU QU'EN VERTU de l'article 77, paragraphes *b* et *d*, de la Loi de la Conservation de la Faune, Lois du Québec 1969, chapitre 58, amendé par le Bill 53, sanctionné le 30 juin 1971, le Lieutenant-gouverneur en conseil peut prescrire le calibre et les caractéristiques des armes qui peuvent être utilisées pour la chasse, suivant les catégories d'animaux, et déterminer les périodes de l'année pendant lesquelles la chasse de telle catégorie d'animaux est interdite;

ATTENDU QU'IL y a lieu d'apporter une modification dans la réglementation générale de la chasse au petit gibier (la perdrix et le lièvre) dans les réserves Papineau, Labelle, Joliette, Mastigouche, Saint-Maurice, Rimouski et Portneuf;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche:

QUE nonobstant les dispositions à ce contraire, seuls les fusils de calibre 12, 16, 20, 28 et 410 sont permis dans ces réserves;

QUE l'usage de cartouches de fusil à balle unique et à chevrotine est prohibé, de même que le collet pour la chasse au lièvre dans ces mêmes réserves;

QUE la chasse au petit gibier (la perdrix et le lièvre) est prohibée dans ces réserves, sauf pendant les périodes suivantes, savoir:

Réserve du Parc de Labelle: du 18 septembre au 1er novembre.

Réserve du Parc de Joliette: du 18 septembre au 1er novembre.

Réserve du Parc de Papineau: du 18 septembre au 1er novembre.

Réserve du Parc de Mastigouche: du 18 septembre au 1er novembre.

Réserve du Saint-Maurice: du 18 septembre au 1er novembre.

Réserve Rimouski: du 1 octobre au 29 octobre.

Réserve de Portneuf: du 19 octobre au 7 novembre.

QUE publication soit faite dans la *Gazette officielle du Québec*.

42401-o Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 3262

Québec, le 22 septembre 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification à l'arrêté en conseil numéro 3139 du 14 septembre 1971.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 3233

Québec, September 22, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING small game (partridge and hare) hunting Regulations in the Papineau, Labelle, Joliette, Mastigouche, Saint-Maurice, Rimouski and Portneuf Reserves.

WHEREAS pursuant to section 77, paragraphs *b* and *d* of the Wild-life Conservation Act, Statutes of Québec, 1969, chapter 58, amended by Bill 53, assented to on June 30, 1971, the Lieutenant-Governor in Council may prescribe the calibre and characteristics of the arms which may be used for hunting, according to the classes of animals, and determine the periods of the year during which the hunting of such classes of animals is prohibited;

WHEREAS it is deemed expedient to amend the general regulations governing the hunting of small game (partridge and hare) in the Papineau, Labelle, Joliette, Mastigouche, Saint-Maurice, Rimouski and Portneuf Reserves;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game:

THAT notwithstanding the provisions to the contrary, only 12, 16, 20, 28 and 410 gauge shotguns shall be permitted in these Reserves;

THAT the use of shotguns loaded with a single shell or a buckshot shall be prohibited in these reserves, as well as hare hunting with shares;

THAT small game hunting (partridge and hare) be prohibited in these Reserves, except during the following periods, to wit:

Labelle Park Reserve: from September 18 to November 1.

Joliette Park Reserve: from September 18 to November 1.

Papineau Park Reserve: from September 18 to November 1.

Mastigouche Park Reserve: from September 18 to November 1.

Saint-Maurice Reserve: from September 18 to November 1.

Rimouski Reserve: from October 1 to October 29.

Portneuf Reserve: from October 19 to November 7.

THAT publication be made in the *Québec Official Gazette*.

42401 JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 3262

Québec, September 22, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to Order in Council number 3139 of September 14, 1971.

ATTENDU QU'au paragraphe 34° de l'annexe A de la Loi concernant le regroupement et la gestion des commissions scolaires (Bill 27 sanctionné le 10 juillet 1971), la commission scolaire nouvelle de Joliette comprenait initialement, entre autres, la municipalité scolaire de Joliette;

ATTENDU QUE le territoire de cette commission scolaire nouvelle de Joliette a fait l'objet d'une modification aux termes du paragraphe 23° de l'arrêté en conseil numéro 3139 du 14 septembre 1971;

ATTENDU QUE, lors de cette modification, la municipalité scolaire de Joliette a été omise par erreur dans l'énumération des municipalités scolaires constituant cette commission scolaire nouvelle;

ATTENDU QU'il y a lieu de corriger cette erreur.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence sur la proposition du premier ministre:

1° QUE l'arrêté en conseil numéro 3139 du 14 septembre 1971 soit modifié en ajoutant à la fin de l'avant-dernier alinéa du paragraphe 23° dudit arrêté, les mots: « et Joliette ».

2° QUE cette correction ait son effet à compter de la date de l'arrêté en conseil mentionné au paragraphe 1°.

42329-0

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 3234

Québec, le 22 septembre 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'ours polaire.

ATTENDU QUE la population d'ours polaires est descendue à un niveau tel qu'il y a lieu de craindre sa disparition;

ATTENDU QUE l'ours polaire est protégé à l'année dans le Québec, sauf pour les Esquimaux qui seuls peuvent l'abattre;

ATTENDU QU'il y a lieu d'adopter certaines mesures en vue d'un meilleur contrôle du commerce de la peau de cet animal;

ATTENDU QUE le paragraphe *p*) de l'article 77 de la Loi de la conservation de la faune (Lois du Québec 1969, chapitre 58) tel qu'amendé par le chapitre 49 (Lois du Québec 1970) stipule que le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter des règlements pour:

p) édicter des normes relatives au transport, à la possession et à la vente des animaux et des poissons qu'il indique, et interdire la vente de toutes catégories d'animaux et de poissons qu'il indique;

ATTENDU QUE l'article 36 de ladite loi stipule que: Nul ne peut vendre la peau ou la fourrure d'un animal visé à l'article 35;

a) si les droits fixés par les règlements pour chaque peau ou fourrure provenant d'un animal chassé dans le Québec n'ont pas été payés et si la marque prescrite à cette fin par les règlements n'a pas été apposé sur

WHEREAS in paragraph 34 of Schedule A of the Act respecting the regrouping and management of school boards (Bill 27, sanctioned July 10, 1971), the new school board of Joliette initially comprised, among others, the school municipality of Joliette;

WHEREAS the territory of this new school board of Joliette was the subject of an amendment under paragraph 23 of Order in Council number 3139, dated September 14, 1971;

WHEREAS, in drawing up this amendment, the municipality of Joliette was incorrectly omitted from the list of school municipalities constituting this new school board;

WHEREAS it is expedient to correct this error.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Prime Minister:

(1) THAT Order in Council number 3139 of September 14, 1971, be amended by adding, at the end of the second last sub-paragraph of paragraph 23 of the said Order, the words: "and Joliette".

(2) THAT this correction take effect on the date of the Order in Council mentioned in paragraph 1.

42329

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 3234

Québec, September 22, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the polar bear.

WHEREAS the polar bear population has declined to a level that gives rise to fears for the very survival of the species;

WHEREAS the polar bear is protected all year round in Québec where Eskimos only are permitted to kill it;

WHEREAS it is expedient to adopt certain measures with a view to better control the trade in polar bear skins;

WHEREAS paragraph *p*) of section 77 of the Wild-life Conservation Act (Statutes of Québec 1969, chapter 58), as amended by chapter 49 (Statutes of Québec 1970) stipulates that the Lieutenant-Governor in Council may adopt regulations to:

p) prescribe standards for the transportation, possession and sale of animals and fish which he indicates, and prohibit the sale of any class of animals or fish which he indicates;

WHEREAS section 36 of the said Act stipulates that: No person shall sell the skin or fur of an animal contemplated in section 35.

a) unless the duties fixed by the regulations for each skin or fur derived from an animal hunted down in the province of Québec have been paid and the mark prescribed for such purpose by the regulations has been

cette peau ou fourrure par un représentant autorisé par le ministre; ou

b) dans le cas de peau ou de fourrure provenant d'un animal chassé en dehors du Québec, si le document prescrit à cette fin par les règlements n'y est attaché;

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche:

1. que toute peau d'ours polaire provenant d'une province ou d'un territoire en dehors du Québec ne peut être importée et mise en marché dans le Québec, ou transportée à l'intérieur du Québec, sans que n'y soit attaché le sceau officiel de la province ou du territoire canadien d'origine.

2. que toute peau d'ours polaire provenant du Québec ne peut être transportée ou mise en marché dans le Québec, ou exportée en dehors de la province, sans que n'y soit attaché le sceau officiel fourni par le ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche.

QUE le présent règlement entre en vigueur le 1er janvier 1972.

QUE publication soit faite dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

42401-o

affixed to such skin or fur by a representative authorized by the Minister; or

(b) in the case of skin or fur derived from an animal hunted down outside of the province of Québec, unless the document prescribed for such purpose by the regulations in attached thereto;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game:

1. That no polar bear skin originating in a province or territory outside the Province of Québec may be imported into and marketed in the Province of Québec, or transported in the Province of Québec, unless the official seal of the province or Canadian territory of origin is attached thereto.

2. That no polar bear skin originating in the Province of Québec may be transported or marketed in Québec, or exported from the Province, unless the official seal provided by the Minister of Tourism, Fish and Game is attached thereto.

THAT this Regulation come into effect on January 1, 1972.

THAT it be published in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

42401

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 3345

Québec, le 29 septembre 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'interprétation des règlements adoptés en vertu de la Loi de la Protection du Consommateur, certaines exemptions ainsi que les droits payables pour obtenir copie d'un dossier de crédit.

ATTENDU QUE l'article 102 décrète, entre autres choses, ce qui suit:

« 102. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter des règlements:

p) pour exempter, en totalité ou en partie de l'application de la présente loi, toute catégorie de personnes, de biens ou de contrats qu'il indique;

s) pour déterminer le montant payable par toute personne désirant d'un agent d'information copie de son dossier de crédit;

Les règlements visés dans les paragraphes j, l et p doivent, avant leur adoption, avoir été soumis au Conseil de la Protection du Consommateur;

Les règlements adoptés en vertu de la présente loi entrent en vigueur à la date de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute autre date ultérieure qui y est fixée. »

ATTENDU QUE le projet de règlement annexé à la présente recommandation a été soumis, conformément à la Loi, au Conseil de la Protection du Consommateur;

ATTENDU QUE ledit Conseil a examiné et approuvé ce projet de règlement au cours de ses séances du 25 août 1971 et du 10 septembre 1971;

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 3345

Québec, September 29, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the interpretation of the regulations made under the Consumer Protection Act, certain exemptions, and the fees payable for obtaining a copy of a credit record.

WHEREAS section 102 enacts, among other things, the following:

"102. The Lieutenant-Governor in Council may make regulations:

(p) to exempt from the application of this act all or part of such class of persons, goods or contracts as he indicates;

(s) to determine the amount payable by any person wishing a copy of his credit record from an information agent;

Before the regulations contemplated in sub-paragraphs j, l and p are made, they must be submitted to the Consumer Protection Council.

The regulations made under this act shall come into force on the date of their publication in the *Québec Official Gazette* or on such later date as may be fixed therein."

WHEREAS the draft regulation appended to this recommendation has, in accordance with the Act, been submitted to the Consumer Protection Council;

WHEREAS the said Council has examined and approved that draft regulation, at its sittings of August 25, 1971 and September 10, 1971;

ATTENDU QU'il y a lieu d'adopter ce règlement pour la mise en vigueur graduelle et rationnelle de la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des institutions financières, compagnies et coopératives:

QUE le règlement annexé à la présente recommandation soit adopté et soit connu sous le nom de règlement général numéro 1:

QUE le règlement ainsi adopté entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

RÈGLEMENT GÉNÉRAL NUMÉRO 1

Édicté en vertu de la Loi de la Protection du consommateur

Règlement général numéro 1 adopté par le lieutenant-gouverneur en conseil sous l'autorité de la Loi de la Protection du Consommateur (Bill 45 de 1971).

SECTION I

Interprétation

1° Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient:

a) « détenteur »: un détenteur de permis visé dans la Section X de la Loi;

b) « litige »: une poursuite visée dans la Section XIV ou une action visée dans la Section XV de la Loi;

c) « loi »: La Loi de la protection du consommateur;

d) « représentant »: tout préposé, agent ou représentant d'un commerçant;

e) « requérant »: une personne physique, société ou corporation qui requiert l'émission ou le renouvellement d'un permis;

f) « requête »: une demande de permis ou de renouvellement de permis formulée par un requérant.

2° Les définitions de la Loi s'appliquent au présent règlement.

SECTION II

Exemptions

3° Sont exemptés de l'application de la Loi:

a) un distributeur de gaz ou un distributeur d'électricité au sens de la Loi de la Régie de l'Électricité et du Gaz (chapitre 87), l'Hydro-Québec, une corporation municipale ou une coopérative régie par la Loi de l'électrification rurale (9 Geo. VI, chapitre 48) pour la vente d'électricité ou de gaz;

b) le courtier, l'émetteur de valeurs mobilières et le vendeur au sens de la Loi des valeurs mobilières (chapitre 274).

4° Est exempté de l'application de la Loi tout prêt garanti par les Gouvernements du Canada ou du Québec ou un de leurs organismes.

WHEREAS, for the gradual and rational coming into force of the Act, it is expedient that such regulation be made;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives:

THAT the regulation appended to this recommendation be made and known as general regulation number 1:

THAT the regulation so made come into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

GENERAL REGULATION NUMBER 1

Made under the Consumer Protection Act

General regulation number 1 made by the Lieutenant-Governor in Council under the Consumer Protection Act (Bill 45, 1971)

DIVISION I

Interpretation

1. In this regulation, unless the context indicates a different meaning, the following words mean:

(a) "holder": a holder of a permit contemplated in Division X of the Act;

(b) "proceedings": any proceedings contemplated in Division XIV or an action contemplated in Division XV of the Act;

(c) "Act": the Consumer Protection Act;

(d) "representative": any agent or representative of a merchant;

(e) "applicant": a physical person, partnership or corporation applying for the issue or renewal of a permit;

(f) "application": a request made by an applicant, for a permit or renewal of a permit.

2. Definitions made in the Act shall apply to this regulation.

DIVISION II

Exemptions

3. The following are exempt from the application of the Act:

(a) gas distributors and electricity distributors within the meaning of the Electricity and Gas Board Act (Chap. 87), Hydro-Québec, municipal corporations, and cooperatives governed by the Rural Electrification Act (1945, chapter 48), for the sale of electricity or gas;

(b) brokers, security issuers and salesmen, within the meaning of the Securities Act (Chap. 274).

4. Every loan guaranteed by the Government of Québec or of Canada or a body of either is exempt from the application of the Act.

5° Sont exemptés de l'application de la Loi le prêt à demande ainsi que le prêt remboursable à une date indéterminée, à la condition que le taux de crédit soit divulgué sous forme de taux annuel réel.

6° Est exempté de l'application de la section IV de la Loi l'agent d'information dont les rapports ne concernent que des entreprises industrielles ou commerciales et ne sont distribués qu'à des entreprises industrielles ou commerciales.

7° Sont exemptés de l'application des dispositions des sections V et X de la Loi:

a) une compagnie d'assurance ou un agent au sens du premier paragraphe de l'article 132 de la Loi des assurances;

b) le courtier ou le vendeur au sens de la Loi du courtage immobilier (chapitre 267).

8° N'est pas considéré comme vendeur itinérant et est exempté de l'application des Sections V et X de la Loi le commerçant partie à l'un des contrats suivants:

a) la vente d'un service rendu pour la réparation, l'augmentation ou l'amélioration d'une chose dont le consommateur a la propriété, la jouissance ou la possession;

b) la vente, comprenant à la fois un service visé dans le paragraphe a et un bien mobilier qui s'unit ou s'incorpore à une chose dont le consommateur a la propriété, la jouissance ou la possession;

c) la vente conclue à un marché public ou à une exposition agricole ou commerciale;

d) la vente de produits alimentaires non congelés au moment de leur livraison;

e) la vente de combustible.

9° Nonobstant les paragraphes a et b de l'article 8, le vendeur de porte, fenêtre, couverture ou revêtement extérieur de maison n'est pas exempté de l'application des sections V et X de la Loi.

SECTION III

Dossiers de crédit

10° Les droits payables en vertu du deuxième paragraphe de l'article 45 de la Loi par un consommateur qui requiert copie de son dossier de crédit sont:

a) une somme forfaitaire de \$0.50;

b) une somme additionnelle de \$0.50 la page, chaque page devant contenir au moins 200 mots.

42323-0

5. Loans payable on demand and loans without fixed maturity are exempt from the application of the Act, provided that the credit rate is disclosed as the true annual rate of interest.

6. Information agents whose reports deal only with industrial or commercial enterprises and are distributed only to industrial or commercial enterprises are exempt from the application of Division IV of the Act.

7. The following are exempt from the application of Division V and Division X of the Act:

(a) insurance companies and agents within the meaning of the first paragraph of section 132 of the Insurance Act;

(b) brokers and salesmen within the meaning of the Real Estate Brokerage Act (Chap. 267).

8. A merchant is not considered an itinerant vendor and is exempt from the application of Division V and X of the Act when he is party to one of the following contracts:

(a) sale of a service rendered to repair, increase or improve a thing in the ownership, enjoyment or possession of the consumer;

(b) sale which includes both the service contemplated in paragraph a and moveable goods for conjunction or incorporation with a thing in the ownership, enjoyment or possession of the consumer;

(c) sale made in a public market or at an agricultural or commercial exhibition;

(d) sale of food products not frozen at the time of delivery;

(e) sale of fuel.

9. Notwithstanding paragraphs a and b of article 8, no vendor of doors, windows, roofing or outside wall covering for houses is exempt from the application of Divisions V and X of the Act.

DIVISION III

Credit Records

10. The fees payable under the second paragraph of section 45 of the Act by a consumer who demands a copy of his credit record are as follows:

(a) a flat rate of \$0.50;

(b) an additional rate of \$0.50 per page, each page to contain at least 200 words.

42323

Ministère de l'Industrie et du Commerce

Loi sur les pêcheries

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coquillages

Vu la décision du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social à l'effet que les coquillages des régions coquillières situées le long des côtes et des eaux:

Department of Industry and Commerce

Fisheries Act

Québec Fishery Regulations

Notice respecting shellfishing

Whereas the Minister of National Health and Welfare has decided that shellfish in and along the shores and waters of:

N-4.5 Quai de l'Anse Noire — ancien chemin à Richard Fortin

sont toxiques à un point qui les rend dangereux pour la consommation à l'état cru et la mise en conserve.

À ces causes et conformément à l'article 6, paragraphe 1, du Règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au ministre de fermer lesdites régions à la pêche et d'interdire à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coquillages provenant desdites régions.

Québec, le 20 septembre 1971.

42400-0 *Le ministre de l'Industrie et du Commerce,*
GÉRARD-D. LEVESQUE.

Loi sur les pêcheries

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coquillages

Vu la décision du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social à l'effet que les coquillages des régions coquillières situées le long des côtes et des eaux:

M-3.2.1 région s'étendant de la Pointe de la Baie des 1,000 Vaches (Pointe de la péninsule de Portneuf) — 1,000 pieds au sud-ouest du dépôt municipal de Ste-Anne de Portneuf

N-3.2.6 région s'étendant sur la partie extérieure de l'Île du Havre

N-4.2 région s'étendant de la Pointe Orient — Pont de la rivière Blanche

ne sont plus toxiques à un point qui les rend dangereux pour la consommation à l'état cru.

À ces causes et conformément à l'article 6, paragraphe 1, du Règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au ministre d'ouvrir lesdites régions à la pêche et de permettre à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coquillages provenant desdites régions.

Québec, le 21 septembre 1971.

42400-0 *Le ministre de l'Industrie et du Commerce,*
GÉRARD-D. LEVESQUE.

Loi sur les pêcheries

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coquillages

Vu la décision du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social à l'effet que les coquillages des régions coquillières situées le long des côtes et des eaux:

N-6.1 région s'étendant de la Pointe aux Outardes ouest — Grosse pointe

sont toxiques à un point qui les rend dangereux pour la consommation à l'état cru.

À ces causes et conformément à l'article 6, paragraphe 1, du Règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au ministre de fermer lesdites régions à la pêche et d'interdire à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coquillages provenant desdites régions.

N-4.5 Anse Noire Wharf — former Richard Fortin Road

are toxic to a degree which renders them dangerous for consumption in their raw state and for canning purposes.

Therefore, and pursuant to section 6, paragraph 1 of the Québec Fishery Regulations, the Minister is pleased to hereby close the said areas to fishing and forbids whomsoever to fish for, take or possess shellfish from the said areas.

Québec, September 20, 1971.

42400 *GÉRARD-D. LEVESQUE,*
Minister of Industry and Commerce.

Fisheries Act

Québec Fishery Regulations

Notice respecting shellfishing

Whereas the Minister of National Health and Welfare has decided that shellfish in and along the shores and waters of:

M-3.2.1 the area extending from Baie des 1,000 Vaches Point (Point of the Portneuf Peninsula) — 1,000 feet southwest of the municipal dump of St. Anne de Portneuf

N-3.2.6 the area extending from the exterior part of Île du Havre

N-4.2 the area extending from Orient Point — Blanche River Bridge

are no longer toxic to a degree which renders them dangerous for consumption in their raw state.

Therefore, and pursuant to section 6, paragraph 1 of the Québec Fishery Regulations, the Minister is pleased to hereby open the said areas to fishing and permits whomsoever to fish for, take or possess shellfish from the said areas.

Québec, September 21, 1971.

42400 *GÉRARD D. LEVESQUE,*
Minister of Industry and Commerce.

Fisheries Act

Québec Fishery Regulations

Notice respecting shellfishing

Whereas the Minister of National Health and Welfare has decided that shellfish in and along the shores and waters of:

N-6.1 the area extending from Outardes Point West — Grosse Point

are toxic to a degree which renders them dangerous for consumption in their raw state.

Therefore, and pursuant to section 6, paragraph 1 of the Québec Fishery Regulations, the Minister is pleased to hereby close the said areas to fishing and to forbid whomsoever to fish for take or possess shellfish from the said areas.

La présente interdiction ne s'applique pas cependant aux producteurs licenciés (Arrêté en Conseil Québec 1963-779) pour la mise en conserve seulement.

This interdiction does not apply, however, to licensed canneries (Order in Council, Québec 1963-779) whose sole product is canned goods.

Québec, le 21 septembre 1971.

Québec, September 21, 1971.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce,
42400-0 GÉRARD-D. LEVESQUE.

GÉRARD D. LEVESQUE,
42400 Minister of Industry and Commerce.

Nominations

Avis est donné que, par arrêté en conseil numéro 2020 en date du 9 juin 1971, il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer conseils en loi de la Reine, par commissions sous le grand sceau de la province, les avocats et membres du Barreau du Québec, dont les noms suivent, savoir:

Mlle Joan Clark, MM. Fred Kaufman, Luc Mercure, Jean Provost, Claude Tellier, tous cinq de Montréal; Ovide Laflamme, de Québec, et Jean Marquis, de Granby.

Québec, le 27 septembre 1971.

42330-0 LUCIEN DARVEAU,
Sous-procureur général.

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commissions sous le grand sceau de la province, les nominations suivantes:

Québec, le 14 juillet 1971.

M. Claude-R. Baillargeon, avocat et membre du Barreau du Québec, 823, boulevard de l'Hôpital, Val d'Or, Québec, nommé, en vertu de l'article 102 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 20), juge de la Cour de Bien-Être Social, avec juridiction s'étendant à tous les districts judiciaires de la province, mais tout particulièrement et sans restriction, au district judiciaire d'Abitibi, avec résidence dans la ville de Val d'Or ou dans le voisinage immédiat, le tout à compter du 14 juillet 1971.

M. Bernard Bilodeau, avocat, membre du Barreau du Québec, 4844, rue Wilson, Montréal, nommé, en vertu de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 20), juge des Sessions, avec juridiction dans toute la province, mais tout particulièrement et sans restriction, dans le district judiciaire de Montréal, avec résidence dans la ville de Montréal ou le voisinage immédiat, ledit M. Bernard Bilodeau, vu sa nomination par le lieutenant-gouverneur en conseil comme juge des Sessions, étant autorisé à exercer, sous l'autorité du paragraphe b) de l'article 466 du Code criminel, la juridiction d'un magistrat sous la partie 16 (XVI) de ce Code criminel, le tout à compter du 14 juillet 1971.

M. Jean Goulet, avocat, membre du Barreau du Québec et conseil en loi de la Reine, 46, avenue Glencoe, Outremont, Québec, nommé, en vertu de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 20), juge des Sessions, avec juridiction dans toute la province, mais tout particulièrement et sans

Appointments

Notice is given that, by Order in Council No. 2020, dated June 9, 1971, the Lieutenant-Governor in Council, by commission under the Great Seal of the Province, was pleased to appoint Queen's Counsel learned in the law the advocates and members of the Bar of the Province of Québec whose names are listed below:

Miss Joan Clark, Messrs. Fred Kaufman, Luc Mercure, Jean Provost, Claude Tellier, all five of Montreal; Ovide Laflamme, of Québec, and Jean Marquis, of Granby.

Québec, September 27, 1971.

42330 LUCIEN DARVEAU,
Deputy Attorney General.

Notice is given that the Lieutenant-Governor in Council was pleased to make, by Commission under the Great Seal of the Province of Québec, the following appointments:

Québec, July 14, 1971.

Mr. Claude-R. Baillargeon, advocate and member of the Bar of the Province of Québec, 823 boulevard de l'Hôpital, Val d'Or, Québec, appointed, under section 102 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes of Québec, 1964, chapter 20), Judge of the Social Welfare Court, with jurisdiction extending to all judicial districts of the Province, and particularly and without restriction in the judicial district of Abitibi, with residence in the city of Val d'Or or in the immediate vicinity, the foregoing effective July 14, 1971.

Mr. Bernard Bilodeau, advocate, member of the Bar of the Province of Québec, 4844 Wilson Street, Montreal, appointed, under the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1964, chapter 20), Judge of the Sessions, with jurisdiction throughout the Province and particularly and without restriction in the judicial district of Montreal, with residence in the city of Montreal or in the immediate vicinity, the said Mr. Bernard Bilodeau, pursuant to his appointment as Judge of the Sessions by the Lieutenant-Governor in Council, having, under paragraph (b) of section 466 of the Criminal Code, the jurisdiction of magistrate, under Part 16 (XVI) of the said Criminal Code, the foregoing effective July 14, 1971.

Mr. Jean Goulet, advocate, member of the Bar of the Province of Québec, Queen's Counsel learned in the law, 46 Glencoe Avenue, Outremont, Québec, appointed, under the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1964, chapter 20), Judge of the Sessions, with jurisdiction throughout the Province, and parti-

restriction, dans le district judiciaire de Montréal, avec résidence dans la ville de Montréal ou le voisinage immédiat, ledit M. Jean Goulet, vu sa nomination par le lieutenant-gouverneur en conseil comme juge des Sessions, étant autorisé à exercer, sous l'autorité du paragraphe *b*) de l'article 466 du Code criminel, la juridiction d'un magistrat sous la partie 16 (XVI) de ce Code criminel, le tout à compter du 14 juillet 1971.

M. Gaston Labrèche, avocat et membre du Barreau du Québec, 133 ouest, 1^{ère} Avenue, chambre 104, Amos, nommé, en vertu de l'article 117 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 20 et ses amendements), juge de la Cour provinciale, pour exercer la juridiction prévue par l'article 126 de cette loi dans toute la province, mais tout particulièrement et sans restriction, dans le district judiciaire d'Abitibi, avec résidence dans la ville d'Amos ou dans le voisinage immédiat, ledit M. Gaston Labrèche, vu sa nomination par le lieutenant-gouverneur en conseil comme juge de la Cour provinciale, étant autorisé à exercer, sous l'autorité du paragraphe *b*) de l'article 466 du Code criminel, la juridiction d'un magistrat sous la partie 16 (XVI) de ce Code criminel, le tout à compter du 14 juillet 1971.

M. Clarence G. Quinlan, avocat, membre du Barreau du Québec et conseil en loi de la Reine, 608, avenue Berwick, ville de Mont-Royal, nommé, en vertu de l'article 1104 de la charte de la ville de Montréal (chapitre 101, des lois de 1959-60), juge municipal pour la ville de Montréal, avec les juridictions, attributions, droits, prérogatives, devoirs et pouvoirs attachés à cette fonction, et pour agir comme recorder en ce qui concerne les juridictions attribuées à un recorder par les lois du Parlement du Canada, selon l'article 4 de la Loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 52, ledit M. Clarence G. Quinlan, vu sa nomination par le lieutenant-gouverneur en conseil comme juge municipal de la ville de Montréal, étant autorisé à exercer, sous l'autorité du paragraphe *b*) de l'article 466 du Code criminel, la juridiction d'un magistrat sous la partie 16 (XVI) de ce Code criminel, le tout à compter du 14 juillet 1971.

Québec, le 9 juin 1971.

M. Yvon Côté, avocat et membre du Barreau du Québec, de Sillery, Québec, nommé, en vertu de l'article 117 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 20), juge de la Cour provinciale, avec juridiction dans toute la province, mais tout particulièrement et sans restriction dans le district judiciaire de Québec, et pour agir, dans la province, selon l'article 126 des Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 20, comme magistrat de district en ce qui concerne les juridictions accordées par les lois du Parlement du Canada aux magistrats de districts, que ces juridictions leur soient attribuées sous le titre de « magistrat » ou sous celui de « magistrat de district », avec résidence dans la ville de Québec ou dans le voisinage immédiat, ledit M. Yvon Côté, vu sa nomination par le lieutenant-gouverneur en conseil comme juge de la Cour provinciale, étant autorisé à exercer,

clearly and without restriction in the judicial district of Montreal, with residence in the city of Montreal or in the immediate vicinity, the said Mr. Jean Goulet, pursuant to his appointment as Judge of the Sessions by the Lieutenant-Governor in Council, having, under paragraph *(b)* of section 466 of the Criminal Code, the jurisdiction of magistrate, under Part 16 (XVI) of the said Criminal Code, the foregoing effective July 14, 1971.

Mr. Gaston Labrèche, advocate and member of the Bar of the Province of Québec, 133, 1st Avenue West, Room 104, Amos, appointed, under section 117 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1964, chapter 20 and amendments), Judge of the Provincial Court, with jurisdiction, under section 126 of this Act, throughout the Province, and particularly and without restriction in the judicial district of Abitibi, with residence in the city of Amos or in the immediate vicinity, the said Mr. Gaston Labrèche, pursuant to his appointment as Judge of the Provincial Court by the Lieutenant-Governor in Council, having, under paragraph *(b)* of section 466 of the Criminal Code, the jurisdiction of magistrate, under Part 16 (XVI) of the said Criminal Code, effective July 14, 1971.

Mr. Clarence G. Quinlan, advocate, member of the Bar of the Province of Québec and Queen's Counsel learned in the law, 608 Berwick Avenue, town of Mount Royal, appointed, under section 1104 of the Charter of the city of Montreal (chapter 101 of the statutes of 1959-60), Municipal Judge for the city of Montreal, with the jurisdiction, competence, rights, prerogatives, duties and powers relating to such function, and to act as Recorder, having the jurisdiction conferred upon Recorders by the Acts of the Parliament of Canada, in accordance with section 4 of Act 1-2 Elizabeth II, chapter 52, the said Mr. Clarence G. Quinlan, pursuant to his appointment by the Lieutenant-Governor in Council as Municipal Judge for the city of Montreal, having, under the authority of paragraph *(b)* of section 466 of the Criminal Code, the jurisdiction of magistrate, under Part 16 (XVI) of the said Criminal Code, effective July 14, 1971.

Québec, June 9, 1971.

Mr. Yvon Côté, advocate and member of the Bar of the Province of Québec, of Sillery, Québec, appointed under section 117 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1964, chapter 20), Judge of the Provincial Court, with jurisdiction throughout the Province, and particularly and without restriction in the judicial district of Québec, and to act in the Province, in accordance with section 126 of the Revised Statutes of Québec, 1964, chapter 20, as district magistrate having the jurisdiction granted under the laws of the Parliament of Canada to district magistrates, when jurisdiction is granted under the title of "Magistrate" or "District Magistrate", with residence in the city of Québec or in the immediate vicinity, the said Mr. Yvon Côté, pursuant to his appointment as Judge of the Provincial Court, by the Lieutenant-Governor in Council having, under paragraph *(b)* of section 466 of

sous l'autorité du paragraphe *b*) de l'article 466 du Code criminel, la juridiction d'un magistrat sous la partie 16 (XVI) de ce Code criminel, le tout à compter du 9 juin 1971.

Québec, le 21 juillet 1971.

M. Roger LaGarde, avocat, membre du Barreau du Québec, et conseil en loi de la Reine, 189, rue Fraser, Lachute, Qué., nommé en vertu de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 20), juge des Sessions, avec juridiction dans toute la province, mais tout particulièrement et sans restriction, dans le district judiciaire de Montréal, avec résidence dans la ville de Montréal ou le voisinage immédiat, ledit M. Roger LaGarde, vu sa nomination par le lieutenant-gouverneur en conseil comme juge des Sessions, étant autorisé à exercer, sous l'autorité du paragraphe *b*) de l'article 482 du Code criminel, la juridiction d'un magistrat sous la partie 16 (XVI) de ce Code criminel, le tout à compter du 16 août 1971.

Québec, le 28 juillet 1971.

M. Moe Moscovitch, avocat, membre du Barreau du Québec et conseil en loi de la Reine, 6077, Wildeston, Montréal 251, Qué., nommé, en vertu de l'article 117 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 20) et ses amendements, juge de la Cour provinciale, pour exercer la juridiction prévue par l'article 126 de cette loi dans toute la province, mais tout particulièrement et sans restriction, dans le district judiciaire de Montréal, avec résidence dans la ville de Montréal ou dans le voisinage immédiat, ledit M. Moe Moscovitch, vu sa nomination par le lieutenant-gouverneur en conseil comme juge de la Cour provinciale, étant autorisé à exercer, sous l'autorité du paragraphe *b*) de l'article 482 du Code criminel, la juridiction d'un magistrat sous la partie 16 (XVI) de ce Code criminel, le tout à compter du 28 juillet 1971.

Québec, le 11 août 1971.

M. Marc Choquette, avocat, membre du Barreau du Québec et conseil en loi de la Reine, 1340, rue Leblanc, Sillery, Québec, nommé, en vertu de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 20), juge des Sessions, avec juridiction dans toute la province, mais tout particulièrement et sans restriction, dans le district judiciaire de Québec, avec résidence dans la ville de Québec ou le voisinage immédiat, ledit M. Marc Choquette, vu sa nomination par le lieutenant-gouverneur en conseil comme juge des Sessions, étant autorisé à exercer, sous l'autorité du paragraphe *b*) de l'article 482 du Code criminel, la juridiction d'un magistrat sous la partie 16 (XVI) de ce Code criminel, le tout à compter du 16 août 1971.

M. Marc-André Drouin, avocat, membre du Barreau du Québec et conseil en loi de la Reine, 2840, rue Montreuil, Sainte-Foy, Québec 10, Qué., nommé, en vertu de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 20), juge des Sessions, avec juridiction dans toute la province, mais tout particulièrement et sans restriction, dans le district judiciaire

the Criminal Code, the jurisdiction of magistrate under Part 16 (XVI) of the said Criminal Code, effective June 9, 1971.

Québec, July 21, 1971.

Mr. Roger LaGarde, advocate, member of the Bar of the Province of Québec, and Queen's Counsel learned in the law, 189 Fraser Street, Lachute, Qué., appointed, under the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1964, chapter 20), Judge of the Sessions, with jurisdiction throughout the Province, and particularly and without restriction in the judicial district of Montreal, with residence in the city of Montreal or the immediate vicinity, the said Mr. Roger LaGarde, pursuant to his appointment as Judge of the Sessions by the Lieutenant-Governor in Council, having, under paragraph *(b)* of section 482 of the Criminal Code, the jurisdiction of magistrate under Part 16 (XVI) of the said Criminal Code, effective August 16, 1971.

Québec, July 28, 1971.

Mr. Moe Moscovitch, advocate, member of the Bar of the Province of Québec, Queen's Counsel learned in the law, 6077 Wildeston, Montreal 251, Québec, appointed, under section 117 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1964, chapter 20 and amendments), Judge of the Provincial Court, with jurisdiction under section 126 of this Act throughout the Province, and particularly and without restriction in the judicial district of Montreal, with residence in the city of Montreal or the immediate vicinity, the said Mr. Moe Moscovitch, pursuant to his appointment by the Lieutenant-Governor in Council as Judge of the Provincial Court, having, under paragraph *(b)* of section 482 of the Criminal Code, the jurisdiction of magistrate, under Part 16 (XVI) of the said Criminal Code, effective July 28, 1971.

Québec, August, 11, 1971.

Mr. Marc Choquette, advocate, member of the Bar of the Province of Québec and Queen's Counsel learned in the law, 1340 LeBlanc Street, Sillery, Québec, appointed, under the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1964, chapter 20), Judge of the Sessions, with jurisdiction throughout the Province, and particularly and without restriction in the judicial district of Québec, with residence in the city of Québec or the immediate vicinity, the said Mr. Marc Choquette, pursuant to his appointment as Judge of the Sessions by the Lieutenant-Governor in Council, having, under paragraph *(b)* of section 482 of the Criminal Code, the jurisdiction of magistrate, under Part 16 (XVI) of the said Criminal Code, effective August 16, 1971.

Mr. Marc-André Drouin, advocate, member of the Bar of the Province of Québec and Queen's Counsel learned in the law, 2840 Montreuil Street, St. Foy, Québec 10, Qué., appointed, under the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1964, chapter 20), Judge of the Sessions, with jurisdiction throughout the Province, and particularly and without restriction

de Québec, avec résidence dans la ville de Québec ou le voisinage immédiat, ledit M. Marc-André Drouin, vu sa nomination par le lieutenant-gouverneur en conseil comme juge des Sessions, étant autorisé à exercer, sous l'autorité du paragraphe b) de l'article 482 du Code criminel, la juridiction d'un magistrat sous la partie 16 (XVI) de ce Code criminel, le tout à compter du 16 août 1971.

Québec, le 27 septembre 1971.

42330-0

LUCIEN DARVEAU,
Sous-procureur général.

in the judicial district of Québec, with residence in the city of Québec or the immediate vicinity, the said Mr. Marc-André Drouin, pursuant to his appointment as Judge of the Sessions by the Lieutenant-Governor in Council, having under paragraph (b) of section 482 of the Criminal Code, the jurisdiction of magistrate, under Part 16 (XVI) of the said Criminal Code, effective August 16, 1971.

Québec, September 27, 1971.

42330

LUCIEN DARVEAU,
Deputy Attorney General.

Soumissions — Demandes de

Ville de Nicolet Comté de Nicolet

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Georges Biron, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, Place 21 mars, Nicolet, comté de Nicolet, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 25 octobre 1971, pour l'achat de \$72,500 d'obligations de la ville de Nicolet, comté de Nicolet, datées du 15 novembre 1971 et remboursables en série du 15 novembre 1972 au 15 novembre 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 15 mai et 15 novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que monté au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 novembre 1971.

Tableau d'amortissement — \$72,500 — 20 ans
Année Capital

15 novembre 1972	\$1,500
15 novembre 1973	1,500
15 novembre 1974	2,000
15 novembre 1975	2,000
15 novembre 1976	2,000
15 novembre 1977	2,000
15 novembre 1978	2,500
15 novembre 1979	3,000
15 novembre 1980	3,000
15 novembre 1981	3,000
15 novembre 1982	3,000
15 novembre 1983	3,000
15 novembre 1984	4,500
15 novembre 1985	4,500
15 novembre 1986	5,000
15 novembre 1987	5,000
15 novembre 1988	5,500
15 novembre 1989	6,000
15 novembre 1990	6,000
15 novembre 1991	7,500

Tenders — Requests for

Town of Nicolet County of Nicolet

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription « Tenders for bonds » will be received by the undersigned Georges Biron, Secretary-Treasurer, at the Town Hall, Place 21 mars, Nicolet, county of Nicolet, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., on Monday, October 25, 1971, for the purchase of a bond issue of \$72,500 for the town of Nicolet, county of Nicolet, dated November 15, 1971 and redeemable serially from November 15, 1972 to November 15, 1991 inclusive, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on May 15th and November 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown on the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from November 15, 1971.

Redemption table — \$72,500 — 20 years
Year Capital

November 15, 1972	\$1,500
November 15, 1973	1,500
November 15, 1974	2,000
November 15, 1975	2,000
November 15, 1976	2,000
November 15, 1977	2,000
November 15, 1978	2,500
November 15, 1979	3,000
November 15, 1980	3,000
November 15, 1981	3,000
November 15, 1982	3,000
November 15, 1983	3,000
November 15, 1984	4,500
November 15, 1985	4,500
November 15, 1986	5,000
November 15, 1987	5,000
November 15, 1988	5,500
November 15, 1989	6,000
November 15, 1990	6,000
November 15, 1991	7,500

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$7,500 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 novembre 1991.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Nicolet.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$7,500 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 15 novembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de Nicolet s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 novembre 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 224 — \$14,500 — achats et divers travaux; 302 — \$23,500 — aqueduc, égouts; 305 — \$34,500 — achat de machine comptable et excédent du coût sur différents règlements.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, lundi, le 25 octobre 1971, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, Place 21 mars, Nicolet, comté de Nicolet, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Nicolet (Comté de Nicolet), ce 29 septembre 1971.

Le secrétaire-trésorier,
GEORGES BIRON.

Hôtel de ville, Place 21 mars,
Nicolet, Comté de Nicolet, P.Q.
Téléphone: 293-4401, code 819.

42399-0

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$7,500 and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the table of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of November 15, 1991.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Nicolet.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$7,500 and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on November 15th of each year, for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The town of Nicolet agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after November 15, 1971, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 224 — \$14,500 — purchases and various works; 302 — \$23,500 — aqueduct, sewers; 305 — \$34,500 — purchase of an accounting machine and excess costs on various by-laws.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, October 25, 1971, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, Place 21 mars, Nicolet, county of Nicolet, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Nicolet (County of Nicolet), September 29, 1971.

GEORGES BIRON,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, Place 21 mars,
Nicolet, county of Nicolet, P.Q.
Telephone: 293-4401, code 819.

42399

Ville de Saint-Basile-le-Grand
Comté de Chambly

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gilles Champagne, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 204, rue Principale, Saint-Basile-le-Grand, comté de Chambly, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, jeudi, le 28 octobre 1971, pour l'achat de \$263,000 d'obligations de la ville de Saint-Basile-le-Grand, comté de Chambly, datées du 15 novembre 1971 et remboursables en série du 15 novembre 1972 au 15 novembre 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 15 mai et 15 novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 novembre 1971.

Tableau d'amortissement — \$263,000 — 20 ans

Année	Capital
15 novembre 1972.....	\$ 4,500
15 novembre 1973.....	5,000
15 novembre 1974.....	5,500
15 novembre 1975.....	6,000
15 novembre 1976.....	6,500
15 novembre 1977.....	6,500
15 novembre 1978.....	7,000
15 novembre 1979.....	7,500
15 novembre 1980.....	9,000
15 novembre 1981.....	10,000
15 novembre 1982.....	3,500
15 novembre 1983.....	4,000
15 novembre 1984.....	4,500
15 novembre 1985.....	4,500
15 novembre 1986.....	5,000
15 novembre 1987.....	6,000
15 novembre 1988.....	6,000
15 novembre 1989.....	7,000
15 novembre 1990.....	7,500
15 novembre 1991.....	147,500

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

- 1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.
- 2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.
- 3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.
- 4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$20,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre

Town of Saint-Basile-le-Grand
County of Chambly

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Gilles Champagne, Secretary-Treasurer, Town Hall, 204 Main Street, Saint-Basile-le-Grand, county of Chambly, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., on Thursday October 28, 1971, for the purchase of a bond issue of \$263,000 for the town of Saint-Basile-le-Grand, county of Chambly, P.Q., dated November 15, 1971, and redeemable serially from November 15, 1972 to November 15, 1991 inclusive, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on May 15th and November 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown on the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from November 15, 1971.

Redemption table — \$263,000 — 20 years

Year	Capital
November 15, 1972.....	\$ 4,500
November 15, 1973.....	5,000
November 15, 1974.....	5,500
November 15, 1975.....	6,000
November 15, 1976.....	6,500
November 15, 1977.....	6,500
November 15, 1978.....	7,000
November 15, 1979.....	7,500
November 15, 1980.....	9,000
November 15, 1981.....	10,000
November 15, 1982.....	3,500
November 15, 1983.....	4,000
November 15, 1984.....	4,500
November 15, 1985.....	4,500
November 15, 1986.....	5,000
November 15, 1987.....	6,000
November 15, 1988.....	6,000
November 15, 1989.....	7,000
November 15, 1990.....	7,500
November 15, 1991.....	147,500

Moreover the following terms and conditions only shall be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.
2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.
3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.
4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$20,000, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several

qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 novembre 2001 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 15 novembre 1991 au montant de \$147,500 comprend un solde de \$139,500 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

<i>Année</i>	<i>Capital</i>
15 novembre 1992.....	\$ 9,500
15 novembre 1993.....	9,500
15 novembre 1994.....	10,500
15 novembre 1995.....	11,500
15 novembre 1996.....	13,500
15 novembre 1997.....	14,000
15 novembre 1998.....	15,500
15 novembre 1999.....	17,000
15 novembre 2000.....	18,500
15 novembre 2001.....	20,000

complete annual amortizations, taking into account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of November 15, 2001 of the renewable part hereinafter mentioned.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The maturity of November 15, 1991 in the amount of \$147,500 includes a balance of \$139,500 renewable for an additional 10 year period and maturing as follows:

<i>Year</i>	<i>Capital</i>
November 15, 1992.....	\$ 9,500
November 15, 1993.....	9,500
November 15, 1994.....	10,500
November 15, 1995.....	11,500
November 15, 1996.....	13,500
November 15, 1997.....	14,000
November 15, 1998.....	15,500
November 15, 1999.....	17,000
November 15, 2000.....	18,500
November 15, 2001.....	20,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Saint-Basile-le-Grand.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$147,500 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 15 novembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de Saint-Basile-le-Grand s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 novembre 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 18 — \$4,300 — aqueduc, égouts, voirie; 26 — \$6,400 — aqueduc, égouts, voirie; 40 — \$14,300 — aqueduc, égouts, voirie; 42 — \$38,000 — aqueduc, égouts, voirie; 43 — \$55,000 — aqueduc, égouts, voirie; 44 — \$92,000 — aqueduc, égouts, voirie; 49 — \$23,000 — achat d'équipement; 50 — \$10,000 — travaux de rénovation à l'Hôtel de Ville; 55 — \$5,500 — pavage, travaux au garage municipal; 56 — \$5,000 — achat de machinerie et équipement; 161 — \$2,500 — aqueduc; 193 — \$4,000 — construction garage municipal et station pompage; 202 — \$3,000 — aqueduc.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Saint-Basile-le-Grand.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$147,500, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on November 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The town of Saint-Basile-le-Grand agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after November 15, 1971, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 18 — \$4,300 — aqueduc, sewers, roads; 26 — \$6,400 — aqueduc, sewers, roads; 40 — \$14,300 — aqueduc, sewers, roads; 42 — \$38,000 — aqueducts, sewers, roads; 43 — \$55,000 — aqueduct, sewers, roads; 44 — \$92,000 — aqueduct, sewers, roads; 49 — \$23,000 — purchase of equipment; 50 — \$10,000 — renovation work at the Town Hall; 55 — \$5,500 — paving, work on the municipal garage; 56 — \$5,000 — purchase of machinery and equipment; 161 — \$2,500 — aqueduct; 193 — \$4,000 — construction of a municipal garage and pumping station; 202 — \$3,000 — aqueduct.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, jeudi, le 28 octobre 1971, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 204, rue Principale, Saint-Basile-le-Grand, comté de Chambly, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Basile-le-Grand (Comté de Chambly), ce 30 septembre 1971.

Le secrétaire-trésorier,
GILLES CHAMPAGNE.

Hôtel de Ville, 204, rue Principale,
Saint-Basile-le-Grand (Comté de Chambly), P.Q.
Téléphone: 653-4261, code 514. 42418-0

La Commission scolaire régionale Pascal Taché

Siège Social: 109, rue Saint-Pierre,
Montmagny, P.Q.

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Rosaire Laprise, secrétaire-trésorier, jusqu'à 5 heures de l'après-midi, Siège Social, 109, rue Saint-Pierre, Montmagny, comté de Montmagny, P.Q., et par après de 7.30 heures à 8 heures du soir, salle de l'École secondaire Jacques Casault, 121, boulevard Taché, Montmagny, comté de Montmagny, P.Q., lundi, le 25 octobre 1971, pour l'achat de \$2,070,000 d'obligations pour la commission scolaire régionale Pascal-Taché, datées du 15 novembre 1971 et remboursables en série du 15 novembre 1972 au 15 novembre 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 15 mai et 15 novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 novembre 1971.

Tableau d'amortissement — \$2,070,000 — 20 ans

Année	Capital
15 novembre 1972	\$ 45,000
15 novembre 1973	49,000
15 novembre 1974	53,000
15 novembre 1975	57,000
15 novembre 1976	62,000
15 novembre 1977	67,000
15 novembre 1978	72,000
15 novembre 1979	77,000
15 novembre 1980	84,000
15 novembre 1981	90,000
15 novembre 1982	98,000
15 novembre 1983	105,000
15 novembre 1984	114,000
15 novembre 1985	123,000
15 novembre 1986	133,000
15 novembre 1987	143,000

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Thursday, October 28, 1971, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 204 Main Street, Saint-Basile-le-Grand, county of Chambly, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Basile-le-Grand (County of Chambly), September 30, 1971.

GILLES CHAMPAGNE,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 204 Main Street,
Saint-Basile-le-Grand (County of Chambly), P.Q.
Telephone: 653-4261, code 514. 42418

The Regional School Board of Pascal Taché

Head Office: 109 St. Pierre Street,
Montmagny, P.Q.

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Rosaire Laprise, Secretary-Treasurer, until 5:00 o'clock p.m., at the Head Office, 109 St. Pierre Street, Montmagny, Montmagny County, P.Q., and thereafter from 7:30 o'clock to 8:00 o'clock p.m., in the auditorium, Jacques Casault Secondary School, 121 Taché Boulevard, Montmagny, Montmagny County, P.Q., on Monday, October 25, 1971, for the purchase of a bond issue of \$2,070,000 for the Pascal Taché Regional School Board, dated November 15, 1971 and redeemable serially from November 15, 1972 to November 15, 1991 inclusive, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable half-yearly on May 15 and November 15 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown on the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from November 15, 1971.

Redemption table — \$2,070,000 — 20 years

Year	Capital
November 15, 1972	\$ 45,000
November 15, 1973	49,000
November 15, 1974	53,000
November 15, 1975	57,000
November 15, 1976	62,000
November 15, 1977	67,000
November 15, 1978	72,000
November 15, 1979	77,000
November 15, 1980	84,000
November 15, 1981	90,000
November 15, 1982	98,000
November 15, 1983	105,000
November 15, 1984	114,000
November 15, 1985	123,000
November 15, 1986	133,000
November 15, 1987	143,000

15 novembre 1988.....	\$155,000
15 novembre 1989.....	167,000
15 novembre 1990.....	181,000
15 novembre 1991.....	195,000

November 15, 1988.....	\$155,000
November 15, 1989.....	167,000
November 15, 1990.....	181,000
November 15, 1991.....	195,000

La commission scolaire régionale Pascal Taché, se prévalant de l'article 1 de la Loi modifiant la Loi des subventions aux commissions scolaires (Chapitre 63 des lois de 1968) (Bill 64), demandera au ministre de l'Éducation d'effectuer à même les subventions à être versées par lui annuellement à ladite corporation scolaire, le dépôt en fidéicommis, entre les mains du ministre des Finances, des sommes suffisantes pour acquitter en totalité le principal et les intérêts de la présente émission d'obligations et de tout renouvellement d'icelle si requis.

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

- 1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.
- 2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.
- 3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.
- 4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$195,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 novembre 1991.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montmagny.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$195,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 15 novembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La commission scolaire régionale Pascal-Taché s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 novembre 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

The Pascal Taché Regional School Board, in conformity with section 1 of the Act to amend the School Boards Grants Act (Chapter 63 of the Statutes of 1968) (Bill 64), shall ask the Minister of Education to deposit in trust with the Minister of Finance, from the grants to be awarded annually by the Minister of Education to the said school corporation, the sums sufficient to pay off in full the principal and interest of this issue and any renewal thereof, if required.

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.
2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.
3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.
4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$195,000 and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the tables of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of November 15, 1991.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Montmagny.

Capital and interest shall be payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$195,000 and the said surplus only shall be redeemable by anticipation at par, on November 15 of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Pascal Taché Regional School Board agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after November 15, 1971, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

Lesdites obligations seront émises en vertu de la résolution du 5 juillet 1971 — \$2,070,000 — construction de l'école polyvalente de Montmagny.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue, de 7.30 heures à 8 heures du soir, lundi, le 25 octobre 1971, Salle de l'École secondaire Jacques Casault, 121, boulevard Taché, Montmagny, comté de Montmagny, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Montmagny (Comté de Montmagny), ce 29 septembre 1971.

Le secrétaire-trésorier,
ROSAIRE LAPRISE.

Siège Social, 109, rue Saint-Pierre,
Montmagny (Comté de Montmagny), P.Q.
Téléphone: 248-2891, code 418. 42397-0

The said bonds will be issued pursuant to the resolution dated July 5, 1971 — \$2,070,000 — construction of the polyvalent school of Montmagny.

Tenders shall be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Monday, October 25, 1971, from 7:30 o'clock to 8:00 o'clock p.m., in the auditorium, Jacques Casault Secondary School, 121 Taché Boulevard, Montmagny, Montmagny County, P.Q.

The Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Montmagny (County of Montmagny), September 29, 1971.

ROSAIRE LAPRISE,
Secretary-Treasurer.

Head Office, 109 St. Pierre Street,
Montmagny (County of Montmagny), P.Q.
Telephone: 248-2891, code 418. 42397

La Commission des écoles catholiques de Pointe-aux-Trembles Comté de Bourget

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné André Dumont, c.a., secrétaire-trésorier, Bureau de la commission, 14206, est rue Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles, comté de Bourget, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 27 octobre 1971, pour l'achat de \$1,250,000 d'obligations pour la commission des écoles catholiques de Pointe-aux-Trembles, comté de Bourget, datées du 15 novembre 1971 et remboursables en série du 15 novembre 1972 au 15 novembre 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 15 mai et 15 novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pout fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 novembre 1971.

Tableau d'amortissement — \$1,250,000 — 20 ans

Année	Capital
15 novembre 1972.....	x \$ 95,000
15 novembre 1973.....	x 102,000
15 novembre 1974.....	x 110,000
15 novembre 1975.....	x 119,000
15 novembre 1976.....	x 129,000
15 novembre 1977.....	x 140,000
15 novembre 1978.....	23,000
15 novembre 1979.....	24,000
15 novembre 1980.....	27,000
15 novembre 1981.....	29,000
15 novembre 1982.....	31,000
15 novembre 1983.....	34,000
15 novembre 1984.....	36,000
15 novembre 1985.....	39,000
15 novembre 1986.....	42,000

The Catholic School Commission of Pointe-aux-Trembles County of Bourget

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned André Dumont, c.a., Secretary-Treasurer, at the Office of the School Commission, 14206 Notre-Dame Street East, Pointe-aux-Trembles, Bourget County, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., on Wednesday, October 27, 1971, for the purchase of a bond issue of \$1,250,000 for the Catholic School Commission of Pointe-aux-Trembles, Bourget County, dated November 15, 1971 and redeemable serially from November 15, 1972 to November 15, 1991 inclusive, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable half-yearly on May 15 and November 15 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete redemptions, as shown on the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from November 15, 1971.

Redemption table — \$1,250,000 — 20 years

Year	Capital
November 15, 1972.....	x \$ 95,000
November 15, 1973.....	x 102,000
November 15, 1974.....	x 110,000
November 15, 1975.....	x 119,000
November 15, 1976.....	x 129,000
November 15, 1977.....	x 140,000
November 15, 1978.....	23,000
November 15, 1979.....	24,000
November 15, 1980.....	27,000
November 15, 1981.....	29,000
November 15, 1982.....	31,000
November 15, 1983.....	34,000
November 15, 1984.....	36,000
November 15, 1985.....	39,000
November 15, 1986.....	42,000

15 novembre 1987.....	\$46,000	November 15, 1987.....	\$46,000
15 novembre 1988.....	50,000	November 15, 1988.....	50,000
15 novembre 1989.....	53,000	November 15, 1989.....	53,000
15 novembre 1990.....	58,000	November 15, 1990.....	58,000
15 novembre 1991.....	63,000	November 15, 1991.....	63,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'une subvention de \$816,000 accordée par le gouvernement provincial et payable en 6 versements de \$136,000 de 1972 à 1977 inclusivement, seront appliqués au service de cet emprunt. Les versements effectués à même cette subvention seront déposés durant les années précitées entre les mains du ministre des Finances en vue de compléter les sommes nécessaires pour acquitter en totalité le service de la dette sur cette émission conformément aux dispositions du Bill 64.

La commission des écoles catholiques de Pointe-aux-Trembles, se prévalant de l'article 1 de la Loi modifiant la Loi des subventions aux commissions scolaires (Chapitre 63 des Lois de 1968) (Bill 64), demandera au ministre de l'Éducation d'effectuer à même les subventions à être versées par lui annuellement à ladite corporation scolaire (y compris celles indiquées ci-haut), le dépôt en fidéicommis, entre les mains du ministre des Finances, des sommes suffisantes pour acquitter en totalité le principal et les intérêts de la présente émission d'obligations et de tout renouvellement d'icelle si requis.

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$63,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 novembre 1991.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Pointe-aux-Trembles.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme

The year marked with the letter "x" are those during which the annual instalments of a grant of \$816,000, awarded by the Provincial Government and payable in 6 instalments of \$136,000 from 1972 to 1977 inclusive, shall be applied to the service of this loan. The instalments paid on this grant shall be deposited during the aforesaid years with the Minister of Finance for the purpose of completing the sums required to pay off the aggregate amount of the debt service on this issue, in conformity with the provisions of Bill 64.

The Catholic School Commission of Pointe-aux-Trembles, in conformity with section 1 of the Act to amend the School Boards Grants Act (Chapter 63 of the Statutes of 1968) (Bill 64), shall ask the Minister of Education to deposit in trust with the Minister of Finance, from the grants to be awarded annually by the Minister of Education to the said school corporation (including those indicated above), the sums sufficient to pay off in full the principal and interest of this issue and any renewal thereof, if required.

Moreover, only the following terms and conditions shall be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of this last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$63,000, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the table of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of November 15, 1991.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Pointe-aux-Trembles.

Capital and interest shall be payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned, as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-

fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$63,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 15 novembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La commission des écoles catholiques de Pointe-aux-Trembles s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 novembre 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu de la résolution du 19 avril 1971 — \$1,250,000 — construction de l'école Daniel Johnson et dépenses d'immobilisations.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue, mercredi, le 27 octobre 1971, à 8 heures du soir, Bureau de la commission, 14206 est, rue Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles, comté de Bourget, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Pointe-aux-Trembles (Comté de Bourget), ce 29 septembre 1971.

Le secrétaire-trésorier,

ANDRÉ DUMONT, C.A.

Bureau de la commission, 14206, est, rue Notre-Dame,

Pointe-aux-Trembles (Comté de Bourget), P.Q.

Téléphone: 642-7468, code 514. 42398-0

Cité de Montréal-Nord

Comté de Bourassa

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par la soussignée Madame Aline Ouimet, greffier, jusqu'à 5 heures de l'après-midi, Hôtel de ville, 4242, Place de l'Hôtel de ville, Montréal-Nord, comté de Bourassa, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, Salle du conseil, 11211, rue Hébert, Montréal-Nord, comté de Bourassa, P.Q., mardi, le 26 octobre 1971, pour l'achat de \$1,800,000 d'obligations de la cité de Montréal-Nord, comté de Bourassa, datées du 15 novembre 1971 et remboursables en série du 15 novembre 1972 au 15 novembre 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 15 mai et 15 novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 novembre 1971.

Tableau d'amortissement — \$1,800,000 — 20 ans

Année	Capital
15 novembre 1972	\$ 62,000
15 novembre 1973	68,000
15 novembre 1974	74,000

term bonds for an amount greater than \$63,000 and the said surplus only shall be redeemable by anticipation, at par, on November 15 of each year, for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Catholic School Commission of Pointe-aux-Trembles agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after November 15, 1971, without authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds shall be issued pursuant to the by-law of April 19, 1971 — \$1,250,000 — construction of Daniel Johnson School and capital expenditure.

Tenders shall be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Wednesday, October 27, 1971, at 8:00 o'clock p.m., at the School Commission Office, 14206 Notre-Dame Street East, Pointe-aux-Trembles, Bourget County, P.Q.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Pointe-aux-Trembles (County of Bourget, September 29, 1971.

ANDRÉ DUMONT, C.A.,

Secretary-Treasurer.

Office of the School Commission 14206 Notre-Dame E.

Pointe-aux-Trembles, (County of Bourget), P.Q.

Telephone: 642-7468, code 514. 42398

City of Montreal North

County of Bourassa

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for Bonds" shall be received by the undersigned Mrs. Aline Ouimet, City Clerk, until 5:00 o'clock p.m., at the City Hall, 4242 City Hall Square, Montreal North, Bourassa County, P.Q., and thereafter, until 8:00 o'clock p.m., at the Council Hall, 11211 Hébert Street, Montreal North, Bourassa County, P.Q., on Tuesday, October 26, 1971, for the purchase of a bond issue of \$1,800,000 for the City of Montreal North, County of Bourassa, dated November 15, 1971, and redeemable serially from November 15, 1972 to November 15, 1991 inclusive, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable half-yearly on May 15 and November 15 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from November 15, 1971.

Redemption table — \$1,800,000 — 20 years

Year	Capital
November 15, 1972	\$ 62,000
November 15, 1973	68,000
November 15, 1974	74,000

15 novembre 1975	\$ 79,000	November 15, 1975	\$ 79,000
15 novembre 1976	86,000	November 15, 1976	86,000
15 novembre 1977	94,000	November 15, 1977	94,000
15 novembre 1978	101,000	November 15, 1978	101,000
15 novembre 1979	109,000	November 15, 1979	109,000
15 novembre 1980	119,000	November 15, 1980	119,000
15 novembre 1981	129,000	November 15, 1981	129,000
15 novembre 1982	60,000	November 15, 1982	60,000
15 novembre 1983	64,000	November 15, 1983	64,000
15 novembre 1985	69,000	November 15, 1984	69,000
15 novembre 1985	76,000	November 15, 1985	76,000
15 novembre 1986	82,000	November 15, 1986	82,000
15 novembre 1987	89,000	November 15, 1987	89,000
15 novembre 1988	96,000	November 15, 1988	96,000
15 novembre 1989	105,000	November 15, 1989	105,000
15 novembre 1990	114,000	November 15, 1990	114,000
15 novembre 1991	124,000	November 15, 1991	124,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$124,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 novembre 1991.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montréal-Nord.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$124,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 15 novembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La cité de Montréal-Nord s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$124,000 and if greater than the latter amount, the said surplus must comprise only one or several complete annual amortizations, taking into account the tables of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption excluding the maturity of November 15, 1991.

However, tenders shall be sent for only one of the above methods of issue, and shall comprise only one of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Montreal North.

Capital and interest shall be payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$124,000, and the said surplus only shall be redeemable by anticipation, at par, on November 15 of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender shall be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The City of Montreal North agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty

les soixante jours à compter du 15 novembre 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 928 — \$12,800 — pavages et trottoirs; 938 — \$30,000 — feux de circulation; 975 — \$20,000 — pavages et trottoirs; 977 — \$15,000 — pavages, trottoirs et éclairage; 1030 — \$150,000 — chalets de parcs; 1035 — \$59,700 — pavages, trottoirs; 1036 — \$127,000 — pavages et trottoirs; 1037 — \$83,000 — éclairage de rues; 1048 — \$50,000 — pompe à incendie; 1049 — \$85,600 — aqueduc, égouts; 1051 — \$43,000 — réfection de rues; 1057 — \$61,000 — abords de l'aréna H. Bourassa; 1061 — \$35,000 — pavages et trottoirs; 1066 — \$155,000 — aqueduc, égouts; 1077 — \$65,000 — aqueduc, égouts; 1082 — \$135,000 — machinerie; 1083 — \$392,400 — pavages et trottoirs; 1087 — \$25,000 — réfection de puisards; 1096 — \$135,000 — expropriation de terrains; 1100 — \$50,700 — gazonnement de parcs; 1101 — \$69,800 — installation électrique dans les parcs.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mardi, le 26 octobre 1971, à 8 heures du soir, Salle du conseil, 11211, rue Hébert, Montréal-Nord, comté de Bourassa, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Montréal-Nord (Comté de Bourassa), ce 1er octobre 1971.

Le greffier,

Mme ALINE OUMMET.

Hôtel de ville, 4242, Place de l'Hôtel de ville,

Montréal-Nord (Bourassa), P.Q.

Téléphone: 322-6271, code 514.

42432-0

Ville de Beauceville

Comté de Beauce

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Armand Quirion, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 237, avenue Lambert, Ville de Beauceville, comté de Beauce, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 27 octobre 1971, pour l'achat de \$89,500 d'obligations de la ville de Beauceville, comté de Beauce, datées du 15 novembre 1971 et remboursables en série du 15 novembre 1972 au 15 novembre 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 15 mai et 15 novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 novembre 1971.

Tableau d'amortissement — \$89,500 — 20 ans	
Année	Capital
15 novembre 1972	\$ 1,500
15 novembre 1973	1,500

days upon, from and after November 15, 1971, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds shall be issued pursuant to the following by-laws: 928 — \$12,800 — paving and sidewalks; 938 — \$30,000 — traffic lights; 975 — \$20,000 — paving and sidewalks; 977 — \$15,000 — paving, sidewalks and lighting; 1030 — \$150,000 — public chalets in parks; 1035 — \$59,700 — paving, sidewalks; 1036 — \$127,000 — paving and sidewalks; 1037 — \$83,000 — street lighting; 1048 — \$50,000 — fixe-station pump; 1049 — \$85,600 — aqueduct, sewers; 1051 — \$43,000 — street repairs; 1057 — \$61,000 — approaches to the H. Bourassa Arena; 1061 — \$35,000 — paving and sidewalks; 1066 — \$155,000 — aqueduct, sewers; 1077 — \$65,000 — aqueduct, sewers; 1082 — \$135,000 — machinery — 1083 — \$392,400 — paving and sidewalks; 1087 — \$25,000 — drainage repairs; 1096 — \$135,000 — land expropriation; 1100 — \$50,700 — park lawn — 1101 — \$69,800 — electrical installations in parks.

Tenders shall be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, October 26, 1971, at 8:00 o'clock p.m., in the Council Room, 11211 Hébert Street, Montreal North, Bourassa County, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Montreal North (Bourassa County), October 1, 1971.

Mrs. ALINE OUMMET,

City Clerk.

City Hall, 4242 City Hall Square,

Montreal North (Bourassa), P.Q.

Telephone: 322-6271, code 514.

42432

Town of Beauceville

County of Beauce

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Armand Quirion, Secretary-Treasurer, at the Town Hall, 237 Lambert Avenue, Town of Beauceville, county of Beauce, P.Q., until 8:00 o'clock, p.m., on Wednesday, October 27, 1971, for the purchase of a bond issue of \$89,500 for the Town of Beauceville, county of Beauce, dated November 15, 1971 and redeemable serially from November 15, 1972 to November 15, 1991 inclusive, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on May 15th and November 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown on the redemption tables in this notice.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from November 15, 1971.

Redemption table — \$89,500 — 20 Years	
Year	Capital
November 15, 1972	\$ 1,500
November 15, 1973	1,500

15 novembre 1974.....	\$ 1,500
15 novembre 1975.....	1,500
15 novembre 1976.....	1,500
15 novembre 1977.....	2,000
15 novembre 1978.....	2,000
15 novembre 1979.....	2,500
15 novembre 1980.....	2,500
15 novembre 1981.....	2,500
15 novembre 1982.....	3,000
15 novembre 1983.....	3,000
15 novembre 1984.....	3,500
15 novembre 1985.....	3,500
15 novembre 1986.....	4,000
15 novembre 1987.....	4,000
15 novembre 1988.....	4,500
15 novembre 1989.....	5,000
15 novembre 1990.....	5,000
15 novembre 1991.....	35,000

November 15, 1974.....	\$ 1,500
November 15, 1975.....	1,500
November 15, 1976.....	1,500
November 15, 1977.....	2,000
November 15, 1978.....	2,000
November 15, 1979.....	2,500
November 15, 1980.....	2,500
November 15, 1981.....	2,500
November 15, 1982.....	3,000
November 15, 1983.....	3,000
November 15, 1984.....	3,500
November 15, 1985.....	3,500
November 15, 1986.....	4,000
November 15, 1987.....	4,000
November 15, 1988.....	4,500
November 15, 1989.....	5,000
November 15, 1990.....	5,000
November 15, 1991.....	35,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

- 1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.
- 2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.
- 3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.
- 4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$1,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 novembre 2001 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 15 novembre 1991 au montant de \$35,000 comprend un solde de \$29,500 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

<i>Année</i>	<i>Capital</i>
15 novembre 1992.....	\$2,000
15 novembre 1993.....	2,000
15 novembre 1994.....	2,500
15 novembre 1995.....	2,500
15 novembre 1996.....	2,500
15 novembre 1997.....	3,000
15 novembre 1998.....	3,500
15 novembre 1999.....	3,500
15 novembre 2000.....	4,000
15 novembre 2001.....	4,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Beauceville.

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.
2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.
3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.
4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$4,000, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual amortizations taking into account the tables of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of November 15, 2001 of the renewable part hereinafter indicated.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The maturity of November 15, 1991 in the amount of \$35,000 includes a balance of \$29,500 renewable for an additional 10-year period, and maturing as follows:

<i>Year</i>	<i>Capital</i>
November 15, 1992.....	\$2,000
November 15, 1993.....	2,000
November 15, 1994.....	2,500
November 15, 1995.....	2,500
November 15, 1996.....	2,500
November 15, 1997.....	3,000
November 15, 1998.....	3,500
November 15, 1999.....	3,500
November 15, 2000.....	4,000
November 15, 2001.....	4,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Beauceville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$35,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 15 novembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de Beauceville s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 novembre 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu règlements suivants: 374 — \$26,100 — aqueduc, égouts; 378 — \$21,600 — aqueduc, égouts; 387 — \$10,000 — aqueduc, égouts; 389 — \$10,000 — aqueduc, égouts; 392 — \$21,800 — aqueduc, égouts.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mercredi, le 27 octobre 1971, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 237, avenue Lambert, Ville de Beauceville, comté de Beauce, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Beauceville (Comté de Beauce), ce 30 septembre 1971.

Le secrétaire-trésorier,
ARMAND QUIRION.

Hôtel de ville, 237, avenue Lambert,
Ville de Beauceville, (Beauce), P.Q.
Téléphone: 227-6365, code 418. 42430-0

Ville de Châteauguay
Comté de Châteauguay

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jacques Rivard, greffier, Hôtel de Ville, 5, rue Hôtel de Ville, Châteauguay, comté de Châteauguay, P.Q., jusqu'à 8.30 heures du soir, mardi, le 26 octobre 1971, pour l'achat de \$763,500 d'obligations de la ville de Châteauguay, comté de Châteauguay, datées du 1er novembre 1971 et remboursables en série du 1er novembre 1972 au 1er novembre 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1971.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$35,000 and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on November 15th of each year, for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Town of Beauceville agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after November 15, 1971, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 374 — \$26,100 — aqueduct, sewers; 378 — \$21,600 — aqueduct, sewers; 387 — \$10,000 — aqueduct, sewers; 389 — \$10,000 — aqueduct, sewers; 392 — \$21,800 — aqueduct, sewers.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, October 27, 1971, at 8:00 o'clock, p.m., at the Town Hall, 237 Lambert Avenue, Town of Beauceville, county of Beauce, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Beauceville (County of Beauce), September 30, 1971.

ARMAND QUIRION,
Secretary-Treasurer,

Town Hall, 237 Lambert Avenue,
Town of Beauceville, (Beauce), P.Q.,
Telephone: 227-6365, code 418. 42430

Town of Châteauguay
County of Châteauguay

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" shall be received by the undersigned Jacques Rivard, Town Clerk, Town Hall, 5 Town Hall Street, Châteauguay, Châteauguay County, P.Q., until 8:30 o'clock p.m., on Tuesday, October 26, 1971, for the purchase of a bond issue of \$763,500 for the town of Châteauguay, county of Châteauguay, P.Q., dated November 1, 1971 and redeemable serially from November 1, 1972 to November 1, 1991 inclusive, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable half-yearly on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from November 1, 1971.

Tableau d'amortissement — \$763,500 — 20 ans

Année	Capital
1er novembre 1972	\$ 20,000
1er novembre 1973	21,500
1er novembre 1974	24,000
1er novembre 1975	24,500
1er novembre 1976	26,000
1er novembre 1977	28,500
1er novembre 1978	28,500
1er novembre 1979	32,500
1er novembre 1980	35,000
1er novembre 1981	36,000
1er novembre 1982	30,000
1er novembre 1983	31,000
1er novembre 1984	35,000
1er novembre 1985	37,000
1er novembre 1986	38,500
1er novembre 1987	36,000
1er novembre 1988	36,500
1er novembre 1989	40,000
1er novembre 1990	43,000
1er novembre 1991	160,000

Redemption table — \$763,500 — 20 years

Year	Capital
November 1, 1972	\$ 20,000
November 1, 1973	21,500
November 1, 1974	24,000
November 1, 1975	24,500
November 1, 1976	26,000
November 1, 1977	28,500
November 1, 1978	28,500
November 1, 1979	32,500
November 1, 1980	35,000
November 1, 1981	36,000
November 1, 1982	30,000
November 1, 1983	31,000
November 1, 1984	35,000
November 1, 1985	37,000
November 1, 1986	38,500
November 1, 1987	36,000
November 1, 1988	36,500
November 1, 1989	40,000
November 1, 1990	43,000
November 1, 1991	160,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

- 1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.
- 2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.
- 3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.
- 4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$25,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er novembre 1996 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sus-définis dans le cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er novembre 1991 au montant de \$160,000 comprend un solde de \$115,000 renouvelable pour une période additionnelle de 5 ans, et échéant comme suit:

Année	Capital
1er novembre 1992	\$21,500
1er novembre 1993	22,500
1er novembre 1994	22,500
1er novembre 1995	23,500
1er novembre 1996	25,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Châteauguay-Centre.

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.
2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.
3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.
4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$25,000, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of November 1, 1996 of the renewable part hereinafter indicated.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The maturity of November 1, 1991, in the amount of \$160,000 includes a balance of \$115,000 renewable for an additional 5-year period, maturing as follows:

Year	Capital
November 1, 1992	\$21,500
November 1, 1993	22,500
November 1, 1994	22,500
November 1, 1995	23,500
November 1, 1996	25,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Châteauguay Centre.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$160,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 1^{er} novembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un cheque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de Châteauguay s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1^{er} novembre 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 111 — \$381,500 — renouvellement d'emprunt; C-60 — \$55,000 — augmentation du fonds de roulement; C-61 — \$28,300 — aqueduc, égouts; C-67 — \$241,900 — aqueduc, égouts, voirie; C-68 — \$19,800 — voirie; C-74 — \$37,000 — aqueduc, égouts.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mardi, le 26 octobre 1971, à 8.30 heures du soir, Hôtel de Ville, 5, rue Hôtel de Ville, Châteauguay, comté de Châteauguay, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Châteauguay (Comté de Châteauguay), ce 30 septembre 1971.

Le greffier,
JACQUES RIVARD.

Hôtel de Ville, 5, rue Hôtel de Ville,
Châteauguay, (Châteauguay), P.Q.
Téléphone: 692-6767, code 514. 42431-0

Les Commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Jean

Comté de Saint-Jean

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jacques Dussault, secrétaire-trésorier, Centre administratif, 240, rue Frontenac, Saint-Jean, comté de Saint-Jean, P.Q., jusqu'à 7.30 heures du soir, lundi, le 25 octobre 1971, pour l'achat de \$145,000 d'obligations pour les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Jean, comté de Saint-Jean, datées du 15 novembre 1971 et remboursables en série du 15 novembre 1972 au 15 novembre 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 15 mai et 15 novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$160,000 and the said surplus only shall be redeemable by anticipation, at par, on November 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender shall be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The town of Châteauguay agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after November 1, 1971 without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds shall be issued pursuant to the following by-laws: 111 — \$381,500 — loan renewal; C-60 — \$55,000 — increase in working capital; C-61 — \$28,300 — aqueduct, sewers; C-67 — \$241,900 — aqueduct, sewers, roads; C-68 — \$19,800 — roads; C-74 — \$37,000 — aqueduct, sewers.

Tenders shall be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, October 26, 1971, at 8:30 o'clock in the evening, at the Town Hall, 5 Town Hall Square, Châteauguay, Châteauguay County, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Châteauguay (Châteauguay County), September 30, 1971.

JACQUES RIVARD,
Town Clerk.

Town Hall, 5 Town Hall Square,
Châteauguay, (Châteauguay), P.Q.
Téléphone: 692-6767, code 514. 42431

The School Commissioners of the Municipality of St. John's

County of St. John's

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Jacques Dussault, Secretary-Treasurer, at the Administrative Centre, 240 Frontenac Street, St. John's, county of St. John's, P.Q., until 7:30 o'clock, p.m., on Monday, October 25, 1971, for the purchase of a bond issue of \$145,000 for the school commissioners of the municipality of St. John's, county of St. John's, dated November 15, 1971 and redeemable serially from November 15, 1972 to November 15, 1981 inclusive, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on May 15th and November 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must

différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 novembre 1971.

cover one or several complete annual redemptions, as shown on the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from November 15, 1971.

Tableau d'amortissement — \$145,000 — 10 ans
Année Capital

15 novembre 1972	x \$46,500
15 novembre 1973	x 50,500
15 novembre 1974	4,500
15 novembre 1975	5,000
15 novembre 1976	5,500
15 novembre 1977	6,000
15 novembre 1978	6,000
15 novembre 1979	6,500
15 novembre 1980	7,000
15 novembre 1981	7,500

Redemption table — \$145,000 — 10 years
Year Capital

November 15, 1972	x \$46,500
November 15, 1973	x 50,500
November 15, 1974	4,500
November 15, 1975	5,000
November 15, 1976	5,500
November 15, 1977	6,000
November 15, 1978	6,000
November 15, 1979	6,500
November 15, 1980	7,000
November 15, 1981	7,500

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'une subvention de \$100,000, accordée par le gouvernement provincial et payable en 2 versements de \$50,000 de 1972 à 1973 inclusivement, seront appliqués au service de cet emprunt. Les versements effectués à même cette subvention seront déposés durant les années précitées entre les mains du ministre des Finances en vue de compléter les sommes nécessaires pour acquitter en totalité le service de la dette sur cette émission conformément aux dispositions du Bill 64.

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Jean, se prévalant de l'article 1 de la Loi modifiant la Loi des subventions aux commissions scolaires (Chapitre 63 des Lois de 1968) (Bill 64), demanderont au ministre de l'Éducation d'effectuer à même les subventions à être versées par lui annuellement à ladite corporation scolaire (y compris celles indiquées ci-haut), le dépôt en fidéicommis, entre les mains du ministre des Finances, des sommes suffisantes pour acquitter en totalité le principal et les intérêts de la présente émission d'obligations et de tout renouvellement d'icelle si requis.

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Saint-Jean.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Jean s'engagent à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante

The years marked with the letter "x" indicate those years during which the annual instalments of a grant of \$100,000, awarded by the Provincial Government and payable in 2 instalments of \$50,000 from 1972 to 1973 inclusive, shall be applied to the service of this loan. The instalments paid on such grants shall be deposited during the aforesaid years with the Minister of Finance for the purpose of completing the sums required to pay off the aggregate amount of the service of the debt on this issue, in conformity with the provisions of Bill 64.

The school commissioners of the municipality of St. John's, in conformity with section 1 of the Act to amend the School Boards Grants Act (Chapter 63 of the Statutes of 1968) (Bill 64), shall request the Minister of Education to deposit in trust with the Minister of Finance, from the grants to be awarded annually by the Minister of Education to the said school corporation (including that indicated above) the sums sufficient to pay off the principal and interest of this issue and any renewal thereof, if required.

It is to be noted that the tenders are called for bonds redeemable as per the above table only, and that offers which might be made for short-term bonds will not be considered. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St. John's.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The school commissioners of the municipality of St. John's agree not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from

jours à compter du 15 novembre 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu de la résolution du 29 juin 1971 — \$145,000 — agrandissement et aménagement de l'école Saint-Eugène.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue, lundi, le 25 octobre 1971, à 7.30 heures du soir, Centre administratif, 240, rue Frontenac, Saint-Jean, comté de Saint-Jean, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Saint-Jean (Comté de Saint-Jean), ce 1er octobre 1971.

Le secrétaire-trésorier,
JACQUES DUSSAULT.

Centre administratif, 240, rue Frontenac,
Saint-Jean (Comté de Saint-Jean), P.Q.
Téléphone: 346-4427, code 514. 42434-o

Paroisse de St-Eustache
Comté des Deux-Montagnes

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Guy Prud'homme, secrétaire-trésorier, jusqu'à 5 heures de l'après-midi, Bureau de la corporation, 149, rue Saint-Eustache, Saint-Eustache, comté de Deux-Montagnes, P.Q., et par après de 7.30 heures à 8 heures du soir, Salle paroissiale de Saint-Eustache, rue Saint-Louis, Saint-Eustache, comté de Deux-Montagnes, P.Q., mardi, le 26 octobre 1971, pour l'achat de \$410,000 d'obligations de la paroisse de Saint-Eustache, comté de Deux-Montagnes, datées du 15 novembre 1971 et remboursables en série du 15 novembre 1972 au 15 novembre 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 15 mai et 15 novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 novembre 1971.

Tableau d'amortissement -- \$410,000 — 20 ans

<i>Année</i>	<i>Capital</i>
15 novembre 1972	\$ 1,000
15 novembre 1973	1,000
15 novembre 1974	1,000
15 novembre 1975	1,500
15 novembre 1976	1,500
15 novembre 1977	1,500
15 novembre 1978	1,500
15 novembre 1979	2,000
15 novembre 1980	2,000
15 novembre 1981	2,500
15 novembre 1982	3,000
15 novembre 1983	3,000

and after November 15, 1971, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the resolution of: June 29, 1971 — \$145,000 — enlargement and planning of St. Eugène School.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, October 25, 1971, at 7:30 o'clock p.m., at the Administrative Centre, 240 Frontenac Street, St. John's, county of St. John's, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St. John's (County of St. John's), October 1, 1971.

JACQUES DUSSAULT,
Secretary-Treasurer.

Administrative Centre, 240 Frontenac Street,
St. John's (County of St. John's), P.Q.
Telephone: 346-4427, code 514. 42434

Parish of St. Eustache
County of Two-Mountains

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Guy Prud'homme, Secretary-Treasurer, until 5:00 o'clock p.m., at the Office of the Corporation, 149 St-Eustache Street, Saint-Eustache, county of Two-Mountains, P.Q., and thereafter, from 7:30 to 8:00 o'clock p.m., at the Parish Hall of St-Eustache, St. Louis Street, Saint Eustache, county of Two-Mountains, on Tuesday, October 26, 1971, for the purchase of a bond issue of \$410,000 for the parish of Saint-Eustache, county of Two-Mountains, dated November 15, 1971 and redeemable serially from November 15, 1972 to November 15, 1991 inclusive, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on May 15 and November 15 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown on the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from November 15, 1971.

Redemption table — \$410,000 — 20 years

<i>Year</i>	<i>Capital</i>
November 15, 1972	\$ 1,000
November 15, 1973	1,000
November 15, 1974	1,000
November 15, 1975	1,500
November 15, 1976	1,500
November 15, 1977	1,500
November 15, 1978	1,500
November 15, 1979	2,000
November 15, 1980	2,000
November 15, 1981	2,500
November 15, 1982	3,000
November 15, 1983	3,000

15 novembre 1984	\$ 3,500
15 novembre 1985	3,500
15 novembre 1986	4,000
15 novembre 1987	4,500
15 novembre 1988	4,500
15 novembre 1989	5,000
15 novembre 1990	6,000
15 novembre 1991	357,500

November 15, 1984	\$ 3,500
November 15, 1985	3,500
November 15, 1986	4,000
November 15, 1987	4,500
November 15, 1988	4,500
November 15, 1989	5,000
November 15, 1990	6,000
November 15, 1991	357,500

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

- 1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.
- 2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.
- 3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.
- 4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$35,500 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 novembre 2011 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 15 novembre 1991 au montant de \$357,500 comprend un solde de \$351,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

Année	Capital
15 novembre 1992	\$ 6,500
15 novembre 1993	7,500
15 novembre 1994	8,000
15 novembre 1995	9,000
15 novembre 1996	10,000
15 novembre 1997	10,500
15 novembre 1998	11,500
15 novembre 1999	12,000
15 novembre 2000	13,500
15 novembre 2001	15,000
15 novembre 2002	16,000
15 novembre 2003	17,500
15 novembre 2004	19,000
15 novembre 2005	21,000
15 novembre 2006	23,000
15 novembre 2007	25,000
15 novembre 2008	27,500
15 novembre 2009	30,000
15 novembre 2010	33,000
15 novembre 2011	35,500

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Saint-Eustache.

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.
2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.
3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.
4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$35,500, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of November 15, 2011 of the renewable part hereinafter mentioned.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The maturity of November 15, 1991 in the amount of \$357,500 includes a balance of \$351,000 renewable for an additional 20-year period and maturing as follows:

Year	Capital
November 15, 1992	\$ 6,500
November 15, 1993	7,500
November 15, 1994	8,000
November 15, 1995	9,000
November 15, 1996	10,000
November 15, 1997	10,500
November 15, 1998	11,500
November 15, 1999	12,000
November 15, 2000	13,500
November 15, 2001	15,000
November 15, 2002	16,000
November 15, 2003	17,500
November 15, 2004	19,000
November 15, 2005	21,000
November 15, 2006	23,000
November 15, 2007	25,000
November 15, 2008	27,500
November 15, 2009	30,000
November 15, 2010	33,000
November 15, 2011	35,500

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Saint Eustache.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$357,500 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 15 novembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La paroisse de Saint-Eustache s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 novembre 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 322 — \$20,000 — aqueduc, égouts; 377 — \$200,000 — aqueduc, égouts, voirie; 379 — \$83,000 — aqueduc, égouts; 380 (385) — \$107,000 — aqueduc, égouts, voirie.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mardi, le 26 octobre 1971, de 7.30 heures à 8 heures du soir, Salle paroissiale de Saint-Eustache, rue St-Louis, Saint-Eustache, comté de Deux-Montagnes, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Saint-Eustache (Comté de Deux-Montagnes), ce 1er octobre 1971.

Le secrétaire-trésorier,
GUY PRUD'HOMME.

Bureau de la corporation,
149, rue Saint-Eustache, Saint-Eustache,
Comté de Deux-Montagnes, P.Q.
Téléphone: 473-2452, code 514. 42433-0

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$357,500, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on November 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The parish of Saint Eustache agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after November 15, 1971, without a written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 322 — \$20,000 — aqueduct, sewers; 377 — \$200,000 — aqueduct, sewers, roads; 379 — \$83,000 — aqueduct, sewers; 380 (385) — \$107,000 — aqueduct, sewers, roads.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, October 26, 1971, from 7:30 o'clock to 8:00 o'clock p.m., at the Parish Hall of Saint-Eustache, Saint-Louis Street, Saint-Eustache, county of Two-Mountains, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Saint-Eustache (County of Two-Mountains), October 1, 1971.

GUY PRUD'HOMME,
Secretary-Treasurer.

Office of the Corporation,
149 Saint-Eustache Street,
Saint-Eustache, county of Two-Mountains,
Telephone: 473-2452, code 514. 42433

Ministère des Affaires municipales

Department of Municipal Affairs

Ville de Bromont

Town of Bromont

Avis est donné que, par l'arrêté en conseil No 3270 du 22 septembre 1971 et conformément à l'article 34 de la Loi des cités et villes (S.R.Q. 1964, chapitre 193), il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement No 96 du conseil municipal de la ville de Bromont, modifié par les résolutions des 2 février et 13 juillet 1971 dudit conseil, et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire mentionné audit règlement et décrit ci-dessous est détaché de la municipalité d'Adamsville, comté de Brome, et annexé à la ville de Bromont; ce territoire est le suivant:

Un territoire faisant actuellement partie de la municipalité d'Adamsville, comté municipal de Brome, comprenant en référence au cadastre de la partie est du canton de Farnham, les lots ou parties de lots et leurs

Notice is given that, by Order in Council No. 3270 of September 22, 1971, and pursuant to section 43 of the Cities and Towns Act (R.S.Q. 1964, chapter 193), the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to approve Regulation No. 96 of the Municipal Council of the Town of Bromont, amended by the resolutions of February 2 and July 13, 1971 of the said Council, and to decree that, upon, from and after the date of publication of this notice the territory mentioned in the said Regulation and described hereinafter shall be detached from the municipality of Adamsville, Brome County, and annexed to the town of Brome; this territory is as follows:

A territory presently forming part of the municipality of Adamsville, municipal county of Brome, comprising, with reference to the cadastre for the eastern part of the township of Farnham, the lots or parts of

subdivisions présentes et futures ainsi que les chemins, emprise de chemin de fer, cours d'eau ou parties d'iceux, le tout renfermé dans les limites ci-après décrites, à savoir: partant du sommet de l'angle sud-ouest du lot 507; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: la ligne sud des lots 507, 508, 513, 516, 518 et 519, cette ligne se prolongeant à travers les chemins et cours d'eau qu'elle rencontre; la ligne est des lots 519, 520, 521 et 522; la ligne nord du lot 522; partie de la ligne ouest dudit lot jusqu'à la ligne nord du lot 525; la ligne nord des lots 525, 527 et 528; les côtés est et sud-est d'un chemin public jusqu'au prolongement à travers cedit chemin de la ligne nord du lot 514; ledit prolongement; une ligne brisée limitant au nord les lots 511, 510 et 506 et à l'ouest les lots 506 et 507 jusqu'au point de départ, cette ligne se prolongeant à travers l'emprise d'un chemin de fer (lot 690) ainsi que les chemins et cours d'eau qu'elle rencontre; lesquelles limites définissent le territoire détaché de la municipalité d'Adamsville, comté municipal de Brome, et annexé à la ville de Bromont.

42435-o *Le sous-ministre des Affaires municipales,*
RICHARD BEAULIEU.

lots and their present and future subdivisions together with the roads, railroad territory, water-courses and parts thereof, the whole within the limits hereinafter described, to wit: starting from the vertex of the southwest corner of lot 507; from there, in order, the following lines and boundaries: the south line of lots 507, 508, 513, 516, 518 and 519, this line extending across the roads and water-courses that it meets; the east line of lots 519, 520, 521 and 522; the north line of lot 522; part of the west line of the said lot up to the north line of lot 525; the north line of lots 525, 527 and 528; the east and southeast sides of a public road up to the extension across the said road of the north line of lot 514; the said extension; a broken line bounding lots 511, 510 and 506 on the north and lots 506 and 507 on the west up to the starting point, this line extending across the railroad territory (lot 690) together with the roads and water-courses that it meets; which boundaries define the territory detached from the municipality of Adamsville, in the municipal county of Brome, and annexed to the town of Bromont.

42435 *RICHARD BEAULIEU,*
Deputy Minister of Municipal Affairs.

Ministère de la Voirie

Department of Roads

Avis concernant la réglementation relative à la pesantur de véhicules automobiles circulant sur les chemins publics en période de dégel ou de pluie.

Le ministre de la Voirie en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par la clause « Interdiction en période de dégel ou de pluie » de l'arrêté en conseil 3142 du 14 septembre 1971 déclare:

« Pendant la période de dégel ou de pluie, sujets aux restrictions imposées par l'autorité compétente quant à la résistance des ponts, des viaducs, des voies élevées et autres ouvrages d'art du même genre et en conformité avec les dispositions intitulées « bandage de roues » apparaissant à l'arrêté en conseil 3142 du 14 septembre 1971, les véhicules automobiles circulant sur tout chemin public au Québec sont soumis aux prescriptions suivantes:

I. La charge maximum totale transmise au sol par tout essieu simple ne doit pas excéder dix-huit mille (18,000) livres.

II. La charge maximum totale transmise au sol par un essieu en tandem ne doit pas excéder trente-deux mille (32,000) livres.

III. La charge totale transmise au sol par un essieu avant de tout véhicule automobile ne doit pas excéder dix mille (10,000) livres. Cependant, dans le cas d'un véhicule automobile sans semi-remorque, cette charge maximum pourra être portée à seize mille (16,000) livres.

IV. Le poids maximum total en charge pour tout type de véhicule automobile est établi par la somme des charges axiales maxima décrites aux paragraphes I, II et III du présent avis.

Cependant, le poids maximum total en charge pour chaque véhicule ou ensemble de véhicules ne devra

Notice concerning the regulation pertaining to the weight of automobile vehicles operating on public highways during thawing-out or rainy periods.

By virtue of the powers conferred upon him by the clause entitled "Interdiction during thawing-out or rainy periods" in Order in Council number 3142, dated September 14, 1971, declares that:

"During periods of thaw or heavy rain, subject to the restrictions imposed by the competent authority with regard to the load capacity of bridges, overpasses, elevated highways and other constructive works of the same type, and according to the provisions entitled "Tires", appearing in Order in Council number 3142, dated September 14, 1971, motor vehicles operating on any public highway in Québec shall comply with the following provisions:

I. The maximum single-axle load shall not exceed eighteen thousand (18,000) pounds.

II. The maximum tandem-axle load shall not exceed thirty-two thousand (32,000) pounds.

III. The maximum load of a front axle of a motor vehicle shall not exceed ten thousand (10,000) pounds. However, in the case of a motor vehicle without semi-trailer, this maximum load may be raised to sixteen thousand (16,000) pounds.

IV. The maximum laden weight of any type of motor vehicle shall be equal to the sum of the maximum axle-loads described in paragraphs I, II and III of this notice.

However, the maximum laden weight of any vehicle or combination of vehicles must never exceed that

jamais excéder celui fixé par l'arrêté en conseil 3142 du 14 septembre 1971 pour lesdits véhicules ou ensembles de véhicules ».

Le poids total en charge et la charge maximum par essieu de tout véhicule automobile et de tout ensemble de véhicules automobile autorisé en vertu d'un permis spécial (permis d'essai) émis par le ministre des Transports sont soumis aux mêmes conditions que celles-ci avant énumérés.

Québec, le 24 septembre 1971.

Le ministre de la Voirie,
BERNARD PINARD, C.R.

42328-o

established by Order in Council number 3142 of September 14, 1971, for the said vehicles or combination of vehicles".

The maximum laden weight and the maximum axle-load of a motor vehicle and of any combination of motor vehicles authorized by a special permit (trial permit) issued by the Minister of Transport shall be subject to the same conditions as those listed above.

Québec, September 24, 1971.

BERNARD PINARD, Q.C.,
Minister of Roads.

42328

Proclamations

(Erratum)

Au sujet de la proclamation concernant la mise en vigueur de subdivisions au cadastre d'une partie des paroisses de Ste-Dorothée, St-Martin, Ste-Rose, St-Vincent-de-Paul et du village de Ste-Rose, publiée dans le numéro 38 de la *Gazette officielle du Québec* du 18 septembre 1971, il faut corriger les erreurs typographiques qui se sont glissées aux pages 6976 et 6979. À la page 6976, dans la description concernant la paroisse de Saint-Martin, à la quatorzième ligne changer 656-40-2 pour 656-50-2. À la même page, dans la description concernant la paroisse de Sainte-Rose, septième ligne du bas, changer le premier numéro se lisant 174-415-2, pour lire 174-415-1. À la page 6979, au premier mot de la deuxième ligne de la version française nous aurions dû lire: « l'original » au lieu de: « l'origine ».

42027-x

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE le conseil municipal de la paroisse de Saint-Joseph-du-Lac, comté des Deux-Montagnes, a soumis pour approbation, son règlement numéro 34 modifié par une résolution en date du 19 août 1971, à l'effet de soumettre le territoire de cette municipalité à la juridiction de la Cour municipale de la cité des Deux-Montagnes;

ATTENDU QUE le conseil municipal de la cité des Deux-Montagnes, par son règlement numéro T-209 modifié par une résolution en date du 12 août 1971, a concouru dans la teneur dudit règlement adopté par le conseil municipal de la paroisse de Saint-Joseph-du-Lac;

Proclamations

(Erratum)

The proclamation concerning the coming into force of the subdivisions of the cadastre of a part of the parishes of St. Dorothée, St. Martin, St. Rose, St. Vincent de Paul and the Village of St. Rose, published in number 38 of the *Québec Official Gazette*, dated September 18, 1971, the typographical errors on page 6976 must be corrected. In the description concerning the Parish of St. Martin, in the fourteenth line, change 656-40-2 to 656-50-2. On the same page, in the description concerning the Parish of St. Rose, seventh line from the bottom, change the first number reading 174-415-2, to 174-415-1.

42027-x

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS the municipal council of the parish of St. Joseph-du-Lac, county of Deux-Montagnes, submitted for approval its by-law number 34, amended by a resolution dated August 19, 1971, for the purpose of submitting the territory of the said municipality to the jurisdiction of the Municipal Court of the city of Deux-Montagnes;

WHEREAS the municipal council of the city of Deux-Montagnes, by its by-law number T-209 amended by a resolution dated August 12, 1971, agreed to the tenor of the said by-law adopted by the municipal council of the parish of St. Joseph-du-Lac;

ATTENDU QUE sous l'autorité de l'article 7 de la Loi des Cours municipales (Statuts refondus, 1964, chapitre 24), le lieutenant-gouverneur en conseil a donné son approbation à ces règlements.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 3098, en date du 8 septembre 1971, et vu les dispositions des articles 693 à 697 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), et des articles 3 à 7 de la Loi des Cours municipales (Statuts refondus, 1964, chapitre 24), Nous avons décrété et ordonné qu'à compter de trente et un (31) jours après la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, le territoire de la paroisse de Saint-Joseph-du-Lac, comté des Deux-Montagnes, sera soumis à la juridiction de la Cour municipale établie dans la cité des Deux-Montagnes.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce huitième jour de septembre en l'année mil neuf cent soixante et onze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingtième année.

Par ordre,

LUCIEN DARVEAU,
Sous-procureur général.
42330-0

Libro: 500
Folio: 130

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE la Loi favorisant le développement industriel au moyen d'avantages fiscaux (Bill 21), a été sanctionnée le 8 avril 1971;

ATTENDU qu'en vertu de l'article 4 de ce bill, cette loi doit entrer en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU qu'il y a lieu que cette entrée en vigueur soit fixée au 23 septembre 1971.

WHEREAS under section 7 of the Municipal Courts Act (Revised Statutes, 1964, chapter 24), the Lieutenant-Governor in Council has granted his approval to the said by-laws.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 3098, dated September 8, 1971, and pursuant to the provisions of sections 693 to 697 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193), and sections 3 to 7 of the Municipal Courts Act (Revised Statutes, 1964, chapter 24), We have decreed and ordered that from and after thirty-one (31) days following upon the date of publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette*, the territory of the parish of St. Joseph-du-Lac, county of Deux-Montagnes, shall be subject to the jurisdiction of the Municipal Court established in the city of Deux-Montagnes.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this eighth day of September in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-one and in the twentieth year of Our Reign.

By command,

LUCIEN DARVEAU,
Deputy Attorney General.
42330

Libro: 500
Folio: 130

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS the Act to promote industrial development through fiscal advantages (Bill 21) was assented to on April 8, 1971;

WHEREAS pursuant to section 4 of this Bill, this Act shall come into force on a date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS it is deemed expedient that this coming into force be fixed on September 23, 1971.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 3285, en date du 22 septembre 1971, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que la Loi favorisant le développement industriel au moyen d'avantages fiscaux (Bill 21), entre en vigueur le 23 septembre 1971.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-deuxième jour de septembre en l'année mil neuf cent soixante et onze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingtième année.

Par ordre,

LUCIEN DARVEAU,
Sous-procureur général.
42330-0

Libro: 500
Folio: 131

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE le conseil municipal de Saint-Henri-de-Taillon, comté de Lac-Saint-Jean-Est, a soumis pour approbation son règlement numéro 129 modifié par une résolution en date du 2 août 1971, à l'effet de soumettre le territoire de cette municipalité à la juridiction de la Cour municipale de la cité d'Alma;

ATTENDU QUE le conseil municipal de la cité d'Alma par son règlement numéro 399, a concouru dans la teneur dudit règlement adopté par le conseil municipal de Saint-Henri-de-Taillon;

ATTENDU QUE sous l'autorité de l'article 7 de la Loi des Cours municipales (Statuts refondus, 1964, chapitre 24), le lieutenant-gouverneur en conseil a donné son approbation à ces règlements.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 3099, en date du 8 septembre 1971, et vu les dispositions des articles 693 à 697 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), et des articles 3 à 7 de la Loi des Cours municipales (Statuts

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 3285, dated September 22, 1971, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order, that the Act to promote industrial development through fiscal advantages (Bill 21), shall come into force on September 23, 1971.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed; WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twenty-second day of September in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-one and in the twentieth year of Our Reign.

By command,

LUCIEN DARVEAU,
Deputy Attorney General.
42330

Libro: 500
Folio: 131

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS the municipal council of St. Henri-de-Taillon, county of Lake St. John-East, submitted for approval its by-law number 129, amended by a resolution dated August 2, 1971, for the purpose of submitting the territory of the said municipality to the jurisdiction of the Municipal Court of the city of Alma;

WHEREAS the municipal council of the city of Alma, by its by-law number 399, agreed to the tenor of the said by-law adopted by the municipal council of St. Henri-de-Taillon;

WHEREAS under section 7 of the Municipal Courts Act (Revised Statutes, 1964, chapter 24), the Lieutenant-Governor in Council has granted his approval to the said by-laws.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 3099, dated September 8, 1971, and pursuant to the provisions of sections 693 to 697 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193), and sections 3 to 7 of the Municipal Courts Act (Revised Statutes,

refondus, 1964, chapitre 24), Nous avons décrété et ordonné qu'à compter de trente et un (31) jours après la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, le territoire de la municipalité de Saint-Henri-de-Taillon, comté de Lac-Saint-Jean-Est, sera soumis à la juridiction de la Cour municipale établie dans la cité d'Alma.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce huitième jour de septembre en l'année mil neuf cent soixante et onze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingtième année.

Par ordre,

LUCIEN DARVEAU,
Sous-procureur général.
42330-0

Libro: 500
Folio: 129

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE notre province est fermement attachée à ses traditions religieuses;

ATTENDU qu'il convient de remercier Dieu d'une manière publique et solennelle;

ATTENDU qu'il est à propos de déclarer jour d'actions de grâces le 11 octobre 1971.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 3296, en date du 29 septembre 1971, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que sous l'autorité de la Loi d'interprétation, du Code civil et du Code de procédure civile, le 11 octobre 1971 soit jour d'actions de grâces pour la province de Québec.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

1964, chapter 24), We have decreed and ordered that from and after thirty-one (31) days following upon the date of publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette*, the territory of the municipality of St. Henri-de-Taillon, county of Lake St. John-East, shall be subject to the jurisdiction of the Municipal Court established in the city of Alma.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this eighth day of September in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-one and in the twentieth year of Our Reign.

By command,

LUCIEN DARVEAU,
Deputy Attorney General.
42330

Libro: 500
Folio: 129

Canada,
Province of
Québec.
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS Our Province is firmly attached to its religious traditions;

WHEREAS it is proper to thank God in a public and solemn manner;

WHEREAS it is expedient that October 11, 1971 be declared a day of thanksgiving;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 3296, dated September 29, 1971, We have decreed and ordered and, hereby, decree and order that, under the authority of the Interpretation Act, the Civil Code and the Code of Civil Procedure, October 11, 1971 be Thanksgiving Day for the Province of Québec.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these present letters may concern are hereby required to take notice, and to govern themselves accordingly.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-neuvième jour de septembre en l'année mil neuf cent soixante et onze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingtième année.

Par ordre,

LUCIEN DARVEAU,
Sous-procureur général.

Libro: 500
Folio: 135

42330-0

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE la Loi de la protection du consommateur (Bill 45 de 1971) a été sanctionnée le 14 juillet 1971;

ATTENDU QUE l'article 126 de cette loi édicte que: « Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil »;

ATTENDU QUE, par l'arrêté en conseil numéro 2584 du 21 juillet 1971, les dispositions ci-après énumérées sont entrées en vigueur le même jour:

« La section I (article 1), la section IV (articles 43 à 46), l'article 75, la section VIII (articles 76 à 83), la section IX (articles 84 à 88), les sections XI à XV (articles 97 à 119, ainsi que les articles 124, 125 et 126) »;

ATTENDU qu'il y a lieu de promulguer l'entrée en vigueur immédiate des dispositions additionnelles suivantes:

- dans la section III, les articles 18, 19 et 23;
- la section V, comprenant les articles 47 à 59, sauf les articles 50 et 51;
- la section VI, comprenant les articles 60 à 66, sauf l'article 66;
- la section VII, comprenant les articles 67 à 74, sauf l'article 73;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 3344, en date du 29 septembre 1971, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que l'entrée en vigueur des dispositions suivantes de la Loi de la protection du consommateur (Bill 45 de 1971):

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twenty-ninth day of September in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-one and in the twentieth year of Our Reign.

By command,

LUCIEN DARVEAU,
Deputy Attorney General.

Libro: 500
Folio: 135

42330

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS the Consumer Protection Act (Bill 45 of 1971) was assented to on July 14, 1971;

WHEREAS section 126 of this Act decrees that: "The provisions of this Act shall come into force on the date or dates fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council";

WHEREAS, pursuant to Order in Council number 2584, dated July 21, 1971, the provisions hereinafter enumerated shall come into force on the same day:

"Division I (section 1), division IV (sections 43 to 46), section 75, division VIII (sections 76 to 83), divisions XI to XV (sections 97 to 119, as well as sections 124, 125 and 126)";

WHEREAS it is deemed expedient to decree the immediate coming into force of the following additional provisions:

- in division III, sections 18, 19 and 23;
- division V, including sections 47 to 59, with the exception of sections 50 and 51;
- division VI, including sections 60 to 66, with the exception of section 66;
- division VII, including sections 67 to 74, with the exception of section 73;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 3344, dated September 29, 1971, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order that the coming into force of the following provisions of the Consumer Protection Act (Bill 45 of 1971):

a) dans la section III, les articles 18, 19 et 23;
 b) la section V, comprenant les articles 47 à 59, sauf les articles 50 et 51;
 c) la section VI, comprenant les articles 60 à 66, sauf l'article 66;
 d) la section VII, comprenant les articles 67 à 74, sauf l'article 73,
 soit fixée au 30 septembre 1971.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, NOUS AVONS fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec:

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-neuvième jour de septembre en l'année mil neuf cent soixante et onze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingtième année.

Par ordre,

42330-0

LUCIEN DARVEAU,
Sous-procureur général.

a) in division III, sections 18, 19 and 23;
 b) in division V, including sections 47 to 59, with the exception of sections 50 and 51;
 c) division VI, including sections 60 to 66, with the exception of section 66;
 d) division VII, including sections 67 to 74, with the exception of section 73,
 be fixed as September 30, 1971.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twenty-ninth day of September in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-one and in the twentieth year of Our Reign.

By command,

42330

LUCIEN DARVEAU,
Deputy Attorney General.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre

Avis d'approbation de statuts

Comité paritaire de l'industrie de l'automobile des Cantons de l'Est (1971)

(Correction)

Dans l'avis publié dans la *Gazette officielle* du 2 octobre 1971 à la page 7286, nous aurions dû lire: « Le sous-ministre, Réal Mireault » au lieu de: « Robert Sauvé ». 42280-x

Department of Labour and Manpower

Notice of Approval of Constitution

Joint Committee of the Automobile Industry of the Eastern Townships (1971)

(Correction)

In the notice published in *Official Gazette* of October 2, 1971, on page 7286 we should have read: "Réal Mireault, Deputy Minister" instead of "Robert Sauvé". 42280-x

Conseil du trésor

Extrait du procès-verbal d'une réunion du Conseil du trésor tenue à Québec, le 6 octobre 1971

C.T. 59314

CONCERNANT un règlement concernant la transmission de rapports financiers par les institutions subventionnées.

Treasury Board

Extract from the minutes of a meeting of the Treasury Board held at Québec, on October 6, 1971

T.B. 59314

CONCERNING a regulation respecting the transmission of financial reports by institutions receiving public grants.

ATTENDU qu'en vertu de l'article 83 de la Loi de l'administration financière (1970, chapitre 17), « chaque établissement, institution ou association qui reçoit une subvention du gouvernement doit, chaque année, dans les quatre mois qui suivent la clôture de son année financière transmettre au Conseil du trésor un rapport financier vérifié par un comptable public et comprenant son bilan, son compte de revenus et dépenses ainsi qu'un état détaillé de l'utilisation de la subvention »;

ATTENDU qu'en vertu de l'article 84 de ladite Loi « le Conseil du trésor peut par règlement publié dans la *Gazette officielle du Québec*:

a) dispenser, en raison du montant de la subvention ou dans des cas particuliers, certaines catégories d'établissements, d'institutions ou d'associations de l'obligation de transmettre le rapport visé à l'article 83;

b) décréter qu'un rapport produit en vertu d'autres dispositions tient lieu de celui qui est requis par l'article 83;

c) prescrire à quels ministères les rapports visés à l'article 83 doivent être remis pour être transmis au Conseil du trésor. »

Il est décidé par le Conseil du trésor:

QUE le règlement AF-4 concernant la transmission de rapports financiers par les institutions subventionnées, ci-joint, soit approuvé et entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier,
YVON MARCOUX.

Règlement AF-4 concernant la transmission de rapports financiers par les institutions subventionnées.

1. Chaque établissement, institution ou association qui reçoit d'un ou de plusieurs ministères ou organismes du gouvernement, au cours d'une année financière de ce dernier, une ou des subventions dont le montant total est inférieur à \$5,000 est dispensé de l'obligation de transmettre au Conseil du trésor le rapport financier visé à l'article 83 de la Loi de l'administration financière (1970, ch. 17).

2. Si un établissement, une institution ou une association subventionnée transmet à un ministère ou à un organisme, en vertu de dispositions autres que celles contenues dans la Loi de l'administration financière, un rapport financier contenant tous les renseignements exigés par l'article 83 de ladite loi, ce rapport tient lieu de celui qui est requis par ledit article.

3. Chaque établissement, institutions ou association doit remettre le rapport financier visé à l'article 83 de la Loi de l'administration financière au sous-chef de chaque ministère ou organisme qui lui a versé une subvention.

4. Chaque ministère ou organisme doit, dans les trente jours de la fin des mois de mars, juin, septembre et décembre, transmettre au Conseil du trésor les rapports qu'il a reçus en vertu des articles 2 et 3 du présent règlement au cours des trois mois précédents.

42440-0

WHEREAS under section 83 of the Financial Administration Act (1970, chapter 17), "every establishment, institution or association receiving a grant from the government must transmit to the Treasury Board each year, within the four months following the close of its fiscal year, a financial return audited by a public accountant and comprising its balancesheet, its account of revenue and expenditures and a detailed statement of the use made of the grant";

WHEREAS under section 84 of the said act, "the Treasury Board, by regulation published in the *Québec Official Gazette*, may:

(a) in view of the amount of the grant or in special cases, exempt certain categories of establishments, institutions or associations from the obligation of transmitting the return provided for in section 83;

(b) provided that a return filed under other provisions shall avail in lieu of that required by section 83;

(c) prescribe to which departments the returns required by section 83 shall be sent for transmission to the Treasury Board."

It is decided by the Treasury Board:

THAT regulation AF-4 respecting the transmission of financial returns by institutions receiving public grants, annexed hereto, by approved, and come into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

YVON MARCOUX,
Clerk of the Treasury Board.

Regulation AF-4 respecting the transmission of financial reports by institutions receiving public grants.

1. Each establishment, institution or association which receives one or more grants, the aggregate of which is less than \$5,000 from one or more departments or bodies of the government during a financial year of the government is relieved of the obligation to transmit the financial return contemplated in section 83 of the Financial Administration Act (1970, ch. 17) to the Treasury Board.

2. If an establishment, institution or association receiving grants transmits to any department or body, under provisions other than those contained in the Financial Administration Act, a financial return containing all the information required by section 83 of that act, such report shall be in lieu of that required by the said section.

3. Each establishment, institution or association must remit the financial return contemplated in section 83 of the Financial Administration Act to the deputy head of each department or body which has paid it a grant.

4. Within thirty days of the end of the months of March, June, September and December, each department or body shall transmit to the Treasury Board the returns received under sections 2 and 3 of this regulation during the three preceding months.

42440-0

Ventes par Shérifs

Sheriffs' Sales

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEDFORD

BEDFORD

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Canada — Province of Québec
District of Bedford

Cour Supérieure, { CANADIAN ACCEPTANCE
No 2019. { CORP. LTD., demanderesse,
vs RAYNALD ST-PIERRE, défen-
deur et SAFEWAY FARM EQUIPMENT CORP.
LTD., mis en cause.

Superior Court, { CANADIAN ACCEPTANCE
No. 2019. { CORP. LTD., plaintiff, vs
RAYNALD ST-PIERRE, defen-
dant, and SAFEWAY FARM EQUIPMENT CORP.
LTD., mis en cause.

1. Partie du lot 279, cadastre de la paroisse de St-Romuald de Farnham, mesurant 240 pieds de largeur sur toute la profondeur du lot, bornée au nord au chemin public, à l'est au lot 272, au sud au lot 280 et à l'ouest au résidu dudit lot 279 appartenant à M. Raynald St-Pierre, suivant ses titres mais non occupé par ce dernier.

1. Part of lot 279, cadastre for the parish of St-Romuald de Farnham, measuring 240 feet in width from one end of the lot to the other, bounded on the north by the public highway, on the east by lot 272, on the south by lot 280 and on the west by the remaining part of the said lot 279 belonging to Mr. Raynald St-Pierre, according to the deeds, but not occupied by the latter.

À distraire la partie de ce lot réservée par Paul-Émile Giroux, enregistrement #100251.

Less and to be withdrawn: that part of the lot reserved by Paul-Émile Giroux, registration #100251.

2. Partie du lot 279 cadastre susdit, mesurant 36 pieds de largeur sur 98 pieds et 8 pouces de profondeur, bornée au nord au chemin public, au sud et à l'ouest par partie dudit lot (Raynald St-Pierre) à l'est par partie dudit lot appartenant à Fernand Paquette.

2. Part of lot 279, aforementioned cadastre, measuring 36 feet in width by 98 feet 8 inches in depth, bounded on the north by the public highway, on the south and on the west by part of the said lot (Raynald St-Pierre) on the east by part of the said lot belonging to Fernand Paquette.

3. Partie du lot 279 cadastre susdit, mesurant 16 pieds dans les lignes est et ouest, sur 196 pieds et 48 centièmes dans les lignes nord et sud, bornée au nord par partie dudit lot appartenant à Fernand Paquette au sud et à l'ouest par partie dudit lot (Raynald St-Pierre), à l'est par un chemin privé appartenant à Raynald St-Pierre.

3. Part of lot 279, aforementioned cadastre, measuring 16 feet in its east and west lines, by 196 and forty-eight hundredths feet in its north and south lines, bounded on the north by part of the said lot belonging to Fernand Paquette, on the south and on the west by part of the said lot (Raynald St-Pierre), on the east by a private road belonging to Raynald St-Pierre.

4. Partie du lot 272 cadastre susdit, ayant environ 54 acres en superficie, la limite est étant parallèle à la ligne ouest dudit lot bornée au nord au chemin public, à l'ouest aux lots 279 et 280 au sud à la limite sud dudit lot 272 et à l'est au résidu dudit lot appartenant aux tiers. À distraire dudit lot 272 la partie distraire en la vente par Paul-Émile Giroux à Raynald St-Pierre enregistrement #100251.

4. Part of lot 272, aforementioned cadastre, containing approximately 54 acres, the east boundary being parallel to the west line of the said lot, bounded on the north by the public highway, on the west by lots 279 and 280, on the south by the south boundary of the said lot 272 and on the east by the remaining part of the said lot belonging to the third parties. To be withdrawn from the said lot 272: the part reserved from the sale by Paul-Émile Giroux to Raynald St-Pierre, registration #100251.

Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

The whole with buildings constructed thereon, circumstances and dependencies.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Missisquoi à Bedford, district de Bedford, MERCREDI, le VINGT-QUATRIÈME jour du mois de NOVEMBRE 1971 à DEUX heures de l'après-midi.

To be sold at the registry office for Missisquoi at Bedford, district of Bedford, on WEDNESDAY, the TWENTY-FOURTH day of NOVEMBER, 1971, at TWO o'clock in the afternoon.

Cowansville, le 30 septembre 1971.

Cowansville, September 30, 1971.

Le shérif,

ANTONIN BOURASSA,

ANTONIN BOURASSA.

Sheriff.

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, { FLORIDE HAMELIN, deman-
No 16,040. { dresse vs ADRIEN MORIN,
défendeur.

a) 1° Un terrain connu et désigné comme étant une partie du lot numéro cinq cent soixante-six (Ptie 566) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Granby, décrit et borné comme suit: Commencant au ccin nord-est du lot 567;

De là, longeant la ligne nord du lot 566 en allant vers l'est, une distance de trente-quatre pieds (34');

De là, tournant vers l'ouest dans une ligne parallèle à la ligne nord dudit lot 566 et dudit lot 567, une distance de cent pieds (100');

De là, tournant vers le nord en suivant la ligne ouest dudit lot 566, une distance de quatre-vingt-quatre pieds (84') jusqu'à la ligne sud dudit lot 567;

De là, tournant vers l'est sur une ligne parallèle à la ligne nord dudit lot 567, une distance de soixante-six pieds (66');

De là, tournant vers le nord en suivant la ligne est du lot 567, une distance de soixante-six pieds (66') jusqu'au point de départ;

Le tout mesure anglaise et sans bâtisse.

Ledit terrain borné comme suit: au nord au chemin Canaan, à l'est et au sud à d'autres parties du lot 566, à l'ouest au lot 567 et à une autre partie dudit lot 566;

2° Un certain terrain ayant la forme d'un parallélogramme sis et situé sur le côté sud du Chemin Canaan, dans le canton de Granby, mesurant deux cents pieds (200') de largeur dans sa ligne de l'est à l'ouest par quatre cents pieds (400') de profondeur dans sa ligne du nord au sud, connu et désigné comme étant le coin nord-est du lot cinq cent soixante-six (Ptie 566) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Granby, ledit terrain commençant à mesurer à un point sur le côté sud dudit chemin Canaan, dans le canton de Granby, étant le coin nord-est dudit lot 566;

De là, allant vers l'ouest longeant le côté sud dudit chemin, une largeur de deux cents pieds (200');

De là, tournant vers le sud et parallèlement au côté est dudit lot 566, une profondeur de quatre cents pieds (400');

De là, tournant vers l'est et parallèlement au côté sud dudit Chemin Canaan, une largeur de deux cents pieds (200'), soit jusqu'au côté est dudit lot 566;

De là, longeant le côté est dudit lot 566, vers le nord, une distance ou profondeur de quatre cents pieds (400'), soit jusqu'au point de départ;

Le terrain étant borné au nord par le chemin Canaan, à l'est par le lot 564, au sud et à l'ouest par d'autres parties dudit lot 566.

Le tout mesure anglaise et avec bâtisses.

b) 2° Un terrain situé dans le canton de Granby, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Granby comme étant partie du lot numéro cinq cent soixante-quatre (Ptie 564), étant le coin nord-ouest dudit lot mesurant cent

Canada — Province of Québec
District of Bedford

Superior Court, { FLORIDE HAMELIN, plaintiff,
No. 16,040. { vs ADRIEN MORIN, defend-
dant.

(a) 1. A lot of land known and designated as being a part of lot number five hundred and sixty-six (Pt 566) on official plan and book of reference of the cadastre for the township of Granby, described and bounded as follows: Starting at the northeast corner of lot 567;

Thence, running along the north line of lot 566, going towards east, a distance of thirty-four feet (34');

Thence, turning towards west in a line parallel with the north line of said lot 566 and said lot 567, a distance of one hundred feet (100');

Thence, turning towards north by following the west line of said lot 566, a distance of eighty-four feet (84') as far as the south line of said lot 567;

Thence, turning towards east in a line parallel with the north line of said lot 567, a distance of sixty-six feet (66');

Thence, turning towards north by following the east line of lot 567, a distance of sixty-six feet (66') up to the starting point;

The whole English measure and without building.

The said lot of land bounded as follows: On the north by Canaan Road, on the east and south by other parts of lot 566, on the west by lot 567 and another part of said lot 566.

2. A certain lot of land having the form of a parallelogram, lying and situated on the south side of Canaan Road, in the township of Granby, measuring two hundred feet (200') in width in its east to west line by four hundred feet (400') in depth in its north to south line, known and designated as being the northeast corner of lot five hundred and sixty-six feet (Pt 566) on official plan and book of reference of the cadastre for the township of Granby, starting to measure the said lot of land at a point on the south side of said Canaan Road, in the township of Granby, being the northeast corner of said lot 566;

Thence, going towards west, by following the south side of said road, a width of two hundred feet (200');

Thence, turning towards south and parallel with the east side of said lot 566, a depth of four hundred feet (400');

Thence, turning towards east and parallel with the south side of Canaan Road, a width of two hundred feet (200'), to wit, as far as the east side of said lot 566;

Thence, following along the east side of said lot 566, towards north, a distance or depth of four hundred feet (400'), to wit, as far as the starting point;

The lot of land being bounded on the north by Canaan Road, on the east by lot 564, on the south and west by other parts of said lot 566.

The whole English measure and with buildings.

(b) 2. A lot of land situated in the township of Granby, known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre for the township of Granby as forming part of lot number five hundred and sixty-four (Pt 564, being the northwest corner

soixante-dix pieds (170') de largeur par quatre cents pieds (400') de profondeur, mesure anglaise et borné comme suit: au nord au chemin public, à l'est et au sud par le résidu dudit lot 564 et à l'ouest à la ligne est du lot 566 du même cadastre.

Les bâtisses mentionnées dans ladite désignation consistent en:

1. Une maison mesurant 26' par 39' environ;
2. Un garage et deux hangars y attenants;
3. Un restaurant avec salle de danse.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Shefford à Waterloo, district de Bedford, MERCREDI, le DIXIÈME jour de NOVEMBRE 1971, à TROIS heures de l'après-midi.

Cowansville, le 4 octobre 1971.

42394-o Le shérif,
ANTONIN BOURASSA.

of said lot measuring one hundred and seventy feet (170') in width by four hundred feet (400') in depth, English measure and bounded as follows: on the north by Public Road, on the east and south by the residue of said lot 564 and on the west by the east line of lot 566 on same cadastre.

The buildings mentioned in the said designation consisting in:

1. A house measuring about 26' by 39';
2. A garage and two sheds attached thereto;
3. A restaurant with a dancing hall.

To be sold at the Registry Office of Shefford in Waterloo, district of Bedford, WEDNESDAY, the TENTH day of NOVEMBER, 1971, at THREE o'clock in the afternoon.

Cowansville, October 4, 1971.

42394 ANTONIN BOURASSA,
Sheriff.

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, { HERBERT T. IRWIN, deman-
No 2031. { deur, vs Dame LILIANE
BRODEUR, défendresse et BEAU-
DOIN & DIONNE INC., mis en cause.

Un immeuble sis et situé en la cité de Granby, et connu et désigné comme étant le lot cinquante-cinq de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre cent quatre-vingt-trois (483-55) aux plan et livre de renvoi officiels du village de Granby. Avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Shefford à Waterloo, district de Bedford, le DIX-SEPTIÈME jour de NOVEMBRE 1971, à DEUX heures de l'après-midi.

42422-o Le shérif,
ANTONIN BOURASSA.

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, { CREDIT FONCIER FRANCO-
No 349-1971. { CANADIEN demandeur, vs
LAJEUNESSE & FRÈRES INC.,
défendeur.

Un emplacement étant une partie du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Granby, maintenant dans les limites de la cité de Granby, sous le numéro six cent quinze (615 Ptie) et dont la description suit:

Commençant à un point sur le côté sud de la rue Cowie, située à une distance de quarante-huit pieds et trente-six centièmes de pied (48.36') à l'est du coin nord-est du lot numéro 615-2, étant le point de départ; de là, allant vers l'est une distance de quatre-vingt-douze pieds et cinquante centièmes de pied (92.50') à un point; de là, suivant une direction sud, huit degrés et quarante-neuf minutes est (S. 8° 49') une distance de quatre-vingt-treize pieds (93') soit toute la distance entre la ligne sud de la rue Cowie et la rive nord-ouest de la rivière Yamaska; de là, vers le sud-ouest, longeant la rive de la rivière jusqu'à son point d'intersection avec la ligne ouest de cette propriété tel qu'établi par

Canada — Province de Québec
District of Bedford

Superior Court, { HERBERT T. IRWIN, plaintiff,
No. 2031. { vs Dame LILIANE BRO-
DEUR, defendant, and BEAU-
DOIN & DIONNE INC., mis en cause.

An immovable lying and situated in the city of Granby, and known and designated as being lot fifty-five of the official subdivision of original lot number four hundred and eighty-three (483-55) on the official plan and book of reference of the village of Granby, With buildings thereon erected.

To be sold at the Registry Office of Shefford, in Waterloo, district of Bedford, on the SEVENTEENTH day of NOVEMBER, 1971, at TWO o'clock in the afternoon.

42422 ANTONIN BOURASSA,
Sheriff.

Canada — Province de Québec
District of Bedford

Superior Court, { CREDIT FONCIER FRANCO-
No. 349-1971. { CANADIEN, plaintiff, vs LA-
JEUNESSE & FRÈRES INC., de-
fendant.

An emplacement forming part of the lot known and designated on the official plan and book of reference for the township of Granby, now within the boundaries of the city of Granby, under number six hundred and fifteen (Pt. 615) and described as follows:

Starting at a point on the south side of Cowie Street, situated at a distance of forty-eight and thirty-six hundredths feet (48.36') on the east of the northeast corner of lot number 615-2, being the starting point; thence, towards the east for a distance of ninety-two and fifty hundredths feet (92.50') to a point; thence, in a southerly direction, eight degrees and forty-nine minutes east (S. 8° 49') for a distance of ninety-three feet (93'), to wit the entire distance between the south line of Cowie Street and the northwest bank of Yamaska River; thence, towards the southwest, along the River bank to the point of intersection with the west line of this property as established by the boundary official

le Procès-Verbal de bornage dresse par Jean-Marie Jodoin, arpenteur-géomètre, en date du 13 mars 1964 enregistré au bureau d'enregistrement de Shefford, sous le numéro 168 589; de là, en suivant ladite ligne, suivant une direction nord, neuf degrés et cinquante-neuf minutes ouest (N. 9° 59' O.) une distance de cinquante-huit pieds (58') ce point étant situé à une distance de un pied (1') du mur sud du corps de bâtiment ayant façade sur la rue Cowie, de là, dans une direction sud, quatre-vingt-un degrés et vingt-trois minutes ouest (S. 81° 23' O.) une distance de deux pieds et quatre dixièmes (2.4') de là, dans une direction nord, huit degrés et trente-quatre minutes ouest (N. 8° 34' O.) une distance de soixante-dix pieds et huit dixièmes de pied (70.8') jusqu'au point de départ.

Borné ledit terrain, au nord par la rue Cowie, à l'est et à l'ouest par d'autres parties du lot numéro 615, au sud-est, par la rivière Yamaska.

Le tout mesure anglaise et avec toutes les bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques 456, 458, 460 et 462 de ladite rue Cowie, en la cité de Granby.

Circonstances et dépendances et tel que le tout se trouve sans aucune exception ni réserve de la part du débiteur.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Shefford, à Waterloo, district de Bedford, MERCREDI, le DIXIÈME jour de NOVEMBRE, 1971, à DEUX heures de l'après-midi.

Cowansville, le 30 septembre, 1971.

42421-o

Le shérif,
ANTONIN BOURASSA.

report prepared by Jean-Marie Jodoin, land surveyor, on March 13, 1964, and registered at the Registry Office of Shefford, under number 168 589; thence, following the said line in a northerly direction, nine degrees and fifty-nine minutes west (N. 9° 59' W.) for a distance of fifty-eight feet (58'), this point being situated at a distance of one foot (1') from the south wall of a building fronting on Cowie Street, thence, in a southerly direction, eighty-one degrees and twenty-three minutes west (S. 81° 23' W.) for a distance of two and four tenths feet (2.4'), thence, in a northerly direction, eight degrees and thirty-four minutes west (N. 8° 34' W.) for a distance of seventy and eight tenths feet (70.8') to the starting point.

The said lot of land bounded: on the north by Cowie Street, on the east and west by other parts of lot number 615, on the southeast by the Yamaska River.

The whole English measure, and with all the buildings constructed thereon bearing civic numbers 456, 458, 460 and 462 of the said Cowie Street, in the city of Granby.

Circumstances and dependencies and as the whole now subsists, without exception or reserve on the part of the debtor.

To be sold at the Shefford registry office, in Waterloo, district of Bedford, on WEDNESDAY, the TENTH day of NOVEMBER, 1971, at TWO o'clock in the afternoon.

Cowansville, September 30, 1971.

42421

ANTONIN BOURASSA,
Sheriff.

BONAVENTURE

Canada — Province de Québec
District de Bonaventure

Cour Provinciale, { DEMERS (RIMOUSKI) LTÉE,
No 3078. { corporation ayant son siège
social dans la cité et le district de
Rimouski, demanderesse, vs RODRIGUE LEBLANC,
de l'endroit appelé St-Omer, R.R. No 1, district de
Bonaventure, et y faisant affaires seul sous la raison
sociale de Leblanc Armature Work, défendeur.

Description

« Un certain terrain ou emplacement situé à Robitaille, dans le comté de Bonaventure, connu et désigné comme étant partie du lot numéro quarante-six (ptie 46) de la Seigneurie de Shoolbred, de forme irrégulière, mesurant soixante et six pieds (66') de largeur, sur une profondeur de cent vingt-cinq pieds (125'), plus ou moins, et borné au sud par le Chemin Public, au nord par Norbert Caissy, à l'est par Jean Landry, à l'ouest par l'immeuble ci-après vendu, et partie par Bertrand Pichette, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Un autre terrain ou emplacement situé à Robitaille, dans le comté de Bonaventure, connu et désigné comme

BONAVENTURE

Canada — Province of Québec
District of Bonaventure

Provincial Court, { DEMERS (RIMOUSKI) LTD.,
No. 3078. { corporation having its head
office in the city and district of
Rimouski, plaintiff, vs RODRIGUE LEBLANC, of St-
Omer, R.R. No. 1, district of Bonaventure, and therein
carrying on business alone under the name and style of
Leblanc Armature Work, defendant.

Description

«A certain land or emplacement lying situated in Robitaille, county of Bonaventure, known and designated as being part of lot number forty-six (pt. 46) of Shoolbred Seignior, of irregular form, measuring sixty-six feet (66') in width by one hundred and twenty-five feet (125') in depth, more or less, and bounded on the south by the Public Highway, on the north by Norbert Caissy, on the east by Jean Landry, on the west by the immovable hereinafter sold, and in part by Bertrand Pichette, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Another land or emplacement lying situated in Robitaille, county of Bonaventure, known and desig-

étant partie du lot numéro quarante-sept (ptie-47) de la Seigneurie de Shoolbred, mesurant soixante-quinze pieds (75') de largeur sur une profondeur de cinquante pieds (50'), et borné au sud par le Chemin Public, à l'ouest par Bertrand Pichette, ou représentants, au nord par Bertrand Pichette, à l'est par l'immeuble ci-dessus décrit, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Ces terrains sont aujourd'hui mieux connus étant les lots numéros 46 et 47-3 suivant une revision cadastrale dont la date de la mise en vigueur a été fixée au 15 septembre 1969. »

Pour être vendu « en bloc » au bureau d'enregistrement de la division 2 à Carleton-sur-mer, comté de Bonaventure, le NEUVIÈME jour de NOVEMBRE 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
New-Carlisle, Qué.

Le shérif,
CAMILIEN BISSON.
42395-0

nated as being part of lot number forty-seven (pt. 47) of Shoolbred Seignior, measuring seventy-five feet (75') in width by fifty feet (50') in depth and bounded on the south by the Public Highway, on the west by Bertrand Pichette or representatives, on the north by Bertrand Pichette, on the east by the immovable as above described, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

These lands are now better known as being lots numbers 46 and 47-3 following a cadastral revision which came into effect September 15th 1969."

To be sold "en bloc" at the Registry Office of the 2nd division at Carleton-sur-Mer, county of Bonaventure, on the NINTH day of NOVEMBER 1971, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
New Carlisle, Qué.

CAMILIEN BISSON,
Sheriff.
42395-0

HAUTERIVE

De Terris

Canada — Province de Québec
District de Hauterive

Cour Provinciale, No 8134. { SOCIÉTÉ D'HYPOTHÈQUE KINROSS, corporation légale-

ment constituée, ayant son siège social dans la cité de Toronto, province d'Ontario, et une place d'affaires au bureau de la Banque Canadienne Impériale de Commerce à Baie-Comeau, district de Hauterive, demanderesse, vs NORMAND LEBRASSEUR, résidant et domicilié à 206-208, boulevard Pie XII, à Hauterive, district de Hauterive.

Un immeuble connu et désigné comme étant la subdivision seize du lot original « E », Rang un (Lot E-16, rang 1), aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel du canton de Lafèche, comté de Saguenay, ville de Hauterive.

Avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, portant les numéros civiques 206 et 208, boulevard Pie XII, Hauterive.

Pour être vendu au bureau du registrateur de la première division d'enregistrement du comté de Saguenay, au Palais de Justice de Baie-Comeau, JEUDI, le VINGT-CINQUIÈME jour de NOVEMBRE 1971, à DIX heures et TRENTÉ de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Baie-Comeau, le 9 octobre 1971.

Le shérif,
RAYMOND TREMBLAY.
42425-0

De Terris

Canada — Province de Québec
Cour Provinciale — District de Hauterive

Sept-Iles, No S-5063, { HEAT SAVER LTÉE, une compagnie dûment incorporée selon la loi et ayant une place d'affaires à 161, Père Divet, à Sept-Iles district de Hauterive, demanderesse, vs GEORGES GIRARD LTÉE, Corps politique légalement

HAUTERIVE

De Terris

Canada — Province of Québec
District of Hauterive

Provincial Court, No. 8134. { KINROSS MORTGAGE CORPORATION, legally incorpo-

rated corporation, having its head office in the city of Toronto, Province of Ontario, and a place of business at the office of the Canadian Imperial Bank of Commerce at Baie Comeau, district of Hauterive, plaintiff, vs NORMAND LEBRASSEUR, residing and domiciled at 206-208 Pie XII Boulevard, Hauterive, district of Hauterive.

An immovable known and designated as being subdivision sixteen of original lot "E", Range One (Lot E-16, Range 1), in the plan and reference book of the official cadastre of the township of Lafèche, Saguenay County, town of Hauterive.

With buildings thereon constructed, circumstances and dependencies, bearing civic numbers 206 and 208, Pie XII Boulevard, Hauterive.

To be sold at the Registry Office of the first registration division of Saguenay County, at the Court House of Baie Comeau, on THURSDAY, the TWENTY-FIFTH day of NOVEMBER, 1971, at TEN THIRTY o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Baie Comeau, October 9, 1971.

RAYMOND TREMBLAY,
Sheriff.
42425

De Terris

Canada — Province of Québec
Provincial Court — District of Hauterive

Sept-Iles, No. S-5063, { HEAT SAVER LTÉE, a company duly incorporated according to law and having a place of business at 161 Père Divet, in Sept-Iles, district of Hauterive, plaintiff, vs GEORGES GIRARD LTÉE, body politic legally incorporated

constituée ayant une place d'affaires à Sept-Iles, district de Hauterive, P.Q., défenderesse.

« Un terrain mesurant deux cents pieds (200') de largeur par cent pieds (100') de profondeur borné au nord-est par la route No 15, au sud-est et sud-ouest par le terrain deuxièmement décrit, et au nord-ouest par M. Blais, lequel terrain fait partie du lot quatorze (Ptie 14) du rang un est (Rg I est) Baie des Sept-Iles, canton de Letellier, superficie: vingt mille pieds carrés (20,000 p.c.) approximativement.

Un autre terrain figurant partie du même lot quatorze (Ptie 14) du rang un est (Rg I est) Baie des Sept-Iles, canton de Letellier, situé à l'arrière du terrain décrit au premier lieu, plus une lisière de vingt pieds du côté est, sur toute la profondeur du lot jusqu'à la Baie des Sept-Iles, mesurant approximativement cinquante-neuf mille deux cents pieds carrés (59,200 p.c.). »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, Palais de Justice, Sept-Iles, le DOUZIÈME jour du mois de NOVEMBRE 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
42424-o

Le shérif adjoint,
JEAN TRUCHON.

having a place of business in Sept-Iles, district of Hauterive, P.Q., defendant.

“A piece of land measuring two hundred feet (200') wide by one hundred feet (100') deep, bounded on the northeast by Highway No. 15, on the southeast and southwest by the land described below, and on the northwest by Mr. Blais, which land forms part of lot fourteen (Pt. 14) of range one east (R. I east) Baie des Sept-Iles, township of Letellier, with an area of about twenty thousand square feet (20,000 sq.ft.).

Another piece of land forming part of the same lot fourteen (Pt. 14) of range one east (R. I east) Baie des Sept-Iles, township of Letellier, situated in the rear of the land described above, plus a strip of twenty feet on the east side, by the entire depth of the lot up to Baie des Sept-Iles, containing about fifty-nine thousand two hundred square feet (59,200 sq.ft.).”

To be sold at the Registry Office, in the Court House of Sept-Iles, on the TWELFTH day of the month of NOVEMBER, 1971, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
42424

JEAN TRUCHON,
Assistant Sheriff.

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec

Cour Supérieure, { DAME MONIQUE MARTEL,
No 797,430. { imprimeur, résidant à 316,
avenue Kensington, Westmount,
épouse séparée de biens de Guy Côté, des ville et district
de Montréal, demanderesse, vs FRANCIS HOMER
LOISELLE, administrateur, résidant à Montréal, dis-
trict de Montréal, défendeur.

« Un immeuble appelé « Camp Accueil Notre-Dame »
situé à St-Calixte, comté de Montcalm, composé comme
suit:

A) Une partie du lot numéro neuf « F » dans le
sixième rang (Ptie 9 « F », 6e rang) du cadastre de
partie de canton de Kilkenny, bornée: en front, par le
chemin public, en arrière par la rivière, d'un côté vers
l'est, par l'emplacement de Madame Albert Desormeaux
ou représentants, vers l'ouest, par le lot appartenant
à M. Guy Perras et Monsieur Gilles Mantha ou
représentants. Ledit terrain de forme irrégulière con-
tient cinq cents pieds plus ou moins, sur le chemin pub-
lic, deux cent quarante-six pieds dans la ligne du côté
est, deux cent soixante-six pieds du côté nord, et borné
à l'ouest par la rivière. Avec toutes les bâtisses dessus
érigées.

B) Une partie du lot numéro neuf « F », dans le
sixième rang (Ptie 9 « F », 6e rang) dudit cadastre, con-
tenant environ trente pieds de largeur en front sur
le chemin public, sur cinquante pieds de profondeur,
mesure anglaise plus ou moins, bornée ladite partie de
lot comme suit: en front par le chemin public, d'un
côté au nord et des deux autres côtés soit à l'est et à
l'ouest par le résidu du terrain appartenant à J. C.
Martel Inc., ou représentants.

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec

Superior Court, { DAME MONIQUE MARTEL,
No. 797,434. { Printer, residing in West-
mont, 316 Kensington Avenue, wife
separate as to property of Guy Côté, of the city and
district of Montreal, plaintiff, vs, FRANCIS HOMER
LOISELLE, administrator, residing in Montreal, in
the district of Montreal, defendant.

“An immoveable named “Camp Accueil Notre-Dame”
situated in St. Calixte, county of Montcalm, as follows

(A) A part of lot number nine “F” in the sixth range,
(9 “F” Pt., 6th range) on the cadastre of part of Kil-
kenny Township. Bounded in front, by the Public
Road, in the rear, by the river, on one side towards the
east, by the emplacement of Mrs. Albert Desormeaux or
representatives, towards the west, by the lot belonging
to Mr. Guy Perras and Mr. Gilles Mantha or represen-
tatives. The said lot of land of irregular configuration
measures five hundred feet, more or less, on the Public
Road, two hundred and forty-six feet on the east side
line, two hundred and sixty-six feet on the north side,
and bounded on the west by the river. With all the
buildings constructed thereon.

(B) A part of lot number nine “F”, in the sixth range
(9 “F” Pt., 6th range) on said cadastre, measuring about
thirty feet wide in front on the Public Road by fifty
feet deep, English measure and more or less, the said
part of the lot bounded as follows: in front, by the
Public Road, on one side on the north and on the other
sides on the east and west by the remainder of the lot
belonging to J. C. Martel Inc., or representatives.

Le tout tel que montré sur un croquis annexé à la minute 10485 de Me Rosaire Gauthier, notaire.

Avec toutes les bâtisses dessus érigées et notamment, une maison et dépendances, ainsi que tout l'ameublement et accessoires qu'elles comprennent.

Ainsi que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées auxdits immeubles, sans aucune exception ni réserve de la part du vendeur. »

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Montcalm, à Stè-Julienne, JEUDI, le ONZIÈME jour de NOVEMBRE 1971, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif intérimaire,

JEAN-MARC MARION.

42423-0

Bureau du Shérif,

Joliette, ce 28 septembre 1971.

The whole as indicated on a sketch annexed to the record 10485 of M. Rosaire Gauthier, Notary.

With all the buildings constructed thereon and in particular, a house and dependencies, and all the furniture and accessories included.

As the whole now subsists with all the servitudes active and passive, apparent or unapparent attached to the said immovables, without exception or reserve on the part of the vendor."

To be sold at the office of the registration division of Montcalm, in St. Julienne, on THURSDAY, the ELEVENTH day of NOVEMBER, 1971, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JEAN-MARC MARION,

Interim Sheriff.

42423

Sheriff's Office,

Joliette, September 28, 1971.

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec

Cour Supérieure — District de Montréal

No 809-705. { LA PRUDENTIELLE D'AMÉRIQUE COMPAGNIE D'ASSURANCE, demanderesse, vs LAURIER RAYMOND, défendeur.

« Un emplacement ayant façade sur l'avenue Chemillé, en la ville d'Anjou, contenant le lot de subdivision numéro trois cent douze du lot originaire numéro quatre cent trente-sept (437-312) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Longue Pointe.

Avec la bâtisse dessus érigée et portant le numéro civique 6261, avenue Chemillé et dont le mur sud-est est mitoyen. »

Pour être vendu au bureau du protonotaire, au Palais de Justice, 10 est, rue Craig, chambre 1,138, le ONZIÈME jour de NOVEMBRE 1971, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,

Cour Supérieure,

Montréal, ce 30 septembre 1971.

Le shérif adjoint,

PAUL ST-MARTIN.

42428

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec

Cour Supérieure — District de Montréal

No 805-546. { LA PRUDENTIELLE D'AMÉRIQUE COMPAGNIE D'ASSURANCE, demanderesse, vs PIERRE GAUTHIER, défendeur.

« Ce certain emplacement ayant façade sur la rue St-Victor, en la ville de Laval (auparavant Duvernay) connu et désigné comme étant la subdivision neuf du lot soixante-dix-neuf (79-9) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Vincent de Paul.

Avec la bâtisse dessus érigée et portant le numéro civique 3115, rue St-Victor.

Avec et sujet à toutes les servitudes attachées à ladite propriété. »

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec

Superior Court — District of Montreal

No. 809-705. { THE PRUDENTIAL INSURANCE COMPANY OF AMERICA, plaintiff, vs LAURIER RAYMOND, defendant.

“An emplacement fronting on Chemillé Avenue, in the town of Anjou, containing subdivision lot number three hundred and twelve of original lot number four hundred and thirty-seven (437-312) of the official plan and book of reference of the parish of Longue Pointe.

The building thereon constructed bearing civic number 6261 Chemillé Avenue, of which the southeast wall is mitoyen.”

To be sold at the Prothonotary's Office of the Court House, 10 Craig Street East, Room 1,138 on the ELEVENTH day of NOVEMBER 1971 at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,

Superior Court,

Montreal, this September 30, 1971.

PAUL ST-MARTIN,

Assistant Sheriff.

42428-0

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec

Superior Court — District of Montreal

No. 805-546. { THE PRUDENTIAL INSURANCE COMPANY OF AMERICA, plaintiff, vs PIERRE GAUTHIER, defendant.

“That certain emplacement fronting on St. Victor Street, in the city of Laval (formerly Duvernay) known and designated as subdivision nine of lot seventy-nine (79-9) on the official plan and book of reference of the parish of St. Vincent de Paul.

With the building thereon erected bearing civic number 3115 St. Victor Street.

With and subject to all servitudes affecting the said property.”

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Laval, 155, boulevard Je me Souviens, ville de Laval, P.Q. le ONZIÈME jour de NOVEMBRE 1971 à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*
Cour supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, ce 30 septembre 1971. 42427

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Montréal — Cour Supérieure

No 805-286. { RAOUL CAUMARTIN, demandeur
vs GUY LABELLE, et al, dé-
fenseur.

« Un immeuble situé à St-Hubert, comté de Chambly, connu et désigné comme étant le lot numéro quarante-sept de la subdivision officielle du lot original numéro cent trente-cinq (135-47) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Hubert, comté de Chambly.

Avec une maison dessus érigée et portant autrefois les numéros civiques 48 et 50 de la rue St-Jean à St-Hubert, circonstances et dépendances. » et maintenant portant le numéro civique 3905 Paré à St-Hubert.

Pour être vendu au Bureau d'Enregistrement du comté de Chambly, 201 Place Charles Lemoyne, Édifice Montval à Longueuil, le ONZIÈME jour de NOVEMBRE 1971, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, ce 30 septembre, 1971. 42429-0

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: { DAME MARIE-ANGE ST-
Cour Supérieure, PIERRE-VERREAULT,
No 1723. } épouse judiciairement séparée de
corps de Charles Verreault, domiciliée à 139 rue Seigneuriale, Beauport, contre DAME SIMONE FILTEAU-LAGACÉ, épouse commune en biens de Charles-Aimé Lagacé, domicilié à 139 rang St-Joseph, Beauport, et ledit CHARLES-AIMÉ LAGACÉ, domicilié à 139 rang St-Joseph, Beauport, et le REGISTRATEUR du bureau d'enregistrement de la division de Québec, mis en cause. (Pour satisfaire au bref de Crédit Foncier Franco-Canadien C.S.Q. 6425).

« Le lot cinq cent quarante-sept-un, (547-1), subdivision du lot cinq cent quarante-sept (547) au cadastre officiel de la paroisse de Beauport, avec bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, 10 avenue Chauveau, Québec, le ONZIÈME jour de NOVEMBRE 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*
RAYMOND HAINS.
Québec, le 5 octobre 1971. 42439-0

To be sold at the Registry Office of Laval, 155 Je Me Souviens Boulevard, City of Laval, P.Q. on the ELEVENTH day of NOVEMBER 1971 at ELEVEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, Assistant Sheriff.
Montreal, this September 30, 1971. 42427-0

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Montreal

No. 805-286. { RAOUL CAUMARTIN, plaintiff, vs
GUY LABELLE, et al, defendants.

«An immoveable situated in St. Hubert, county of Chambly, known and designated as lot number forty-seven of the official subdivision of original lot number one hundred and thirty-five (135-47) on official plan and book of reference for the parish of St. Hubert, county of Chambly.

With a house constructed thereon and formerly bearing civic numbers 48 and 50 St. Jean Street, in St. Hubert, circumstances and dependencies", and now bearing civic number 3905 Paré in St. Hubert.

To be sold at the Registry Office for the county of Chambly, 201 Charles Lemoyne Place, Montval Building, in Longueuil, on the ELEVENTH day of NOVEMBER 1971, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, Associate Sheriff.
Montreal, September 30, 1971. 42429

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: { DAME MARIE-ANGE ST-
Superior Court, PIERRE-VERREAULT, wife
No. 1723. } legally separate as to bed and
board of Charles Verreault, domiciled at 139 Seigneuriale Street, Beauport, against DAME SIMONE FILTEAU-LAGACÉ, wife common as to property of Charles-Aimé-Lagacé, domiciled at 139 St. Joseph Range, Beauport, and the REGISTRAR of the Québec Division Registry Office, mis en cause. (In response to the writ from "Crédit Foncier Franco-Canadien C.S.Q." 6425).

«Lot five hundred and forty-seven-one (547-1), subdivision of lot five hundred and forty-seven (547) on the official cadastre for the parish of Beauport, with the buildings constructed thereon, circumstances and dependencies.»

To be sold at the Québec Registry Office, 10 Chauveau Avenue, Québec, on the ELEVENTH day of NOVEMBER, 1971, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, RAYMOND HAINS,
Québec, October 5, 1971. Assistant Sheriff. 42439

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: **M**ATERIO INC., corps politique Supérieure, No 7737, que et incorporé, avec siège social et une place d'affaires à 355, rue Dupuy, en les cité et district de Québec, vs BERTRAND CLAVEAU, domicilié à 35, rue des Récollets, Loretteville, district de Québec, et LE REGISTRATEUR de la division d'enregistrement du district de Québec, mis en cause.

« Le lot 731-4 du cadastre officiel pour la paroisse de St-Ambroise de la Jeune-Lorette, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, 10, avenue Chauveau, le DIXIÈME jour de NOVEMBRE 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Québec, le 5 octobre 1971.

Le shérif adjoint,
RAYMOND HAINS,
42437-0

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: **L'**OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique Supérieure, No 5975, politique ayant son siège social en l'Hôtel du Gouvernement à Québec, district de Québec, vs JEAN-CLAUDE LEMELIN, cultivateur, de Ste-Famille, Ile d'Orléans, comté de Montmorency.

« Le lot numéro dix-sept (17) du cadastre de Ste-Famille, Ile d'Orléans, comté de Montmorency, sauf à distraire un emplacement d'un arpent carré comprenant la maison de Dame Odile Létourneau Lemelin et cette mesure à compter de ladite maison et de tous côtés d'icelle. Le tout avec bâtisses et dépendances. Sauf à distraire la partie vendue au Gouvernement de Québec suivant acte enregistré No 10109 et sujet à servitude en faveur de Québec Power Co. enregistrée No 10672, susdit bureau d'enregistrement.

Sujet à un droit de passage en faveur de Dame Odile Létourneau Lemelin et de Monsieur Marcel Lemelin pour communiquer au chemin public. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Montmorency, 1286 Royale, St-Laurent, Ile d'Orléans, le DIXIÈME jour de NOVEMBRE 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Québec, le 5 octobre 1971.

Le shérif adjoint,
RAYMOND HAINS,
42438-0

SAINT-MAURICE

Canada — Province de Québec
District de St-Maurice

Cour Provinciale, No 4514, **J.** ALEX POULIN, courtier d'assurance, résidant et domicilié à 1553, 38e Rue, Shawinigan, district de St-Maurice, demandeur, vs ANTONIO GAGNON, domicilié et résidant à 1153, 7e Avenue, Grand'Mère, district de St-Maurice, défendeur.

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: **M**ATERIO INC., a body politic Superior Court, No. 7737, and incorporated, with head office and a place of business at 355 Dupuy Street, in the city and district of Québec, vs BERTRAND CLAVEAU, domiciled at 35 Des Récollets Street, Loretteville, district of Québec, and THE REGISTRAR for the registration division of Québec, mis en cause.

“Lot 731-4 of the official cadastre for the parish of St. Ambroise de la Jeune-Lorette, with the buildings constructed thereon, circumstances and dependencies.”

To be sold at the registry office of Québec, 10 Chauveau Avenue, on the TENTH day of NOVEMBER, 1971, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Québec, October 5, 1971.

RAYMOND HAINS,
Assistant Sheriff.
42437

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: **T**HE QUÉBEC FARM CREDIT BUREAU, a body politic having Superior Court, No. 5975, its head office at the Parliament Buildings in Québec, district of Québec, vs JEAN-CLAUDE LEMELIN, farmer, of Ste. Famille, Ile d'Orléans, county of Montmorency.

“Lot number seventeen (17) on the cadastre for Ste. Famille, Ile d'Orléans, county of Montmorency, save and to withdraw an emplacement measuring one square arpent, including the house belonging to Dame Odile Létourneau Lemelin and this measure commencing at the said house and on all sides thereof. The whole with buildings and dependencies, save and to withdraw the part sold to the Québec Government pursuant to a deed registered under No. 10109 and subject to a servitude in favour of Québec Power Co., registered under No. 10672, at the aforesaid Registry Office.

Subject to a right of way in favour of Dame Odile Létourneau Lemelin and of Mr. Marcel Lemelin in order to reach the Public Road.”

To be sold at the Registry Office of Montmorency, 1286 Royale, Saint Laurent, Ile d'Orléans, on the TENTH day of NOVEMBER, 1971, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Québec, October 5, 1971.

RAYMOND HAINS,
Assistant Sheriff.
42438

SAINT-MAURICE

Canada — Province of Québec
District of St. Maurice

Provincial Court, No. 4514, **J.** ALEX POULIN, insurance broker, residing and domiciled at 1553, 38th Street, Shawinigan, district of St. Maurice, plaintiff, vs ANTONIO GAGNON, domiciled and residing at 1153, 7th Avenue, Grand'Mère, district of St. Maurice, defendant.

« Un terrain ou emplacement situé en la cité de Grand'Mère, sur la 7^{ième} Avenue, connu et désigné comme étant le lot numéro quinze de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent quarante (140-15) du cadastre révisé d'une partie de la paroisse de Ste-Flore, faisant partie de la cité de Grand'Mère, mesurant ledit terrain, mesures anglaises et plus ou moins, cinquante (50) pieds de largeur en front, et en arrière sur la profondeur de cent trente-neuf pieds et six dixièmes de pied (139.6) du côté nord-est et de cent trente-neuf pieds et sept dixièmes de pieds (139.7) du côté sud-ouest; ledit terrain est borné en front par la 7^{ième} Avenue. Avec la maison dessus construite, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Shawinigan, 795, 5^{ième} Rue, VENDREDI, le DOUZIÈME jour de NOVEMBRE 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Shawinigan, le 30 septembre 1971.

Le shérif,
RENÉ BOISVERT.
42426-0

"A lot or emplacement situated in the City of Grand'Mère, on 7th Avenue, known and designated as lot number fifteen of the official subdivision of original lot number one hundred and forty (140-15) of the revised cadastre of a part of the parish of St. Flore, forming part of the City of Grand'Mère, the said lot measuring, English measure and more or less, fifty (50) feet in width in front and in the rear, and in depth, one hundred and thirty-nine and six tenths feet (139.6) on the northeast side and one hundred and thirty-nine and seven tenths feet (139.7) on the southwest side; the said lot is bounded in front by 7th Avenue. With house thereon constructed, circumstances and dependences."

To be sold at the Registry Office of Shawinigan, 795, 5th Street, on FRIDAY, the TWELFTH day of NOVEMBER, 1971, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Shawinigan, September 30, 1971.

RENÉ BOISVERT,
Sheriff.
42426

INDEX No 41

ARRÊTÉS EN CONSEIL

ORDERS IN COUNCIL

2594 — Ferme expérimentale de Caplan localisée dans le district électoral de Bonaventure, <i>transfer de jurisdiction</i>	7417
2594 — Experimental Farm of Caplan situated in the electoral district of Bonaventure, <i>transfer of jurisdiction</i>	7417
3142 — Pesenteur et dimensions de véhicules automobiles circulant sur les chemins publics du Québec, <i>règlements</i>	7409
3142 — Weight and dimensions of motor vehicles operating on public highways in the Province of Québec, <i>Regulations</i>	7409
3198 — Transfer du contrôle du ministre de l'Agriculture et de la Colonisation à celui du ministre de la Voirie de la construction et de l'entretien des chemins et ponts de la colonisation.....	7418
3198 — Transfer of the construction and maintenance of colonization roads and bridges from the control of the Minister of Agriculture and Colonization to that of the Minister of Roads.....	7418
3232 — Armes à feu automatiques.....	7420
3232 — Automatic Firearms.....	7420
3233 — Perdrix et lièvre, (chasse au petit gibier), réserves Papineau, Labelle, Joliette, Mastigouche, St-Maurice, Rimouski et Portneuf, <i>règlements</i>	7421
3233 — Partridge and hare, (small game), reserves of Papineau, Labelle, Joliette, Mastigouche, St-Maurice, Rimouski, and Portneuf, <i>regulations</i>	7421
3234 — Ours polaire.....	7422
3234 — Polar bear.....	7422
3261 — Conseil supérieur de l'éducation, <i>amendments au règlement no 1</i>	7419
3261 — Superior Council of Education, <i>amendments to the regulations No. 1</i>	7419
3262 — Regroupement et gestion des commissions scolaires, <i>modifications aux territoires des commissions scolaires décrites aux annexes « A » et « B » de la loi (modification à l'arrêté en conseil 3139 du 14 septembre 1971)</i>	7421
3262 — Regrouping and management of school boards, <i>amendments to the territories of the new school boards in schedule "A" and "B" of the Act (Amendment to the order in council 3139 of September 14, 1971)</i>	7421
3290 — Fourrure, détail, Montréal, <i>modification au décret (Correction)</i>	7420
3290 — Fur, retail, Montreal, <i>amendments to the decree (Correction)</i>	7420
3297 — Aide à l'édition et à la production du livre.....	7408
3297 — Assistance towards the publication and production of books.....	7408
3298 — Accréditation des librairies.....	7408
3298 — Booksellers accreditation.....	7408
3345 — Protection du consommateur, <i>interprétation des règlements adoptés en vertu de la loi, certaines exemptions ainsi que les droits payables pour obtenir copie d'un dossier de crédit</i>	7423

ARRÊTÉS EN CONSEIL

(suite)

3345 — Consumer Protection, interpretation of regulations made under the Act, certain exemptions and the fees payable for obtaining a copy of a credit record.....	7423
3355 — Garage, Joliette, prolongation du décret.....	7407
3355 — Garage, Joliette, extension of the decree.....	7407
3356 — Imprimerie, Montréal, modifications au décret.....	7403
3356 — Printing, Montreal, amendments to the decree.....	7403

ORDERS IN COUNCIL

(continued)

ASSOCIATION COOPÉRATIVE

COOPERATIVE ASSOCIATION

Coop funéraire de St-Elzéar (Formation).....	7400
----------------------------------------------	------

AVIS DIVERS

MISCELLANEOUS NOTICES

Estate of Michel Belle Rose (Benefit of inventory).....	7393
Estate of Veronica Klein Tauber (Benefit of inventory).....	7393
Montréal, ville-city (Règl.-By-law 4311, annexion de certains lots-Annexation of certain lots).....	7394
Succession Michel Belle Rose (Bénéfice d'inventaire).....	7393
Succession Veronica Klein Tauber (Bénéfice d'inventaire).....	7393

CHANGEMENT DE NOM — Loi du

CHANGE OF NAME ACT

Demandes:

Applications:

Bouchard, Nérée.....	7399
Briand, Joseph Rémi.....	7399
Gryj, Julius Henryk.....	7399
Ouimet, Antoine.....	7399
Spitz, Joan (John).....	7398

Accordés:

Granted:

Simms, Jacques.....	7400
Talissé, Antoine.....	7400
Tellier, Manon.....	7400
Yule, Ronald Edwin.....	7400

**CAISSE D'ÉPARGNE
ET DE CRÉDIT**

**SAVINGS AND
CREDIT UNIONS**

Caisse d'économie des travailleurs de Granby (Nom-Name ch. et gr.).....	7401
Caisse d'économie des travailleurs du comté de Lévis (Formation).....	7401

**COMPAGNIES
ÉTRANGÈRES**

**EXTRA-PROVINCIAL
COMPANIES**

<i>Changement d'agent</i>	<i>Change of agent</i>
Puritan Canners Ltd.....	7397

Duchess Hosiery Shops Inc.....	7379
Electronic Servicing Inc.....	7379
Éléphants incorporation inc. (Aux).....	7381
Entreprises Patricia inc. (Les).....	7380
Équipe de natation de St-Laurent inc. (L').....	7382
Height of Fashion Ladies' Tailory Limited.....	7382
Jeanneau (P.) autos limitée.....	7381
L.B.P. distributeurs ltée.....	7380
Lamintex Inc.....	7380
Netro limitée.....	7380
Provincial Advertising Service Ltd.....	7380
West Isle Automobile Wholesalers Ltd.....	7380

Permis

License

AMF Incorporated.....	7398
-----------------------	------

**COMPAGNIES —
LOI DES**

**COMPANIES
ACT**

*Demandes d'abandon
de charte*

*Applications for
Surrender of Charter*

Blue Sky Delicatessen & Restaurant Inc.....	7381
Buffet Laval inc.....	7381
Château Ning Po (1966) inc.....	7381
Day Holdings Ltd.....	7379
Dépannage électronique inc.....	7379

Dissoutes

Dissolved

Affiliated Answer Phone Service Co. Ltd.....	7341
À la Cave Notre-Dame inc.....	7341
Brock (Jack) Realities Ltd.....	7341
Château Salaberry limitée de Valleyfield.....	7341
Château Salaberry Limited of Valleyfield.....	7341
Collège Saint-Vallier.....	7341
Cord Realities Inc.....	7341
Développements Blanchet inc. (Les).....	7342
Dubrow (Léon) Corporation.....	7342
Foss Construction Co., Limited.....	7342
Gingras (E.) inc.....	7243
J.H. Investments Ltd.....	7342

Dissoutes	Dissolved		
<i>(suite)</i>	<i>(continued)</i>		
Jo-El Draperies Ltd.	7342	Arc Drafting Inc.	7387
Joaillerie la Renaissance inc.	7343	Auberge de la mère Catherine inc.	7388
Labelle Automobile ltée.	7343	Besette Transport Inc.	7393
Leclerc (René T.) Co.	7343	Bromont Estate Inc.	7387
Lestal & Horn Construction Ltd.	7343	Centre de pédiatrie hospitalière de Montréal (P.T.G.) inc.	7393
Memphremagog Development Corp.	7343	Club des campeurs Opemisca Inc.	7391
Natofin Management Ltd.	7344	Distributions Clément inc. (Les)	7392
O'Brian Furs Incorporated.	7344	Domaine Bromont inc.	7387
Olympia Fur Co. Ltd.	7344	Dorbeau Diamond Drilling Inc.	7392
Powell Rouyn Gold Mines Limited.	7344	Dorgard Construction Inc.	7392
Renaissance Jewellery Inc.	7343	Duraforme du Québec inc.	7392
Salaison Beaulac inc.	7344	Entreprises Boisier ltée (Les)	7387
Shaghit Ltd.	7344	Fabrecon inc.	7390
Skiroule (Ontario) inc.	7345	Gemus Promotions Inc.	7390
Skiroule (Pennsylvania) inc.	7345	Great West Fur Inc.	7386
Transatlantic Agencies Limited.	7345	Jerrax of Canada Ltd.	7391
Val des Bois Lumber Inc.	7345	L'Espérance (G. R.) inc.	7391
Ulrich Investments Ltd.	7345	Leves Questor Inc.	7391
		Lutrand Inc.	7389
		Mart Steel & Metal Corp.	7390
		Munroe and Allen Québec Ltd.	7389
		Parc safari africain (Québec) inc.	7387
		Pensionnat St. Paul de Varennes.	7390
		Pièces de peinture et d'autos du Québec inc.	7390
		Placements Maurel ltée (Les)	7388
		Placements T.L.P. ltée.	7388
		Placements T.L.P. ltée.	7399
		Quevi Greenhouses Inc.	7389
		Rousseau Sauvé Warren Inc.	7388
		Serres Quevi inc. (Les)	7389
		T.L.P. Investments Ltd.	7388
		T.L.P. Investments Ltd.	7389
		Vins Calona inc.	7389
		DEMANDE À	APPLICATION
		LA LÉGISLATURE	TO LEGISLATURE
		Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal.	7398
		Montreal Police Benevolent and Pension So- ciety.	7398
		MINISTÈRES	DEPARTMENTS
		Affaires municipales	Municipal Affairs
		Bromont, ville-town (<i>Annex</i>)	7448
		Conseil du trésor	Treasury Board
		Règlement concernant la transmission de rap- ports financiers par les institutions subven- tionnées.	7455
		Regulations respecting the transmission of fi- nancial reports by institutions receiving public grants.	7455
		Institutions	Financial
		financières,	Institutions
		compagnies	Companies
		et coopératives	and Cooperatives
		<i>Assurance:</i>	<i>Insurance:</i>
		Electrical Workers' Benefit Association (<i>Per- mis-Licence</i>)	7402

Sièges sociaux**Head Offices**

African Safari Park (Québec) Inc. 7387

Industrie et Commerce	Industry and Commerce	
Avis de pêche aux coquillages.....	7425	
Notices respecting shellfishing.....	7425	

Terres et Forêts	Lands and Forests	
<i>Cadastre:</i>	<i>Cadastre:</i>	
Ancienne-Lorette, par.....	7377	
Letellier, canton-township.....	7377	
Letellier, canton-township.....	7377	
St-Dunstan du Lac Beauport, par.....	7378	
Ste-Jeanne de Neuville, par.....	7378	
St-Hubert, par.....	7378	
Ste-Rose, par.....	7378	
Simpson, canton-township.....	7378	
Tacyereau, canton-township.....	7379	

Travail et de la Main-d'oeuvre	Labour and Manpower	
<i>Industrie ou métiers de:</i>	<i>Industry or Trades of:</i>	
Automobile, Cantons de l'Est (<i>Appr.</i>) (<i>Correction</i>).....	7455	
Automobile, Eastern Township (<i>Appr.</i>) (<i>Correction</i>).....	7455	

Voirie	Roads	
Avis concernant la réglementation relative à la pesenteur de véhicules automobiles circulant sur les chemins publics en période de dégel ou de pluie.....	7449	
Notice concerning the regulation pertaining to the weight of automobile vehicles operating on public highways during thawing-out or rainy periods.....	7449	

NOMINATIONS	APPOINTMENTS	
<i>Conseils en loi de la reine:</i>	<i>Queen's Counsel learned in the law:</i>	
Clark, Joan.....	7427	
Kaufman, Fred.....	7427	
Laflamme, Ovide.....	7427	
Marquis, Jean.....	7427	
Mercure, Luc.....	7427	
Provost, Jean.....	7427	
Tellier, Claude.....	7427	

<i>Divers:</i>	<i>Miscellaneous:</i>	
Baillargeon, Claude-R. (<i>Juge de la Cour de bien-être social — Judge of the Social Welfare Court</i>).....	7427	
Bilodeau, Bernard (<i>Juge des sessions — Judge of the Sessions</i>).....	7427	
Choquette, Marc (<i>Juge des sessions — Juge of the Sessions</i>).....	7427	
Côté, Yvon (<i>Juge de la Cour provinciale — Judge of the Provincial Court</i>).....	7427	

Drouin, Marc-André (<i>Juge des sessions — Judge of the Sessions</i>).....	7427
Goulet, Jean (<i>Juge des sessions — Judge of the Sessions</i>).....	7427
Labrèche, Gaston (<i>Juge de la Cour provinciale — Judge of the Provincial Court</i>).....	7427
Lagarde, Roger (<i>Juge des sessions — Judge of the Sessions</i>).....	7427
Moscovitch, Moe (<i>Juge de la Cour provinciale — Judge of the Provincial Court</i>).....	7427
Quinlan, Clarence G. (<i>Juge municipal — Municipal Judge</i>).....	7427

PROCLAMATIONS PROCLAMATIONS

Coming into force of subdivisions of the cadastre of a part of the parishes of St. Dorothée, St. Martin, St. Rose, St. Vincent de Paul and the village of St. Rose situated in the registration division of Laval (<i>Erratum</i>).....	7450
Consumer Protection Act, coming into force of certain sections of the Act.....	7454
Développement industriel, mise en vigueur de la loi favorisant le développement industriel au moyen d'avantages fiscaux.....	7451
Extension de juridiction de la Cour municipale de la cité d'Alma à la municipalité de St-Henri-de-Taillon, comté de Lac-St-Jean-Est.....	7452
Extension de juridiction de la Cour municipale de la cité des Deux-Montagnes à la paroisse de St-Joseph-du-Lac, comté de Deux-Montagnes.....	7450
Extension of the jurisdiction of the Municipal Court of the City of Alma in the municipality of St. Henri-de-Taillon, county of Lake St. John East.....	7452
Extension of the jurisdiction of the Municipal Court of the City of Deux-Montagnes to the parish of St-Joseph-du-Lac, county of Deux-Montagnes.....	7450
Industrial Development, coming into force of the Act to promote the industrial development through fiscal advantages.....	7451
Jour d'action de grâce, le 11 octobre 1971..	7453
Mise en vigueur de subdivisions au cadastre d'une partie des paroisses de Ste-Dorothée, St-Martin, Ste-Rose, St-Vincent de Paul et du village de Ste-Rose (<i>Erratum</i>).....	7450
Protection du consommateur, mise en vigueur de certains articles de la loi.....	7454
Thanksgiving Day, October 12, 1971.....	7453

Régie des marchés agricoles du Québec	Québec Agricultural Marketing Board
Industrial Milk Producers, Québec (<i>Joint Plan, By-law</i>).....	7401
Producteurs de lait industriel, Québec (<i>Plan conjoint, régl.</i>).....	7401

SOUMISSIONS —	TENDERS —	Joliette	Joliette
demandes de	Requests for	Martel vs Loïsele.....	7462
Beauceville, ville-town.....	7440	Montréal	Montreal
Châteauguay, ville-town.....	7442	Caumartin vs Labelle et al.....	7464
Montréal-Nord-North, cité-city.....	7438	Prudential Insurance Company of America (The) vs Gauthier.....	7463
Nicolet, ville-town.....	7430	Prudential Insurance Company of America (The) vs Raymond.....	7463
Pascal-Taché, c.s.r.-r.s.b.....	7434	Prudentielle d'Amérique compagnie d'assu- rance (La) vs Gauthier.....	7463
Pointe-aux-Trembles, c.s.-s.c.....	7436	Prudentielle d'Amérique compagnie d'Assu- rance (La) vs Raymond.....	7463
St-Basile-le-Grand, ville-town.....	7432		
St-Eustache, par.....	7446		
St-Jean, c.s.....	7444		
St. John's, s.c.....	7444		
VENTES	SALES	Québec	Québec
Par Shérifs	By Sheriffs	Materio inc. vs Claveau.....	7465
Bedford	Bedford	Office du crédit agricole du Québec (L') vs Le- melin.....	7465
Canadian Acceptance Corp. Ltd. vs St-Pierre et al.....	7457	Québec Farm Credit Bureau (The) vs Lemelin.....	7465
Crédit foncier franco canadien vs Lajeunesse & frères inc.....	7459	St-Pierre-Verreault vs Filteau-Lagacé et al.....	7464
Hamelin vs Morin.....	7458		
Irwin vs Brodeur et al.....	7459	Saint-Maurice	Saint-Maurice
		Poulin vs Gagnon.....	7465
Bonaventure	Bonaventure	Taxes	Taxes
Demers (Rimouski) ltée vs Leblanc.....	7460	Hull, cité-city.....	7359
		LaSalle, cité-city.....	7345
Hauterive	Hauterive	Shawinigan-sud, ville-town.....	7359
Heat Saver ltée vs Girard (Georges) ltée.....	7461	Trois-Rivières, cité-city.....	7349
Kinross Mortgage Corporation vs Lebrasseur..	7461	Terrebonne, ville-town.....	7376

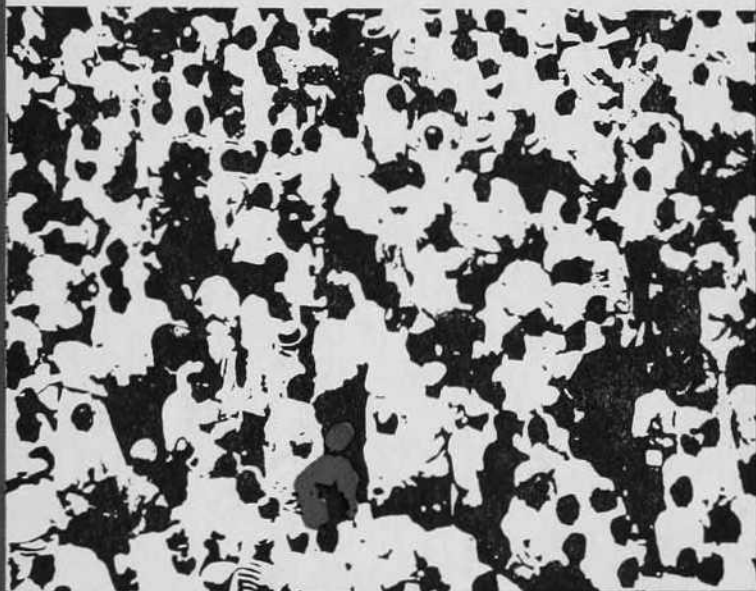






LA POLICE ET LA SÉCURITÉ DES CITOYENS

Jérôme Choquette, C.F.
Ministre de la Justice



livre blanc du ministre de la justice
Me Jérôme Choquette c.r.

\$1.50

en vente

QUÉBEC:

librairie de
l'Éditeur officiel du Québec,
2, rue Saint-Jean

librairie Garneau Itée,
47-49, rue Buade

librairie des Presses de
l'Université Laval

MONTREAL:

Centrale d'artisanat du Québec,
(comptoir des publications),
1450, rue Saint-Denis

librairie des Presses de
l'Université de Montréal

Wilson & Lafleur Itée,
39 ouest, rue Notre-Dame

SAINT-HYACINTHE:

Le Comptoir du Livre
1391, rue Calixa-Lavallée

TROIS-RIVIÈRES:

Comptoir de l'Éditeur officiel
du Québec
Bureau régional du ministère
de l'Éducation
2590, boulevard Royal